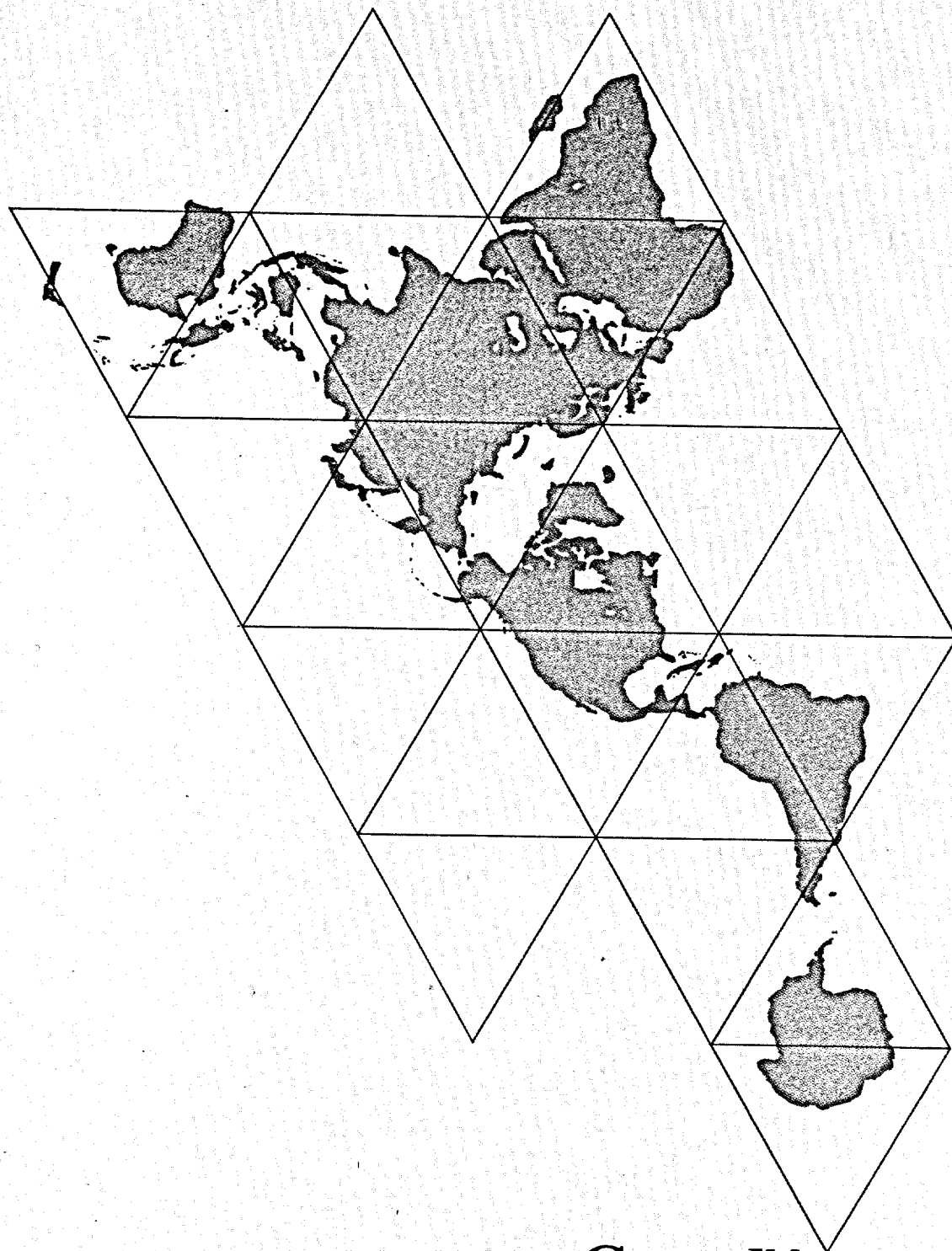


LIBRARY E.A. / BIBLIOTHÈQUE A.E.
3 5036 01014788 5

Ministère des Affaires extérieures

Rapport annuel 1985/86



Canada

1961

Ministère des Affaires extérieures
Rapport Annuel 1985-1986



Affaires extérieures
Canada

External Affairs
Canada

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1986

N° au cat. : E1-1/1986

ISBN 0-662-54707-1



Affaires extérieures
Canada

External Affairs
Canada

Sous-secrétaire

Under-Secretary

Le 28 novembre 1986

Le très honorable Joe Clark
Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures
Ottawa, Ontario

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

J'ai l'honneur de vous soumettre le dernier
Rapport annuel du ministère des Affaires extérieures.

Conformément aux dispositions de la Loi du
ministère des Affaires extérieures, ce rapport rend
compte de notre activité au cours de l'année financière.
Ce rapport touche donc la période qui va du 1er avril
1985 au 31 mars 1986.

J.H. Taylor

J.H. Taylor

Table des matières

	Page
Vue d'ensemble : LE CANADA ET LE MONDE	1
Chapitre 1 LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL	
Le Canada et le contexte économique international	5
Questions internationales en matière de finances et d'investissement	5
Chapitre 2 LE CANADA ET LE COMMERCE MONDIAL	
Évolution du commerce mondial	7
Évolution du commerce extérieur du Canada	7
Évolution des échanges selon les régions et les produits	7
Évolution de la politique commerciale	10
Commerce international des produits de base	12
Intensification du commerce international	12
Services et programmes d'exportation	18
L'expansion du commerce : politique, planification et liaison	21
Relations commerciales spéciales	22
Extra-territorialité	24
Chapitre 3 AFFAIRES MULTILATÉRALES ET COOPÉRATION INTERNATIONALE	
Les Nations Unies	25
Coopération Nord-Sud	25
Le Commonwealth	26
La francophonie	27
Énergie	27
Droit de l'environnement	28
Environnement	28
Droit de la mer	29
Droits de la personne et affaires sociales	29
Affaires des autochtones	31
Chapitre 4 INTÉRÊTS RÉGIONAUX DU CANADA	
États-Unis	32
Communauté économique européenne et Europe de l'Ouest	34
Union soviétique et Europe de l'Est	41
Asie et Pacifique	43
Afrique et Moyen-Orient	48
Amérique latine et Antilles	51
Chapitre 5 DÉFENSE ET SÉCURITÉ COLLECTIVE	
La défense et l'OTAN	55
Relations canado-américaines	55
Maintien de la paix	55
Programme d'aide à la formation militaire	55
Contrôle des armements et désarmement	55
Chapitre 6 PROTECTION DES INTÉRÊTS PRIVÉS	
Services consulaires	57
Services des passeports	57
Immigration et réfugiés	57
Droit international privé	59
Accès à l'information et protection des renseignements personnels	60

	Page
Chapitre 7	
DROIT INTERNATIONAL	
Pêches	61
Traité concernant le saumon du Pacifique	61
L'affaire « <i>La Bretagne</i> »	61
Droit de l'espace	62
Souveraineté canadienne	62
Questions relatives aux frontières maritimes	62
Aspects juridiques du développement	62
Propriété intellectuelle	62
Droit conventionnel	63
Privilèges et immunités	63
Chapitre 8	
RELATIONS CULTURELLES INTERNATIONALES	
Politique culturelle	64
UNESCO	64
Sports internationaux	64
Promotion des arts	65
Études canadiennes à l'étranger	65
Affaires historiques	65
Chapitre 9	
PROGRAMMES D'INFORMATION ET SERVICE DE PRESSE	
Service de presse	67
Expositions internationales	67
Programmes d'information à l'étranger	67
Programmes d'information au Canada	69
Chapitre 10	
COORDINATION DE LA POLITIQUE, SYSTÈMES DE GESTION ET ADMINISTRATION	
Direction générale du développement de la politique	71
Gestion du Ministère	71
Vérification interne	72
Programme d'amélioration de la gestion	72
Bureau de l'inspecteur général	75
Coordination fédérale-provinciale	75
Services du protocole et représentants diplomatiques, consulaires et autres au Canada	75
Communications, extraction de l'information et bibliothèque	77
Sécurité et renseignements	77
Personnel	77
Direction générale des finances et de la gestion	77
Budget	78
Immeubles et autres biens	78
Annexes	
I. Organigramme	79
II. Accords internationaux – bilatéraux	80
III. Accords internationaux – multilatéraux	83

Sigles et acronymes

ACCT	Agence de coopération culturelle et technique
ACDI	Agence canadienne de développement international
ACL	Accords commerciaux à long terme
AEIE	Agence d'examens de l'investissement étranger
AIE	Agence internationale de l'énergie
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
AIJ	Année internationale de la jeunesse
AIP	Année internationale de la paix
ALT	Accord de pêche à long terme
AMF	Arrangement multifibres
ANASE	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
APD	Aide publique au développement
APPD-DD	Arrangements de partage du développement et de la production de matériel de défense
APRA	Action populaire révolutionnaire américaine
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
CARICOM	Communauté et marché commun des Caraïbes
CCC	Corporation commerciale canadienne
CCDAA	Conférence pour la coordination du développement en Afrique australe
CCE	Commission des communautés européennes
CDH	Commission des droits de l'homme
CE	Communauté européenne
CEDEF	Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes
CEE	Communauté économique européenne
CEE/ONU	Commission économique des Nations Unies pour l'Europe
CIEC	Conseil international des études canadiennes
CIMME	Comité pour les investissements internationaux et les entreprises multinationales
CIPPN	Commission internationale des pêches du Pacifique Nord
CITES	Convention sur le commerce international des espèces menacées d'extinction
CMIT	Comité des mouvements de capitaux et des transactions invisibles
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CNUDCI	Commission des Nations Unies pour le droit commercial international
CoCom	Comité de coordination du contrôle des échanges stratégiques
CONFJES	Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports des pays d'expression française
CONFEMEN	Conférence des ministres de l'Éducation
CRDI	Centre de recherches pour le développement international
CSCE	Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe
CUPEEA	Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique
DISERO	Offres de réinstallation au débarquement
EACL	Énergie atomique du Canada Limitée
ECOSOC	Conseil économique et social
EIC	Emploi et Immigration Canada
EMEP	Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe
Euratom	Communauté européenne de l'énergie atomique
FARC	Forces armées révolutionnaires colombiennes
FCCT	Fonds du Commonwealth pour la coopération technique
FMI	Fonds monétaire international
FMO	Force multinationale d'observation
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
GRC	Gendarmerie royale du Canada
HABITAT	Centre des Nations Unies pour les établissements humains

HCR	Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IDA	Association internationale de développement
IDS	Initiative de défense stratégique
IFI	Institutions financières internationales
IACA	Agence internationale de l'énergie atomique
IICA	Institut interaméricain de coopération agricole
INSG	Groupe d'étude international du nickel
IPGH	Institut panaméricain de géographie et d'histoire
LEIE	<i>Loi sur l'examen de l'investissement étranger</i>
LMSI	<i>Loi sur les mesures spéciales d'importation</i>
LOS	Convention sur le droit de la mer
MAE	Ministère des Affaires extérieures
MBFR	Réductions mutuelles et équilibrées des forces en Europe
ME	Mémoire d'entente
MEC	Mois des exportations canadiennes
MEIR	Ministère de l'Expansion industrielle régionale
MEST	Ministère d'État chargé des Sciences et de la Technologie
NAPC	North Aegean Petroleum Corporation
NORAD	Commandement de la défense aérienne nord-américaine
NPI	Nouveaux pays industriels
OAA	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
OEA	Organisation des États américains
OECO	Organisation des États des Caraïbes orientales
OIBT	Organisation internationale des bois tropicaux
OIT	Organisation internationale du travail
OLP	Organisation de libération de la Palestine
OMI	Organisation maritime internationale
OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OPANO	Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest
OPAS	Organisation panaméricaine de la santé
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PAGAE	Programme d'amélioration de la gestion du ministère des Affaires extérieures
PALT	Programme d'acquisition à long terme
PAM	Programme alimentaire mondial
PAT	Programme d'apports technologiques
PDME	Programme de développement des marchés d'exportation
PILT	Programme d'immobilisations à long terme
PNB	Produit national brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PPP	Programme des projets de promotion
RASRO	Programme commun de réinstallation des sauvetages en mer
RCI	Radio Canada international
RDP	Recherche, développement et production
RFA	République fédérale d'Allemagne
RPC	République populaire de Chine

SAARC	Association de coopération régionale de l'Asie du Sud
SADCC	Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe
SALT-II	Entretiens sur la limitation des armes stratégiques – 2 ^e session
SCCI	Sous-comité de la coopération internationale
SEE	Société pour l'expansion des exportations
SH	Système harmonisé
SPCAI	Société Pétro-Canada pour l'assistance internationale
SUCO	Service universitaire canadien outre-mer
TADPA	Transport à distance des polluants atmosphériques
TEMIC	Institut canadien de formation des cadres en gestion des télécommunications
UNCTAD	Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
WIN	Réseau mondial d'information sur les exportations du MAE

Vue d'ensemble

LE CANADA ET LE MONDE

Au cours de l'année visée par ce rapport, les questions de stratégie et de politique ont été essentiellement axées sur les relations Est-Ouest. Après plusieurs années de divergences idéologiques, la perspective d'une réunion au sommet entre le président Ronald Reagan et le secrétaire général Mikhail Gorbatchev a permis un certain optimisme. Bien qu'il ait produit peu de résultats concrets, le Sommet de Genève a sans aucun doute amélioré le ton des entretiens Est-Ouest. Au cours des mois qui ont suivi, les déclarations des dirigeants soviétiques et américains laissaient présager l'établissement de liens plus étroits et plus productifs.

Les négociations sur le contrôle des armements n'ont pas progressé au cours de l'année écoulée. Des divergences demeurent sur de nombreuses questions de stratégie nucléaire. L'intention des États-Unis d'entreprendre des recherches sur l'Initiative de défense stratégique (IDS) est restée ferme, tandis que l'Union soviétique continue à voir dans ces recherches le danger d'une nouvelle course aux armements dans l'espace. Les États-Unis ont continué à démontrer que l'Union soviétique n'avait pas respecté les dispositions de l'accord SALT II, ce qui laisse supposer qu'ils pourraient déclarer ne plus se sentir liés par cet accord. Le Canada s'est joint aux dirigeants de l'Europe de l'Ouest et d'autres pays pour demander avec insistance que s'amorcent des négociations sérieuses et réalistes sur le contrôle des armements.

Plusieurs régions du monde ont été aux prises avec des conflits, bien qu'il y ait eu également des signes d'amélioration. Aux Philippines et à Haïti, les régimes du président Marcos et du président Duvalier, respectivement, ont pris fin sous la pression des manifestations publiques et des revendications en faveur de formes de gouvernement nouvelles et plus démocratiques. En Amérique latine, en dépit de graves difficultés économiques, un certain nombre de pays ont consolidé leur régime démocratique en s'assurant l'appui de la population.

En Amérique centrale, la légère amélioration de la situation politique au Salvador a été souvent contrariée par la violence, imputable tant à la gauche qu'à la droite. Au Guatemala, un nouveau président a été élu démocratiquement, ce qui laisse espérer qu'en dépit des énormes difficultés que devra affronter le gouvernement civil, un régime démocratique a quelque chance de s'établir dans ce pays. Au Nicaragua, les contras, appuyés par les États-Unis, ont continué de s'opposer au régime en place. Le groupe de Contadora a poursuivi ses efforts pour apporter une solution régionale aux troubles qui sévissent en Amérique centrale, mais peu de progrès réels ont été réalisés.

Au Moyen-Orient, la situation des dernières années est restée inchangée, sans grand espoir d'évolution décisive parmi les parties en conflit. La guerre entre l'Iran et l'Iraq a fait rage, entraînant de lourdes pertes humaines de part et d'autre. La possibilité d'instaurer une collaboration plus étroite entre

le gouvernement de la Jordanie et l'Organisation de libération de la Palestine s'est amenuisée. Au Liban, la situation est demeurée extrêmement instable, la Syrie apparaissant comme l'influence étrangère dominante. En Afghanistan, l'invasion soviétique a prélevé un lourd tribut sur la population civile. Les accusations de violations graves des droits de la personne se sont poursuivies, notamment avec le témoignage de réfugiés afghans qui ont décrit les moyens cruels et oppressifs utilisés pour écraser l'opposition populaire au régime de Kaboul, appuyé par les Soviétiques.

En Afrique du Sud, la situation s'est détériorée au cours de l'année passée. En dépit des pressions venant du monde entier, le gouvernement sud-africain ne s'est aucunement montré disposé à abolir les principes sur lesquels repose sa politique raciste d'*apartheid* et à la remplacer par une forme de gouvernement démocratique. Au Sommet du Commonwealth, tenu à Nassau, le Canada a joué un rôle de premier plan dans l'obtention d'un consensus sur l'Afrique du Sud. Le Commonwealth a mis sur pied un groupe de personnalités, dans lequel le Canada était représenté, pour faire enquête sur la situation en Afrique du Sud et déterminer s'il existait une volonté réelle de réforme. La violence s'est intensifiée dans ce pays. Au cours de l'année, plusieurs centaines de Noirs ont perdu la vie.

Le terrorisme s'est accru, et des personnes innocentes de toutes provenances, y compris des Canadiens, ont perdu la vie dans des attentats visant à instaurer un climat de peur dans les populations civiles. Des preuves de plus en plus nombreuses attestent que certains États offrent une aide financière et politique à divers groupes terroristes. Le Canada a cherché à collaborer avec d'autres gouvernements pour comprendre et enrayer un fléau qui menace de plus en plus de vies innocentes et accentue les tensions internationales.

Les questions de sécurité ont été étroitement liées au désir du gouvernement canadien de protéger et de promouvoir la souveraineté et l'indépendance du Canada dans le monde. Au chapitre de la sécurité de l'environnement comme à celui de l'intégrité territoriale, le gouvernement a défendu avec fermeté les intérêts du Canada en tant que pays souverain. Il a confirmé la souveraineté canadienne dans les eaux de l'Arctique et a fixé les lignes de base droites qui délimitent le périmètre de l'archipel Arctique; a décidé de construire un brise-glace pouvant être mis en service pendant toute l'année dans l'Arctique canadien; et a commencé à formuler un certain nombre de propositions visant à étendre le contrôle du Canada sur cette région.

Un objectif essentiel de la politique étrangère canadienne a été de faire respecter de façon plus rigoureuse, à l'étranger, les normes adoptées au niveau international en matière de droits de la personne. Le Canada a été l'hôte d'une rencontre Est-Ouest de spécialistes des droits de la personne qui s'est tenue à Ottawa dans le cadre de la Conférence sur la sécurité

et la coopération en Europe (CSCE). Au niveau bilatéral, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le très honorable Joe Clark, a soulevé les problèmes des droits de la personne au cours de sa visite en Union soviétique. Le gouvernement a poursuivi son travail pour venir en aide aux réfugiés, en particulier à ceux de l'Asie du Sud-Est. Aux Nations Unies et au sein d'autres organismes, le Canada a continué de se faire l'adversaire des régimes qui violent constamment les droits fondamentaux de la personne.

À l'occasion de rencontres internationales telles que le Sommet du Commonwealth et le Sommet de la francophonie, tenus respectivement à la Jamaïque et à Paris, le Canada a contribué à l'avancement des priorités de sa politique étrangère, tant dans le domaine politique qu'économique. Ces rencontres se prêtaient particulièrement au renforcement et au développement des thèmes que le gouvernement canadien a cherché à mettre en évidence dans sa politique étrangère, à travers ses contacts bilatéraux.

La croissance économique globale a accusé un ralentissement au cours de l'année financière 1985-1986. La croissance du volume des échanges commerciaux était à la baisse comparativement à 1984-1985; les taux de change ont évolué de façon irrégulière; le déséquilibre des paiements internationaux s'est encore accentué; les pressions protectionnistes ont été plus fortes, et le poids de la dette extérieure a rendu précaire la situation économique d'un certain nombre de pays en développement. Parmi les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), la baisse du volume des échanges a été plus prononcée en Amérique du Nord et au Japon.

La baisse subite des prix du pétrole s'est répercutée sur l'ensemble de l'économie internationale. Les pays producteurs de pétrole ont enregistré une diminution de leurs revenus, ce qui a entraîné une diminution du volume de leurs importations. Certains pays en développement qui importent du pétrole bénéficieront temporairement de la baisse des prix; dans d'autres pays en développement, en particulier le Mexique, le Nigeria et le Venezuela, cette baisse subite a provoqué une crise économique. La chute des prix du pétrole aura, dans l'immédiat, des répercussions macroéconomiques avantageuses pour les pays industrialisés, mais l'on a pu craindre que, au bout du compte, l'accroissement de la demande et la réduction de l'offre entraîneraient les prix du pétrole dans une nouvelle spirale inflationniste. Entre-temps, les secteurs pétroliers des pays producteurs comme le Canada ont été durement touchés par la baisse soudaine des activités d'exploration.

Au cours de l'année écoulée, les taux de change ont commencé à se stabiliser, en particulier après l'accord conclu en septembre entre les États-Unis, le Japon, le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne de l'Ouest, en vue de permettre une baisse de la valeur du dollar américain. Toutefois, l'ajustement des taux de change n'ayant pas contribué autant qu'on l'avait espéré à une répartition plus équilibrée des échanges commerciaux, et la balance commerciale américaine étant restée nettement déficitaire, les pressions en faveur d'une législation commerciale protectionniste se sont accrues aux États-Unis.

Au cours de la période considérée, un certain nombre de problèmes commerciaux se sont accentués. Des propos virulents ont été échangés à plusieurs reprises entre la

Communauté européenne et d'autres pays commerçants au sujet des subventions importantes consenties aux exportateurs de produits agricoles; le danger d'une guerre commerciale dans ce secteur a laissé entrevoir un avenir difficile pour des pays comme le Canada et l'Australie, dont les exportations agricoles sont moins importantes. Des facteurs tels que la faiblesse générale des prix des produits de base autres que le pétrole, de même qu'un excédent de capacité globale dans divers secteurs, notamment celui de l'acier, ont aggravé la tendance aux interventions commerciales discriminatoires et intensifié les pressions protectionnistes dans le monde entier.

Un signe positif relevé au cours de l'année écoulée fut la décision prise par les membres de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) d'ouvrir de nouvelles négociations commerciales multilatérales. Ces négociations s'annoncent longues et ardues. Des questions importantes telles que le commerce dans le domaine des services et les subventions à l'exportation seront très difficiles à traiter, mais doivent être abordées au niveau international. Le gouvernement canadien a fermement appuyé le lancement des nouvelles négociations et a tenu d'abondantes consultations avec le secteur privé et les provinces en prévision de ces négociations.

En 1985, le gouvernement a décidé d'ouvrir des négociations commerciales avec les États-Unis dans le but de conclure un accord commercial global entre les deux pays. Préoccupé par les tendances protectionnistes qui se font jour aux États-Unis et reconnaissant qu'il importe que le Canada puisse avoir accès de façon soutenue au marché américain, le gouvernement a jugé qu'un nouvel accord commercial canado-américain serait un élément déterminant de sa stratégie de relance économique du Canada. L'accès assuré au marché américain permettrait aux entreprises canadiennes de planifier et d'investir, en sachant que leurs produits pourront bénéficier sans obstacle de la plus riche place commerciale du monde, un marché nord-américain de plus de 250 millions de consommateurs.

Les problèmes économiques du Tiers monde ont subsisté au cours de l'année passée. En dépit de quelques succès notables, bon nombre de ces pays ont éprouvé de la difficulté à assurer la reprise de leur croissance économique. Les principaux pays débiteurs, en particulier, ont constaté qu'il ne leur est plus possible de trouver de nouveaux capitaux d'investissement. Cette situation résulte d'une performance économique insatisfaisante qui, à son tour, rend la dette de ces pays plus difficile à honorer. Le secrétaire américain au Trésor, James Baker, a reconnu cette difficulté et préconisé que de nouveaux capitaux d'investissement soient dirigés vers les pays du Tiers monde, dans le cadre d'une démarche économique axée sur la croissance, de manière à redresser la situation de la dette internationale.

Le gouvernement canadien a maintenu le niveau de croissance réelle de l'aide publique au développement accordée aux pays du Tiers monde, bien que les objectifs économiques aient dû être resserrés quelque peu. Au cours de l'année écoulée, l'accent a été mis sur la redéfinition des programmes d'aide au développement et sur l'élaboration de mécanismes mieux conçus et plus efficaces destinés à offrir l'aide canadienne à l'étranger.

L'interdépendance économique rend essentielle la collaboration entre les nations pour résoudre leurs problèmes économi-

ques communs. Le gouvernement canadien a continué à participer aux sommets économiques annuels des pays industrialisés, aux activités du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque mondiale, du GATT ainsi que d'autres organisations et institutions qui se consacrent à une meilleure coordination économique entre les pays.

Au cours de l'année passée, la politique extérieure du Canada a suscité un nombre sans précédent de débats publics. En mai 1985, le gouvernement instituait la toute première enquête parlementaire sur l'orientation des relations internationales du Canada. Un Comité mixte de la Chambre des communes et du Sénat a tenu des audiences publiques dans tout

le pays sur les différents aspects de ces relations. En septembre 1985, ce comité a fait paraître un rapport intérimaire sur deux grandes questions d'actualité : les échanges commerciaux canado-américains et l'Initiative de défense stratégique. Au cours de la période étudiée, des Canadiens de toutes les régions et représentant les intérêts les plus divers ont comparu devant le Comité mixte pour exprimer leurs opinions sur l'orientation des relations internationales de leur pays. L'intérêt soutenu manifesté par le public et la teneur générale des mémoires présentés permettent de croire que les Canadiens veulent se doter d'une politique étrangère fondée sur un internationalisme engagé et constructif.



Chapitre 1

LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

Le Canada et le contexte économique international

L'importance de l'expansion économique que les États membres de l'OCDE ont connue en 1984 a diminué, leur taux de croissance s'établissant à 2,7 % en 1985. Ce ralentissement peut être attribué dans une large mesure à la conjoncture économique aux États-Unis, où le taux de croissance est passé de 6,6 % en 1984 à 2,2 % en 1985. La baisse du taux de croissance de l'OCDE a entraîné une réduction marquée de la croissance du commerce international qui, de 9 % en 1984, est tombée à moins de 3 % en 1985, et a affecté les pays en développement, dont le taux de croissance était de 3,1 % en 1985, par rapport à 4 % l'année précédente. L'économie canadienne a conservé un taux de croissance raisonnable de 4,5 % en 1985, une diminution minime, compte tenu qu'il se situait à 5 % en 1984.

L'inflation a continué de baisser progressivement en 1985, s'établissant à moins de 5 % dans les pays membres de l'OCDE. La chute des cours du pétrole, au début de 1986, a renforcé cette tendance; par conséquent, on prévoyait que le taux d'inflation des pays de l'OCDE serait inférieur à 3 % en 1987, certains pays, comme l'Allemagne de l'Ouest et le Japon, devant connaître une stabilisation virtuelle des prix (sinon une déflation). Malgré la reprise économique et la maîtrise de l'inflation, on n'a guère réussi à réduire le taux de chômage. La création d'emplois a nettement ralenti aux États-Unis en 1985, alors qu'en Europe elle ne suivait pas l'augmentation de la main-d'œuvre disponible, de sorte que le taux de chômage a continué de monter pour atteindre environ 11 %. Le Canada a été l'un des rares pays à enregistrer à la fois la création de nombreux emplois et une baisse du taux de chômage.

Au cours de la dernière année, les déséquilibres commerciaux et financiers internationaux, particulièrement les surplus du commerce et du compte courant du Japon et de l'Allemagne de l'Ouest, d'une part, et le déficit américain, d'autre part, ont suscité des inquiétudes grandissantes. Ces déséquilibres ont augmenté le risque de fluctuations brutales et déstabilisatrices des taux de change et incité les tenants du protectionnisme à accentuer leurs pressions, particulièrement aux États-Unis. De nombreux observateurs attribuant ces difficultés à l'énorme déficit budgétaire américain, les appels se sont multipliés en faveur de mesures de réduction du déficit.

Par ailleurs, on a noté en 1985 un certain nombre de signes encourageants en ce qui concerne la politique économique de pays importants. Les participants à la réunion du conseil ministériel de l'OCDE, en avril, et au Sommet économique de Bonn, en mai 1985, se sont mis d'accord sur un ensemble de politiques économiques visant à réduire les déséquilibres, à accroître la confiance et à soutenir la croissance économique. Dans les mois qui ont suivi, des progrès considérables

ont été accomplis dans l'application de ces accords. Les efforts déployés pour maîtriser et réduire le déficit budgétaire américain ont commencé à produire des résultats, en raison notamment de la réduction des fonds alloués à la défense et de l'adoption de la loi Gramm-Rudman. En septembre, les ministres des Finances et les gouverneurs des banques centrales des pays du Groupe des Cinq ont publiquement convenu d'intervenir sur le marché des changes pour réduire la valeur du dollar américain, accélérant ainsi un réajustement entrepris quelques mois auparavant. En octobre, le secrétaire américain au Trésor, James Baker, a mis de l'avant un certain nombre de propositions visant à renforcer la stratégie internationale de règlement cas par cas des problèmes de la dette des pays en développement. En novembre, les parties au GATT ont convenu de mettre sur pied un comité chargé de paver la voie au lancement d'une nouvelle série de négociations commerciales multilatérales. Enfin, en mars 1986, les banques centrales des trois principaux pays, les États-Unis, le Japon et l'Allemagne de l'Ouest ont effectué une réduction coordonnée de leurs taux d'intérêt.

Le début de 1986 a donc suscité un optimisme considérable dans le milieu de la diplomatie économique internationale. Des progrès économiques et une attitude plus raisonnable et plus conciliante des dirigeants ont semblé créer la conjoncture la plus favorable que nous ayons connue depuis longtemps pour résoudre les difficultés économiques qui ont marqué les années soixante-dix et le début des années quatre-vingt, et remettre l'économie mondiale sur la voie d'une croissance soutenue, non inflationniste.

Questions internationales en matière de finances et d'investissement

Au cours des trois dernières années, on a réussi à endiguer passablement mieux les problèmes liés au service de la dette extérieure de nombreux pays étrangers. Le Canada a joué un rôle actif dans les efforts multilatéraux destinés à renforcer la stratégie de gestion de la dette ainsi que dans les négociations bilatérales sur le rééchelonnement de la dette. Toutefois, la conjoncture économique a été moins favorable aux pays débiteurs en 1985 qu'en 1984. La chute des cours du pétrole a avantagé les importateurs des pays en développement, mais elle a nui aux pays débiteurs exportateurs de pétrole, comme le Mexique et le Nigeria.

L'Amérique latine, dont la part représente un fort pourcentage de l'encours de la dette extérieure des pays en développement (360 milliards sur 860 milliards de dollars US), est encore la région qui a causé le plus d'inquiétude, eu égard à la nécessité de sauvegarder le système financier international. L'endettement des pays débiteurs moins importants, s'il ne constitue pas une menace pour le système financier international, risque toutefois d'entraîner davantage de souffrances humaines, particulièrement en Afrique. Les pays d'Asie ont

en général mieux surmonté la crise de la dette que les pays en développement d'autres régions. En Europe de l'Est, on prévoit que la dette de la Pologne continuera de causer un problème.

Depuis les réunions annuelles du FMI et de la Banque mondiale, tenues à Séoul en octobre 1985, les pays industrialisés ont concentré leur attention sur les suites à donner aux propositions américaines (le Plan Baker) en vue d'établir un processus de gestion de la dette davantage axé sur la croissance. Afin d'appuyer les efforts d'ajustement structurel des pays débiteurs, les États-Unis ont notamment proposé que les banques commerciales et les institutions multilatérales augmentent le nombre de prêts qui leur sont accordés. Le Canada a appuyé ces propositions au cours de réunions ultérieures.

Depuis lors, le Fonds fiduciaire du FMI a commencé à prêter aux pays débiteurs les plus pauvres une plus grande partie de ses rentrées de capitaux; le FMI a approuvé l'ouverture d'un compte spécial à cette fin. La Banque mondiale étudie actuellement des moyens d'augmenter ces fonds. En outre, des discussions ont permis d'améliorer concrètement la coopération entre le FMI et la Banque mondiale. Par contre, les discussions sur les propositions américaines concernant les principaux débiteurs ont moins progressé. La Banque mondiale a adopté des mesures en vue d'augmenter ses prêts. Bien que les banques commerciales, y compris les banques canadiennes, aient favorablement accueilli les propositions américaines, elles souhaitent obtenir l'assurance que les gouvernements créanciers augmenteront leur financement. Néanmoins, tandis que s'amorçaient les préparatifs des réunions économiques internationales de 1986 (réunion ministérielle de l'OCDE, réunions du Comité intérimaire du FMI et du Comité du développement de la BIRD, Sommet économique de Tokyo), le contexte semblait favorable à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une stratégie de gestion de la dette davantage orientée vers la croissance.

Le Canada a continué de participer aux négociations officielles du Club de Paris (groupe informel de créanciers publics) sur le rééchelonnement de la dette. En 1985, le Club de Paris a conclu 22 accords de rééchelonnement d'une valeur supérieure à 19 milliards de dollars US.

Au cours de l'année, l'attention s'est portée davantage sur le système monétaire international en raison d'inquiétudes concernant les effets des fluctuations constantes du taux de change. Le Groupe des Dix et le Groupe des Vingt-quatre, qui représentent respectivement les pays industrialisés et les pays en développement, ont présenté, sur le fonctionnement du système monétaire international, des rapports dont le Comité intérimaire du FMI devrait discuter en avril 1986. Les pays industrialisés ont convenu que le système des taux de change flottants devait être maintenu. Le rapport du Groupe des Dix, appuyé par le Canada et les autres membres du Groupe des Sept, demande au FMI d'être plus attentif aux répercussions internationales des politiques nationales destinées à réduire les fluctuations des taux de change. La plupart s'entendaient sur la nécessité d'une coopération accrue et d'une meilleure coordination des politiques entre les pays les plus importants. Cette question devait être examinée plus en profondeur au Sommet économique tenu à Tokyo, en mai 1986.

La *Loi sur l'investissement Canada*, adoptée en juillet 1985, et le remplacement ultérieur de l'Agence d'examen de l'investissement étranger (AEIE) par Investissement Canada

ont marqué un changement fondamental dans la politique canadienne concernant les investissements étrangers directs. Les mesures de libéralisation contenues dans la Loi ont été bien accueillies par tous les pays. En outre, des politiques précises concernant les investisseurs étrangers ont également été introduites pour les secteurs du pétrole, du gaz et de l'édition de livres. L'application de ces mesures a constitué l'une des plus importantes initiatives gouvernementales pendant cet exercice financier et a fortement contribué à la réalisation du programme de reprise économique, tout en protégeant certains secteurs fragiles.

En juillet 1985, le Canada a été le dernier pays de l'OCDE à adhérer au Code de l'OCDE sur la libéralisation des mouvements de capitaux, qui a pour objectif la libéralisation progressive des flux financiers entre les pays; les dispositions qu'il contient ont donc des répercussions directes sur les questions d'investissement. En adhérant à ce code, le Canada est devenu un membre actif du Comité des mouvements de capitaux et des transactions invisibles (CMIT), qui gère le Code de libéralisation des mouvements de capitaux et le Code de libéralisation des opérations invisibles courantes.

Le Canada a joué un rôle actif dans le Comité pour les investissements internationaux et les entreprises multinationales de l'OCDE (CIIME). Ce comité a surtout veillé à ce que ses membres ne s'écartent pas des dispositions non discriminatoires à l'égard des sociétés étrangères et à ce que, conformément à l'engagement de 1984, les juridictions nationales évitent d'imposer des exigences contradictoires aux sociétés multinationales.

Aux Nations Unies, deux séances de négociation spéciales ont eu lieu pendant la période considérée, en vue d'élaborer un Code de conduite des sociétés transnationales. Le Canada est toujours d'avis qu'un code équilibré et facultatif contribuerait à créer un contexte plus favorable à l'investissement international et que ce contexte profiterait, en retour, aux pays en développement. Malheureusement, malgré les efforts déployés par de nombreux pays, dont le Canada, pour en arriver à un compromis acceptable sur les questions en suspens, on n'est pas encore parvenu à réaliser un accord définitif.

Pendant l'année, les questions liées à la propriété intellectuelle ont occupé une place croissante dans l'ordre du jour économique international. Le Canada a joué un rôle actif au cours de la réunion des organes délibérants de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), tenue en septembre 1985. L'OMPI tenait d'autres réunions importantes en novembre 1985, sur les circuits intégrés, et, en décembre 1985, sur l'enregistrement international des marques de commerce.

Au pays, le gouvernement a étudié la nécessité de modifier les politiques canadiennes qui posaient des problèmes importants pour nos relations avec nos principaux partenaires commerciaux. Le gouvernement n'a pas pris de décision définitive quant à des changements éventuels concernant l'obtention obligatoire de licences pour les produits pharmaceutiques en vertu de la *Loi sur les brevets*. Il a également étudié les modifications à apporter à la *Loi sur les droits d'auteur*. En octobre 1985, un comité parlementaire a déposé son rapport sur l'examen des droits d'auteur, intitulé *Charte des droits des créateurs et des créatrices*. Le gouvernement a entériné la plupart des propositions contenues dans ce rapport en février 1986 et a déclaré qu'il présenterait des modifications à la Loi plus tard au cours de l'année.

Chapitre 2

LE CANADA ET LE COMMERCE MONDIAL

Évolution du commerce mondial

La croissance du commerce mondial s'est ralentie considérablement en 1985. Selon les estimations, le volume du commerce international n'a augmenté que de 3 %, comparativement à une hausse marquée d'environ 9 % en 1984. Ce ralentissement est essentiellement attribuable à la stagnation des marchés des denrées et à une croissance modeste du commerce dans le secteur des services. Bien que la part des services dans le revenu national ait sensiblement augmenté, la proportion de l'activité de ce secteur par rapport au commerce mondial est demeurée pratiquement inchangée au cours des dernières années.

La croissance des exportations de produits agricoles est passée d'un taux annuel moyen de 3 % au cours de la période de 1973 à 1979, à -2,5 % en 1985. Les exportations de minéraux, qui avaient augmenté au rythme de 1 % au cours de la période de 1973 à 1979, sont tombées à -3 % en 1985. Le commerce des produits manufacturés a augmenté de 5 %, seul secteur du commerce mondial ayant enregistré une croissance marquée en 1985.

La croissance des importations dans les pays industrialisés a été très irrégulière en 1985 et se trouvait principalement concentrée aux États-Unis, qui ont contribué pour environ 40 % à l'augmentation de l'ensemble des importations mondiales. Les facteurs responsables sont notamment la croissance économique globale plus rapide des États-Unis, combinée à la force relative du dollar américain au cours de cette période. Les importations japonaises n'ont augmenté que de façon minime, tandis que les importations de la Communauté économique européenne (CEE) enregistraient une hausse modérée. La valeur absolue des importations et des exportations, chiffres confondus, des pays en développement a diminué en 1985, ce qui a largement contribué au ralentissement du commerce mondial pendant cette période. Au cours des deux dernières années, tandis que la croissance des importations de l'Union soviétique demeurait stagnante, les importations de l'Europe de l'Est augmentaient rapidement, ces pays ayant consolidé leur dette extérieure. En Chine, le volume des importations a augmenté de près de 50 % en 1985, en raison des programmes de modernisation de ce pays et de la libéralisation du commerce dans certains secteurs.

Évolution du commerce extérieur du Canada

Les exportations canadiennes ont atteint 119,2 milliards de dollars en 1985, une hausse de 6,9 milliards, soit 6 %, par rapport à l'année précédente. Ceci est bien modeste comparativement à l'accroissement de 24 % des exportations canadiennes enregistré en 1984. Les importations ont augmenté de 9,4 milliards en 1985, soit d'environ 10 %, pour se situer à 104,9 milliards pour cette même année. Ceci a

permis au Canada d'avoir un excédent commercial global de 14,3 milliards en 1985, soit une diminution par rapport à l'excédent de 16,9 milliards enregistré l'année précédente.

Plus de 90 % des exportations canadiennes étaient destinées à d'autres pays industrialisés, principalement aux États-Unis. Les pays en développement et les pays à économie dirigée ont absorbé environ 6,7 % et 2,6 % respectivement des exportations canadiennes. Alors que les pays industrialisés ont fourni en 1985 environ 89,5 % de l'ensemble des importations dont le Canada avait besoin, celles en provenance des pays en développement et des pays à économie dirigée représentaient approximativement 9,8 % et 0,7 %, dans cet ordre. L'étude des tendances commerciales de la première moitié des années quatre-vingt révèle que les échanges commerciaux entre le Canada et les pays en développement et à économie dirigée ont accusé une baisse légère, mais constante.

Évolution des échanges selon les régions et les produits

L'évolution régionale des échanges commerciaux illustre l'importance de nos liens commerciaux avec les États-Unis. Les exportations canadiennes vers ce pays se sont chiffrées à 93 milliards de dollars l'an dernier, soit une augmentation de 9,5 % par rapport à 1984, et représentaient 78 % du total des exportations canadiennes. Les importations en provenance des États-Unis atteignaient 74,4 milliards, soit une augmentation de 9 % par rapport à l'année précédente, et représentaient 71 % du total des importations canadiennes. Il en résulte un excédent de la balance commerciale avec les États-Unis, pour ce qui est des marchandises, qui s'établissait à 18,6 milliards; toutefois, en dehors du secteur des biens, le Canada reste dans une position nettement déficitaire face aux États-Unis.

En 1985, une croissance relativement plus faible aux États-Unis, un accroissement moins important (par rapport à l'année précédente) de la demande de véhicules à moteur fabriqués au Canada et une reprise économique plus soutenue au Canada ont eu pour effet de réduire le taux de croissance des exportations canadiennes vers les marchés américains. La position continuellement déficitaire des États-Unis vis-à-vis de ses principaux partenaires commerciaux a éveillé au Congrès des sentiments protectionnistes qui pourraient avoir une incidence négative sur le volume des échanges. Diverses propositions ont été faites. Dans certains cas, des mesures ont même été prises pour restreindre les importations canadiennes vers les États-Unis dans un certain nombre de secteurs.

Le Japon est à l'heure actuelle le deuxième partenaire commercial du Canada. Les exportations canadiennes vers ce pays dépassent notre chiffre de ventes dans l'ensemble des pays qui participent au Sommet, exception faite des États-Unis (Grande-Bretagne, Allemagne de l'Ouest, France et Italie). Les échanges bilatéraux entre le Canada et le Japon ont atteint

11,9 milliards de dollars en 1985. Mais l'excédent commercial en faveur du Canada enregistré précédemment entre les deux pays a été suivi de déficits en 1984 et 1985.

Au cours de cette dernière année, les exportations canadiennes vers le Japon ont atteint 5,8 milliards de dollars, soit environ 4,8 % du total des exportations canadiennes. Cela représentait une croissance de moins de 2 % en 1985, comparativement à un taux de croissance de 19 % des exportations l'année précédente. Les ventes de charbon et de colza représentaient à elles seules environ 34 % des exportations canadiennes vers le Japon. Les importations en provenance du Japon s'établissaient à 6,1 milliards, ce qui créait un déficit commercial pour le Canada de plus de 300 millions. La valeur des importations canadiennes d'automobiles japonaises a augmenté de 27 % en 1985, malgré des restrictions volontaires à l'exportation de la part des Japonais. Outre d'importantes quantités de biens de consommation électriques et électroniques, les importations canadiennes en provenance du Japon comprenaient des produits industriels, notamment des tuyaux en acier et des machines industrielles.

Les exportations canadiennes vers les pays de la CEE ont totalisé 7 milliards de dollars, comparativement à 7,3 milliards en 1984, soit une baisse de 4,4 %. Le total des importations en provenance de la CEE s'est chiffré à 10,8 milliards, entraînant ainsi un déficit commercial de 3,8 milliards pour le Canada en 1985. Les exportations vers les quatre pays européens membres du Sommet sont passées de 5,1 milliards en 1984 à 4,9 milliards en 1985. Par ailleurs, les importations ont augmenté de 28 %, pour se chiffrer à 8,7 milliards, ce qui donne à ces quatre pays européens, un excédent de 3,8 milliards dans leur commerce avec le Canada. Dans une large mesure, la croissance économique relativement soutenue au Canada et le redressement sensible du dollar canadien vis-à-vis des monnaies européennes au cours de cette période ont contribué au déficit de la balance commerciale avec ces pays. Toutefois, depuis le dernier trimestre de 1985, le dollar canadien s'est déprécié considérablement par rapport aux monnaies européennes, ce qui renforce le caractère concurrentiel du Canada sur le plan des cours.

La moyenne des taux de croissance annuelle dans la région de l'Asie et du Pacifique au cours des dernières années a été supérieure aux taux de croissance de la plupart des pays industrialisés. Parmi les pays de cette région, les taux de croissance les plus élevés ont été enregistrés par les nouveaux pays industriels, ou NPI (Corée du Sud, Taiwan, Hong-kong et Singapour). Les exportations canadiennes vers ces quatre pays ont augmenté de 8,3 % en 1985, pour atteindre 1,7 milliard de dollars, soit 1,4 % du total des ventes canadiennes à l'exportation. Parmi celles-ci, les ventes de charbon, de soufre, de pâte à papier, de cuivre, de produits chimiques organiques, d'engrais et de matériel de télécommunication constituaient l'essentiel de nos exportations. La Corée du Sud est le plus important partenaire commercial du Canada parmi les NPI et représentait environ 47 % de nos exportations

vers ce groupe de pays nouvellement industrialisés. Les exportations de charbon et de soufre vers la Corée du Sud ont augmenté de 20 % et de 120 % respectivement en 1985, les produits chimiques organiques venant également en tête des exportations à la hausse. Les importations canadiennes en provenance des NPI ont augmenté dans l'ensemble de 12 % par rapport à 1984 pour s'établir à 4 milliards, soit 3,8 % du total de nos importations, ce qui occasionne pour le Canada un déficit commercial de 2,3 milliards pour cette région.

Les exportations canadiennes vers la Chine ont totalisé 1,3 milliard de dollars en 1985, soit une croissance de 2,8 % par rapport à l'année précédente. Les exportations de blé vers la Chine ont rapporté 446 millions, mais ce chiffre représente une diminution de 26 % par rapport à celui de 1984. Bien que les ventes de blé à la Chine aient diminué au cours des deux dernières années, de nouveaux débouchés permettant d'accroître les exportations dans le secteur des produits manufacturés se sont présentés grâce au programme de modernisation qui est en cours dans ce pays.

Les exportations canadiennes vers les autres pays de la région de l'Asie et du Pacifique ont totalisé un peu plus de 1,4 milliard de dollars, ce qui correspond à un taux de croissance de 2,1 % par rapport à 1984. L'Inde, le Pakistan, l'Indonésie, la Malaysia et la Thaïlande sont les autres principaux marchés d'exportation de cette région pour le Canada. Les exportations vers l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont atteint 865 millions en 1985. Les importations en provenance de ces deux pays ont totalisé 546 millions, ce qui crée un excédent de 319 millions de la balance commerciale en faveur du Canada.

L'ensemble des exportations du Canada vers les pays de l'Europe de l'Est a atteint 1,9 milliard de dollars en 1985, soit une nette diminution d'environ 600 millions sur une période d'un an. Étant donné que l'Union soviétique a absorbé 85 % de nos exportations vers cette région, la diminution des achats de blé par les Soviétiques apparaît comme la principale cause de la diminution de la valeur de nos exportations en 1985. Le total des importations canadiennes en provenance de l'Europe de l'Est a été évalué à 296 millions, ce qui représente un excédent commercial net de 1,6 milliard en faveur du Canada.

Le total des exportations canadiennes vers l'ensemble des pays en développement a atteint 8 milliards de dollars en 1985, comparativement à 8,5 milliards, l'année précédente. Nos exportations sont passées de 1,7 milliard en 1984 à 1,3 milliard pour le Moyen-Orient; de 1,14 milliard à 1,08 milliard pour l'Afrique; et de 1,7 milliard à 1,4 milliard pour l'Amérique du Sud. La plupart de ces pays, à cause de leur dette extérieure ou de la baisse des prix de leurs principaux produits d'exportation, et parfois aussi à cause de catastrophes naturelles et d'une situation politique instable, ont été contraints de réduire leurs importations en 1985 par rapport à l'année précédente.

EXPORTATIONS VERS LES PRINCIPAUX MARCHÉS

(en millions de dollars CAN)

Zone de commerce	Année	Produits agricoles et halieutiques	Matières brutes	Produits entièrement manufacturés	Produits manufacturés finis	Transactions spéciales	Total des exportations
États-Unis	1983	2 915	8 969	22 655	29 492	1 981	66 011
	1984	3 443	10 617	27 750	40 531	2 587	84 928
	1985	3 729	11 763	28 881	45 662	2 951	92 987
CEE et autres pays de l'Europe de l'Ouest	1983	1 326	1 972	2 986	1 261	280	7 824
	1984	1 011	2 379	3 205	1 321	321	8 236
	1985	905	2 464	2 934	1 445	311	8 060
Japon	1983	1 071	2 013	1 427	210	35	4 755
	1984	1 080	2 646	1 728	187	26	5 666
	1985	1 020	2 881	1 655	190	30	5 775
Région de l'Asie et du Pacifique, Chine comprise	1983	1 347	782	1 642	692	88	4 551
	1984	1 079	1 008	1 993	820	128	5 029
	1985	790	1 165	2 041	1 064	174	5 235
Europe de l'Est, Union soviétique comprise	1983	1 882	98	51	78	12	2 121
	1984	2 227	133	29	120	11	2 520
	1985	1 645	131	24	94	10	1 904
Amérique latine et Antilles	1983	1 002	224	700	792	209	2 927
	1984	968	336	823	814	201	3 142
	1985	799	341	789	838	146	2 913
Afrique et Moyen-Orient	1983	862	215	496	754	68	2 394
	1984	1 021	291	481	971	67	2 831
	1985	742	434	437	652	68	2 334
ENSEMBLE DES PAYS	1983	10 408	14 272	29 972	33 285	2 674	90 613
	1984	10 833	17 411	36 027	44 771	3 343	112 384
	1985	9 635	19 180	36 781	49 953	3 694	119 241

Source : Statistique Canada, *Exportations : Commerce de marchandises*, 65-202, 1985.

NOTE : Les transactions spéciales comprennent le total des réexportations.

Chiffres arrondis, d'où un écart possible dans les additions. Le Groenland et Saint-Pierre-et-Miquelon sont compris dans le total pour l'ensemble des pays.

IMPORTATIONS EN PROVENANCE DES PRINCIPAUX MARCHÉS

(en millions de dollars CAN)

Zone de commerce	Année	Produits agricoles et halieutiques	Matières brutes	Matières travaillées	Produits entièrement manufacturés	Transactions spéciales	Total des importations
États-Unis	1983	2 754	3 420	10 043	37 044	728	53 989
	1984	3 178	4 079	11 844	47 912	1 153	68 166
	1985	3 102	3 387	12 771	53 876	1 241	74 377
CEE et autres pays de l'Europe de l'Ouest	1983	744	393	2 189	4 066	133	7 525
	1984	1 010	708	2 964	5 139	197	10 018
	1985	1 024	1 528	3 419	6 410	173	12 554
Japon	1983	57	61	437	3 824	34	4 413
	1984	72	70	558	4 967	44	5 712
	1985	66	63	692	5 221	70	6 113
Région de l'Asie et du Pacifique, Chine comprise	1983	538	274	472	2 616	41	3 941
	1984	570	328	614	3 539	84	5 134
	1985	610	271	769	3 970	88	5 708
Europe de l'Est, Union soviétique comprise	1983	17	3	74	150	6	250
	1984	24	14	91	169	7	306
	1985	21	11	80	178	6	296
Amérique latine et Antilles	1983	745	1 852	677	531	17	3 822
	1984	860	1 843	973	1 027	16	4 719
	1985	912	1 665	790	1 060	29	4 456
Afrique et Moyen-Orient	1983	148	1 236	122	49	22	1 577
	1984	194	952	169	57	32	1 403
	1985	174	933	211	65	24	1 406
ENSEMBLE DES PAYS	1983	5 003	7 241	14 015	48 281	981	75 520
	1984	5 906	7 994	17 215	62 811	1 534	95 460
	1985	5 909	7 858	18 733	70 783	1 631	104 914

Source : Statistique Canada, *Importations : Commerce de marchandises*, 65-203, 1985.

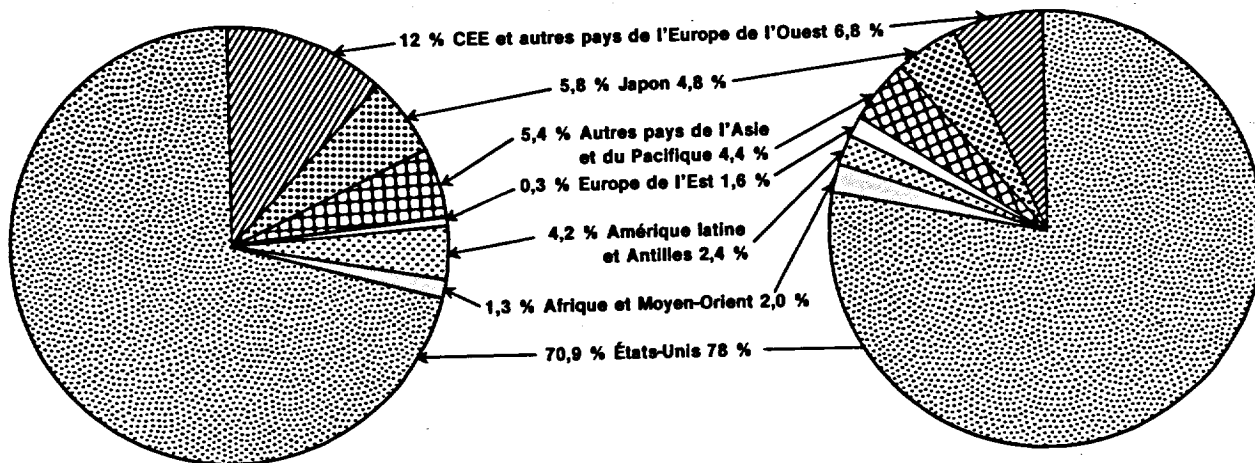
NOTE : Chiffres arrondis, d'où un écart possible dans les additions. Le Groenland et Saint-Pierre-et-Miquelon sont compris dans le total pour l'ensemble des pays.

IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS PAR RÉGION ET GROUPE DE PRODUITS - 1985

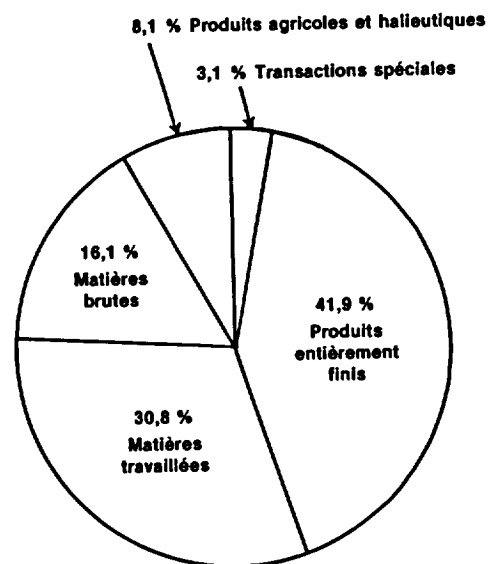
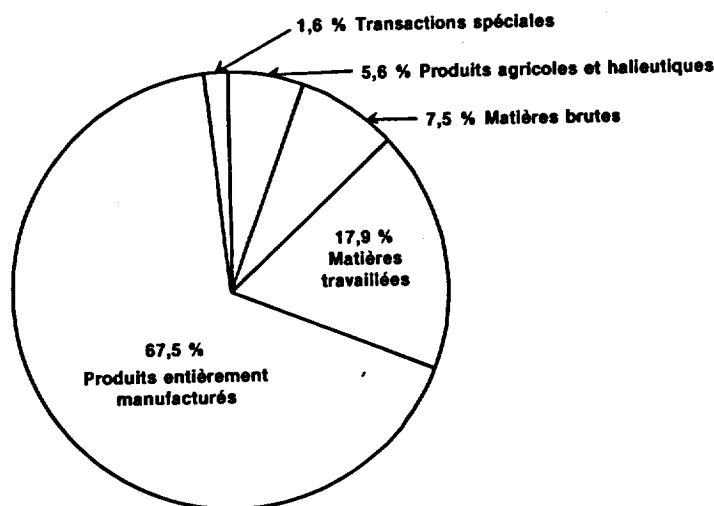
IMPORTATIONS
104 914,20 millions de dollars

PAR RÉGION

EXPORTATIONS
119 241,30 millions de dollars



PAR GROUPE DE PRODUITS



Évolution de la politique commerciale

Le système des échanges multilatéraux, la pierre d'angle du Canada en matière d'échanges commerciaux avec l'étranger, repose sur les principes et objectifs inhérents au GATT et relève également des activités qui ont lieu sous l'égide de l'OCDE, de la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (UNCTAD), ainsi que d'autres organisations multilatérales, plurilatérales et de divers groupes informels. Le Canada a participé activement aux travaux de ces organismes tout au long de l'année à l'étude.

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce

Des progrès ont été accomplis dans la mise en œuvre du Programme de travail du GATT sur lequel on s'est entendu à la rencontre ministérielle de 1982, qui était présidée par le Canada. L'objectif du programme est d'aider les pays à résister aux pressions protectionnistes, ainsi que de déterminer et de recommander des solutions à divers problèmes commerciaux. Les travaux ont été particulièrement intenses dans les secteurs

du commerce des produits agricoles et des produits à base de ressources naturelles (y compris les produits partiellement ou entièrement traités), ainsi que des services et des mesures de sauvegarde.

Des négociations se sont poursuivies au cours de l'exercice financier pour améliorer et élargir l'Accord du GATT relatif aux marchés publics. Les négociations ont pour but d'améliorer les procédures de l'Accord, d'élargir sa portée et d'examiner la possibilité d'y inclure l'achat de services par les gouvernements. L'Accord, qui a été ratifié par les principaux pays industrialisés, ouvre à la concurrence internationale une partie du marché des biens de ses membres.

En 1985-1986, le Canada a participé aux activités du GATT décrites ci-dessous.

Sociétés des alcools

À la suite de consultations tenues avec le Canada, en vertu des dispositions concernant le règlement de différends du GATT, sur les présumées pratiques discriminatoires de fixation des prix par les sociétés provinciales des alcools, la Communauté européenne a demandé, le 12 mars 1985, qu'un groupe spécial soit chargé d'étudier la question. Son mandat a été accepté; on continue de rechercher une entente sur le choix des membres du groupe. En outre, des consultations bilatérales en vue d'un règlement mutuellement satisfaisant se poursuivent.

Système harmonisé de tarifs

Les préparatifs se sont poursuivis pour mettre en œuvre le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (SH). Le Canada a participé activement aux travaux du Comité du GATT sur les concessions tarifaires. Les séances de travail portaient notamment sur les points suivants : l'examen des conversions tarifaires des principaux partenaires commerciaux; les moyens de parvenir à un consensus sur les procédés à adopter dans le cadre des prochaines négociations menées en vertu de l'article XXVIII du GATT; et la préparation d'une base de données sur les tarifs devant servir aux négociations relatives au SH (et peut-être, aux négociations commerciales multilatérales). On s'attend maintenant à ce que le Canada et ses principaux partenaires commerciaux mettent en œuvre le SH le 1^{er} janvier 1988.

Pièces d'or

Après avoir consulté le Canada, le gouvernement de l'Afrique du Sud a demandé, le 26 octobre 1984, la création d'un groupe spécial chargé d'examiner la pratique du gouvernement ontarien qui consiste à imposer une taxe sur la vente des pièces d'or importées. Le groupe spécial s'est réuni d'avril à juin 1985 et a conclu que la taxe ontarienne n'était pas conforme à la disposition du GATT relative au traitement national. Le gouvernement ontarien a par la suite modifié la mesure en conséquence.

Participation du Mexique et de la Chine au GATT

Cette année, le Canada a continué de préparer sa position en vue des négociations sur les concessions tarifaires et autres que devront faire le Mexique et la Chine en accédant au GATT. Les négociations avec le Mexique sont déjà en cours; quant aux négociations avec la Chine, elles devraient commencer à l'automne 1986.

Élargissement de la Communauté européenne

Après l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté européenne, les partenaires commerciaux de cette dernière, dont le Canada, entameront des négociations en vue d'obtenir des indemnités pour compenser le resserrement de leur accès au marché de la CEE après l'intégration des régimes commerciaux espagnols et portugais dans celui de la CEE. Les négociations devraient commencer pendant l'été 1986.

Organisation de coopération et de développement économique

Au cours de l'année, le Canada a participé activement aux travaux de l'OCDE. À la rencontre de mai, les ministres de l'OCDE ont reconnu d'emblée la nécessité de tenir une nouvelle série de négociations commerciales.

Le Comité des échanges a examiné plusieurs questions dont : l'accession de la République populaire de Chine (RPC) au GATT, le rôle des pays en développement dans la nouvelle série de négociations, les mesures destinées à renforcer la transparence et la discipline dans le secteur des crédits d'aide liée et du financement connexe des exportations, ainsi que le commerce des services et de la technologie de pointe, deux secteurs qui prennent de l'importance. En outre, le Comité des échanges a pris une importante mesure connue sous le nom de « *statu quo* et rétrogression » (des mesures protectionnistes) en vue de montrer l'engagement que les gouvernements membres ont pris pour lutter contre le protectionnisme. En procédant à l'élimination ou à la suppression progressive des contingents dans l'industrie de la chaussure, le Canada a été cité en exemple par rapport à cet objectif.

Le Comité de l'industrie a examiné plusieurs questions, dont l'adaptation industrielle, la technologie de pointe et le secteur de la construction navale.

Les problèmes des échanges internationaux dans le secteur de l'acier, aggravés par un excédent de capacité croissante, ont été examinés par le Comité de l'acier de l'OCDE. Celui-ci a procédé à un examen circonstancié des politiques commerciales et industrielles des pays membres en vue de s'assurer que ceux-ci ne prennent pas de mesures qui transfèrent le fardeau de l'adaptation aux secteurs sidérurgiques d'autres pays. Le Comité a, en outre, étudié l'attribution de crédits officiels à l'exportation pour subventionner des usines et de l'équipement sidérurgiques; les problèmes comparatifs d'ajustement structurel, dont les questions de main-d'œuvre; ainsi que l'ensemble des tendances dans le domaine de la production, de l'utilisation et du commerce de l'acier.

L'OCDE poursuit de façon soutenue un programme de travail ayant trait à l'agriculture. On peut le diviser en trois éléments : a) examen régulier de l'évolution du marché des principaux produits de base, les céréales, les viandes ainsi que les produits laitiers et horticoles; b) prise de conscience de l'évolution des politiques agricoles dans les pays membres; et c) surveillance des politiques des échanges agricoles et des politiques connexes. Une fois par an, ces trois aspects sont réunis dans une étude générale que publie le Comité de l'agriculture. L'OCDE rédige également des rapports spéciaux sur des sujets comme le commerce agricole avec les pays en développement, l'énergie dans le secteur agro-alimentaire, les méthodes de soutien des revenus agricoles et les politiques agricoles pour les années quatre-vingt. L'OCDE travaille

actuellement à une importante étude des politiques agricoles et commerciales, portant également sur une réduction équilibrée de la protection.

Réunions des ministres du Commerce extérieur

Le ministre du Commerce extérieur, l'honorable James Kelleher, a participé à une rencontre informelle des ministres du Commerce de nombreux pays industrialisés et en développement. La rencontre, qui a eu lieu à Stockholm en juin 1985, a permis aux ministres de discuter, de manière informelle, de la santé du système commercial multilatéral et d'échanger leurs vues sur la façon dont les participants pourraient s'unir pour renforcer les relations commerciales au sein de la communauté internationale. Cette rencontre avait comme objectif implicite de forger un consensus international en faveur de la tenue d'une nouvelle série de négociations commerciales multilatérales dès septembre 1986.

Le Canada a participé à deux rencontres quadrilatérales des ministres du Commerce extérieur. La première a eu lieu, en juillet 1985, à Sault-Sainte-Marie (Ontario), sous la présidence de M. Kelleher; la seconde s'est tenue à San Diego (Californie), en janvier 1986. Lors de ces réunions, les ministres du Commerce des États-Unis, de la CEE, du Japon et du Canada ont examiné l'évolution du système commercial international et ont discuté de la préparation d'une nouvelle série de négociations commerciales multilatérales.

Commerce international des produits de base

Le Canada a continué de participer aux principaux accords internationaux sur les produits de base (blé, sucre, café, étain, caoutchouc naturel). Le seul accord où le Canada figure comme pays exportateur, l'Accord international sur le blé, est un mécanisme consultatif sans dispositions économiques. Les accords sur le café et le caoutchouc naturel comprennent des dispositions visant à stabiliser les prix. L'Accord international sur le sucre, qui est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1985, se limite à un cadre consultatif en raison de l'impossibilité de parvenir à un accord sur la tarification et d'autres dispositions destinées à stabiliser le marché. Le Canada n'a pas adhéré à l'Accord en vigueur sur le cacao, estimant que ses dispositions économiques ne pouvaient être appliquées; ce jugement s'est avéré exact. Cependant, le Canada participe aux tentatives de renégociation du présent Accord sur le cacao. L'Accord sur le caoutchouc naturel a permis de contenir les prix dans les niveaux prescrits et est en cours de renégociation. Après de graves difficultés dues à une constante pression à la baisse exercée sur le prix minimum, l'Accord sur l'étain a cessé de défendre ce prix en octobre 1985. Des efforts considérables ont été déployés pour essayer de résoudre les difficultés découlant de ce fait et de protéger les intérêts canadiens.

Le Canada est également signataire de l'Accord international sur le jute, qui ne comprend aucune disposition de stabilisation des prix, mais vise à intensifier la recherche et le développement ainsi qu'à promouvoir l'expansion des marchés dans ce secteur.

Un groupe indépendant d'experts a été mis sur pied par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) en vue d'examiner la nécessité de créer un fonds international, et sa portée éventuelle, pour

compenser la baisse des recettes d'exportation de denrées des pays en développement. En raison de l'orientation prise par cette étude, le Canada s'est rallié aux États-Unis et a fait savoir qu'il différerait l'annonce de sa position quant à la nécessité d'entreprendre des études supplémentaires dans ce domaine. Pendant que l'OCDE et la CNUCED continuent d'examiner la question du financement compensatoire, le Canada surveille les résultats.

Au cours de l'année, les premières discussions ont été engagées au siège de l'Organisation internationale du travail (OIT) en vue d'en arriver à une convention et à une recommandation sur l'utilisation de l'amiante en toute sécurité. Lors de ces réunions, le Canada a préconisé l'utilisation contrôlée plutôt que l'interdiction de l'amiante. De plus, on a poursuivi des efforts afin de favoriser une plus grande transparence des marchés pour les produits dérivés de ressources naturelles par l'entremise de la coopération des pays producteurs et consommateurs dans les assemblées internationales comme le Groupe d'étude international du plomb et du zinc, l'OCDE, la CNUCED et la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE/ONU). L'initiative du Canada visant à mettre sur pied un Groupe d'étude international du nickel a débouché sur la convocation d'une conférence de négociation. L'Organisation internationale des bois tropicaux a également été mise sur pied.

Autres activités

Des discussions engagées avec le gouvernement japonais ont mené au renouvellement, pour une cinquième année, de l'engagement du gouvernement du Japon au sujet de la limitation des exportations de véhicules à moteur au Canada.

Intensification du commerce international

Produits agricoles, halieutiques et alimentaires

La Direction générale de l'agriculture, des pêcheries et des produits alimentaires a continué de servir de point de convergence pour les activités du gouvernement relatives au commerce international de tous les produits alimentaires, à l'exception des céréales et des oléagineux. Dans le domaine de l'expansion des marchés, la Direction générale a été extrêmement active dans le parrainage des foires et des missions organisées en vertu du Programme des projets de promotion (PPP) et des composantes relatives aux aliments et aux poissons du Programme de développement des marchés d'exportation (PDME).

La Direction générale a joué un rôle actif dans les consultations avec les associations industrielles concernant la Stratégie nationale du commerce, dans les consultations avec d'autres ministères fédéraux et administrations provinciales sur les plans des missions, les modifications de plusieurs lois régissant les produits agricoles et dans les consultations sur l'importation de bœuf de la Communauté européenne. La Direction générale a également fourni un apport sur la question des droits compensateurs, en particulier pour le poisson et le porc vivant ainsi que pour les exportations de porc aux États-Unis. Elle a contribué aux travaux du GATT sur les questions agricoles et à ceux de l'OCDE sur le poisson, les produits laitiers et le bœuf. Elle a également participé à la rédaction d'analyses sur les profils du marché mondial du porc.

La Direction générale a également aidé le Ministère à participer à Food Pacific 86, a créé une base de données informatisée des clients des exportateurs canadiens actuels ou

éventuels de produits agro-alimentaires et halieutiques et élaboré un réseau d'acheteurs devant être mis à l'essai aux États-Unis. En outre, la Direction générale a organisé sa réunion annuelle en collaboration avec les agents régionaux du ministère de l'Expansion industrielle régionale (MEIR) et les délégués commerciaux des gouvernements provinciaux. Elle a également entrepris de tracer les profils des marchés japonais et américains.

La Direction générale a aidé des entreprises canadiennes à percer sur de nouveaux marchés. Leur succès s'est traduit par la vente de reproducteurs porcins à la Corée, de capelans en conserve à l'Extrême-Orient, de poissons d'eau douce à l'Afrique, de chèvres au Brésil, de bière au Japon, de pommes à la République populaire de Chine, de renards reproducteurs à la Pologne et de grandes fougères au Japon. La Direction générale a également aidé d'autres ministères à s'assurer que leurs nouveaux programmes dans les secteurs tels que la réglementation des pesticides, la certification des semences, l'utilisation internationale des antibiotiques et les études sur l'état de l'industrie, tiennent compte des possibilités d'exportation.

Par l'intermédiaire de la Direction générale, le Ministère a parrainé la participation canadienne au Royal Agricultural Show à Kenilworth, en Angleterre, au Royal Highland Show, en Écosse, à une foire commerciale agricole (OMEK), en Hongrie, au All-Japan Holstein Show, à Ag China, aux foires Royal Melbourne et Perth, en Australie, et au Salon international de l'agriculture à Paris, dans la cadre desquels le matériel génétique du bétail canadien a été présenté. Des brochures promotionnelles sur les bovins laitiers et de boucherie ont été mises à jour. La Blueberry Co-operative de la Colombie-Britannique, avec l'aide du PDME, a imprimé du nouveau matériel promotionnel destiné au marché américain, et la Direction générale a préparé une trousse de matériel publicitaire sur la culture de légumineuses qui sera distribuée aux missions à l'étranger ainsi qu'au secteur canadien intéressé.

L'industrie canadienne des pépinières devient de plus en plus active sur le marché d'exportation et, avec l'aide du PDME, a participé à plusieurs foires commerciales horticoles aux États-Unis. La Direction générale a parrainé, en Ontario, un « Progeny Showcase », des bovins laitiers; cette exposition ainsi que la Royal Winter Fair ont attiré de nombreux visiteurs étrangers. Plusieurs groupes d'acheteurs des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Australie, de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud ont participé à ces foires et ont acheté du bœuf, des géniteurs de race laitière, des porcs, du sperme et des reproducteurs caprins. Des acheteurs de fourrure de Corée, de Hong-kong, du Japon et du Danemark ont été invités aux ventes aux enchères de fourrures canadiennes; ils ont ensuite commandé des pelleteries. En vertu de la Stratégie internationale du commerce, la Direction générale a parrainé deux études de marché, l'une au Japon et l'autre en Corée, sur la luzerne déshydratée et d'autres composantes d'aliments pour animaux; de plus, une étude de marché en vue du remplacement des génisses laitières a été entreprise dans le Sud-Ouest des États-Unis.

Des activités promotionnelles organisées dans le secteur agricole primaire ont mis l'accent sur l'appui aux exportations commerciales de plantes et de matériel génétique animal. La Direction générale a parrainé l'envoi au Portugal

d'une mission technique sur les pommes de terre de semence, laquelle a présenté des séminaires aux coopératives agricoles et autres producteurs de pommes de terre. Une délégation portugaise, composée de hauts fonctionnaires chargés de la santé des plantes a visité le Canada en vue d'observer les conditions de production et le système de contrôle phytosanitaire appliqué. Des délégations de l'Uruguay et du Brésil ont également assisté au séminaire sur la production des pommes de terre de semence et sur la détection et le contrôle des maladies des pommes de terre.

La visite en Égypte d'une mission sur les denrées agricoles, parrainée par la Direction générale, a encouragé l'industrie canadienne, avec l'aide du PDME, à mettre sur pied une parcelle expérimentale de pommes de terre de semence. La Direction générale a également parrainé des séminaires techniques sur la vente de vaches laitières et de sperme bovin en Équateur et une mission sur les reproducteurs porcins au Venezuela. Une mission technique en Europe sur les baies et les bleuets canadiens a discuté des normes de qualité canadiennes et d'autres questions avec les principaux acheteurs et a procédé à une évaluation des perspectives qu'offre le marché européen aux bleuets sauvages canadiens. Une mission de l'Australie sur l'étude des embryons de bovins a suscité de nombreuses demandes de renseignements de la part de compagnies australiennes d'insémination artificielle. Une mission du Japon sur les aliments du bétail s'est particulièrement intéressée à la luzerne et à l'orge déshydratées.

Au chapitre des aliments transformés, la Direction générale a collaboré à l'organisation d'importantes foires alimentaires internationales, dont l'ANUGA à Cologne, en Allemagne de l'Ouest, Foodex, à Tokyo, et MEFEX, à Bahreïn. Aux États-Unis, la Direction générale a parrainé une participation canadienne à cinq foires commerciales régionales ainsi que huit foires alimentaires de promotion réservées uniquement aux produits canadiens. Entre autres activités, mentionnons les lancements en magasin, les missions commerciales et les subventions en vertu du PDME visant à aider le secteur privé à percer sur de nouveaux marchés. L'élaboration des profils des produits et des marchés se poursuit, afin de déterminer les débouchés pour les produits transformés canadiens. Une étude sur les échanges commerciaux internationaux a été révisée et mise à jour.

La Direction générale a appuyé les organismes suivants : l'Association canadienne des manufacturiers de produits alimentaires, un nouvel organisme, en vue d'aider les manufacturiers de tels produits à devenir concurrentiels sur le marché international; l'Association des bleuets sauvages de l'Amérique du Nord, qui contribue à faire connaître les bleuets canadiens en Europe et au Japon; et l'Institut international du sirop d'érable. La Direction générale a également parrainé une mission en provenance de l'Uruguay concernant les pommes de terre de semence et, dans le cadre du PDME, a fourni un appui aux entreprises canadiennes à la recherche de marchés au Moyen-Orient et au Brésil. Enfin, elle a continué d'appuyer l'industrie de la pomme de terre canadienne dans ses essais de variétés et ses activités de promotion générique de pommes de terre de semence sur les marchés étrangers.

Dans le secteur des pêches, la Direction générale a activement participé aux activités visant à promouvoir les exportations et à l'étude des questions de politique commerciale.

Pour promouvoir les exportations, la Direction générale a organisé des foires commerciales du poisson aux États-Unis, au Japon et en Europe et y a participé. Elle a également organisé des missions d'acheteurs provenant du Moyen-Orient, de l'Europe et de l'Australie. Elle a aidé plusieurs associations à élaborer des plans de commercialisation et fourni des subventions en vertu du PDME. Un important projet a porté sur les ventes à l'Union soviétique. Un séminaire sur la manière de vendre du poisson aux États-Unis a été tenu à Québec. On a cherché à trouver de nouveaux marchés ou à les élargir en Afrique, au Brésil et en Chine.

Au chapitre des questions de politique commerciale, la Direction générale a été mêlée au débat sur les mesures compensatrices prises par les États-Unis et s'est occupée des problèmes posés par les relations bilatérales du Canada avec la CEE en matière de pêche. Des employés ont été chargés de s'occuper de questions soulevées par l'adhésion du Canada à des organisations internationales comme l'OCDE, l'Organisation pour la conservation du saumon de l'Atlantique Nord, l'Organisation des pêcheries du Nord de l'Atlantique, la Commission internationale des pêches du Pacifique Nord (CIPPN), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (OAA), etc. Plusieurs graves problèmes, auxquels ces organisations étaient confrontées ont été résolus. Un certain nombre d'exposés de principes ont été rédigés sur des sujets d'actualité. Les secteurs du Ministère se sont largement appuyés sur la compétence de la Direction générale en matière de pêche.

En ce qui concerne les communications publiques, la Direction générale a créé une unité NOMADIC (une image photographique de huit pieds sur dix montée sur une structure pliante en aluminium) représentant les produits agro-alimentaires et halieutiques canadiens, que l'on utilisera dans la publicité, les foires et les expositions. Elle a également élaboré des troupes de restaurant (dont des couvertures de menus, des napperons individuels et des serviettes) pour les distribuer dans les hôtels et les restaurants en vue de promouvoir les produits canadiens; elle a préparé des prospectus sur les foires et acheté 12 000 exemplaires de *Flavor and Flair*, un guide de l'industrie des boissons et des aliments canadiens, réalisé par Promex Publications.

Céréales et oléagineux

La Direction générale de la commercialisation des céréales a facilité les exportations de céréales et d'oléagineux canadiens et de leurs dérivés en coordonnant et en dirigeant des activités d'expansion commerciale et en participant à l'élaboration d'une politique commerciale. Les conditions du marché pour les récoltes, en 1985-1986, sont encore déterminées par une surabondance sur les marchés mondiaux, ce qui a entraîné une baisse supplémentaire des prix. Comparativement à la récolte de l'année précédente, qui avait été faible en raison de la sécheresse, le nombre de denrées canadiennes exportables a augmenté, mais leur qualité a souffert, en 1985-1986, des mauvaises conditions atmosphériques qui prévalaient pendant la moisson. Les exportations des céréales et des oléagineux les plus importants ont tout de même augmenté légèrement pendant la campagne agricole 1985-1986, pour s'élever à environ 24,5 millions de tonnes.

Des accords commerciaux à long terme (ACL) ont été négociés dans une perspective bilatérale avec les gouverne-

ments du Brésil, de l'Iraq et de l'Union soviétique. Les exportations effectuées en vertu des ACL représentent environ la moitié des exportations de grain. Les activités d'intensification du commerce de la Direction générale étaient axées sur les colloques techniques, les essais d'utilisation et les consultations avec sept pays et visaient surtout à maintenir les marchés actuels et à exploiter de nouveaux débouchés pour les produits du canola et du colza.

Le déséquilibre entre l'offre et la demande mis à part, un événement important a influé sur les conditions du marché, à savoir l'adoption par les États-Unis d'une nouvelle loi, la *Food Security Act, 1985*, qui prévoit des mesures généreuses d'aide à l'exportation, laquelle a accentué la tendance à la baisse sur les prix. Les dispositions de la Loi relatives à la commercialisation visent ouvertement la CEE et créent de graves problèmes pour des pays comme le Canada.

Sur ce marché hautement concurrentiel, le Programme de céréales à crédit a continué d'être un important outil pour faciliter les exportations de céréales, notamment celles de la Commission canadienne du blé. En 1985-1986, 2,8 millions de tonnes de céréales ont été exportées à sept pays en vertu d'accords de crédit. La Direction générale a participé à l'examen qu'a effectué le gouvernement pour vérifier le bien-fondé du financement des exportations de produits agricoles en général. En réponse aux constatations de l'étude, des programmes de crédit agricole, à court et à moyen terme, garantis par le gouvernement, ont été mis sur pied par la Société pour l'expansion des exportations (SEE); ces crédits peuvent être utilisés pour les céréales, les oléagineux, les huiles végétales et les tourteaux dont la vente ne relève pas de la Commission canadienne du blé ainsi que pour d'autres produits agricoles.

L'Institut international du Canada pour le grain a continué de jouer un rôle important dans le maintien et l'expansion des marchés intérieurs et étrangers pour les céréales et les oléagineux canadiens ainsi que leurs produits. Grâce au financement fourni par la Direction générale et la Commission canadienne du blé, l'Institut a organisé 16 cours au Canada et à l'étranger à l'intention de 280 participants étrangers venus de pays qui sont nos clients ou pourraient le devenir et pour le personnel canadien œuvrant dans le secteur des céréales et des oléagineux.

Le Canada a tenu des discussions bilatérales avec les États-Unis sur des questions d'intérêt mutuel relatives aux céréales et aux oléagineux. Les discussions ont également porté sur les répercussions de la *Food Security Act, 1985* des États-Unis et le Programme américain d'expansion des exportations. Le Canada a eu des consultations semestrielles avec la CEE et des discussions bilatérales spéciales sur les céréales et les oléagineux.

Le Canada a assumé la présidence du Conseil international du blé en 1985-1986. Au cours de l'année, un nouvel Accord international du blé a été négocié, accord auquel le Canada continue d'adhérer.

Programmes de défense

La Direction générale des programmes de défense a continué de concentrer ses efforts sur l'aide aux fabricants canadiens de matériel de défense et de produits de haute technologie connexes, en facilitant leur accès aux marchés extérieurs et en les aidant à accroître leurs exportations, à destination notamment des États-Unis, de l'Europe et de la région du Pacifique.

La Déclaration concernant la sécurité internationale, publiée à l'issue du Sommet de Québec, en mars 1985, a intensifié la collaboration canado-américaine en matière de défense. Il s'agit notamment des Arrangements de partage du développement et de la production de matériel de défense (APPD-DD), comme le programme de modernisation du Système de surveillance et d'alerte pour la défense aérienne de l'Amérique Nord, qui a rapporté à l'industrie canadienne plusieurs millions de dollars de contrats destinés à assurer les communications et les installations nécessaires au Système d'alerte du Nord.

À la suite de cette déclaration, plusieurs initiatives spéciales ont été prises dans le cadre de la stratégie nationale du commerce, afin de commercialiser le matériel de défense. Ainsi, 24 séances d'information ont été organisées dans tout le Canada à l'intention de 310 compagnies canadiennes, afin de faire connaître à l'industrie les possibilités qu'offre le marché américain pour le matériel de technologie de pointe lié à la défense; de sensibiliser les responsables de l'armée américaine – ainsi que les dirigeants de 24 compagnies canadiennes l'ont souligné à 86 responsables de la marine américaine à Washington et à New London (Connecticut) – au fait que désormais, par suite des APPD-DD, ils peuvent s'adresser au Canada pour répondre à leurs besoins en matière de matériel de défense; enfin, de veiller à ce que les principaux entrepreneurs américains soient au courant des arrangements particuliers qui permettent à des compagnies canadiennes de participer aux programmes d'achat de matériel destiné à la défense américaine, cela au moyen de 53 séances de projections d'un programme vidéo intitulé « Good Neighbours — Good Partners », organisées à l'intention de plus de 1 000 hauts responsables de l'industrie et de l'armée américaines.

Par son travail, la Direction générale a également permis à l'industrie canadienne du matériel de défense d'accéder plus facilement aux marchés d'autres pays. Agissant indépendamment ou de concert avec l'industrie, elle a organisé des rencontres avec des organismes de l'OTAN préoccupés par leurs futurs besoins de matériel de défense, veillant à ce que l'industrie canadienne puisse soumissionner pour satisfaire aux besoins en infrastructures de l'OTAN. Grâce à son engagement au niveau du commerce international et des relations étrangères pour promouvoir le matériel de défense canadien, la Direction générale a favorisé la participation de l'industrie canadienne non seulement à des activités de recherche, de développement et de production (RDP) résultant d'accords bilatéraux et multilatéraux de coopération qui ont été conclus avec huit pays européens, mais encore aux APPD-DD. Enfin, la Direction générale a organisé plusieurs missions dans le cadre des accords sur la RDP et a facilité la venue au Canada d'éventuels acheteurs français et brésiliens, tout en effectuant des études de marché en Afrique du Nord, en Asie et dans la région du Pacifique, afin d'établir un plan logique qui permette de tirer parti des débouchés que présentent ces pays pour l'exportation de matériel de défense et de produits connexes en technologie de pointe.

Une étape importante a été franchie dans le cadre du Drone de surveillance CL-289. Il s'agit de la signature, avec la France et l'Allemagne de l'Ouest, d'un mémoire d'entente préalable à la production, afin de mettre sur pied un programme de collaboration qui permettrait aux contractants désignés de chaque pays de fabriquer de l'outillage et du matériel d'essai

destiné à la fabrication de systèmes qui doivent être livrés aux armées française et ouest-allemande à la fin des années quatre-vingt.

Quatre cent cinquante représentants de 270 compagnies canadiennes et 81 représentants de missions canadiennes à l'étranger, de sociétés d'État et d'autres ministères ont participé à la vingt-quatrième Conférence annuelle sur l'exportation des produits de technologie de pointe, laquelle a donné lieu à 5 000 entrevues.

L'an dernier, les exportations de matériel de défense et de produits connexes ont continué d'augmenter, générant des revenus d'environ 2 milliards de dollars CAN, dont 259 millions seulement provenaient de pays autres que les États-Unis.

Sciences et technologie

Les politiques et les programmes du gouvernement reconnaissent de plus en plus l'importance primordiale de la technologie pour l'avenir économique du Canada. Par rapport aux autres pays, le Canada est encore un très petit producteur. Notre pays dépense seulement la moitié de ce que nos principaux concurrents consacrent à la science et à la technologie, et accuse actuellement une balance commerciale déficitaire de 12 milliards de dollars dans le domaine du matériel de technologie de pointe. La résolution de ce problème sera difficile. L'une des mesures essentielles consiste à amener le secteur privé canadien à acquérir les dernières technologies en provenance de l'étranger.

Ainsi que l'a indiqué le Conseil national de recherches, lors d'un témoignage devant le Comité de la Chambre des communes sur la recherche, la science et la technologie, « des quelque 50 000 firmes canadiennes tributaires de la technologie, seules 1 250, c'est-à-dire 2,5 %, en majorité des petites compagnies, effectuent des travaux de recherche et de développement. Autrement dit, 97,5 % ne font rien pour la recherche et le développement ».

Pendant, les firmes qui effectuent des travaux de recherche et de développement mettent au point des produits et des services qui n'ont pas leurs pareils au monde. En outre, nombre de firmes qui ne participent pas à la recherche et au développement ont pourtant besoin de la meilleure technologie disponible si elles veulent que leurs produits demeurent concurrentiels sur les marchés mondiaux.

Le simple fait que le Canada soit tributaire de la technologie et que la science ait de sérieuses répercussions sur la concurrence associée à la technologie explique l'importance croissante qu'attache le Canada à ces deux domaines dans les affaires internationales. À ce sujet, les activités, décrites plus en détail ci-après, consistent notamment à promouvoir les exportations de biens et de services canadiens à base de technologie, à aider l'industrie canadienne à acquérir la technologie étrangère, à accorder plus d'attention au choix de projets de coopération dans le domaine de la recherche et du développement avec d'autres gouvernements, et à suivre l'évolution de la politique économique nationale et internationale qui peut avoir une incidence sur la capacité du Canada de demeurer concurrentiel sur le plan technologique.

Le Programme d'apports technologiques

Le Programme d'apports technologiques (PAT) a été institué l'an dernier. Il part du principe que, pour être concurrentielle

au Canada et à l'étranger, notre industrie doit employer la toute dernière technologie et tendre à la plus grande efficacité possible. Le Canada ne satisfaisant qu'à environ 2 % de ses besoins technologiques, les innovations proviennent très souvent de l'étranger.

Ce programme favorise de deux manières la collaboration internationale afin d'encourager l'innovation technologique nécessaire à la mise au point et à l'amélioration de produits, de procédés ou de services canadiens. Premièrement, il fait appel aux bureaux du gouvernement canadien à l'étranger afin de faciliter l'introduction de technologie étrangère au Canada. Deuxièmement, il assure aux scientifiques et aux ingénieurs canadiens l'aide financière qui leur permettra d'acquérir une expérience directe des technologies étrangères correspondant à leurs besoins.

Parmi les spécialistes employés dans les missions à l'étranger, on recense sept conseillers aux affaires scientifiques et technologiques et huit agents chargés du développement technologique, affectés à des missions clés dans des pays industrialisés. Les premiers, qui sont des employés canadiens, ont toute une série de responsabilités : rendre compte des découvertes scientifiques et technologiques dans leur pays hôte, aider l'industrie à trouver des débouchés en fonction d'une éventuelle collaboration au titre de la recherche et du développement. Le rôle des conseillers, qui travaillent notamment de plus en plus avec l'industrie canadienne, évolue en fonction de l'importance de la technologie pour l'économie. Les agents chargés du développement technologique, qui connaissent bien l'industrie du pays dans lequel ils sont postés, sont à la recherche de sources d'approvisionnement afin de permettre aux compagnies canadiennes de répondre à leurs besoins particuliers dans le domaine de la technologie.

Le Fonds du PAT accorde une aide financière aux personnes ou aux sociétés qui cherchent à transférer de la technologie étrangère au Canada. Étroitement lié aux initiatives prises par le gouvernement afin d'accroître les investissements étrangers au Canada, il les complète. En 1985-1986, le Fonds disposait d'un budget de 300 000 \$. Sur 65 demandes de financement qui lui ont été adressées (dont 54 en provenance d'institutions ne relevant pas du gouvernement fédéral), 41 ont été acceptées. De ce chiffre, 32 provenaient de l'industrie et d'autres institutions non fédérales, notamment des universités et des provinces.

Commercialisation des produits technologiques et des services

La rapide évolution de l'informatique et des télécommunications, deux domaines qui se recoupent, s'est poursuivie à un rythme soutenu en 1985. Les besoins de plus en plus raffinés qui caractérisent l'ensemble de la société ont posé encore une fois un défi aux capacités de l'industrie canadienne, sur le plan de la technique et de la commercialisation. La réponse de l'industrie a consisté à lancer de nouveaux produits et services pour satisfaire à la demande mondiale sans cesse croissante d'outils destinés à augmenter la production et la productivité. Puisqu'il s'agissait là d'un terrain entièrement nouveau pour les utilisateurs des secteurs public et privé, au Canada et à l'étranger, la situation du marché a changé dans presque tous les pays, la commercialisation est devenue beaucoup plus complexe et les stratégies de mise en

marché ont été orientées vers des créneaux extrêmement restreints.

L'industrie canadienne des télécommunications a proposé la création d'un institut de formation qui s'appellera l'Institut canadien de formation des cadres en gestion des télécommunications (TEMIC). Cet institut, qui aura son siège social à Montréal, mais dont les activités s'étendront à l'ensemble du Canada, a pour but de former les cadres des sociétés de télécommunications des pays en développement. Le gouvernement appuie entièrement cette initiative du secteur privé, qui devrait permettre à la communauté internationale de reconnaître davantage la place d'avant-garde que le Canada s'est taillée dans ce secteur clé.

L'automatisation dans le milieu de travail, notamment la bureautique, est maintenant mieux acceptée par le monde industrialisé. Les fournisseurs canadiens, seuls ou avec l'aide du gouvernement, ont réussi à prouver la qualité de leurs produits et de leurs services à d'éventuels acheteurs, notamment aux États-Unis, et à se créer très tôt une place importante sur ce marché.

Les progiciels spécialisés, comme ceux destinés aux procédés industriels primaire et secondaire ainsi qu'à diverses fonctions administratives, ont trouvé de nouveaux débouchés en Asie, en Amérique latine et en Europe.

Afin de venir en aide à l'exportation, le gouvernement a utilisé des moyens aussi bien traditionnels que novateurs, notamment des séminaires spécialisés destinés à améliorer les stratégies de commercialisation en usage dans le secteur privé. Le Ministère a également publié des répertoires et des brochures publicitaires sur divers produits qui relèvent du domaine de l'électronique, des télécommunications et de l'informatique, afin de mieux faire connaître les compétences et les réalisations du Canada aux responsables des services techniques, de la planification et des achats, des pays étrangers.

Espace et communications

Ces deux secteurs de la science et de la technologie revêtent, de par leur nature, un caractère international. Grâce à sa participation active au Comité interministériel de l'espace, le Ministère a contribué à l'élaboration du plan spatial du Canada pour la période qui s'étend de 1985 à 1989. L'accord que le Canada et les États-Unis ont conclu au sujet de la participation du Canada au programme américain de la Station spatiale revêt la plus haute importance. Cette participation devrait contribuer à mettre à profit et à étendre les compétences industrielles du Canada en robotique, domaine où le Canada a déjà prouvé ses compétences par la mise au point du télémanipulateur Canadarm, destiné aux navettes spatiales.

Aux Nations Unies, le Canada a présenté au Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique un Projet de principes relatifs à l'utilisation de sources d'énergie nucléaire dans l'espace. Deux des principes posés à l'occasion de cette présentation sont orientés vers une utilisation plus sûre des satellites à propulsion nucléaire et sont actuellement en cours d'adoption. Les autres serviront de base à la poursuite des discussions des questions d'importance pour le Canada.

Enfin, à l'occasion d'une réunion présidée par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le très honorable Joe Clark,

les ministres des pays membres de l'OCDE ont adopté une Déclaration sur les flux transfrontières de données, rédigée par le Groupe de travail sur les flux transfrontières de données de la Commission de la politique de l'information, de l'informatique et des communications de l'OCDE, qui était également présidée par le Canada. Le Canada a participé de façon active à tous les aspects des travaux de la Commission, qui est chargée d'évaluer l'importance économique et commerciale des questions techniques et des questions de politiques dans les industries en croissance rapide qui produisent et utilisent l'information, l'informatique et les communications.

Relations scientifiques et technologiques

Conformément à certaines décisions antérieures, prises dans le but d'encourager de façon plus soutenue le recours à des efforts de coopération internationale soigneusement choisis dans les domaines de la science et de la technologie, le Canada a pris certaines initiatives et a réagi à celles qu'ont prises de nombreux pays dans plusieurs secteurs, afin de répondre davantage à ses objectifs de développement économique. Le début de 1986 a marqué la fin des négociations en vue de la signature d'un Accord de coopération en matière de sciences et de technologie avec le Japon, après quelque dix années de collaboration de plus en plus active et fructueuse entre nos deux pays. Les relations scientifiques et technologiques avec la Chine et la Corée se sont intensifiées. Le chef de la Commission d'État pour la science et la technologie de la Chine a effectué une visite au Canada. La collaboration en matière de sciences et de technologie s'est activement poursuivie avec le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne de l'Ouest (l'un des pays avec lesquels le Canada entretient une collaboration des plus étroites et des plus fructueuses). L'étude des possibilités de travaux entrepris conjointement avec plusieurs autres pays s'est poursuivie, en particulier avec la Norvège, qui partage de nombreuses caractéristiques avec le Canada, notamment dans les domaines de la recherche se rapportant à l'exploitation forestière, aux pêches et aux problèmes de l'Arctique (des régions froides). Comme l'on pouvait s'y attendre, la collaboration avec les États-Unis est intense et se poursuit en grande partie en dehors des relations gouvernementales officielles. Il convient enfin de noter le Programme de sondage des fonds marins, projet multinational de recherche auquel le Canada et d'autres pays participent avec les États-Unis.

Toutes ces relations démontrent le caractère de plus en plus international de la science et de la technologie; la collaboration internationale est, même pour les pays les plus riches, essentielle à la saine évolution des connaissances scientifiques et des compétences technologiques.

Politique scientifique et technologique

L'importance économique de la science et de la technologie, ainsi que leur caractère international, débouchent naturellement sur diverses questions de politiques, tant nationales avec des ramifications internationales, qu'internationales avec des retombées nationales. Il peut s'agir de questions liées au commerce, qui peuvent influencer sur l'échange de technologie, de l'élaboration d'une stratégie nationale en matière de sciences et de technologie, ou encore de questions de propriété intellectuelle. Durant l'année 1985-1986, le Ministère a travaillé en

étroite collaboration avec le Ministère d'État chargé des Sciences et de la Technologie (MEST) afin d'élaborer une stratégie en matière de sciences et de technologie dans un contexte international, et a commencé à étudier les aspects de la politique commerciale liés à la technologie. Le Canada a pris une part active aux travaux de nombreux organes des Nations Unies qui s'occupent des divers aspects de la science et de la technologie, tant en ce qui concerne la défense des intérêts économiques du Canada, que la promotion de l'utilisation plus efficace de la science et de la technologie pour contribuer à résoudre les problèmes dans les pays en développement. À l'OCDE, le Comité de la politique scientifique et technologique a continué de mener son action sur plusieurs fronts. Il convient en particulier de noter les travaux que ce comité a accompli sur la sécurité et les règlements en matière de biotechnologie.

Il ne s'agit là que de quelques exemples des nombreuses activités que le Ministère poursuit dans le domaine de plus en plus important de la technologie et de la science, et dont le but premier est de rendre le Canada plus concurrentiel sur les marchés internationaux.

Développement des investissements

En vertu du mandat qui lui a été confié de commercialiser les produits canadiens à l'étranger, le Ministère est le principal responsable de la promotion des investissements étrangers au Canada. Par l'intermédiaire de la Direction du développement de l'investissement, il a travaillé en étroite collaboration avec Investissement Canada, le ministère de l'Expansion industrielle régionale (MEIR), Emploi et Immigration Canada (EIC) et d'autres ministères fédéraux, à la mise au point et à l'administration d'un important programme de développement des investissements dans ses missions à l'étranger. Le programme a exigé la tenue de consultations importantes avec les gouvernements provinciaux et le secteur privé.

En 1985-1986, le programme de développement des investissements a donné lieu à une importante campagne de publicité à l'étranger. Cette campagne, qui mettait en valeur l'amélioration du climat des investissements au Canada, les services d'Investissement Canada et de ses partenaires fédéraux, ainsi que les avantages comparatifs de notre pays en matière d'énergie, de technologie, de transports et de communications, a été menée dans des revues commerciales de prestige aux États-Unis, en Europe et en Asie. En outre, plus de 170 activités de promotion, dont des missions ministérielles, des séminaires, des campagnes par correspondance et la fourniture de conseils à des entrepreneurs susceptibles d'être candidats à l'immigration, ont été organisées dans quelque 45 missions à l'étranger. Le Ministère est également chargé de donner suite à la décision du gouvernement d'engager six conseillers du secteur privé en matière d'investissement et de les affecter dans des missions clés à l'étranger, afin d'aider à promouvoir les investissements étrangers au Canada. Il y a maintenant des conseillers à Londres, à Bonn, à Tokyo et à Paris. Deux autres devraient être affectés bientôt à Los Angeles et à New York.

Les activités de promotion organisées à l'étranger dans le cadre du programme de développement des investissements de 1986-1987, seront nettement plus axées sur les différents secteurs qu'elles ne l'ont été en 1985-1986, cela grâce à l'effort concerté du Ministère et du MEIR.

Questions nucléaires

L'année dernière a été particulièrement importante pour les relations du Canada dans ce domaine. Le Canada a apporté une importante contribution à la troisième Conférence des parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, qui a vu l'adhésion au Traité et à ses objectifs, et s'est donc bien terminée. Sur le plan multilatéral, le Canada a continué de participer aux travaux de l'Agence internationale de l'énergie atomique et de l'Agence de l'OCDE pour l'énergie nucléaire, en plus de se préparer à la Conférence des Nations Unies sur les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, prévue pour le début de 1987.

Au plan bilatéral, le Canada s'est entendu avec l'Euratom pour apporter un amendement supplémentaire à l'Accord de coopération nucléaire; il a conclu avec la Turquie un accord qui devrait bientôt être ratifié; il a négocié un accord avec la Colombie; enfin il a amorcé des négociations avec la République populaire de Chine (RPC). Le Canada a renforcé ses relations avec ses partenaires qui utilisent l'énergie nucléaire: des consultations globales ont eu lieu avec l'Australie, les États-Unis, la Corée, le Royaume-Uni, la France et l'Euratom. Des mesures ont été prises afin de mettre en application de façon plus pragmatique la politique nucléaire du Canada, en tenant des discussions sur la façon dont le Canada peut exercer son droit de regard sur les transferts nucléaires. Les lignes directrices au sujet de l'application judicieuse de la politique canadienne de non-prolifération des exportations de tritium ont été élaborées et rendues publiques.

En tant que l'un des ministères engagés dans les travaux du Groupe chargé de l'examen des exportations d'uranium, le Ministère a participé à la révision des contrats d'exportation ainsi qu'à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique relative aux exportations d'uranium. Bien que le marché mondial de l'uranium soit toujours faible, le Canada est le plus grand exportateur de ce produit. Les exportations pour l'année civile en cours se chiffrent à 8 294 tonnes métriques, d'une valeur approximative de 760 millions de dollars. Nos principaux acheteurs d'uranium sont toujours les États-Unis, le Japon et les pays de l'Europe de l'Ouest.

Le Ministère a continué d'appuyer les efforts de commercialisation du réacteur nucléaire canadien, dirigés par Énergie atomique du Canada Limitée (EACL), qui a continué à étudier les possibilités de vente en Chine, au Japon, en Corée, en Turquie, aux Pays-Bas, en Égypte, en Yougoslavie et en Roumanie.

Transports

En ce qui concerne l'aviation civile, les négociations bilatérales se sont poursuivies à un rythme sans précédent en 1985-1986. De nouveaux accords aériens ont été signés par le premier ministre Mulroney avec Saint-Christophe-et-Névis, la Barbade et la Jamaïque, lors de la rencontre des chefs de gouvernement du Commonwealth en octobre. Un nouvel accord a été conclu avec la Nouvelle-Zélande. D'autre part, un mini-accord a été signé avec les États-Unis, ajoutant une nouvelle dimension au Programme expérimental de services aériens transfrontières, afin d'accroître les services dans les aéroports sous-utilisés de nos deux pays. De nouveaux accords *ad referendum* ont été conclus avec Israël, la Belgique, le Brésil, les Pays-Bas et le Chili. Des négociations ont également eu lieu avec le Royaume-Uni, le Japon, la Corée, l'Inde, la Thaïlande, Singapour, les États-Unis et la Commission européenne de l'aviation civile.

Les dispositions des accords bilatéraux en matière de sécurité aérienne ont pris plus d'importance en 1985-1986. Les équipes canadiennes de négociation se sont entendues avec plusieurs pays sur une clause visant à augmenter la sécurité et le Canada a fait à l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) plusieurs propositions visant à renforcer la clause de sécurité « modèle » de l'Organisation.

Dans le cadre de sa participation aux activités multilatérales de l'OCDE et de la CNUCED sur les questions maritimes et au cours d'entretiens bilatéraux, le Ministère a continué d'accorder la plus haute importance aux intérêts des milieux d'affaires canadiens ainsi qu'aux questions de relations internationales dans l'élaboration des politiques et des lois nationales et internationales régissant la navigation. À cet effet, le Ministère a présidé l'un des principaux comités de la Conférence des Nations Unies sur les conditions d'immatriculation des navires, qui a donné naissance à une nouvelle convention. Par ailleurs, le Ministère s'est efforcé de veiller à ce que l'on tienne compte de façon équitable à la fois des intérêts des expéditeurs et des transporteurs au cours de l'examen de la réglementation des frais de transport et de la législation connexe, ainsi que la recherche d'un terrain d'entente sur lequel fonder une politique navale appropriée aux pays membres de l'OCDE. Il a suivi de près la mise en œuvre internationale des diverses conventions sur les conférences maritimes, le transport multimodal et le transport des matières dangereuses et a revu les procédures de dédouanement des navires. En raison de l'inquiétude soulevée suite à la multiplication des actes de terrorisme perpétrés contre le commerce maritime, des travaux ont été entrepris afin d'accroître la coopération internationale en matière de sécurité maritime.

Le Ministère a continué d'offrir des services consultatifs à l'industrie et est intervenu au nom de plusieurs exportateurs et transporteurs canadiens aux prises avec des problèmes de transport international.

Services et programmes d'exportation

Carrefour Export 86

Carrefour Export 86, une importante activité de sensibilisation mise en œuvre dans 35 centres répartis dans l'ensemble du pays, avait pour principal objectif de donner aux représentants du monde des affaires et aux délégués commerciaux l'occasion d'échanger des renseignements au sujet des possibilités commerciales et des débouchés dans les plus importants marchés d'exportation du Canada. Plus de 7 000 entrevues privées ont été organisées entre 2 000 firmes canadiennes et 130 délégués commerciaux.

Le Ministère a travaillé en étroite collaboration avec la Chambre de commerce du Canada, dont les filiales se sont chargées de l'inscription à ces rencontres. Grâce au réseau des chambres de commerce et aux nombreux endroits qui faisaient partie de l'itinéraire de Carrefour Export 86, le Ministère a attiré un grand nombre d'exportateurs nouveaux et éventuels, et leur a donné une occasion unique de rencontrer les délégués commerciaux du Canada, rappelés spécialement de l'étranger à cette fin. Les ministères provinciaux du Commerce et d'autres ministères et organes du gouvernement fédéral étaient également représentés à cette occasion.

Centres d'études en administration internationale

Le Ministère a apporté sa contribution aux études de deuxième et de troisième cycles dans les universités de la Colombie-Britannique, du Manitoba, de Western Ontario, de Dalhousie et à l'École des hautes études commerciales du Québec, en offrant des bourses d'études et en subventionnant la recherche en administration internationale. Ayant comme objectif d'améliorer la qualité de la gestion des entreprises canadiennes, particulièrement en ce qui concerne la commercialisation internationale, le programme mettait l'accent sur les questions de commerce international. Le nombre de projets de recherche et de publications a augmenté de façon remarquable par rapport aux années précédentes, tout comme le nombre d'étudiants de premier, deuxième et troisième cycles qui poursuivent des études en commercialisation internationale. Par ailleurs, les divers centres ont continué de susciter une forte participation du secteur privé à leurs conseils consultatifs.

Centre de recherches sur les relations commerciales internationales

Subventionné en partie par le ministère des Affaires extérieures, le Centre de recherches sur les relations commerciales internationales est un service du Conference Board du Canada qui contribue à sensibiliser le public aux questions de commerce international et à résoudre les problèmes dans ce secteur. Cette année, le Centre a organisé une conférence importante sur le sens des affaires et l'exportation, a complété plusieurs études sur des sujets comme les stratégies d'exportation des fabricants canadiens et le financement de l'exportation et a continué d'assurer un service consultatif afin de mieux faire connaître l'exportation et de venir en aide à la mise sur pied de conférences et de colloques sur le commerce.

Mois des exportations canadiennes

Le Mois des exportations canadiennes (MEC 85) a été une importante initiative fédérale-provinciale dans le domaine du commerce, à laquelle le secteur privé et des établissements d'enseignement ont également participé. Plus de 150 activités ont eu lieu au pays en octobre, des discours, des colloques et des conférences étant consacrés au thème « Exporter, ça rapporte ». La participation des deux ordres de gouvernement et des groupes d'affaires à l'organisation de ces activités témoigne clairement d'un bien meilleur esprit de coopération. Environ 70 délégués commerciaux de missions à l'étranger et agents d'expansion du commerce du Ministère, de même que des représentants des bureaux régionaux du MEIR, ont participé aux manifestations associées aux exportations.

Centre Info-Export

Grâce à l'installation d'un système informatique, le Centre d'information sur le commerce extérieur, Info-Export, a su répondre rapidement à la plupart des questions relatives à l'exportation. Le nombre moyen d'appels reçus par le Centre a bondi de 100 à 150 par jour, ce qui représente environ 30 000 appels pour l'année financière 1985-1986. Le Centre a également distribué près de 34 000 publications à des exportateurs établis ou éventuels et ajouté 3 000 compagnies sur la liste de diffusion du bulletin *CanadExport*, qui compte maintenant 26 000 abonnés. Info-Export a également ouvert

un centre de documentation doté d'une petite salle de réunion où les hommes d'affaires peuvent rencontrer l'un des agents d'expansion du commerce du Centre.

Facilitation du commerce

Le Ministère a poursuivi son Programme de facilitation du commerce. Ce programme a pour but d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques et des stratégies destinées à simplifier les procédures et la documentation liées au commerce international. Par l'entremise du Conseil canadien pour le commerce international, du Conseil canadien des échanges électroniques de données et d'experts du secteur privé, on a continué de s'assurer que les normes internationales touchant la production, l'acheminement et le traitement des données sur chaque transaction commerciale sont conformes aux pratiques et aux intérêts commerciaux du Canada. Les initiatives de l'industrie ont été soutenues par des projets de partage des frais menés avec la participation de l'Association des transitaires internationaux canadiens, de Synerlogic Inc. et du Conseil canadien des échanges électroniques. Le Comité interministériel de la facilitation du commerce international, présidé par le Ministère, a veillé à ce que l'on tienne compte des préoccupations du Canada dans les négociations multilatérales sur les normes et la documentation en vigueur dans le commerce international.

Prix d'excellence à l'exportation

Le Prix d'excellence à l'exportation reconnaît les succès exceptionnels des exportateurs canadiens. Il sensibilise le public et le monde des affaires du Canada aux réussites des sociétés canadiennes sur les marchés étrangers. Il souligne ainsi les nombreuses activités d'exportation qui ont connu du succès et indique diverses façons de s'engager dans le domaine de l'exportation ainsi que les normes requises pour affronter la concurrence internationale. En 1985, le ministre du Commerce extérieur, l'honorable James Kelleher, a décerné un Prix d'excellence à l'exportation aux 12 entreprises suivantes : B. Terfloth & Cie (Canada) Inc., Babcock & Wilcox Canada, Canberra Engineering Ltd., CEGIR, Develcon Electronics Ltd., Electrovert Ltd., Faultless-Doerner Manufacturing Inc., Fletcher's Fine Foods Ltd., Linear Technology Inc., Polymer International Limited (N.-É.), Process Technology Limited et XCAN Grain Ltd. Le Ministère gère l'ensemble du programme, mais les gagnants sont choisis par un comité indépendant formé de Canadiens éminents du monde des finances et des affaires, des médias consacrés à l'exportation et de la Fonction publique. Les sociétés sont choisies en fonction de leurs performances sur les marchés d'exportation pendant une période de trois ans, à partir de certains critères comme la croissance des ventes à l'étranger, le contenu canadien et la découverte de nouveaux débouchés.

Programme de développement des marchés d'exportation

Le Programme de développement des marchés d'exportation (PDME) encourage l'exportation de biens et de services canadiens en partageant avec l'entreprise privée les risques financiers inhérents à une tentative de percée sur de nouveaux marchés étrangers. L'aide accordée est remboursable si elle produit des résultats. Le Programme compte neuf composantes, dont le développement soutenu des marchés

d'exportation, l'appui aux industries des produits agricoles, halieutiques et alimentaires ainsi que le versement de contributions à des organismes sans but lucratif. Pendant l'année financière 1985-1986, 5 363 demandes ont été présentées dans le cadre du Programme; de ce nombre 3 664 ont été approuvées, ce qui représente un montant total de 36,3 millions de dollars en aide. Les dépenses totales se sont

élevées à 33,7 millions de dollars, comparativement à des engagements de 66,8 millions et à des dépenses de 32,9 millions pendant l'année financière précédente.

Cette baisse est due aux restrictions budgétaires imposées dans le cadre des mesures de restriction du gouvernement fédéral.

Programme de développement des marchés d'exportation : Tableau récapitulatif

Année financière	Demandes reçues	Demandes approuvées	Montant approuvé	Dépenses (en milliers de dollars)	Budget
1979-1980	3 369	2 526	21 853	11 105	7 000 ¹
1980-1981	3 324	2 498	21 853	9 130	7 000 ¹
1981-1982	4 200	3 064	30 929	17 792	15 000 ²
1982-1983	5 538	3 998	41 111	20 874	19 109
1983-1984	5 618	4 105	42 054	26 975	26 443 ³
1984-1985	6 235	4 543	66 781	32 865	34 815 ⁴
1985-1986	5 363	3 664	36 260	33 706	35 014

¹ Services votés (budget A), complétés par des transferts d'allocations pour couvrir les dépenses réelles.

² Le programme a été partiellement suspendu pendant cinq mois en 1980-1981, en attendant que des fonds supplémentaires lui soient affectés. Les engagements en vertu desquels les dépenses ont été faites en 1982-1983 ont donc été moindres qu'en temps normal.

³ Comprend les 150 000 \$ alloués à la section PÊCHE du PDME, mais non le 1,7653 million de dollars qui a servi à compenser les dépenses excédentaires de 1982-1983.

⁴ Le budget total comprend les fonds de la section PÊCHE du PDME et de l'étude sur le transport urbain.

Programme des projets de promotion

Ce programme accorde des fonds dans le but d'exposer les produits de fabrication canadienne dans des foires commerciales tenues à l'étranger, de mettre sur pied des missions commerciales et économiques, d'organiser, tant à l'étranger qu'au Canada, des colloques consacrés à la commercialisation et d'accueillir au Canada des gens d'affaires et des représentants de pays étrangers. Au cours de l'année financière 1985-1986, 1 043 compagnies ont pu participer à

187 foires commerciales et kiosques d'information dans 44 pays; 570 gens d'affaires se sont rendus dans 39 pays dans le cadre de 60 missions commerciales et colloques; et nous avons accueilli au Canada 998 représentants du monde des affaires et de gouvernements étrangers faisant partie de 138 missions et groupes de visiteurs. Suite à ces activités, les ventes à l'étranger devraient dépasser 763 millions de dollars, contre une mise de fonds de 15,5 millions.

Programme des projets de promotion : Tableau récapitulatif

Année financière	Projets proposés	Projets approuvés	Sociétés aidées	Budget approuvé	Dépenses (en millions de dollars)	Chiffre d'affaires
1980-1981	818	278	1 674	8,3	7,2	310
1981-1982	811	299	1 652	8,6	8,8	350
1982-1983	1 012	308	1 580	10,6	9,5	600
1983-1984	1 073	341	1 894	12,7	13,1	623
1984-1985	1 148	448	1 750	15,5	14,7	728
1985-1986	1 033	385	1 613	15,7	15,5	763

Maisons de commerce et commerce de contrepartie

Entre autres activités, la Direction des maisons de commerce et du commerce de contrepartie contribue à la croissance et au développement des maisons de commerce en diffusant des informations sur leur rôle aux sociétés et aux fonctionnaires et en encourageant les fournisseurs canadiens de la PME à utiliser leurs services. Dans le domaine du commerce de contrepartie, le Ministère s'efforce d'aider les exportateurs canadiens en s'assurant qu'ils ont accès aux sources de renseignements et aux services pertinents et qu'ils sont au courant des innovations dans ce domaine d'activité.

Financement des exportations et projets d'investissement

Au Ministère, la Direction du financement des exportations et des projets d'équipement veille à ce que les services de financement des exportations auxquels les entreprises canadiennes peuvent recourir soient concurrentiels et servent effectivement à promouvoir les intérêts commerciaux du Canada, tout en respectant ses obligations internationales. La Direction examine les propositions d'affectation de fonds publics destinées à venir en aide aux ventes canadiennes à l'exportation et s'assure que le Canada obtienne sa juste part dans les marchés conclus en vertu de projets financés par les banques de développement et d'autres institutions financières internationales. Elle contribue à harmoniser les activités des programmes d'expansion du commerce et des programmes d'aide au Canada et conseille les exportateurs sur des questions liées au financement des exportations. Son mandat a été élargi afin qu'elle puisse s'occuper de tous les aspects des politiques et des opérations du Ministère qui se rattachent aux responsabilités financières internationales du Canada et qui se rapportent à la SEE, à la Corporation commerciale canadienne (CCC) de même qu'à l'OCDE. Elle contribue largement à déterminer les intérêts canadiens dans les projets d'investissement à l'étranger et à promouvoir une plus grande participation du Canada aux projets financés par des institutions financières internationales. En 1985, cette direction a représenté le Ministère aux conférences de l'OCDE sur le financement des exportations et aux discussions qui ont suivi la parution, en janvier 1985, d'un document de travail sur le financement des exportations. Elle a ainsi contribué à rationaliser les mécanismes financiers en place et à en créer de nouveaux pour s'assurer que les exportateurs canadiens soient concurrentiels sur le plan international. Grâce à l'organisation de colloques dans tout le pays et à la production de deux publications, cette direction a également rendu les exportateurs plus conscients des débouchés qu'offrent les projets financés par des institutions internationales.

L'expansion du commerce : politique, planification et liaison

L'élaboration d'une stratégie commerciale canadienne

Depuis que les premiers ministres provinciaux ont approuvé un projet de stratégie commerciale nationale en février 1985, la Direction de l'expansion du commerce extérieur a pris un certain nombre d'initiatives importantes dans le domaine de la politique commerciale et de la promotion des exportations, afin d'atteindre les principaux objectifs de la politique établie.

Le gouvernement a approuvé un programme de cinq ans, d'une valeur de 70 millions de dollars, dans le but d'encourager des initiatives de promotion destinées à accroître les exportations dans les régions de l'Asie et du Pacifique ainsi qu'aux États-Unis. Pendant l'année financière 1985-1986, 10 millions de dollars ont été alloués pour financer ces initiatives, notamment doubler le nombre d'employés du Bureau de commerce de Beijing, créer des bureaux de commerce à Shanghai, à Osaka et à Bombay, ouvrir de petits bureaux dans des centres régionaux des États-Unis et renforcer les missions commerciales situées près de la frontière américaine. Cette première étape de la Stratégie commerciale canadienne, à la suite des discussions fédérales-provinciales qui ont duré toute l'année, comprenait également l'élaboration de plans de commercialisation internationale visant des pays et des secteurs d'un intérêt particulier pour le Canada. On a également entrepris de déterminer d'autres possibilités d'expansion des exportations dans des marchés importants de l'Europe, de l'Afrique, du Moyen-Orient, de l'Amérique latine et des Antilles.

Planification de la promotion des exportations et de l'investissement

Lors de l'élaboration de la Stratégie commerciale canadienne, il a été déterminé que les Canadiens devaient concentrer et orienter davantage leurs efforts de promotion des exportations et de l'investissement. Au cours de l'année, le Secteur de l'expansion du commerce extérieur y a contribué en élaborant un système de planification de la promotion des exportations et de l'investissement. Ce système permettra au Ministère d'automatiser les programmes de travail annuels des missions d'outre-mer en ce qui concerne le commerce et les investissements. Entre autres, il permettra de déterminer rapidement les secteurs importants et les débouchés prometteurs dans toutes les régions du monde, afin que les efforts de promotion des deux ordres de gouvernement et du secteur privé puissent viser des objectifs beaucoup plus précis. Le nouveau système de planification et de suivi du commerce permettra également aux gestionnaires du Ministère, grâce aux programmes de travail des missions, de surveiller régulièrement et de près les activités des agents de commerce et leurs objectifs.

Système d'évaluation du Programme de promotion des exportations et de l'investissement

Ce système de suivi du commerce consiste en un examen trimestriel des activités des exportations et de l'investissement menées par les missions à l'étranger. Étroitement lié au rapport de planification annuel, il est conçu pour déterminer les progrès et les résultats obtenus et mesurer les facteurs qui composent la charge de travail. Le système de planification et le système de suivi sont entièrement automatisés, ce qui a permis au Ministère de fournir aux gestionnaires des rapports beaucoup plus concis sur le Programme de promotion des exportations et de l'investissement. On prévoit que ces systèmes amélioreront la qualité et la rapidité du service que le Ministère offre à ses clients engagés dans des activités de commerce et d'investissement à l'étranger.

Coopération fédérale-provinciale

En 1985-1986, la liaison plus étroite et plus efficace établie avec les autorités provinciales au chapitre des questions

d'expansion du commerce s'est reflétée dans la mise en œuvre du contenu des documents de travail préparés par les deux ordres de gouvernement et présentés lors de la Conférence des premiers ministres sur l'économie, tenue les 14 et 15 février 1985, à Regina. La question du commerce extérieur canadien a également été longuement débattue lors de la conférence des premiers ministres, qui a eu lieu à Halifax, les 28 et 29 novembre.

Ces documents énonçaient les mesures à prendre pour élaborer une stratégie commerciale nationale, en particulier un Plan d'action pour la commercialisation internationale. Ils ont également servi de cadre à la poursuite de discussions fédérales-provinciales, notamment au sujet d'importants travaux d'élaboration de plans fédéraux-provinciaux de commercialisation pour les pays et les secteurs qui présentent actuellement un intérêt particulier.

De vastes consultations fédérales-provinciales ont eu lieu en février afin de coordonner des plans, des programmes et des activités et de conjuguer les efforts dans le but d'obtenir de meilleurs résultats dans le domaine de l'expansion du commerce.

Bureaux régionaux du ministère de l'Expansion Industrielle régionale

Le ministère des Affaires extérieures a poursuivi son étroite collaboration avec les hauts fonctionnaires du MEIR à Ottawa et avec les divisions du développement commercial des bureaux régionaux du MEIR, afin que les programmes et services du Ministère en matière d'expansion du commerce soient mieux connus dans toutes les régions du pays. En 1985-1986, les divisions du développement commercial ont continué de travailler à un niveau régional, afin d'aider les entreprises canadiennes à augmenter leurs exportations, pour ainsi contribuer à la création d'emplois, à l'expansion économique régionale et à l'amélioration de la balance des paiements. Ses bureaux régionaux ont analysé et planifié des activités en matière de commerce extérieur, ont administré des programmes de financement comme le PDME, ont étudié le potentiel d'exportation, ont mis à profit les données sur les marchés d'exportation et ont organisé des colloques.

Programme de tourisme à l'étranger

Le tourisme tient un rôle important dans le commerce extérieur du Canada. Le Ministère est chargé d'appliquer le programme national de tourisme par l'intermédiaire de ses missions à l'étranger dans deux marchés distincts, à savoir le marché d'outre-mer et celui des États-Unis.

Pour accroître la part du Canada sur le marché mondial du tourisme, on s'est attaché en 1985, comme en 1984, à augmenter le nombre des touristes étrangers qui visitent le Canada, ainsi que les dépenses qu'ils y effectuent. Ces efforts ont été couronnés de succès sur l'important marché des États-Unis : les visites de plus de 24 heures ont augmenté de 3,4 %, pour atteindre le chiffre de 12,1 millions (estimation préliminaire), tandis que les dépenses augmentaient de 16,8 %, pour s'établir à 3 674 millions de dollars.

Outre-mer, les marchés en tête de liste étaient le Japon, le Royaume-Uni, l'Allemagne de l'Ouest, la France, le Mexique, l'Australie, les Pays-Bas, l'Italie, Hong-kong, la Suisse et la Suède. Les visites, au nombre de 1,6 million, représentent une diminution de 3,8 %, tandis que les dépenses progressaient de 4,9 % pour atteindre 1 332 millions de dollars.

Aperçus de la commercialisation

Le Secteur de l'expansion du commerce extérieur a établi, à l'intention des délégués commerciaux des missions du Canada à l'étranger, une série d'aperçus des efforts de commercialisation des fournisseurs canadiens qui se livrent avec succès à la concurrence sur les marchés internationaux. Ils contiennent une brève description non technique des produits et des services offerts et de leurs possibilités d'utilisation, ainsi qu'une indication des activités et des objectifs de chaque société en matière de commercialisation. Ces aperçus sont conçus pour aider les délégués commerciaux à déterminer avec plus de précision les débouchés qui existent dans leurs secteurs pour des produits et services canadiens concurrentiels et pour permettre d'établir, entre produits et marchés, des correspondances qui n'auraient pu ressortir d'elles-mêmes.

WIN Exports

Le Ministère procède à la mise en place de son Réseau mondial d'information sur les exportations (WIN Exports), un système de gestion informatisé des programmes commerciaux. WIN Exports fournit aux délégués commerciaux des missions à l'étranger des renseignements exacts, détaillés et à jour sur les capacités d'exportation du Canada; il offre en outre les moyens d'établir des contacts soutenus sur la scène locale et de réaliser des grandes activités de promotion. La mise à l'essai du réseau est maintenant achevée à Tokyo, à Hong-kong et dans trois missions aux États-Unis. WIN Exports est essentiellement un moyen électronique qui permet aux missions commerciales, dans le monde entier, d'obtenir des données relatives aux débouchés qui existent dans les répertoires fédéraux, provinciaux et du secteur privé, y compris le Système de repérage des débouchés (SRD) du MEIR. Il renferme actuellement une masse considérable de données factuelles et analytiques sur plus de 12 000 exportateurs canadiens.

Relations commerciales spéciales

La Direction générale des relations commerciales spéciales est chargée de l'application de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*. Cette loi, dont l'exécution est assurée par la GRC et par Revenu Canada - Douanes et Accise, régit l'importation ou l'exportation de certaines marchandises, ou l'exportation de toutes les marchandises à destination de certains pays, selon les dispositions de la Loi. Il s'agit notamment de gérer l'offre et la distribution d'articles qui sont rares au Canada ou dans le monde, ou sont soumis à des contrôles gouvernementaux dans d'autres pays, d'encourager davantage la transformation des ressources naturelles au Canada, de veiller à ce que la sécurité nationale du Canada ne soit pas compromise, d'appuyer d'autres mesures législatives canadiennes (par exemple, la *Loi sur l'importation de la viande* et la *Loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme*) et d'assurer la mise en œuvre d'accords intergouvernementaux. Un contrôle s'exerce au moyen des licences d'exportation ou d'importation exigées pour les biens énumérés dans la liste de marchandises d'exportation contrôlée ou dans la liste de marchandises d'importation contrôlée, ou pour toutes les exportations à destination des pays indiqués sur la liste des pays visés par les contrôles. La *Loi sur les licences d'exportation et d'importation* définit ce qui constitue une infraction, comme l'exportation

ou l'importation de marchandises sans la licence requise, ainsi que le détournement ou le transbordement de marchandises, et elle prévoit les sanctions applicables dans ces cas. On peut obtenir une copie du rapport annuel qui est soumis au Parlement sur les activités menées en vertu de la Loi en s'adressant à la Direction générale des relations commerciales spéciales.

Mesures de contrôle des importations

Textiles et vêtements

Depuis un certain nombre d'années, le Canada, comme la plupart des pays industrialisés, maintient des mesures spéciales de protection à l'égard du secteur des textiles et du vêtement. Ces mesures font partie d'arrangements bilatéraux de restrictions, négociés généralement dans le cadre juridique international de l'Arrangement multifibres (AMF) du GATT. Le 31 mars 1986, le Canada concluait des arrangements qui resteraient valides jusqu'au 31 décembre 1986 et qui réglementent les importations en provenance de 22 pays.

En raison du bouleversement créé sur le marché canadien par l'absence de restrictions sur de nouvelles sources d'importations, des consultations ont eu lieu avec sept pays en 1985-1986. Un nouvel arrangement a été conclu avec le Bangla Desh au sujet de deux catégories de produits. Par ailleurs, en ajoutant 15 catégories de produits à d'autres arrangements déjà négociés, la portée des restrictions a été élargie.

En vertu de ces arrangements bilatéraux, près de 90 % des importations de vêtements visés par l'AMF et en provenance de pays dont les frais de production sont intérieurs font actuellement l'objet de restrictions. Les trois grands fournisseurs étaient Hong-kong, la Corée et Taiwan; ensemble, ils représentent plus de 50 % de l'ensemble des importations de vêtements en 1985. Douze pour cent de nos importations de vêtements provenaient de la Chine en 1985, tandis que d'autres fournisseurs se partageaient des parts beaucoup moins importantes de ce marché. Le taux de croissance de l'ensemble des importations de vêtements était à la baisse en 1985 pour s'établir à un peu moins de 4 %. Cette diminution suivait toutefois les augmentations importantes de 25 % et de 17 % enregistrées en 1983 et en 1984 respectivement.

L'AMF devant prendre fin le 31 juillet 1986, son avenir a fait l'objet de discussions multilatérales à Genève depuis juillet 1985. En vue des négociations sur le renouvellement tant de l'AMF que des accords bilatéraux de restrictions volontaires du Canada, la Commission du textile et du vêtement, qui joue le rôle d'organe consultatif indépendant auprès du gouvernement, a été invitée à faire une enquête détaillée sur les conditions qui prédominent dans l'industrie du textile et du vêtement. Elle a présenté un rapport provisoire en juin 1985 et un rapport final en octobre. Par ses conclusions et recommandations, la Commission voulait aider le gouvernement à effectuer un examen d'ensemble de la politique canadienne relative aux secteurs du textile et du vêtement.

Bœuf et veau

Le bœuf et le veau ont été inscrits sur la liste de marchandises d'importation contrôlée le 21 décembre 1984, pour l'année civile 1985, en vertu de la *Loi sur l'importation de la viande*. Cette mesure a été prise en raison d'une forte augmentation des importations de bœuf en 1984, en particulier des

importations de viande subventionnées en provenance de la CEE, et parce que l'on s'attendait à des niveaux élevés et préjudiciables de ces importations en 1985.

Un contingent global de 66 500 tonnes métriques a été fixé et réparti entre les pays fournisseurs, d'après leur part du marché canadien durant la période 1979-1983. En avril 1985, des modifications ont été apportées afin de soustraire le bœuf de haute qualité aux mesures de contrôle des importations et de tenir compte des accords intervenus avec la CEE et le Nicaragua.

Étant donné l'incertitude des marchés internationaux du bœuf, le gouvernement a imposé, le 19 décembre 1985, puis a immédiatement suspendu, une restriction sur la quantité de bœuf et de veau frais, réfrigéré ou congelé, qui peut être importée au Canada en 1986. Cette mesure, prise conformément à la *Loi sur l'importation de la viande*, permettra de régler le volume des importations au Canada en 1986, au cas où cela s'avérerait nécessaire.

Chaussure

En juin 1984, le gouvernement a chargé le Tribunal canadien des importations de faire une vaste enquête sur l'industrie canadienne de la chaussure.

Le Tribunal a mis un an à réaliser cette enquête. Dans son rapport, il concluait qu'un ajustement important avait eu lieu et que, exception faite du secteur des chaussures pour femmes et fillettes, l'industrie pourrait soutenir la concurrence étrangère.

Le 20 novembre 1985, le ministre du Commerce extérieur, l'honorable James Kelleher, annonçait que le gouvernement avait décidé d'éliminer, à compter du 1^{er} décembre 1985, les contrôles sur l'importation de toutes les catégories de chaussures, exception faite du secteur des chaussures pour femmes et fillettes. Dans ce dernier secteur, le gouvernement a décidé de supprimer graduellement les contingents en l'espace de trois ans, à travers une augmentation annuelle du niveau des contingents, de l'ordre de 6, de 8 et de 10 %.

Suite à sa décision de prolonger les mesures de contrôle applicables à la chaussure du 1^{er} décembre 1984 au 30 novembre 1985, le gouvernement a pu négocier avec la CEE, en avril 1985, un arrangement compensateur, réduisant les tarifs douaniers à l'importation d'un certain nombre de produits d'intérêt pour la Communauté. Cette mesure a paré aux menaces formulées par cette dernière, qui envisageait de prendre des mesures de rétorsion de l'ordre de 150 millions de dollars contre des exportations canadiennes.

Mesures de contrôle des exportations

Parmi les biens énumérés dans la liste des marchandises d'exportation contrôlée, on retrouve en grande partie de l'équipement militaire, stratégique ou nucléaire dont l'exportation est contrôlée pour des raisons de sécurité nationale. L'équipement militaire fait partie du groupe 7 de la liste; en ce qui concerne l'équipement stratégique, il s'agit de biens de l'industrie civile, de l'équipement et de la technologie qui peuvent servir à renforcer la capacité militaire de nations susceptibles de devenir hostiles au Canada et à ses alliés. La liste comprend aussi de l'équipement du domaine nucléaire, des produits contrôlés à des fins nationales (par ex., pancréas de bétail, billes de bois, bois à pâte, pièces de monnaie canadiennes en bronze d'un cent) de la technologie relative à des articles soumis à un contrôle et toutes les marchandises d'origine américaine.

Une liste de l'équipement militaire, stratégique et nucléaire est négociée et approuvée aux réunions que tient à Paris le Comité de coordination du contrôle des échanges stratégiques (CoCom). Le but de cette liste est de définir les marchandises et les technologies dont l'exportation est interdite vers certaines destinations, notamment l'Union soviétique, les pays membres du Pacte de Varsovie et la Chine. Il est tenu compte de cette liste dans les règlements nationaux régissant l'exportation des 15 membres du CoCom (pays de l'OTAN, sauf l'Islande, plus le Japon). Le contrôle de l'exportation vise à empêcher l'expédition non autorisée de marchandises contrôlées ou leur détournement vers les destinations interdites.

À la suite des discussions tenues aux récentes réunions des échelons supérieurs du CoCom, les ministres canadiens, dont le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le très honorable Joe Clark, ont reconnu la nécessité d'assurer un meilleur contrôle de l'exportation pour des raisons de sécurité nationale. Le 15 octobre 1985, Revenu Canada - Douanes et Accise a mis en place un programme d'application renforcé qui avait pour cible les exportations de produits de technologie de pointe. La GRC joue également un rôle dans les enquêtes relatives aux violations de la loi et a consacré plus de ressources à ce secteur. À la suite de ces mesures, le nombre de demandes de licence d'exportation traitées par la Direction du contrôle des exportations avait plus que doublé au 31 mars 1986.

Extra-territorialité

Le Canada continue de se préoccuper de l'application extra-territoriale des lois étrangères, particulièrement des lois américaines, qui a pour effet de supplanter la souveraineté que le Canada exerce sur son propre territoire ou de forcer des Canadiens à choisir entre des réglementations conflictuelles.

En 1985, le Canada a cherché des accommodements pratiques sur certaines questions d'extra-territorialité, tant au moyen de consultations bilatérales avec les États-Unis et d'autres pays que par des discussions multilatérales au sein de l'OCDE. Le Mémoire d'accord entre le Canada et les États-Unis touchant les questions antitrust a fourni un cadre bilatéral efficace pour la poursuite des consultations et de la collaboration dans ce domaine. Le Groupe de travail sur les assignations, composé de représentants des deux pays, contrôle les assignations américaines servies à des entreprises canadiennes pour la production de documents gardés dans des pays tiers et il explore d'autres méthodes de coopération qui permettraient d'obtenir l'information en question.

Le Canada a réalisé d'importants progrès dans la négociation de traités d'entraide juridique en matière pénale avec les Bahamas et d'autres pays. Ces traités, qui s'ajouteraient à un accord analogue signé avec les États-Unis en mars 1985, permettraient aux pays concernés de s'aider mutuellement dans les enquêtes criminelles, les poursuites et la répression du crime et réduiraient la nécessité de recourir à des mesures unilatérales et extra-territoriales pour obtenir des preuves dans la juridiction des autres parties. Conformément à la Déclaration du Sommet de Québec sur la sécurité, prononcée en mars 1985, le Canada et les États-Unis se sont mis d'accord sur un mandat commun, qui devrait entrer en vigueur le 6 juin 1986, afin de limiter l'accès aux technologies non classifiées, mais critiques du point de vue militaire, de façon toutefois à respecter les intérêts souverains des deux pays.

Cette collaboration s'est assortie d'autres mesures visant à faire respecter les principes du droit international qui s'appliquent à la juridiction canadienne. Le 15 juin 1985, le Canada s'est joint au Royaume-Uni et à l'Australie pour présenter devant la Cour suprême des États-Unis, dans l'affaire antitrust de *Zenith Corporation v. Matsushita, et al.*, un bref *d'amicus curiae* dans lequel ils soutenaient que, selon le droit international, le caractère obligatoire des directives émises par un gouvernement et applicables sur son territoire doit être respecté par les tribunaux d'un autre État, conformément au principe de l'égalité souveraine des nations, qui se reflète dans la doctrine américaine de l'« acte de gouvernement ».

En 1985, le gouvernement du Canada a chargé un avocat américain de rédiger un bref *d'amicus curiae* relativement à l'affaire *Alcan Aluminium Ltd. v. Franchise Tax Board of California* pour mettre en relief le caractère inacceptable de l'application du système de taxe unitaire aux firmes étrangères qui poursuivent des activités en Californie. Le Canada soutenait, entre autres, que la méthode unitaire s'écarte des normes internationales généralement acceptées pour déterminer la provenance géographique du revenu aux fins de l'impôt (c.-à-d. du calcul comme s'il n'existait pas de lien de dépendance entre les entreprises), ce qui accroît le risque de double imposition, et que cette méthode empiète sur le droit souverain du gouvernement canadien d'élaborer ses propres politiques en matière d'investissement étranger et d'investissement national. Le Canada est l'un des 16 pays qui ont formulé des objections à l'égard du système de taxe unitaire de la Californie.

Chapitre 3

AFFAIRES MULTILATÉRALES ET COOPÉRATION INTERNATIONALE

Les Nations Unies

À l'ONU, la commémoration du 40^e anniversaire de cet organisme a sans contredit été le fait saillant de la période à l'étude. Un certain nombre de succès notables ont été enregistrés en 1985-1986, mais l'Organisation a connu une crise financière très grave au début de 1986. Le Canada a pour sa part maintenu son engagement de longue date de consolider l'ONU, en mettant de l'avant des propositions de réforme pratiques, destinées à améliorer sa performance.

L'Organisation des Nations Unies a célébré le 40^e anniversaire de sa fondation le 24 octobre. À cette occasion, une centaine de chefs d'État et de gouvernement ont pris la parole devant l'Assemblée générale, ce qui témoigne de la reconnaissance quasi universelle de la valeur de l'institution pour ses membres. Le premier ministre Brian Mulroney en a profité pour rappeler que tous les pays se doivent de reconnaître leur intérêt commun dans l'Organisation et de respecter les principes de sa Charte. Il a invité la communauté internationale à prendre d'urgence des mesures pour réduire la menace de guerre nucléaire, libéraliser le commerce et améliorer les conditions économiques dans les pays défavorisés, combattre le terrorisme et appuyer le programme d'immunisation des enfants administré par l'UNICEF, un moyen simple et peu coûteux de sauver la vie de millions d'enfants chaque année. Le Premier ministre a condamné l'*apartheid* et demandé instamment à l'Afrique du Sud de changer ses politiques raciales avant qu'elle ne soit dévastée par la violence.

En hommage au 40^e anniversaire de l'Organisation, le ton des délibérations à l'Assemblée générale a été plus modéré en 1985. Les États membres ont semblé reconnaître que la polémique et les débats répétés des sessions antérieures étaient non seulement improductifs mais qu'ils avaient amené les gouvernements et l'opinion publique dans bon nombre de pays à dévaloriser l'Organisation ou même à n'en tenir aucunement compte. Au nombre de leurs réalisations en 1985, l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité, après des années de négociations difficiles, ont adopté par consensus une Déclaration sur le terrorisme international.

En outre, la Conférence de Nairobi, tenue pour marquer la fin de la Décennie des Nations Unies pour la femme, a adopté des stratégies prospectives d'action. Sanctionnées ultérieurement par l'Assemblée générale, ces stratégies devraient permettre de mieux intégrer les femmes aux processus de planification et de décision dans les nombreux domaines qui influent sur leur existence et auxquels elles peuvent apporter une contribution importante. L'adoption par consensus de ces stratégies a été d'autant plus remarquable que les perceptions varient énormément quant au rôle des femmes dans leurs sociétés respectives.

Malgré l'espoir engendré par le réalisme et la modération qui ont marqué les délibérations des Nations Unies en 1985, l'Organisation a dû affronter une crise financière très grave en janvier 1986. Les mesures législatives sanctionnées par le Congrès des États-Unis, les amendements Kassebaum et Gramm-Rudman, ont aggravé de façon critique les problèmes financiers de longue date des Nations Unies, en réduisant de plus de 80 millions de dollars US les cotisations des États-Unis. La flexibilité financière de l'ONU avait déjà été mise à rude épreuve par l'action d'autres États, plus particulièrement de l'Union soviétique, qui, pendant un bon nombre d'années, avaient retenu des parties de leurs cotisations.

Pour éviter cette crise de liquidités et en prévision de la reprise de la session de l'Assemblée générale que le Secrétaire général a jugé nécessaire de convoquer en avril 1986, le Canada et d'autres pays donateurs ont cherché à faire accepter que les pays membres versent leur quote-part dans les meilleurs délais et que les opérations de l'Organisation soient rationalisées en éliminant des activités inutiles de priorité secondaire et qui font double emploi. Un groupe intergouvernemental d'experts des échelons supérieurs, mis sur pied par l'Assemblée générale en décembre, devait se pencher sur les réformes à plus long terme.

La période à l'étude a été décisive pour l'UNESCO; en effet, cette dernière a cherché, par le biais de diverses réformes, à conserver le Royaume-Uni et Singapour dans ses rangs, même si l'un et l'autre avaient fait part de leur intention de mettre fin à leur adhésion. Tout au cours de cette période, le Canada, avec d'autres États membres, a réussi à faire adopter des mesures visant à renforcer et à améliorer les activités de l'UNESCO. L'institution a adopté et appliqué des pratiques plus efficaces dans les domaines des finances, de l'administration et de la gestion, mais, après la Conférence biennale, tenue à Sofia en octobre et novembre 1985, le Royaume-Uni et Singapour ont maintenu leur décision. En revanche, un certain nombre d'États membres se sont dits satisfaits et encouragés des résultats du processus de réforme. C'est d'ailleurs ce qui a porté la ministre des Relations extérieures, l'honorable Monique Vézina, à déclarer à la Chambre des communes, le 18 novembre 1985, que le Canada n'abandonnerait pas l'UNESCO mais qu'il continuerait plutôt de travailler de l'intérieur aux autres réformes nécessaires. Depuis le départ des États-Unis et du Royaume-Uni, le Canada, tout en continuant de se classer deuxième parmi les États membres francophones, est devenu le sixième cotisant en importance au budget de l'UNESCO et le plus important parmi les États membres anglophones.

Coopération Nord-Sud

Diverses discussions et des négociations tenues dans un bon nombre de tribunes internationales ont fait progresser la

coopération entre les pays du « Nord » et du « Sud ». Ces discussions s'inscrivaient dans le cadre d'un ordre du jour Nord-Sud chargé, mis au point de façon graduelle et axé sur des objectifs pratiques.

La création en novembre 1985 d'un comité préparatoire a, de son côté, fait avancer le dossier du lancement de la nouvelle série de Négociations commerciales multilatérales, dont le Canada s'est fait le promoteur. Il a d'ailleurs encouragé la pleine participation des pays en développement au processus, pour veiller à agir dans leur intérêt et à les intégrer davantage au système des échanges internationaux.

La situation de la dette dans bon nombre de pays en développement est demeurée un sujet de grande préoccupation. Lors de la réunion annuelle du FMI et de la BIRD, tenue en octobre à Séoul, le secrétaire américain au Trésor, James Baker, a mis de l'avant des propositions en vue d'amener les créanciers, les débiteurs, les banques commerciales et les banques multilatérales de développement à coordonner leur approche pour favoriser l'ajustement dans les pays visés, par le biais de politiques axées sur la croissance. Dans cette optique, le Canada a préconisé un rôle plus grand pour la Banque mondiale et une coopération accrue avec le FMI, et il a fermement soutenu le plan Baker, particulièrement en ce qui concerne les pays les plus pauvres.

À cet égard, le Canada a appuyé l'établissement d'une nouvelle Facilité d'ajustement structurel du FMI pour venir en aide aux pays à revenus peu élevés, ainsi que la convocation prochaine de la huitième reconstitution des ressources de l'IDA (Association internationale de développement) financée par la Banque mondiale. Il s'est également dit en faveur de reconstitutions substantielles pour la Banque africaine de développement et la Banque asiatique de développement.

Le Canada a reconnu les problèmes spéciaux des pays en développement à faibles revenus, et tout particulièrement ceux de l'Afrique sub-saharienne. Le mandat du coordonnateur des secours d'urgence en Afrique, l'honorable David MacDonald, a été prorogé jusqu'en mars 1986, du fait de l'intérêt et de la préoccupation manifestés par le public à ce sujet. Au Conseil économique et social (ECOSOC) et à la quarantième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Canada a appuyé la convocation d'une session extraordinaire des Nations Unies, consacrée à la situation d'urgence en Afrique. En 1985-1986, le gouvernement a contribué plus de 850 millions de dollars à l'Afrique, en recourant aux divers mécanismes d'aide en place.

Dans le cadre de l'ONU, le Canada a continué de chercher, avec d'autres pays, à accroître l'efficacité de la CNUCED, de la Deuxième commission de l'Assemblée générale et de l'ECOSOC. En septembre, il a participé activement à l'examen et à l'évaluation de la Stratégie internationale de développement de la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement ainsi qu'à la revue à mi-parcours, en octobre, du Nouveau programme substantiel d'actions en faveur des pays les moins avancés.

Au chapitre de l'aide canadienne au développement, le budget déposé le 26 février a confirmé l'engagement que le gouvernement a pris afin de relever le niveau de l'aide qu'il accorde aux pays en développement. Même si la persistance du climat d'austérité a forcé à redéfinir le ratio d'Aide publique au développement (APD) par rapport au Produit national

brut (0,5 % jusqu'en 1990-1991; 0,6 % d'ici à 1995 et 0,7 % en l'an 2000), il reste que l'aide au développement est demeurée l'un des grands secteurs de croissance des dépenses gouvernementales, totalisant environ 2 milliards de dollars pendant l'année financière 1985-1986. Mais il y a surtout lieu de noter, durant cette période, l'annonce de la mise sur pied d'un programme d'aide, constitué entièrement de subventions, ce qui fait du Canada l'un des pays donateurs dont l'aide est la plus concessionnelle. En outre, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le très honorable Joe Clark, a indiqué que le gouvernement envisageait des mesures visant à réduire le fardeau créé par la dette liée à l'APD canadienne offerte par le passé, tout particulièrement en ce qui concerne les pays en développement qui faisaient des efforts courageux et sérieux de réforme et d'ajustement.

Durant la période à l'étude, plusieurs examens importants de la politique d'APD ont été menées. Deux comités parlementaires ont tenu des audiences tout au cours de l'année. Il s'agit d'un comité conjoint de la Chambre des communes et du Sénat, chargé d'examiner la politique étrangère et la politique d'APD dans le contexte du Livre vert du gouvernement, et du Comité permanent de la Chambre des communes sur les affaires extérieures et le commerce international, qui s'est penché sur le dossier de l'APD.

Le Commonwealth

La crise déclenchée par la situation d'*apartheid* en Afrique du Sud a été la question la plus difficile qui s'est posée au Commonwealth au cours de l'année écoulée. Ce dossier a toujours profondément préoccupé le Commonwealth, mais l'agitation civile grandissante dans la République et les protestations provenant des quatre coins du globe ont projeté cette crise à l'avant-scène en 1985-1986, et la question a dominé l'ordre du jour de la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth, à Nassau, en octobre. Après d'intenses négociations, les dirigeants ont émis l'Accord de Nassau, qui expose une liste de sanctions économiques qu'ils ont convenu de prendre contre l'Afrique du Sud; cet accord prévoyait en outre l'établissement d'un Groupe de personnalités éminentes du Commonwealth, chargé de promouvoir un dialogue politique qui pourrait contribuer à un arrangement équitable de partage des pouvoirs dans ce pays. Sept chefs de gouvernement du Commonwealth (le président de la Zambie, et les premiers ministres de l'Australie, des Bahamas, du Canada, de l'Inde, du Royaume-Uni et du Zimbabwe) devaient se rencontrer pour examiner le rapport du Groupe et discuter des nouvelles mesures concertées qu'il pourrait être nécessaire de prendre.

Le Canada a continué de jouer un rôle de chef de file dans les affaires du Commonwealth. Comme 1985 avait été déclarée Année internationale de la jeunesse, il était approprié qu'une Conférence pour les jeunes, qui s'est tenue à Ottawa en juin, soit la pièce maîtresse des activités du Commonwealth. En septembre 1985, le Canada a également accueilli la douzième conférence de l'industrie forestière du Commonwealth, à Victoria, en Colombie-Britannique, ainsi que la troisième réunion du Conseil juif du Commonwealth, à Ottawa. La Saskatchewan a organisé la Conférence annuelle de l'Association des parlementaires du Commonwealth, en octobre.

La contribution du Canada au principal programme d'aide de l'Association, le Fonds du Commonwealth pour la coopération technique (FCCT), a été relevée de 1,3 million de dollars, ce qui représente plus de 35 % du budget total du Fonds, auquel le Canada est désormais le plus important collaborateur. Une autre initiative digne de mention, annoncée par le premier ministre Mulroney à Nassau, consiste en l'octroi de 25 millions à des pays du Commonwealth, en guise d'appui au programme d'immunisation des enfants mis sur pied par l'ONU.

Dans d'autres domaines, le Commonwealth a continué de s'intéresser activement au renforcement des institutions multilatérales de l'ONU, grâce aux activités informelles de coordination des ministres lors de réunions précédant les conférences des Nations Unies (par exemple, les réunions des ministres de la Santé à Genève, avant l'Assemblée mondiale de la santé; des ministres du Travail et de l'Emploi, dans le cadre de la Conférence de l'OIT; des ministres de l'Éducation de certaines provinces canadiennes, pour préparer la Conférence générale de l'UNESCO; et enfin des ministres des Finances, à la veille des réunions annuelles de la Banque mondiale et du FMI). Les ministres du Commonwealth chargés de la condition féminine ont créé un important précédent en se réunissant à Nairobi avant que ne débute la Conférence des Nations Unies consacrée à l'examen et à l'évaluation de la Décennie des Nations Unies pour la femme.

Parmi les 300 ONG qui forment le « Commonwealth officieux », il importe de noter que le Commonwealth Trade Union Council, dirigé par le président du Congrès du travail du Canada, a poursuivi son œuvre importante dans la lutte contre l'*apartheid* en organisant des cours de formation à l'intention de syndicalistes sud-africains.

La francophonie

Sans conteste, le point culminant de l'année a été la tenue du premier Sommet francophone. Comme par les années précédentes, le Canada a pris une part très active à toutes les activités de la francophonie internationale.

Le premier Sommet francophone s'est déroulé à Paris, du 17 au 19 février 1986. Quarante et un États et gouvernements y ont pris part. À tous égards, le Sommet a connu un vif succès. Ses résultats, tant au niveau politique et économique qu'au chapitre de la coopération technique et culturelle, attestent que le défi de taille qu'il représentait a été relevé avec éclat. La participation canadienne, au premier titre celle du premier ministre Mulroney, a été déterminante. Le Canada a donné le ton au Sommet et, de plus, imprimé à la francophonie entière une dynamique nouvelle. Pour bien marquer sa volonté de coopération avec la communauté francophone internationale, le Canada a annoncé une série d'initiatives, dont la mise sur pied d'un programme de bourses de la francophonie et l'instauration d'un programme d'immunisation universelle à l'intention des pays en développement, membres de la francophonie. Le prochain Sommet aura lieu d'ici deux ans au Canada, à Québec. Entre-temps, un Comité de suivi a été chargé de l'exécution des décisions prises au Sommet de Paris et de l'élaboration de propositions sur l'avenir des institutions de la francophonie, plus particulièrement de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT).

Afin de marquer l'Année internationale de la jeunesse, la Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports des pays d'expression française (CONFEJES) a tenu en juillet 1985, à

Yamoussoukro, Côte d'Ivoire, les « Jeux de la CONFEJES », rencontre internationale de jeunes francophones, qui regroupait quelque 2 000 participants de 26 pays membres. D'aucuns voient dans cette manifestation sportive et culturelle un événement qu'il serait intéressant de transformer en institution pour l'ensemble des pays membres de la francophonie. La CONFEJES a tenu en outre sa sixième session ministérielle à Djibouti, les 2 et 3 décembre 1985.

Pour sa part, l'Agence a tenu sa dixième conférence générale, à Dakar, en décembre 1985. À cette occasion, un nouveau secrétaire général a été élu, M. Paul Okumba d'OKWATSEGUE du Gabon, en remplacement de M. Owono N'GUEMA, qui occupait cette fonction depuis 1981.

La Conférence annuelle des ministres de l'Éducation (CONFEMEN), qui s'est tenue à Cotonou, au Bénin, en mars 1986, a complètement réformé ses structures et a adopté une programmation qui met en relief à quel point l'Afrique francophone doit se doter de matériel didactique de conception et de fabrication africaines.

L'important réseau des ONG, composante essentielle de la francophonie, a continué d'apporter sa précieuse contribution dans tous les secteurs d'activités humaines, à l'avantage surtout des pays membres en voie de développement.

Énergie

Durant l'année financière 1985-1986, d'importants changements se sont produits sur les marchés pétroliers mondiaux, les prix accusant une baisse marquée au cours des trois derniers mois de la période. Entre-temps, la politique énergétique canadienne a continué de se développer, tout particulièrement avec la déréglementation du marché national du pétrole en juin, la conclusion d'un accord de tarification du gaz naturel entre le gouvernement fédéral et les provinces productrices de l'Ouest en octobre, et l'adoption, à la fin de 1985, de mesures législatives régissant l'exploitation des ressources énergétiques dans les régions éloignées du Canada.

Le Canada a participé activement aux travaux de plusieurs instances multilatérales chargées d'examiner divers dossiers énergétiques internationaux. Les ministres de l'Énergie des pays membres de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) se sont réunis en juillet pour marquer le dixième anniversaire de l'Organisation et pour réaffirmer leur engagement à l'égard des programmes et objectifs énergétiques de l'Agence, y compris l'importance de maintenir et de promouvoir des marchés ouverts dans ce secteur. À l'occasion de cette réunion, un Canadien a été porté à la présidence au Conseil de direction de l'Agence. À l'automne, les membres ont participé au cinquième essai des systèmes d'allocation, afin que leur capacité d'application du système de répartition du pétrole en cas d'urgence soit à jour. La chute des prix mondiaux du pétrole, au début de 1986, a fait l'objet de consultations au sein de l'AIE en février et en mars.

Au nombre des autres rencontres multilatérales sur l'énergie auxquelles le Canada a participé, figure la réunion de la CEE/ONU qui s'est déroulée à Genève, en septembre, et à laquelle assistaient les conseillers principaux des gouvernements en matière d'énergie.

En 1985-1986, le Canada a tenu des discussions bilatérales avec plusieurs pays au sujet de l'énergie. C'est ainsi que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a visité la République populaire de Chine, l'Allemagne de l'Ouest, le

Royaume Uni, la Norvège, le Japon, les États-Unis et la France et que les ministres de l'Énergie de l'Argentine, de l'Angola, des États-Unis, de la République populaire de Chine et de l'Australie ont visité le Canada durant cette période. En outre, des hauts fonctionnaires canadiens ont tenu des consultations avec leurs homologues des États-Unis, du Venezuela et du Mexique en septembre, novembre et mars respectivement.

Les négociations commerciales entre les fournisseurs canadiens et les acheteurs japonais, au sujet d'un contrat d'exportation de gaz naturel liquéfié au Japon, ont été suspendues à la fin de janvier, lorsqu'il est devenu évident que la tendance des cours énergétiques n'était pas propice à la réalisation d'un projet viable sur le plan commercial. Le gouvernement canadien, qui avait appuyé le projet, a dit regretter qu'il ne soit pas possible d'aller de l'avant pour l'instant.

La Société Petro-Canada pour l'assistance internationale (SPCAI) a affecté 35 millions de dollars à des projets d'exploitation des ressources énergétiques dans un certain nombre de pays, dont la Barbade, la Birmanie, le Ghana, la Jamaïque, le Pakistan, les Philippines, le Sri Lanka et la Tanzanie.

Droit de l'environnement

Protection de la couche d'ozone

La Conférence des plénipotentiaires sur la protection de la couche d'ozone s'est réunie à Vienne, du 15 au 22 mars 1985. Les participants ont adopté la Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone. Le Canada a signé cette convention internationale le 22 mars et il devrait la ratifier en 1986. La Conférence a en outre adopté une résolution concernant l'adoption d'un protocole sur les hydrocarbures chlorofluorés. Dans l'esprit de cette résolution, des représentants canadiens ont participé, au cours de l'année écoulée, aux efforts internationaux en vue d'élaborer un protocole qui porterait sur les stratégies à court terme et à long terme permettant de contrôler équitablement la production globale, les émissions et l'utilisation des hydrocarbures chlorofluorés.

Pollution marine

Le Groupe de travail sur la pollution marine d'origine tellurique du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a mis fin à ses travaux, à l'occasion de sa troisième session, tenue à Montréal, du 11 au 19 avril 1985. Sous la présidence du Canada, le Groupe a recommandé pour adoption par le Conseil d'administration du PNUE un document final intitulé *Lignes directrices de Montréal concernant la protection de l'environnement marin contre la pollution d'origine tellurique*. Les Lignes directrices renferment trois annexes techniques sur les stratégies de contrôle, la classification des substances ainsi que la surveillance et la gestion des données; adressées aux gouvernements, elles visent à aider à l'élaboration d'accords bilatéraux, régionaux et multilatéraux appropriés ainsi qu'à l'adoption de mesures législatives nationales pour protéger le milieu marin contre la pollution d'origine tellurique. Les Lignes directrices, qui ne sont en fait que des recommandations, se voulaient une liste de dispositions fondamentales plutôt qu'un modèle d'accord, dont les gouvernements pourraient s'inspirer, en adaptant ou en étoffant certaines d'entre elles au besoin, pour répondre aux besoins de régions spécifiques. Les Lignes directrices posent comme prémisses que les États sont tenus de protéger et de

préservier le milieu marin et que, dans l'exercice de leurs droits souverains d'exploiter leurs ressources naturelles, ils se doivent d'empêcher, de réduire et de contrôler la pollution du milieu marin.

Pluies acides (multilatéral)

Le Protocole à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance de 1979, relatif à la réduction des émissions de soufre ou de leurs flux transfrontières d'au moins 30 %, a été adopté le 8 juillet 1985 par l'organe exécutif de la Convention à sa troisième session, tenue à Helsinki, en Finlande. Le Protocole a été signé par 21 gouvernements, dont celui du Canada, le 9 juillet 1985. Le Canada a ratifié le Protocole le 4 décembre 1985. Il a en outre ratifié le Protocole à la Convention de 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, relatif au financement à long terme du Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe (EMEP).

Environnement

Par ses activités internationales visant à protéger et à assainir l'environnement, le Canada a continué de montrer l'importance globale qu'il attache aux questions environnementales.

Au Sommet économique de Bonn, en 1985, les dirigeants ont souscrit au principe selon lequel la politique environnementale devrait être pleinement intégrée aux autres politiques et considérée comme un facteur fondamental lors de la prise de décisions économiques. Le communiqué final renfermait d'importantes déclarations à l'appui du règlement de problèmes environnementaux pressants comme les dépôts acides et la pollution de l'air provenant des véhicules automobiles et d'autres sources principales.

Un Canadien a été président du Comité de l'environnement de l'OCDE en 1985 et le ministre de l'Environnement a été l'un des vice-présidents de la réunion des ministres de l'Environnement de l'OCDE, en juin de la même année. Les ministres ont reconnu que, même si des progrès importants avaient été réalisés, il restait beaucoup à faire, notamment en ce qui concerne la dispersion des substances toxiques, l'accumulation des polluants atmosphériques et leurs effets généralisés, ainsi que la gestion et la protection de l'eau, des terres, des forêts et de la vie sauvage. Ils ont également recommandé qu'une section sur l'environnement soit ajoutée aux Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales. Un peu plus tard cette même année, une clarification sur l'environnement a été ajoutée aux Principes directeurs.

En juillet 1985, à Helsinki, 21 membres de la Commission économique pour l'Europe (y compris le Canada) ont signé un Protocole à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, afin de réduire les émissions de soufre ou leurs flux transfrontières d'au moins 30 %. Il s'agit d'une réalisation remarquable, du fait qu'elle a constitué la première initiative multilatérale concrète pour faire échec au problème des précipitations acides. Le Canada a appuyé les efforts de la Commission économique pour l'Europe, dont le but était d'élaborer un nouveau protocole à la Convention, afin de réduire les émissions d'oxyde d'azote. Il a en outre signé la Déclaration de Stockholm de 1985 sur la pollution de l'air causée par les véhicules automobiles et annoncé des

mesures destinées à renforcer les normes canadiennes relatives aux gaz d'échappement des véhicules automobiles et à éliminer progressivement la vente de l'essence au plomb.

Le Canada a continué d'appuyer activement le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et a participé à la treizième étude de la Société royale du Canada sur l'hiver nucléaire, étude qui a d'ailleurs été soumise au PNUE. Les délégués canadiens ont également participé aux discussions du PNUE sur les produits chimiques nocifs, la gestion des déchets dangereux, la saine gestion des ressources hydrauliques, le Plan Vigie du PNUE ainsi que les mesures visant à protéger la couche d'ozone, y compris les préparatifs à la négociation d'un protocole de contrôle à la Convention de Vienne sur la protection de la couche d'ozone. Depuis plus de 25 ans, le Canada exploite le Centre mondial des données sur l'ozone pour le compte de l'Organisation météorologique mondiale. Dans le domaine du contrôle du climat et des émissions de dioxydes de carbone, le Canada a pris part, en 1985, à la Conférence de Villach, dans le cadre de laquelle des scientifiques ont discuté de l'effet de serre créé par le dioxyde de carbone.

Une délégation canadienne, comprenant des représentants des autochtones et d'ONG, a participé à Buenos Aires à la cinquième réunion des partenaires de la Convention sur le commerce international des espèces menacées d'extinction (CITES). La Convention a accepté l'offre du Canada de tenir sa conférence à Ottawa en 1987.

Droit de la mer

La Convention sur le droit de la mer (LOS) établit un régime global de réglementation des activités menées dans les océans du monde. Lorsqu'elle a été fermée à la signature, le 9 décembre 1984, la Convention avait 159 signataires (y compris le Canada), un record pour tout accord international. Elle entrera en vigueur 12 mois après la date du dépôt du soixantième instrument de ratification ou d'adhésion. Au 31 mars 1986, 26 États avaient ratifié la Convention.

En tant qu'État ayant l'un des littoraux les plus longs au monde et des intérêts maritimes importants, le Canada voit dans la Convention une occasion unique d'apporter une contribution significative à la paix et à la sécurité dans le monde, en réduisant les possibilités de conflits en ce qui concerne les utilisations rivales des océans. Si certains aspects de la Convention codifient l'actuel droit coutumier international, d'autres par contre innovent dans ce domaine. Les dispositions de cette convention internationale ont un impact notable sur la législation intérieure du Canada, même si ce dernier n'a pas encore décidé s'il ratifiera ou non le document. De l'avis du Canada, si la Convention échouait, les incertitudes qui régnaient avant sa négociation risquent de refaire surface.

Au cours de l'année écoulée, le Canada a participé activement aux travaux de la Commission préparatoire, créée pour mettre sur pied le système institutionnel envisagé par la Convention. La Commission préparatoire s'est réunie à Genève, en août 1985, et à Kingston, en Jamaïque, en mars 1986, pour continuer d'examiner des mécanismes appropriés d'application du régime décrit dans la Convention, aux fins de l'exploitation des ressources des grands fonds marins.

À titre de grand producteur de minéraux d'origine tellurique et de nation susceptible de procéder éventuellement à l'exploitation minière des fonds marins, le Canada a un in-

térêt capital dans les dossiers complexes qu'examine la Commission préparatoire. Bon nombre de pays industrialisés (dont le Canada) se sont dits préoccupés par certains aspects du régime d'exploitation minière des grands fonds marins prévu dans la Convention, et ils jugent essentiel que les efforts de la Commission préparatoire débouchent sur un régime qui encourage la participation universelle à la Convention. En conséquence, l'issue des travaux de la Commission préparatoire sera, pour ces États, un facteur d'importance, lorsqu'ils devront décider s'ils ratifient la Convention ou y adhèrent.

Dans l'esprit de la deuxième résolution de la session finale de la Convention, la Commission préparatoire cherche en outre à établir un système qui protège les investissements existants liés à l'exploitation minière des fonds marins pour la durée de la période précédant la mise en vigueur de la Convention. Il importe tout particulièrement de noter à cet égard les efforts soutenus des États intéressés pour trouver une méthode satisfaisante de règlement des différends, en cas de revendication concurrente de gisements miniers des grands fonds marins dans un secteur particulièrement prometteur du Pacifique. Le Canada a maintenu que ce problème devait se régler de façon globale et avec la participation de tous les « investisseurs pionniers », tels que définis par la deuxième résolution de la Convention, y compris des entreprises organisées en consortiums privés qui pourraient ultérieurement enregistrer des gisements en vertu de la Convention.

Droits de la personne et affaires sociales

La promotion et la protection des droits de la personne dans le monde demeurent l'une des grandes composantes de la politique étrangère du Canada. Sur le plan multilatéral, le Canada cherche à atteindre ses objectifs internationaux concernant les droits de la personne par le biais d'une participation permanente et active aux délibérations des divers organes des Nations Unies : la Commission des droits de l'homme (CDH), l'ECOSOC et la Troisième Commission de l'Assemblée générale. En outre, le juge Jules Deschênes, un Canadien, est membre de la Sous-commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités. Ces organismes continuent d'établir des normes internationales et juridiques et, de plus en plus, veillent à leur application.

Après consultation des provinces, le Canada a signé, le 23 août 1985, la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Les consultations avec les provinces, qui doivent précéder la ratification, ont été entamées.

Le projet de déclaration sur le droit au développement, présenté à la quarantième session de l'Assemblée générale par la délégation yougoslave, est un exemple des efforts permanents visant à assurer le respect des normes. Comme les participants ne se sont pas entendus sur le contenu de la Déclaration, le projet a été renvoyé à la CDH pour y être retravaillé.

Le rapport annuel du Comité des droits de l'homme, présenté à la quarantième session de l'Assemblée générale, en 1985, fait état de l'issue de trois poursuites intentées par des particuliers contre le Canada en vertu du Protocole facultatif au Pacte international sur les droits civils et politiques. Les trois poursuites ont été jugées irrecevables.

Les activités de la CDH liées à l'établissement de normes se sont poursuivies durant la quarante-deuxième session de

cet organisme. D'autre part, la négociation d'un projet de convention sur les droits de l'enfant va bon train, la plupart des articles de fond ayant été adoptés en première lecture. Un groupe de travail de la CDH, chargé d'élaborer une déclaration sur le droit des personnes appartenant à des minorités, a examiné une étude sur la définition des minorités, préparée par le Canadien qui siège à la Sous-commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités.

La CDH s'est penchée sur les rapports de violations des droits de la personne au Chili, au Guatemala, au Salvador, en Afghanistan et en Iran. Pour la première fois, une résolution sévère mais juste, condamnant la situation des droits de la personne au Chili, a été adoptée par consensus. Également pour la première fois, la Commission a approuvé une résolution demandant à un rapporteur spécial de signaler les cas de non-conformité avec la Déclaration sur l'intolérance religieuse. Le Canada a continué de participer activement à l'examen de formes particulières de violations, comme les disparitions forcées ou involontaires, les états de siège, et les exécutions sommaires ou arbitraires.

À la dernière session de la CDH, la délégation canadienne a pu voir une de ses initiatives arriver à terme : le lancement d'un groupe de travail à participation ouverte, sous la présidence de l'Australie, à qui a été confié le soin de préparer une déclaration sur le droit de promouvoir les droits de la personne (les Défenseurs des droits de la personne). Ce groupe se réunira à nouveau durant une semaine, immédiatement avant l'ouverture de la quarante-troisième session du Comité.

Pour la deuxième année consécutive, le Canada a envoyé une délégation d'observation à la session du Comité. Dirigée par le commissaire en chef de la Commission canadienne des droits de la personne, Gordon Fairweather, et composée de représentants des gouvernements fédéral et provinciaux, la délégation a participé à bon nombre des délibérations et coparrainé plus de vingt résolutions.

Le Canada a également annoncé son intention de se faire élire à la CDH à l'occasion des élections tenues à l'ECOSOC au printemps de 1986.

À la session du printemps de l'ECOSOC, en mai 1985, le Canada a activement milité en faveur de changements qui permettraient à cet organisme de s'acquitter de ses obligations quant au contrôle de l'application du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Le groupe de travail réunissant des experts gouvernementaux a été transformé en un comité de 18 experts indépendants.

Au cours de l'année écoulée, la Direction générale des organisations internationales a été réorganisée. C'est ainsi qu'une Direction des droits de la personne et des affaires sociales a été créée pour mieux coordonner et intégrer les considérations liées aux droits de la personne dans la politique étrangère globale du Ministère.

La nouvelle Direction a cherché à multiplier les consultations avec les nombreuses ONG qui s'intéressent aux droits de la personne. Avant que ne débute la quarante-deuxième session de la CDH, le Ministère a tenu une séance de consultation de deux jours. Des représentants de grandes ONG ont alors présenté des exposés et des mémoires et participé à des discussions exhaustives.

En ce qui concerne l'application bilatérale de la politique canadienne sur les droits de la personne, nos missions à l'étranger ont continué de rapporter les développements en

la matière dans leurs pays d'accréditation et de faire des démarches auprès des gouvernements hôtes pour faire le point sur les cas d'un intérêt particulier pour le Canada. Les visites de ministres et de hauts fonctionnaires canadiens dans les pays en question et les visites au Canada de leurs homologues étrangers ont fourni d'autres occasions de faire part, en privé, mais de façon vigoureuse, de la position du Canada dans le domaine des droits de la personne.

Commission de la condition de la femme

Composée de 32 membres, la Commission de la condition de la femme est, aux Nations Unies, l'organe central chargé des questions liées à la promotion et à l'intégration des femmes. Elle se réunit tous les deux ans, à Vienne, pour formuler des recommandations sur les préoccupations des femmes au sein de l'ONU, recommandations qu'elle soumet à l'examen du Conseil économique et social et ensuite, de l'Assemblée générale des Nations Unies.

À la réunion de février 1986, le Canada a réussi à faire accepter que la Commission se réunisse en session extraordinaire en 1987, pour discuter des révisions très importantes apportées au plan à moyen terme ainsi qu'au plan à moyen terme à l'échelle du système, concernant le rôle de la femme dans le processus de développement. Ces révisions budgétaires sont nécessaires pour planifier la prochaine période financière (1988-1989 et 1990-1995), afin que puissent être appliquées les Stratégies prospectives d'action pour l'avancement de la femme, adoptées à Nairobi.

Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

Le Canada prépare actuellement son deuxième rapport au Comité de l'ONU, composé d'experts indépendants chargés d'examiner la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Le premier rapport, déposé en janvier 1985, a été bien accueilli et il a suscité un vif intérêt parmi les membres du Comité. Le deuxième rapport, présenté en janvier 1987, sera en quelque sorte un suivi du premier, détaillant les progrès réalisés dans le domaine de l'application de la Convention.

La Convention oblige les États qui y sont parties à présenter tous les quatre ans un rapport national et à prendre des mesures appropriées, y compris sur le plan législatif, afin de réaliser, dans les faits, l'égalité entre les hommes et les femmes et d'assurer le plein épanouissement et l'avancement des femmes dans la société.

En mars 1986, à la réunion des États parties à New York, le Canada a fait porter à l'ordre du jour un échange de vues sur la question des réserves pouvant être apportées à la Convention. Les États s'occuperont maintenant de réunir leurs perceptions sur cette question et les présenteront au Secrétaire général des Nations Unies à la session de l'Assemblée générale qui se tiendra à l'automne.

Troisième Conférence mondiale de la femme

La troisième Conférence mondiale de la femme a été convoquée en juillet 1985, à Nairobi, au Kenya, pour examiner et évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme (1976-1985). Le Canada s'est classé parmi les premiers pays au titre de sa contribution financière à la Conférence. Le gouvernement a veillé à ce que la délégation à

Nairobi soit la plus représentative possible de la société canadienne. La principale réalisation de la Conférence a été l'adoption, par consensus, de Stratégies d'avenir pour la promotion de la femme jusqu'à l'an 2000.

Contrôle des stupéfiants

La communauté internationale tout entière est maintenant sensibilisée aux problèmes sérieux associés au trafic des stupéfiants. Cette question a d'ailleurs été soulevée au Sommet économique de Bonn, lors d'une réunion des ministres des Affaires étrangères tenue ultérieurement à New York, à la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth à Nassau et à la Conférence des ministres des Affaires étrangères de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) à Kuala Lumpur, où le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le très honorable Joe Clark, a annoncé que le Canada affecterait des crédits de 2 millions de dollars au Pakistan et à la Thaïlande, pour permettre à ces pays de mener à bien des projets de substitution des cultures. Deux initiatives internationales importantes, que le Canada a appuyées sans réserve, ont été discutées à la session de février 1986 de la Commission des stupéfiants des Nations Unies. La première concerne l'élaboration d'une nouvelle convention qui viendra étayer les mesures internationales de lutte contre le trafic des stupéfiants; la deuxième a trait à la convocation, à Vienne, en juin 1987, d'une conférence ministérielle sur le contrôle de l'utilisation abusive des stupéfiants. Par cette dernière mesure, l'Assemblée générale des Nations Unies cherche à renforcer, chez les nations membres, la volonté politique de lutter contre la menace des stupéfiants et de générer une action universelle dans ce domaine. Le Canada a coparrainé les résolutions liées à ces initiatives, à la session de 1985 de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Justice criminelle

Le Ministère était représenté, au sein de la délégation canadienne, au septième Congrès des Nations Unies sur la prévention du crime et le traitement des délinquants, tenu à Milan, du 25 août au 6 septembre 1985. Les 124 pays participants ont adopté une trentaine des résolutions et d'instruments par consensus. Dirigée par le Solliciteur général, la délégation canadienne a soulevé bon nombre de questions de fond et a joué un rôle constructif qui a favorisé le consensus. Elle a été mêlée de très près à l'élaboration et à la négociation de textes sur les sujets suivants : la justice pour les victimes de crimes et les victimes d'abus de pouvoir; les narcotiques; le terrorisme; l'élaboration de nouveaux principes directeurs pour prévenir le crime et administrer la justice criminelle, dans le contexte du développement et du nouvel ordre économique international; les jeunes délinquants; et l'indépendance de l'appareil judiciaire. Le Canada a d'ailleurs fait des interventions sur ces questions à cette occasion.

Année internationale de la jeunesse

L'Organisation des Nations Unies a désigné 1985 comme l'Année internationale de la jeunesse (AIJ) en lui donnant pour thèmes la Participation, le Développement et la Paix. En

1985-1986, le Canada a participé en tant qu'observateur à la quatrième réunion du Comité consultatif des Nations Unies sur l'Année internationale de la jeunesse, à Vienne, et il a versé une contribution au Fonds des Nations Unies pour l'Année internationale de la jeunesse. Tout au cours de l'année, des groupes canadiens ont organisé diverses manifestations qui ont attiré des délégations de jeunes des quatre coins du Canada et du globe. En outre, certains jeunes Canadiens ont représenté leur pays à des conférences, à des colloques et à des manifestations culturelles à l'extérieur du Canada. Deux événements d'importance ont été la Conférence de la jeunesse, tenue à Barcelone, à laquelle a assisté le ministre d'État à la Jeunesse du Canada, ainsi que les séances plénières consacrées à l'AIJ, dans le cadre de la quarantième session de l'Assemblée générale. Toutefois, l'accent était mis principalement sur les activités nationales et locales, coordonnées par le Secrétariat de l'Année internationale de la jeunesse, du Secrétariat d'État. Outre qu'il a contribué à sa façon à l'AIJ en accordant des subventions à des ONG qui avaient mis sur pied des projets et des activités valables à l'intention des jeunes, le Secrétariat d'État a par ailleurs accordé aux autres ministères fédéraux un budget grâce auquel ils ont pu financer des activités qui représentaient un intérêt pour eux. C'est ainsi que le ministère des Affaires extérieures a appuyé des initiatives aussi estimables que la Conférence de la jeunesse métis, la Conférence internationale de la jeunesse, la Conférence sur les jeunes et le droit et la Conférence « La prochaine génération ».

Affaires des autochtones

Durant l'année, les organisations canadiennes d'autochtones ont continué d'attirer l'attention nationale et internationale sur les questions vitales à leurs propres intérêts et à ceux d'autres populations autochtones partout dans le monde. Le gouvernement canadien a de nouveau envoyé une délégation à la quatrième session du Groupe de travail des populations autochtones de la Sous-commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, tenue à Genève, en juillet 1985. Un certain nombre d'organisations autochtones canadiennes et le gouvernement du Canada ont présenté des mémoires au Groupe de travail. Ce dernier a par ailleurs commencé à examiner le dossier au sujet de l'établissement de normes applicables aux groupes d'autochtones.

À la quarantième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Canada a contribué à l'élaboration d'une résolution qui a été adoptée sans vote et a mené à la création d'un fonds de contributions volontaires destiné aux populations autochtones. Ce fonds vise à fournir une aide financière aux autochtones du monde en développement, afin de leur permettre de participer aux activités du Groupe de travail des populations autochtones. Le gouvernement canadien a également fourni une aide aux autochtones canadiens qui, avec d'autres représentants de l'association *Indigenous Survival International*, ont visité plusieurs pays d'Europe pour montrer aux Européens combien le commerce des fourrures était important pour le maintien de leur style de vie traditionnel.

Chapitre 4

INTÉRÊTS RÉGIONAUX DU CANADA

États-Unis

Les relations bilatérales du Canada avec les États-Unis englobent une vaste gamme d'intérêts qui touchent tous les aspects de la vie économique, politique, sociale et culturelle des deux pays. Cette relation complexe est vitale pour le Canada. Le gouvernement a reconnu cette importance lorsqu'il a formulé ses principaux objectifs de renouveau économique et de création d'emplois. Pour les atteindre, il a élaboré une stratégie cohérente et coordonnée, tout en s'efforçant d'inciter à une meilleure coopération pour résoudre les problèmes communs.

Le gouvernement estime que les Canadiens ont suffisamment de maturité et de confiance pour resserrer leurs liens avec les États-Unis, et qu'une telle relation leur serait bénéfique à plusieurs égards : elle leur assurerait une part plus importante et plus sûre du marché américain; elle attirerait de nouveaux investissements, qui stimuleraient la croissance économique et créeraient des emplois et elle favoriserait une meilleure coopération pour résoudre des problèmes communs, tel celui de la protection de l'environnement, tout en offrant aux Canadiens une nouvelle possibilité d'influer sur le règlement des questions internationales. L'élément central de la relation bilatérale entre les deux pays est la rencontre annuelle du Premier ministre et du Président des États-Unis. Sont également déterminantes les rencontres trimestrielles entre le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et le secrétaire d'État américain, les rencontres régulières entre d'autres ministres et leurs homologues américains, les consultations plus fréquentes avec les provinces et le secteur privé et les contacts systématiques entre les membres du Parlement canadien et ceux du Congrès américain.

Depuis le Sommet de Québec, le gouvernement a pris des décisions qui ont une influence déterminante sur nos relations avec les États-Unis. Le lancement de l'initiative commerciale est la plus importante de ces décisions. Le 26 septembre 1985, le premier ministre, le très honorable Brian Mulroney, annonçait à la Chambre des communes que des discussions seraient entreprises avec les États-Unis, afin de négocier d'un accord commercial qui faciliterait l'accès des produits et services canadiens sur le marché américain.

Cette année, le fait saillant des relations canado-américaines a été le Sommet de Washington (les 18 et 19 mars), deuxième d'une série de rencontres annuelles entre le Premier ministre et le Président des États-Unis. Cette rencontre a permis aux deux parties de faire progresser les questions bilatérales sur plusieurs points importants. Le Premier ministre a obtenu des dirigeants de l'Administration et du Congrès des États-Unis l'assurance que les pourparlers sur le commerce débuteraient à la date prévue. En ce qui concerne les pluies acides, le Canada s'est réjoui que le Président ait donné son assentiment au rapport des envoyés spéciaux. Enfin, le renouvellement du traité NORAD symbolise l'engagement des deux pays à continuer d'assurer conjointement la défense de l'Amérique du Nord.

Reconnaissant la nécessité de réduire la vulnérabilité du Canada au processus décisionnel de plus en plus complexe et diffus des États-Unis, l'ambassade du Canada à Washington et nos 13 consulats généraux ont augmenté leur réseau de contacts influents dans tous les milieux et dans toutes les régions des États-Unis. Le recours à des sociétés d'experts-conseils sur les questions bilatérales clés, particulièrement dans les domaines du commerce et de l'environnement, permet au Canada de s'assurer que ses positions sur diverses questions sont présentées de façon efficace et en temps opportun.

Dans le cadre de la stratégie gouvernementale visant à améliorer les relations commerciales canado-américaines, le ministre du Commerce extérieur, l'honorable James Kelleher, a présenté au Cabinet, au début de l'année, un rapport préliminaire qui précise les résultats de ses consultations avec le milieu des affaires, le monde syndical et d'autres parties en cause, sur les moyens d'augmenter le nombre de débouchés pour les produits canadiens sur les marchés d'exportation. Pendant l'été, d'autres consultations ont eu lieu et un comité parlementaire spécial a tenu des audiences publiques. Son rapport et celui de la Commission royale MacDonald sur les perspectives économiques du Canada sont venus raffermir ceux qui, de plus en plus nombreux, croient qu'il est nécessaire de réorienter les relations commerciales canado-américaines. À la suite d'un autre rapport présenté au Cabinet par le Ministre en septembre, le Premier ministre a écrit au Président des États-Unis le 26 septembre, pour lui faire part du désir du Canada de négocier un nouvel accord commercial. Le Président a chaleureusement accueilli cette initiative. Il a entrepris de consulter le Congrès en décembre; on prévoit que la mise sur pied d'un groupe de négociations accélérées sera approuvée au printemps 1986.

En prévision des négociations, les consultations avec les provinces et le secteur privé se sont poursuivies, et un Bureau des négociations commerciales a été créé sous la direction de Simon Reisman. L'objectif de M. Reisman est d'obtenir un accord commercial global qui renforcerait l'accès des produits et des services du Canada à son plus important marché d'exportation. Cet accord devrait couvrir la plus vaste gamme possible de produits et de services, sans porter atteinte à la culture ni à la souveraineté canadienne.

L'importance que les deux gouvernements attachent à l'initiative commerciale reflète le fait que le Canada et les États-Unis entretiennent les relations bilatérales commerciales et économiques les plus importantes au monde. En 1985, les exportations de produits canadiens vers les États-Unis ont augmenté de 10,8 % et atteint 94,7 milliards de dollars, ce qui équivaut à 78,8 % de toutes les exportations canadiennes. Les importations en provenance des États-Unis ont augmenté de 23,7 %, s'élevant à 74,1 milliards, ce qui représente 71,8 % des importations canadiennes. Le département du Commerce

américain a signalé que les exportations américaines vers le Canada excédaient le total des exportations américaines vers la CEE (Communauté des Dix) et représentaient plus du double du volume des exportations américaines vers le Japon. (Les exportations américaines à la seule province de l'Ontario sont de beaucoup plus importantes que les exportations américaines vers le Japon.) De 1982 à 1985, les exportations américaines en général n'ont augmenté que de 0,4 %, ce qui comprend une croissance de 7,9 % des exportations vers le Japon et une baisse de 4,5 % des exportations vers la CEE. Par contre, les exportations vers le Canada ont augmenté de 40,1 %, confirmant ainsi que le Canada est le premier client des États-Unis.

L'excédent de la balance du commerce de marchandises a été de 20,5 milliards de dollars en 1985, une augmentation de seulement 800 millions par rapport à l'année précédente. Si cet excédent est considérable, les échanges de services avec les États-Unis se soldent la plupart du temps par un déficit pour le Canada, également perdant en ce qui concerne les mouvements de capitaux. Ces déficits sont liés à des facteurs comme les investissements américains élevés au Canada (les États-Unis sont le plus important investisseur étranger au Canada, tandis que les investissements canadiens aux États-Unis viennent au troisième rang, ce qui entraîne un flux d'intérêts et de dividendes), et au fait que la tendance des Canadiens à passer leurs vacances chez leurs voisins du Sud est plus forte que la tendance inverse : le compte touristique du Canada s'est soldé par un déficit de 845 millions en 1984. En ce qui concerne les services, nous avons enregistré un déficit de 13,5 milliards, ce qui a entraîné un autre excédent courant exceptionnel de 7,1 milliards avec les États-Unis. (Toutes les sommes sont exprimées en dollars canadiens.)

Des relations économiques de cette envergure ne vont jamais sans problèmes; l'année 1985-1986 n'a pas fait exception. Néanmoins, des progrès ont été accomplis, comme le démontre la création d'Investissement Canada et le démantèlement de la Politique énergétique nationale (PEN), bien que les Américains aient manifesté des inquiétudes concernant une meilleure protection de la propriété intellectuelle au Canada, particulièrement des brevets pharmaceutiques. Dans le domaine du commerce, le Canada a fait face à de nouvelles tentatives de restreindre ses exportations de bois-d'œuvre résineux et d'uranium; les exportations d'acier ont fait l'objet de pressions; les importations de bétail ont été frappées de restrictions, tandis que des mesures de ce type étaient envisagées pour l'amiante, la bière et le vin. Des enquêtes antidumping ou en matière de droits compensateurs ont été menées sur la morue salée, le sel gemme, les tubes et tuyaux rectangulaires en acier, les moulages de construction, le poisson, les framboises, les plateaux alvéolés pour œufs et le porc. Des difficultés ont également été soulevées en ce qui concerne les pommes de terre et les produits contenant du sucre. La Commission américaine du commerce extérieur a entrepris des enquêtes sur les clauses échappatoires touchant les fourches de chariots élévateurs, les moulages et les bardeaux.

Les tensions commerciales, alors que l'humeur du Congrès était au protectionnisme, nous ont forcés à redoubler d'efforts pour protéger l'accès des produits canadiens au marché américain. Les rencontres informelles entre fonctionnaires canadiens et américains se sont succédé, et nous avons fait

des représentations écrites à l'Administration et aux membres du Congrès sur les principales questions. Nous avons aidé l'industrie canadienne à se défendre contre les recours commerciaux. Le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux ont uni leurs efforts à ceux de l'industrie pour défendre publiquement la cause des importations de bois d'œuvre résineux par les États-Unis. Craignant d'autre part que la méthode unitaire n'entraîne une double imposition, le gouvernement a présenté un bref d'*amicus curiae*, en faveur de la société Alcan, qui conteste une loi californienne, à la Cour de district fédérale de l'Illinois.

En étroite consultation avec le MEIR, les gouvernements provinciaux et le secteur privé, le Ministère a poursuivi sa mise en œuvre de stratégies de mise en marché par secteur visant les États-Unis, entreprise en 1983-1984. Ces stratégies portent sur des secteurs variés, notamment l'équipement agricole, les produits du bois manufacturés, les articles de sport, le transport urbain, le chauffage domiciliaire, l'équipement pétrolier et gazier, l'équipement de défense, les logiciels, l'alimentation et la machinerie.

Après le Sommet de Québec de mars 1985, les premières activités élaborées dans le cadre du Programme de stratégie commerciale nationale ont été lancées aux États-Unis en vue d'accroître les importations. Certains de ces projets doivent se terminer en 1986-1987, tandis que d'autres se poursuivront pendant deux ou trois années.

En 1985-1986, les États-Unis ont été la principale cible du PDME, dans le cadre duquel des demandes d'une valeur totale de 14,1 millions de dollars ont été approuvées. Pour le marché américain, la section B (Visites d'exploration des marchés) et la section C (Participation à des foires commerciales) ont continué d'être les plus en faveur dans le cadre du PDME, l'ensemble des demandes pour ces deux catégories excédant celles qui portent sur toute autre destination.

Le Ministère a cherché à accroître la présence de l'industrie canadienne sur le marché des États-Unis en demandant à des experts-conseils du secteur privé d'effectuer des études de marché dans différentes régions des États-Unis pour des produits canadiens. L'an passé, cinq études ont été terminées et trois autres ont été entreprises. Elles recensaient les débouchés possibles pour certaines petites et moyennes entreprises du Canada. Leurs résultats ont été communiqués à l'industrie et grâce à une collaboration entre d'autres ministères du gouvernement fédéral, des gouvernements provinciaux et des associations commerciales, des stratégies de mise en marché sont maintenant en cours d'élaboration.

Une étude du Ministère sur les réseaux de transport vers les marchés de l'Ouest des États-Unis et de l'Alaska a été utile aux exportateurs nouveaux ou déjà expérimentés de l'Ouest du Canada. Dans le cadre du Mois des exportations canadiennes, l'étude a été distribuée à près de 6 000 exportateurs canadiens établis ou en puissance, à des chambres de commerce et à d'autres sociétés d'affaires. Une deuxième étude spécialisée, destinée aux exportateurs des provinces de l'Atlantique, a été menée à bien et doit être distribuée au début de 1986-1987.

Afin de bien montrer que le gouvernement reconnaît le rôle positif que l'investissement étranger doit jouer dans le développement de l'économie canadienne, le Ministère a lancé en 1985-1986, aux États-Unis, un programme destiné à accroître les investissements américains. Il a collaboré étroitement

avec le tout nouveau Investissement Canada et le MEIR, pour promouvoir l'image du Canada comme lieu propice aux investissements américains. Entre autres activités entreprises dans le cadre de ce programme, l'ambassade du Canada et les consulats généraux ont organisé des visites à l'étranger du Premier ministre et d'autres ministres, ont participé activement aux foires commerciales et ont organisé des conférences et des colloques sur l'industrie et l'investissement dans des centres régionaux des États-Unis. Le Ministère a également fait la promotion de l'importante conférence « Opportunités Canada » sur l'accroissement des investissements, qui s'est tenue à Toronto en mars 1986.

L'année examinée a été parmi les plus fertiles en ce qui concerne le Programme de liaison avec les sociétés, qui a poursuivi ses efforts pour mieux faire connaître aux dirigeants du monde des affaires américain les possibilités de débouchés au Canada et les politiques économiques et commerciales canadiennes. Le Programme a également joué un rôle clé en incitant des secteurs particuliers du milieu des affaires américain à influencer en notre faveur les autorités chargées des politiques de nature économique qui intéressent le Canada, particulièrement en vue de la préparation de l'initiative commerciale canado-américaine.

La collaboration traditionnelle du Canada et des États-Unis concernant les questions environnementales et transfrontalières a permis des progrès constants dans ces domaines. Une mesure importante a été prise pour régler le problème des pluies acides lorsque le Premier ministre et le Président ont entériné, au Sommet de Washington, les conclusions et les recommandations du rapport des envoyés spéciaux sur les pluies acides. Ceux-ci ont estimé que les pluies acides étaient un grave problème transfrontalier causé par l'homme et ont formulé des recommandations précises que les deux dirigeants se sont engagés à mettre en œuvre.

Les deux pays ont également continué d'élaborer le plan de gestion des déchets toxiques de la rivière Niagara. Ce plan marque une étape importante dans l'élaboration d'une stratégie coordonnée pour régler de façon efficace le problème des déchets toxiques qui contaminent la rivière et les eaux en aval, source d'eau potable de millions de personnes des deux côtés de la frontière.

Les résidents des zones riveraines des Grands Lacs ont été très incommodés par le niveau de l'eau exceptionnellement élevé du réseau des Grands Lacs. Le Canada et les États-Unis ont convenu de voir à soumettre ce sujet à la Commission mixte internationale, afin qu'elle trouve des moyens pratiques de régler le problème de la fluctuation du niveau des eaux.

Le Canada s'est fortement opposé à la création d'un dépôt américain de déchets hautement radioactifs près de la frontière internationale. Au cours de plusieurs réunions, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le très honorable Joe Clark, ainsi que des fonctionnaires du Ministère se sont fermement opposés à toute activité susceptible de nuire à la santé des générations actuelles ou futures de Canadiens ou à notre environnement.

En étroite collaboration avec la province du Manitoba, le Ministère a continué de déployer des efforts pour résoudre la question de l'ouvrage de dérivation de Garrison, en suspens depuis longtemps. Le Congrès américain a voté une loi destinée à la mise en œuvre des recommandations de la Commission Garrison, que le Canada avait jugées acceptables.

Les négociations se sont poursuivies pour en arriver à un accord sur la construction d'une digue annulaire, par le Canada et les États-Unis, autour d'Emerson, au Manitoba, et de Noyes, au Minnesota. Des discussions ont été entreprises avec les États-Unis et le Dakota du Nord sur le partage des frais de construction des barrages de Rafferty et d'Alameda en Saskatchewan.

Le Ministère a dirigé toute une gamme d'activités universitaires, culturelles et d'information aux États-Unis pour mieux faire connaître et apprécier le Canada. Il accorde toujours son appui à l'expansion des programmes d'études canadiennes dans les universités américaines. L'intérêt manifesté par les universitaires et les étudiants américains à l'égard du Canada n'a cessé de grandir, comme en témoignent le nombre, la diversité et la qualité des demandes présentées dans le cadre de divers programmes de bourses. Par le truchement de plusieurs programmes et services, le Ministère a stimulé l'intérêt que les Américains portent aux artistes canadiens et aux œuvres artistiques du Canada.

Environ 70 millions de Canadiens et d'Américains traversent chaque année la plus longue frontière non protégée du monde, presque sans formalités douanières.

Toutefois, certains Canadiens qui font le commerce de produits et de services éprouvent des difficultés à se faire admettre aux États-Unis en vertu de certaines lois américaines concernant l'immigration. Un tribunal américain a récemment rendu une décision particulièrement troublante en restreignant provisoirement le droit des sociétés canadiennes de procéder à des installations et à l'entretien après-vente aux États-Unis. Le Ministère s'efforce de plus en plus d'aider les personnes aux prises avec de telles difficultés et négocie actuellement avec le gouvernement américain à ce sujet.

L'approche adoptée par le gouvernement dans ses relations avec les États-Unis est surtout marquée par un sentiment de confiance et une volonté réelle de tirer le maximum des occasions susceptibles de bénéficier aux deux pays. S'il est normal qu'il y ait des différences, le climat qui a prévalu au Sommet de Québec favorise une plus grande coopération et des consultations plus étroites entre nos deux pays, qui sont des amis et des alliés.

Communauté économique européenne et Europe de l'Ouest

L'engagement politique et militaire du Canada envers l'Europe est essentiel à sa relation avec ce continent. Quatorze des 16 membres de l'OTAN appartiennent à l'Europe de l'Ouest. Le Canada a un intérêt vital dans la sécurité politique et économique de l'Europe occidentale et dans le maintien d'un équilibre entre l'Est et l'Ouest. Il poursuit ces intérêts aux plans bilatéral et multilatéral, notamment dans le cadre de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) et des pourparlers sur les Réductions mutuelles et équilibrées des forces en Europe (MBFR), ainsi qu'aux Nations Unies. Dix-neuf des 24 membres de l'OCDE appartiennent à l'Europe de l'Ouest. De plus, notre participation aux sommets économiques et aux réunions des ministres du Commerce de la Quadrilatérale a renforcé nos relations bilatérales globales avec le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne de l'Ouest et l'Italie.

ÉCHANGES COMMERCIAUX DU CANADA AVEC LES ÉTATS-UNIS
(balance des paiements)

Compte courant – (non désaisonnalisé) (en millions de dollars CAN)			
	1983	1984	1985
Exportations de marchandises	66 744	85 464	94 656
Importations de marchandises	52 681	65 738	74 119
Solde du commerce des marchandises	14 063	19 726	20 537
Recettes pour services	8 556	10 139	11 161
Paiements pour services	20 750	23 296	24 721
Solde des opérations sur les services	-12 194	-13 157	-13 560
Valeur nette des transferts	104	109	155
Solde total du compte courant	1 973	6 679	7 133
Compte de capital – (non désaisonnalisé)			
Mouvements de capitaux à long terme	-2 891	-2 773	-3 550
Mouvements de capitaux à court terme	3 505	-700	-3 101
Solde total des mouvements de capitaux	613	-3 472	-6 651
Solde total du compte courant et du compte de capital	2 586	3 207	482

Pourcentage du total des exportations ou des importations du Canada			
	1983	1984	1985
Exportations de marchandises	73,5	76,2	78,8
Importations de marchandises	72,0	71,9	71,8
Taux de variation (en pourcentage)			
	1984-1983		1985-1984
Exportations de marchandises	28,0		10,8
Importations de marchandises	24,8		12,7
Recettes pour services	18,5		10,1
Paiements pour services	12,3		6,1

PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX DU CANADA (SAUF LES ÉTATS-UNIS)

(en millions de dollars CAN)

	1983	1984	1985
Exportations canadiennes de marchandises			
CEE			
(Communauté des Dix)	6 702	6 971	6 607
Japon	4 647	5 535	5 686
Autres pays de l'OCDE	1 654	2 073	2 335
Ensemble des pays	90 825	112 118	120 095
Importations canadiennes de marchandises			
CEE			
(Communauté des Dix)	5 820	8 148	10 150
Japon	4 351	5 475	6 056
Autres pays de l'OCDE	2 098	2 334	2 919
Ensemble des pays	73 120	91 450	103 278
Solde du commerce des marchandises			
CEE			
(Communauté des Dix)	882	-1 177	-3 543
Japon	296	60	-370
Autres pays de l'OCDE	-444	-261	-584
Ensemble des pays	17 705	20 668	16 817

Pourcentage du total des exportations ou des importations du Canada			
	1983	1984	1985
Exportations canadiennes de marchandises			
CEE (Communauté des Dix)	7,4	6,2	5,5
Japon	5,1	4,9	4,7
Autres pays de l'OCDE	1,8	1,8	1,9
Importations canadiennes de marchandises			
CEE (Communauté des Dix)	8,0	8,9	9,8
Japon	6,0	6,0	5,9
Autres pays de l'OCDE	2,9	2,6	2,8
Taux de variation (en pourcentage)			
	1984-1983	1985-1984	1986-1985
Exportations canadiennes de marchandises			
CEE (Communauté des Dix)	4,0	-5,2	13,4
Japon	19,1	2,7	-13,6
Autres pays de l'OCDE	25,3	12,6	-1,6
Ensemble des pays	23,4	7,1	4,8
Importations canadiennes de marchandises			
CEE (Communauté des Dix)	40,0	24,6	67,0
Japon	25,8	10,6	23,8
Autres pays de l'OCDE	11,2	25,1	11,4
Ensemble des pays	25,1	12,9	14,7

COMPARAISONS STATISTIQUES ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS

	Taux de variation (en pourcentage) 1983-1982	Taux de variation (en pourcentage) 1984-1983	Taux de variation (en pourcentage) 1985-1984		
Indicateurs économiques					
Produit national brut					
Canada (en dollars constants de 1971)	3,3	5,0	4,5		
États-Unis (en dollars constants de 1982)	3,5	6,5	2,2		
Revenu personnel net disponible					
Canada (en dollars constants de 1971)	-0,3	3,3	3,8		
États-Unis (en dollars constants de 1982)	3,2	5,7	1,6		
Indice des prix à la consommation					
Canada (1981 = 100)	5,8	4,4	4,0		
États-Unis (1967 = 100)	3,2	4,3	3,6		
Coût unitaire de la main d'œuvre					
Canada (1971 = 100)	0,5	-2,1	1,8		
États-Unis (1977 = 100)	-38,3	1,8	3,9		
Mises en chantier de logements					
Canada	29,2	-17,0	22,9		
États-Unis	1,0	63,0	-0,4		
Population (en milliers d'habitants)					
	<u>1981</u>	<u>1982</u>	<u>1983</u>	<u>1984</u>	<u>1985</u>
Canada	24 221	24 512	24 783	25 023	25 263
États-Unis	230 182	232 549	234 829	237 067	239 317
Emploi (taux de chômage, en pourcentage)					
Canada	7,5	11,0	11,9	11,3	10,5
États-Unis	7,6	9,7	9,6	7,5	7,2

Si la Communauté économique européenne (CEE) ou le Marché commun est le point de concentration de notre commerce, la Coopération politique européenne ajoute une nouvelle dimension qui devra être étudiée de près. La présidence de la CEE alterne à tous les six mois entre les 12 membres. Le Luxembourg et les Pays-Bas ont occupé la présidence pour la plus grande partie de la période considérée.

Le Canada intensifie et renforce ses relations politiques, économiques et commerciales avec les pays scandinaves, processus qui devrait donner des résultats concrets à moyen terme. La partie sud du continent occupée par la Grèce, la Turquie et Chypre est politiquement cruciale. La relation tendue entre Grecs et Turcs a favorisé l'impasse à Chypre et compliqué les relations au sein de l'OTAN, tout comme dans le Marché commun élargi.

La relation du Canada avec l'Europe est fondée sur des liens historiques et socio-culturels. Cette relation évolue considérablement; les engagements politiques et militaires restent prédominants, bien qu'une insistance plus grande soit accordée aux relations économiques et commerciales.

Importance du marché ouest-européen

L'Europe de l'Ouest est le principal marché importateur au monde. Elle est notre deuxième partenaire commercial et financier en importance après les États-Unis. Elle constitue un marché en évolution qui, émergeant de la récession, se voit confronté à l'impératif du réaménagement structurel. L'économie se renforce progressivement et, avec des taux de change plus favorables, le marché ouest-européen offre à la fois des défis et des débouchés pour les exportations canadiennes. Ce marché au comptant reste tributaire des matières premières et des produits agricoles du Canada. Il est, après celui des États-Unis, notre plus important débouché pour l'industrie de transformation et le secteur tertiaire. Il est tout aussi important, sinon plus, que le marché américain comme source de technologies nouvelles.

Le marché ouest-européen renferme un fort bon potentiel pour la coopération industrielle, les entreprises en participation et le transfert de technologies dans les industries d'avenir, en général, et dans les procédés de transformation, en particulier. Ces secteurs sont essentiels à la productivité et à la compétitivité du Canada à moyen et à long termes. La transformation et la fabrication à valeur ajoutée sont des domaines prioritaires pour la création d'emplois tandis que le Canada poursuit son propre développement industriel.

Des stratégies complexes et concurrentielles touchant le commerce, l'investissement et la commercialisation sont requises pour élargir le marché des exportations canadiennes. L'Europe de l'Ouest est souvent une source privilégiée de technologies nouvelles et de techniques opératoires qui renforcent la compétitivité de nos secteurs de la fabrication et de la distribution et qui offrent d'unique capacités de recherche et de commercialisation à l'industrie canadienne.

Relations commerciales

Plus de la moitié du commerce du Marché commun se fait avec l'extérieur. Ce commerce représente 375 milliards de dollars d'importations par année, par rapport à 363 milliards pour les États-Unis; en d'autres termes, le Marché commun achète plus à l'étranger que ne le font les États-Unis. Le Canada n'a saisi que 1,8 % de ce marché, ou 7,7 milliards, ce qui

représente 6,4 % de l'ensemble des exportations canadiennes (120 milliards).

Depuis 1980, plus de 60 %, en moyenne, de nos exportations en Europe se sont composées de demi-produits à valeur ajoutée et de produits finals. Cette tendance de la demande devrait se maintenir. Nos ventes en Europe sont stables depuis trois ans. Par contre, nos importations de l'Europe de l'Ouest se sont accrues rapidement, passant de 7,5 milliards de dollars en 1983 à 12,6 milliards en 1985, provoquant un déficit commercial de 4,8 milliards en 1985. Cet accroissement s'explique par un ralentissement dans les marchés européens et la bonne tenue du dollar canadien par rapport aux devises européennes.

Investissement

Les dernières statistiques sur l'investissement (1983-1984) révèlent que, sur des investissements étrangers au Canada totalisant 83,1 milliards de dollars, 65,4 milliards provenaient des États-Unis, 15,2 milliards de l'Europe de l'Ouest et 2,5 milliards de l'Asie, de l'Australie et du Japon.

Commerce avec l'Europe de l'Ouest

La demande en Europe de l'Ouest est diversifiée, englobant un grand nombre de produits manufacturés venant de la plupart des provinces canadiennes. La diversité du développement économique et des besoins de l'Europe de l'Ouest offrent à nos exportateurs des débouchés qui s'allient bien à nos compétences dans des secteurs comme l'agriculture et l'alimentation (y compris le poisson), l'informatique, le matériel de défense et de sécurité, la machinerie et l'équipement (exploitation des ressources pétrolières et gazières hauturières, le matériel de télécommunication, les produits de l'aérospatiale, les biens de consommation, les pièces d'automobile, les produits forestiers et les industries culturelles.

L'Europe de l'Ouest est la région du monde la plus importante au plan des foires commerciales internationales. En 1985-1986, le Secteur de l'Europe a organisé la participation des gouvernements et des industries à 19 grandes foires commerciales en Europe de l'Ouest au coût de 2,8 millions de dollars, participation qui a généré des ventes canadiennes évaluées à 680 millions. Soixante pour cent de ces ventes étaient destinés à des pays n'appartenant pas à l'Europe de l'Ouest.

Le secteur des sciences et de la technologie a été très dynamique dans le cadre de nos relations avec l'Europe de l'Ouest en 1985. La reconnaissance politique que les Européens ont accordée aux secteurs scientifique et technologique, grâce au lancement de l'initiative technologique européenne Eureka, est sans doute à la source de l'accroissement de notre intérêt vis-à-vis du développement technologique en Europe de l'Ouest.

Nos missions en Europe de l'Ouest ont continué à traiter les demandes présentées par des immigrants hautement qualifiés, plus particulièrement des entrepreneurs, des investisseurs et des travailleurs autonomes. Avec les 195 000 \$ alloués par Investissement Canada, nos missions ont fait une promotion active du programme pour les entrepreneurs et obtenu des résultats louables. Au total, 218,8 millions de dollars ont été amenés au Canada par 319 entrepreneurs ouest-européens, soit une augmentation de 20 % par rapport à 1984.

Les missions ont également maintenu la liaison avec les compagnies de transport aérien et les autorités aéroportuaires étrangères pour réprimer le flot des gens qui entrent illégalement au Canada, munis de faux visas et de titres de voyage falsifiés. Plusieurs missions en Europe de l'Ouest, notamment à Athènes, à Bonn, à Rome et à Vienne, ont continué à traiter les demandes originant de l'Europe de l'Est, du Moyen-Orient et de l'Afrique, présentées en vertu du programme canadien pour les réfugiés. L'objectif du gouvernement pour les réfugiés est-européens a été dépassé de plus de 15 %, et toutes nos missions ont atteint ou dépassé leurs objectifs individuels. Au total, 2 550 cas de réfugiés ont été traités par les missions en Europe de l'Ouest au cours de 1985-1986.

Communauté économique européenne

Au début de la période considérée, notre relation avec la CEE était dominée par deux questions particulièrement litigieuses : les importations de viande de bœuf en provenance de l'Irlande et du Danemark, et les prises de poisson effectuées par des bateaux ouest-allemands dans le Nez du Grand Banc. Le 1^{er} janvier 1985, toutes les importations de viande de bœuf et de veau étaient contingentées en raison de l'accroissement subit et préjudiciable des importations en 1984, surtout attribuable au bœuf fortement subventionné par la CEE. Mécontente de son contingent initial, la CEE a menacé d'exercer ses droits de rétorsion en vertu du GATT, en réduisant de quelque 50 millions de dollars ses importations de produits agricoles canadiens en 1985. Une solution à l'amiable a finalement été trouvée, et la CEE a retiré sa menace de rétorsion. Toutefois, en octobre 1985, l'Association canadienne des éleveurs de bovins présentait une demande de droits compensatoires en vertu de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation* (LMSI). En décembre 1985, le gouvernement, inquiet des possibilités offertes aux importations pour l'année suivante, annonçait pour 1986 un contingentement des importations en vertu de la *Loi sur l'importation de la viande*; ces contingents ont été immédiatement suspendus jusqu'à ce qu'il s'avère nécessaire de les rétablir. Entre-temps, pour éviter l'imposition possible de droits compensatoires, la CEE s'engageait à limiter ses exportations de viande de bœuf au Canada, entre 1986 à 1988, au niveau de 1985. Le gouvernement acceptait cet engagement (qui mettait fin à l'enquête de procédure compensatrice), mais l'Association des éleveurs de bovins demandait qu'il soit dénoncé (comme elle en avait le droit en vertu de la LMSI); des droits compensateurs provisoires ont donc été imposés et on a demandé au Tribunal canadien des importations de décider si le bœuf de la CEE causait ou menaçait de causer un préjudice à nos éleveurs de bovins.

Les questions de pêche se sont avérées particulièrement difficiles. Les chalutiers ouest-allemands pêchaient la morue qui leur était allouée dans les eaux canadiennes en vertu de l'Accord de pêche à long terme (ALT) entre le Canada et la CEE, puis sortaient des eaux canadiennes pour pêcher des quantités encore plus importantes du même stock de morue. Les autorités canadiennes ont protesté vigoureusement contre cette violation des saines pratiques de conservation et des obligations associées à l'ALT, touchant la gestion des ressources; des consultations répétées ont révélé une profonde divergence d'opinion avec la CEE sur cette question. En septembre 1985, lorsque l'Organisation des pêches de l'Atlan-

tique Nord-Ouest (OPANO) a décidé d'imposer en 1986 un moratoire sur la pêche à la morue dans le Nez du Grand Banc, jusqu'à ce qu'une décision sur la gestion puisse être prise en fonction d'éléments de preuves scientifiques, la CEE, l'Espagne et le Portugal (qui devaient se joindre à la CEE en 1986) s'y sont objectés. Ils ne sont donc pas liés par ce moratoire. Ces questions de principe ne sont toujours pas réglées.

Les progrès ont été inégaux dans d'autres domaines litigieux. À l'automne de 1985, la CEE a prolongé de quatre ans son interdiction d'importer les peaux de phoque, et les discussions engagées n'ont pas permis de régler les plaintes de la CEE concernant les pratiques des régions provinciales des alcools. Un règlement à l'amiable a évité d'éventuelles mesures communautaires de rétorsion contre le maintien de contingents sur les importations de chaussures pour femmes et filles (tous les autres contingents de chaussures ayant été abolis), et des discussions techniques positives ont été tenues sur l'hygiène de la viande et sur les normes applicables aux pommes de terre de semence. Ces questions ont été discutées à divers entretiens bilatéraux, notamment aux consultations semi-annuelles de haut niveau, tenues en juin 1985 à Bruxelles et en novembre 1985 à Ottawa. Les représentants du Canada et de la CEE ont revu un certain nombre d'autres questions d'intérêt commun, dont l'élargissement de la CEE à l'Espagne et au Portugal, la réforme de la Politique agricole commune et l'effet des contraintes qu'elle pose au commerce agricole bilatéral et multilatéral et à la politique canadienne des produits pharmaceutiques.

Les activités coopératives se sont poursuivies en vertu de l'Accord-cadre de coopération commerciale et économique Canada-CEE. Le Sous-comité de la coopération industrielle du Comité mixte de coopération s'est réuni en février 1986, tout comme le Sous-comité général et préparatoire et le Groupe de travail sur les métaux et minéraux. Des réunions, séminaires et missions regroupant le secteur privé et les gouvernements fédéral et provinciaux ont été organisés sur des questions comme l'amiante, la biotechnologie, la recherche médicale et le contrôle de la gestion de l'énergie; des activités ont également été engagées dans un certain nombre de domaines, notamment le conditionnement des aliments, le charbon, le tungstène, les techniques d'information et l'environnement. Le Canada a envoyé vers la CEE une mission très réussie sur le secteur de la fabrication de machines en avril 1985, et la CEE a parrainé des colloques sur la coopération industrielle et commerciale à Saint-Jean, au Nouveau-Brunswick, et à Edmonton, en Alberta, en décembre 1985.

Le Canada a poursuivi activement sa collaboration dans le domaine de l'énergie atomique. L'Accord Canada-Euratom de 1979 a été officiellement prorogé en juin 1985; des accords de coopération ont été signés ou renouvelés dans les domaines de la gestion des eaux usées en novembre 1985 et des activités de R-D sur la fusion en mars 1986.

Royaume-Uni

Le Royaume-Uni a continué d'être le troisième grand partenaire commercial du Canada et son deuxième grand client pour les produits manufacturés. En 1985, le commerce bilatéral de marchandises avec la Grande-Bretagne s'est accru de 17 % pour atteindre 5,7 milliards de dollars; le Royaume-Uni a enregistré le premier excédent commercial de son histoire récente (environ 1 milliard), surtout en raison de ses exportations de pétrole de la mer du Nord. Environ le tiers de nos exportations vers la CEE était destiné au marché du Royaume-Uni.

Les consultations périodiques de haut niveau sur les questions politiques et économiques se sont poursuivies en 1985. Outre les contacts établis lors de rencontres multilatérales, le Premier ministre s'est arrêté à Londres pour voir Mme Thatcher en se rendant au Sommet de Bonn à la fin d'avril 1985, et le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, est venu à Ottawa pour des consultations à la fin de septembre. Pour sa part, le très honorable Joe Clark a séjourné à la résidence privée de Sir Geoffrey en juillet. Plus de 20 ministres du Cabinet canadien et un plus petit nombre de leurs homologues britanniques ont tenu des consultations; le Gouverneur général a également visité Londres. Les échanges interparlementaires ont englobé une visite du Comité des comptes publics à Whitehall, en compagnie du Vérificateur général, en février 1986. Divers représentants provinciaux ont également visité le Royaume-Uni. Une réunion de suivi du colloque Canada-Royaume-Uni s'est tenue à l'université de Leeds pour discuter du Commonwealth. Des consultations culturelles bilatérales ont été tenues entre le Canada et le Royaume-Uni en décembre.

Le Haut-commissariat du Canada à Londres a commencé sa première année d'opérations depuis la rationalisation de ses ressources dans le cadre des mesures d'austérité du gouvernement. De plus, la Maison Macdonald et la Maison du Canada ont fait l'objet d'importantes restaurations en 1985.

Allemagne de l'Ouest

Les relations entre le Canada et la République fédérale d'Allemagne (RFA ou Allemagne de l'Ouest) se sont poursuivies activement en 1985-1986, sur la base d'une appartenance commune à l'Alliance atlantique, aux sommets économiques, aux Nations Unies et à d'autres tribunes internationales. Les échanges et les contacts ont continué à se multiplier à tous les niveaux. Au niveau ministériel, le ministre des Pêches et des Océans a visité l'Allemagne de l'Ouest en mai 1985, pour discuter du problème de gestion des ressources halieutiques posé par les activités non réglementées de pêche à la morue menées par les chalutiers ouest-allemands dans le Nez du Grand Banc, zone immédiatement adjacente aux eaux canadiennes. En mai, le président du Sénat, l'honorable G. Charbonneau, a dirigé une délégation parlementaire en Allemagne de l'Ouest. Le ministre de la Santé et du Bien-être, l'honorable Jake Epp, a signé un nouvel accord de sécurité sociale avec l'Allemagne de l'Ouest pendant sa visite, dans ce pays, en novembre. Le ministre de l'Agriculture, l'honorable John Wise, a accueilli au Canada son homologue ouest-allemand.

Les échanges bilatéraux et la coopération économique ont progressé sensiblement au cours des dix dernières années pour atteindre quelque 4 milliards de dollars en 1985. Le Canada a enregistré un déficit de 1,5 milliard, largement attribuable à l'appréciation du dollar canadien par rapport au mark. Les liens entre les sociétés canadiennes et ouest-allemandes dans le domaine industriel ont continué à se développer par l'expansion des activités de promotion des investissements. On a poursuivi la mise sur pied d'entreprises en participation pour développer des produits qui avantageront la technologie canadienne et nos exportations à long terme.

La deuxième réunion d'une conférence de financiers et de gens d'affaires s'est tenue à Francfort, à la fin d'octobre 1985,

pour améliorer la coopération commerciale et industrielle ainsi que les liens entre les sociétés des deux pays.

Dans le domaine scientifique, nous sommes passés à plus d'une centaine de projets de coopération bilatérale regroupant les universités, les laboratoires gouvernementaux et les industries que nous avons passés en revue lors de la huitième Session consultative avec l'Allemagne de l'Ouest, dans le cadre de notre Accord bilatéral. Lors de cette réunion, nous avons en outre décidé d'organiser un atelier sur le transfert de technologie entre les PME allemandes et canadiennes. Cet atelier s'est tenu à Berlin, en décembre 1985, et a permis de jeter les jalons d'une coopération à caractère plus commercial qu'auparavant.

La France

La visite du Premier ministre à Paris et la réussite du premier Sommet francophone auront été les étapes marquantes de l'année qui vient de s'écouler au plan de nos relations avec la France. Premier voyage officiel du premier ministre Mulroney, cette visite est venue démontrer le nouvel esprit, empreint de confiance et de sérénité, qui anime désormais les rapports entre Ottawa et Paris. Le Premier ministre a profité de son séjour pour rappeler l'importante place qu'occupe l'Europe dans la politique étrangère canadienne et il a invité les gens d'affaires français et européens à intensifier les échanges économiques et commerciaux avec le Canada. À l'issue de la visite, le président Mitterrand a confirmé qu'il viendrait au Canada en 1987 et il a lancé une invitation au Gouverneur général à se rendre en France.

Pour la première fois, la valeur de nos échanges commerciaux avec la France a franchi le cap des 2 milliards de dollars. Une augmentation de 9 % par rapport à 1984, cette performance résulte principalement d'une croissance sensible des importations françaises qui, profitant d'un taux de change favorable au franc, ont crû de près de 20 %, pour atteindre 1 373 millions de dollars, tandis que les exportations canadiennes restaient pratiquement stables à 714 millions. Ces chiffres situent la France au troisième rang de nos partenaires commerciaux européens, après le Royaume-Uni et l'Allemagne de l'Ouest.

Ces 12 derniers mois, une attention prioritaire a été consacrée au développement de la coopération industrielle et des investissements. En octobre, le président du Conseil du Trésor et le ministre d'État aux Petites Entreprises ont participé à un important séminaire sur le Canada, organisé par la Chambre de Commerce et de l'Industrie de Paris, et auquel ont participé plus de 150 gens d'affaires et entrepreneurs français. Ce séminaire sera suivi d'une rencontre du même type, mais destinée aux gens d'affaires canadiens; elle se déroulera en juin 1986, à Toronto. La France demeure le sixième investisseur étranger au Canada et la croissance qu'ont connue les investissements français chez nous, 47 % entre 1981 et 1985, s'annonce prometteuse pour l'avenir.

Le Premier ministre a annoncé sa décision, en février, de favoriser l'association des entreprises canadiennes aux projets européens Eureka de développement technologique, en vue de favoriser l'intensification de la coopération entre les entreprises canadiennes, françaises et européennes dans le domaine de la technologie de pointe.

Enfin, le ministre français de la Forêt a effectué une visite au Canada en octobre, tandis que les ministres des Communi-

cations, des Finances, de l'Emploi et de l'Immigration, du Commerce extérieur et des Relations extérieures, ainsi que le secrétaire d'État, se sont rendus en France.

L'Italie

Une légère baisse de nos exportations vers l'Italie, lesquelles se chiffraient à 525 millions de dollars, et un nouvel accroissement de nos importations, qui sont passées de 1 116 millions en 1984 à 1 331 millions en 1985, caractérisent l'essentiel des relations commerciales canado-italiennes en 1985. Cette période a également donné lieu à plusieurs missions industrielles et commerciales, dans le but de promouvoir les contacts entre les entreprises des deux pays. Il faut mentionner, de façon particulière, la mission sur la coopération industrielle, organisée conjointement par les ministères des Affaires extérieures et de l'Expansion industrielle régionale. Elle a eu lieu en mars 1985 et, conjointement avec les Italiens concernés, elle a permis l'étude de projets dans les secteurs de la micro-électronique, de l'automatisation, des transports urbains, de l'imprimerie, des plastiques et des produits du bois. Cette mission a également permis la signature de plusieurs accords de transfert de technologie.

L'année 1985 a aussi été marquée de nombreuses visites ministérielles. Le ministre de l'Emploi et de l'Immigration s'est rendu à Venise, en avril, afin de participer à une conférence sur l'innovation technologique et la création d'emplois. Le ministre d'État au Multiculturalisme a séjourné en Italie, du 3 au 10 avril, et le président du Conseil du Trésor a visité son homologue italien, en octobre, afin de discuter de questions reliées à la privatisation. Un groupe de parlementaires canadiens a également effectué une tournée dans plusieurs régions de l'Italie, du 21 au 31 mars 1986. Cette visite a permis de nouer des liens directs entre les politiciens de nos deux pays.

L'état des relations italo-canadiennes peut être qualifié d'excellent. Outre l'intensification de nos échanges, tant au plan commercial que culturel, suite à l'Accord culturel signé en 1984, nos relations bilatérales ont été rehaussées par la visite officielle en Italie, du 4 au 9 mars 1986, du Gouverneur général, accompagnée du ministre du Commerce extérieur, l'honorable James Kelleher.

La volonté mutuelle d'accroître nos échanges et de les étoffer, si possible, par des visites officielles en 1986, présage bien pour l'ensemble de nos relations et témoigne de leur consolidation.

Le Saint-Siège

Notre mission accréditée au Vatican poursuit un programme de relations politiques et humanitaires assez prospère et un certain nombre de ministres et parlementaires visitent annuellement le Saint-Siège. Le 6 mars 1985, l'état déjà excellent de nos relations bilatérales a été rehaussé par la visite officielle de Son Excellence Madame Jeanne Sauvé, Gouverneur général du Canada, accompagnée à cette occasion du ministre du Commerce extérieur, l'honorable James Kelleher.

Pays du Benelux

La Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas sont au nombre de nos principaux partenaires commerciaux européens. La structure des échanges bilatéraux est stable depuis trois ans. Le Programme de développement des investissements,

composante dynamique du Programme de promotion du commerce, a été renforcé par la participation du président du Conseil du Trésor, l'honorable Robert de Cotret, et du président d'Investissement Canada, Paul Labbé, à des séminaires tenus à Amsterdam et à Bruxelles.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le très honorable Joe Clark, a également rencontré son homologue, le ministre des Affaires étrangères Tindemans. En mai 1985, le ministre des Pêches et des Océans s'est rendu en visite officielle en Belgique. Il y a également eu signature d'un accord de services aériens avec la Belgique et les Pays-Bas. La onzième séance de la Commission mixte permanente, établie en vertu de l'Accord culturel de 1967, s'est tenue à Ottawa en octobre 1985.

Pays scandinaves

En 1985-1986, les pays scandinaves ont continué à occuper une position importante dans les relations Canada-Europe, les échanges bilatéraux représentant plus de 2 milliards de dollars. Le Programme de développement des investissements a été lancé pour promouvoir les investissements au Canada (surtout dans les secteurs des ressources comme le pétrole, le gaz, les minéraux et les produits forestiers) et les transferts de technologie. Le Programme d'expansion commerciale et industrielle a continué de promouvoir les ventes de biens et de services de pointe et de télécommunications. Fait saillant de l'année, la Norvège a décidé de participer à EXPO 86. Son pavillon met l'accent sur les techniques d'exploitation hauturière et sur la mariculture.

Le ministre de la Santé et du Bien-être, l'honorable Jake Epp, a signé des accords de sécurité sociale avec la Suède, le Danemark et la Norvège; il y a également eu des négociations avec la Finlande et l'Islande. De plus, les discussions ont été poursuivies avec les représentants du Danemark, de la Finlande et de la Norvège, en vue de la conclusion de conventions sur les doubles impositions.

Le secteur de la science et de la technologie a suscité un intérêt accru. Les représentants du Canada et de la Norvège ont collaboré à finaliser un échange de lettres sur la science et la technologie. Ce secteur a également été étudié dans les discussions engagées avec les représentants danois sur la mise en application de l'Accord de coopération de 1983 sur l'environnement marin.

De nombreux événements culturels ont eu lieu pendant l'année, notamment des programmes universitaires d'études canadiennes et scandinaves; des tournées d'artistes, d'acteurs, d'écrivains et d'athlètes canadiens; et des présentations réciproques de pièces de musée.

Il y a eu plusieurs visites bilatérales de haut niveau en 1985-1986: le groupe de travail Canada-Norvège sur les techniques hauturières s'est réuni à Terre-Neuve et en Alberta pour discuter de coopération et d'échanges de technologie pour les industries énergétiques hauturières; et la ministre de l'Énergie, l'honorable Pat Carney, a visité Stavanger, en Norvège, pour discuter de la politique énergétique et pour étudier les techniques norvégiennes d'exploitation hauturière. Le ministre des Affaires indiennes et du Nord, David Crombie, a visité le Groenland, l'Islande et le Danemark, pour discuter de questions touchant les autochtones et le développement du Grand Nord. Le Canada a accueilli le ministre danois des Affaires du Groenland et le ministre des

Impôts et Recettes publiques du Danemark. Des consultations politiques au niveau des sous-ministres ont été tenues avec les représentants de la Finlande, de la Norvège et de la Suède.

Espagne et Portugal

L'année 1985 a marqué un point tournant dans les relations du Canada avec l'Espagne et le Portugal. Avec l'élargissement de la CEE, l'approche des politiques de la pêche et de l'agriculture (par exemple les pommes de terre de semence) est maintenant négociée par l'entremise du siège de la CEE à Bruxelles. L'analyse de l'incidence de l'élargissement de la CEE sur notre commerce bilatéral (473 millions de dollars avec l'Espagne et 148 millions avec le Portugal) est, et continuera d'être pendant la période de transition, un chapitre important dans nos relations avec ces pays.

En mai 1985, le ministre des Pêches et des Océans a effectué une visite officielle au Portugal. Conformément à l'Accord de pêche de 1976, les responsables des pêches du Canada et du Portugal se sont rencontrés à Ottawa en décembre 1985.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le très honorable Joe Clark, a profité de sa participation à l'Assemblée générale des Nations Unies, en septembre 1985, pour rencontrer son homologue espagnol, Francesco Fernandez Ordonez.

Turquie

Les exportations canadiennes vers la Turquie ont continué à progresser sensiblement, entraînées par la Northern Telecom et appuyées par un nouveau crédit de 204 millions de dollars de la Société pour l'expansion des exportations (SEE), signé en 1985. Une mission commerciale turque, composée des responsables des organismes d'État chargés de la production d'énergie à partir du pétrole, du gaz, du charbon et de l'hydro-électricité, a séjourné deux semaines au Canada, en octobre 1985, pour se familiariser avec nos capacités dans ce domaine. En août 1985, l'Énergie atomique du Canada Limitée (EACL) a signé un mémorandum d'accord avec la Régie d'électricité de la Turquie, indiquant que le CANDU est la technologie choisie pour la Turquie, sous réserve de la conclusion subséquente de contrats et de l'approbation des gouvernements. Selon le mémorandum d'accord signé en septembre 1985 avec la Turquie, le Canada fournira des compétences techniques à un plan directeur pour le transport urbain à Ankara. Le maire de cette ville a subséquemment visité le Canada pour rencontrer les régies publiques et les sociétés s'occupant du transport urbain. Les exportations turques au Canada se sont également accrues, notamment dans le secteur sensible du textile et du vêtement. Le Canada a négocié un accord de limitation avec la Turquie aux termes de l'Arrangement multifibres (AMF).

Tel que promis, le Canada a livré à la Turquie tous ses appareils CF-104 basés en Europe, devenus excédentaires aux besoins canadiens après l'introduction du CF-18A.

Suisse

Nos échanges bilatéraux avec la Suisse ont totalisé quelque 600 millions de dollars par année en 1985-1986. La Suisse est la septième source en importance d'investissements étrangers au Canada. Pour souligner le rôle de la Suisse dans les questions financières et économiques internationales, le ministre des Finances, l'honorable Michael Wilson, a visité

ce pays en novembre 1985, pour discuter avec d'importants responsables financiers, et le sous-ministre des Finances, Stanley Hart, a rencontré des représentants de la Suisse, à Berne en mars 1986, pour expliquer le budget canadien. Une importante délégation, comprenant le ministre de l'Expansion industrielle régionale et 18 importants gens d'affaires canadiens, a participé au Symposium de Davos (du 30 janvier au 6 février 1986) des dirigeants mondiaux; à cette occasion, le ministre de l'Expansion industrielle régionale a présidé un colloque spécial sur le thème « Promouvoir l'entreprise - la réponse du Canada au défi global ».

Autres pays européens

Si le commerce du Canada avec la Grèce a diminué graduellement pour atteindre 100 millions de dollars par année, Canadair a signé un important contrat en mars 1986 pour la vente de trois avions-citernes CL-215. La North Aegean Petroleum Corporation (NAPC), dont les intérêts sont majoritairement détenus par Denison Mines, est le plus important investisseur étranger en Grèce et exploite des gisements pétroliers et gaziers hauturiers. Les négociations ont traversé certaines périodes difficiles et le forage exploratoire a été parfois arrêté, mais la NAPC et la Société publique des pétroles (détenue par l'État grec) en sont venues à une entente en octobre 1985, selon laquelle la société est devenue partenaire du consortium.

Le Canada et l'Irlande ont maintenu de bonnes relations politiques qui ont été rehaussées par la visite de mai 1985 du premier ministre, Garret Fitzgerald. L'Irlande a fait l'objet d'une plus grande attention, suite à l'écrasement d'un avion d'Air India au large des côtes de ce pays. On s'est également de plus en plus intéressé au développement du commerce, surtout dans les secteurs des télécommunications et des transports, après la visite au Canada du ministre irlandais des Communications, en octobre 1985.

Union soviétique et Europe de l'Est

Au cours de la dernière année, l'un des principaux objectifs de la politique étrangère du Canada était de contribuer à apaiser les tensions Est-Ouest en encourageant l'élargissement et la stabilisation des rapports avec l'Union soviétique et les pays d'Europe de l'Est par l'entremise du renforcement de la confiance politique et des intérêts communs. La réalisation de cet objectif a été recherchée principalement par l'accroissement du nombre des visites ministérielles et des consultations officielles destinées à permettre aux deux blocs de mieux se comprendre et à intensifier la coopération, notamment dans le domaine des échanges commerciaux.

À cet égard, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le très honorable Joe Clark, a joué un rôle prépondérant pour maintenir le dialogue politique essentiel avec l'Union soviétique, persuadé que cela pourrait contribuer à la stabilité des relations Est-Ouest. Durant la visite officielle qu'il a effectuée en Union soviétique au mois d'avril 1985, il a rencontré le ministre des Affaires étrangères, Andrei Gromyko, et d'autres dirigeants soviétiques nationaux et régionaux. Cette visite a été suivie de celle du premier ministre de la République socialiste fédérée soviétique de Russie et membre du Politburo, V. Vorotnikov, au Canada en mai 1985 et d'une rencontre entre le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et le nouveau ministre des Affaires étrangères de l'Union soviétique, Edouard Chevardnadze, en août 1985.

Exportations canadiennes vers l'Europe de l'Ouest, par pays (en milliers de dollars)

	1983	1984	1985
Allemagne de l'Ouest	1 149 885	1 190 929	1 188 639
Autriche	49 991	45 547	56 578
Belgique-Luxembourg	700 126	683 012	703 216
Chypre	11 797	10 884	1 214
Danemark	66 608	94 445	82 096
Espagne	137 079	97 261	107 741
Finlande	86 952	119 219	131 574
France	626 032	704 641	714 338
Gibraltar	128	453	384
Grèce	48 677	49 245	40 895
Irlande	89 150	95 700	81 561
Islande	5 450	3 619	3 344
Italie	549 304	580 464	525 333
Malte	1 913	1 625	712
Norvège	230 490	333 793	347 585
Pays-Bas	957 148	1 064 159	928 833
Portugal	60 694	62 966	61 833
Royaume-Uni	2 445 376	2 439 198	2 313 122
Suède	146 609	165 611	179 016
Suisse	197 805	189 432	290 104
Turquie	102 094	175 867	219 268
TOTAL	7 663 308	8 108 070	7 977 386

Importations canadiennes depuis l'Europe de l'Ouest, par pays (en milliers de dollars)

	1983	1984	1985
Allemagne de l'Ouest	1 574 798	2 174 846	2 716 301
Autriche	108 007	155 609	182 182
Belgique-Luxembourg	296 196	446 741	530 143
Chypre	353	11 355	897
Danemark	136 925	200 783	229 674
Espagne	181 949	316 432	366 497
Finlande	75 763	148 167	200 084
France	840 957	1 220 310	1 373 222
Gibraltar	—	1	20
Grèce	44 119	40 841	47 879
Irlande	107 266	186 856	217 622
Islande	3 234	2 973	3 499
Italie	798 497	1 116 182	1 330 957
Malte	2 263	2 428	5 851
Norvège	313 562	133 913	187 912
Pays-Bas	349 756	545 322	622 590
Portugal	58 337	60 861	87 275
Royaume-Uni	1 809 753	2 305 149	3 281 694
Suède	415 759	581 631	682 285
Suisse	407 973	378 681	488 713
Turquie	12 809	26 795	36 886
TOTAL	7 538 276	10 055 876	12 591 183

Le gouvernement canadien a aussi maintenu des contacts avec les pays d'Europe de l'Est grâce à des visites à des hauts fonctionnaires. Le président Ceausescu de la République socialiste de Roumanie a visité le Canada, en avril 1985, tout comme le vice-premier ministre Marjai de la République populaire de Hongrie, en octobre 1985, et Zivorad Kovacevic, membre du Conseil de direction de la Yougoslavie. La ministre des Relations extérieures, l'honorable Monique Vézina, s'est rendue en République populaire de Bulgarie, en octobre 1985, et le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, l'honorable Jake Epp, a effectué une visite officielle en République populaire de Pologne en mars 1986.

Les exportations canadiennes vers l'Union soviétique et l'Europe de l'Est ont chuté de 31 % en 1985, atteignant 1,9 milliard de dollars, en bonne partie à cause de l'affaiblissement des cours céréaliers. L'Union soviétique est restée le plus important acheteur de céréales canadiennes, intervenant pour un tiers de nos exportations de céréales. Les importations en provenance de l'Union soviétique et de l'Europe de l'Est ont diminué d'un peu plus de 2 % pour se chiffrer à 296 millions. Malgré la diminution générale des échanges commerciaux, l'excédent canadien du commerce de marchandises avec cette région reste extrêmement élevé (1,6 milliard).

Le Ministère a continué de participer à d'importantes foires commerciales en Bulgarie, en Tchécoslovaquie, en République démocratique allemande, en Hongrie, en Roumanie et en Yougoslavie. Le nombre de représentants d'entreprises canadiennes à ces foires a augmenté par rapport aux années précédentes.

Des consultations sur les échanges ont lieu à intervalles réguliers avec tous les pays d'Europe orientale à l'exception de la Yougoslavie, où le commerce ne constitue pas un monopole d'État. Des consultations de ce genre ont été tenues avec la Bulgarie en avril, avec l'Union soviétique (au niveau ministériel) en juin et avec la République démocratique allemande en novembre. Outre ces consultations régulières, il y a eu des études des relations commerciales bilatérales au plus haut échelon durant les visites de représentants de la Roumanie, de la Hongrie, de la République démocratique allemande, de l'Union soviétique et de la Yougoslavie.

On a manifesté un intérêt accru, au cours de la dernière année, à l'égard du renouvellement de l'Accord général sur les échanges universitaires, scientifiques et culturels avec l'Union soviétique. Le Canada a continué de collaborer avec l'Union soviétique dans le cadre de l'accord sur les échanges visant l'Arctique conclu en 1984. Les visites d'universitaires, d'artistes et d'équipes sportives résultant d'initiatives privées ont continué de se dérouler.

Les affaires publiques et les activités culturelles menées avec les pays d'Europe de l'Est sont restées limitées, l'heure étant aux restrictions budgétaires. Les négociations sur la reprise de l'échange de notes sur les relations universitaires et culturelles avec la Hongrie et la Yougoslavie ont beaucoup progressé, même si elles n'ont pas abouti à une entente. Un accord sur la coproduction de films, d'émissions de télévision et de vidéos a été négocié avec succès entre le ministère des Communications et ces pays, grâce à l'aide du ministère des Affaires extérieures.

La réunification des familles a constitué à nouveau un sujet de préoccupation particulièrement important. Le Ministère a profité de chaque occasion, tant lors de consultations bilatérales avec l'Union soviétique et l'Europe de l'Est que lors de visites officielles, pour soulever la question de la réunification des familles et des droits de la personne en général. En 1985-1986, on a fait des représentations officielles au nom d'environ 250 personnes résidant en Union soviétique et en Europe de l'Est qui voulaient rejoindre leurs proches parents au Canada. Le Canada a, en outre, accueilli quelque 2 155 personnes en provenance de l'Europe de l'Est et de l'Union soviétique.

Le climat dans lequel baignent nos relations avec ces pays s'est amélioré, à en juger par leur réaction à EXPO 86. L'Union soviétique a construit le plus gros pavillon de l'exposition et a saisi l'occasion qui lui était offerte pour présenter le ballet Kirov, de renommée mondiale, dont la dernière tournée nord-américaine remontait à 25 ans. La construction des pavillons tchèque, yougoslave, hongrois et roumain allait bon train à la fin de la période visée par le présent rapport. À noter aussi la présentation à Montréal, à Toronto et à Calgary de l'exposition d'objets du Musée juif de Prague intitulée « Précieux Héritage ».

Du côté multilatéral, la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) a tenu quatre séances auxquelles le Canada a participé pleinement.

- Le Canada a pris une part active à la Conférence de Stockholm sur les mesures de confiance et de sécurité et sur le désarmement en Europe, qui avait débuté en janvier 1984.
- Le Canada a accueilli à Ottawa, du 7 mai au 17 juin 1985, la réunion d'experts des droits de la personne de la CSCE, qui a donné lieu à des échanges francs et approfondis sur l'application des dispositions relatives aux droits de la personne de l'Acte final d'Helsinki et du document de clôture de Madrid. La réunion s'est terminée sans que les participants puissent se mettre d'accord sur un document final, mais les pays occidentaux et les pays neutres n'ont pas manqué d'insister sur le respect et le renforcement des dispositions relatives aux droits de la personne en Union soviétique et en Europe de l'Est.
- Du 30 juillet au 1^{er} août, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le très honorable Joe Clark, a participé aux cérémonies tenues à Helsinki pour marquer le dixième anniversaire de la signature de l'Acte final et a tenu des consultations avec plusieurs ministres des Affaires étrangères d'Europe de l'Est. Il a réitéré l'attachement du Canada à la CSCE en tant que facteur positif dans les relations Est-Ouest et notre volonté d'obtenir des améliorations sur les plans militaire, économique et humanitaire ainsi que dans le domaine de la sécurité, tout en déplorant à nouveau que certains pays n'aient pas respecté tous les engagements pris en vertu de l'Acte final.
- Au symposium culturel tenu à Budapest, du 15 octobre au 25 novembre, la délégation canadienne, qui était formée de huit éminentes personnalités du monde de la culture, a insisté sur le fait que la création, la coopération et le rayonnement culturels prospèrent grâce à la liberté culturelle, à la tolérance et à la suppression des obstacles qui s'opposent aux contacts individuels et collectifs et grâce à l'existence de programmes officiels d'échanges culturels et de promotion. La réunion a pris fin sans que les participants puissent se mettre d'accord sur un document final. À la fin de l'année, on avait à peu près terminé les préparatifs de la réunion d'experts des contacts humains qui doit se tenir à Berne et à laquelle le Canada compte faire pression en vue d'éliminer les obstacles qui empêchent la réunification des familles et les contacts entre parents. On était aussi à préparer la troisième réunion complémentaire de la CSCE, qui doit débiter à Vienne le 4 novembre 1986.

Asie et Pacifique

République populaire de Chine

L'année 1985 a été importante pour les relations sino-canadiennes, qui ont été marquées par les différentes visites au Canada du Président de la Chine et des ministres chinois de la Science et de la Technologie, de l'Aviation, ainsi que des Ressources et de l'Énergie électrique, de même que par celles effectuées en Chine par les ministres canadiens de l'Énergie, des Mines et des Ressources, de la Santé et du Bien-être social ainsi que par le Premier ministre de Terre-Neuve. Elles ont vu d'importantes réalisations, notamment la reconduction d'un accord commercial bilatéral, la création d'un Comité

mixte agricole, cinq accords concernant la mise en quarantaine des animaux, un mémoire d'entente sur les échanges sportifs et le suivi de la coopération dans le secteur hydro-électrique.

La Chine est demeurée pour le Canada le deuxième marché le plus important en Asie. En 1985, les exportations canadiennes à destination de la Chine se sont élevées à 1,26 milliard de dollars, tandis que les importations en provenance de ce pays ont été de 403 millions, ce qui fait un important excédent en notre faveur. Les exportations de produits manufacturés ont, à elles seules, augmenté de 500 %, ce qui compense en partie la baisse des ventes de blé, de soufre et de potasse. Les importations de vêtements et de textiles ont représenté environ 40 % des ventes de la Chine au Canada. Malgré l'accord bilatéral visant à limiter les importations de vêtements et de chaussures, la Chine a réussi à accroître ses exportations au Canada de plus de 20 % par an, grâce à une amélioration de ses ventes de produits alimentaires, de demi-produits et de produits finis.

En 1985, le Canada a continué d'appuyer la participation de la Chine à la Banque asiatique de développement et au GATT, alors que ce pays entreprenait de jouer un rôle plus actif au sein de ces organisations internationales.

Au cours de cette même année, le Canada a continué de promouvoir vigoureusement ses intérêts commerciaux et économiques, s'attachant surtout à améliorer les exportations de produits à forte valeur ajoutée dans les secteurs de l'agriculture, de l'exploitation forestière, de l'énergie (hydro-électrique, thermique, nucléaire, ainsi que dans le domaine du pétrole, du charbon et du gaz), des communications, des transports, de l'aéronautique, des mines, des biens manufacturés, de la science et de la technologie. En outre, une importante partie des fonds affectés par l'ACDI à l'expansion du commerce ont servi à financer des projets en Chine. Ces deux dernières années, les exportations canadiennes ont connu une certaine régularité, malgré d'importantes diminutions des ventes de céréales et de produits à base de ressources. Au fur et à mesure que la Chine devient économiquement plus indépendante et que la concurrence étrangère augmente, la baisse des ventes de produits de base devrait être compensée par l'accroissement des exportations de biens manufacturés. La tendance actuelle est particulièrement importante, parce qu'elle assurera une base solide pour les ventes futures. Aussi les programmes commerciaux ont-ils été notablement enrichis à Beijing et à Hong-kong. L'ouverture, au début de l'année 1986, d'un consulat général à Shanghai permettra de mettre en œuvre un plus grand nombre d'activités de commercialisation.

En 1985, environ 1 500 immigrants sont arrivés au Canada en provenance de la Chine, ce qui porte à près de 30 000 le nombre total d'immigrants arrivés de ce pays depuis la création du Programme de réunification des familles créé en 1973. En outre, 1 500 Chinois étudient actuellement au Canada. Nous avons également accueilli durant l'année 5 000 visiteurs chinois, principalement des délégations industrielles et commerciales. Les relations culturelles ont continué de s'intensifier, notamment grâce à des projets tels que l'importante exposition des œuvres d'art d'Alex Colville et la signature à Beijing, en décembre 1985, d'un programme d'échanges culturels de deux ans entre le Canada et la Chine.

République de Corée

Les relations bilatérales entre le Canada et la République de Corée ont continué de s'intensifier. Elles remontent au XIX^e siècle, à l'époque où les missionnaires canadiens jouaient en Corée un rôle important dans les secteurs de l'éducation et de la santé. Le Canada attache autant d'intérêt à la Corée dans le but de maintenir la stabilité dans cette région et intensifier et protéger les intérêts bilatéraux, commerciaux et autres, entre nos deux pays.

L'importance de ces relations a été soulignée, en 1985, par la visite en Corée de hautes personnalités canadiennes, notamment les ministres fédéraux du Commerce extérieur, de la Condition physique et du Sport amateur, de l'Expansion industrielle régionale, des Finances, ainsi que du premier ministre de la Colombie-Britannique, Bill Bennett. Ces rencontres sont soutenues par la présence au Canada de plus de 40 000 résidents d'origine coréenne, un afflux constant d'immigrants coréens ainsi que les voyages en Corée qu'effectuent les familles, les gens d'affaires et, de plus en plus, les touristes.

Les échanges bilatéraux ont continué d'augmenter, atteignant 2,382 milliards de dollars en 1985, par rapport à 1,9 milliard en 1984, de sorte que la Corée est maintenant notre deuxième partenaire commercial et notre troisième marché (après le Japon et la Chine) dans la région de l'Asie et du Pacifique. Le charbon demeure notre principal produit d'exportation à la République de Corée, d'où nous importons principalement des voitures, des textiles, des vêtements, des chaussures, des produits du fer et de l'acier ainsi que des produits électroniques de consommation courante.

L'université de Toronto et l'université Yonsei s'occupent de toutes les questions académiques d'intérêt mutuel.

Hong-kong

L'année dernière a été une période très agitée pour Hong-kong. La déclaration sino-britannique sur l'avenir de Hong-kong a pris effet en mai 1985, lors de sa ratification. La rédaction d'une mini-constitution (appelée la Législation de base) a commencé en juillet 1985 et devrait être terminée en 1990. L'élection, en septembre, de 24 membres « officieux » du Conseil législatif, par un processus d'élection indirecte, a été l'un des premiers changements en vue de l'année 1997. Malgré une situation très mouvementée sur le plan politique, Hong-kong a connu une certaine stabilité sur le plan économique.

Les échanges bilatéraux entre le Canada et Hong-kong ont continué d'augmenter, passant de 1,18 milliard de dollars en 1984 à 1,21 milliard en 1985. Les exportations canadiennes à destination de Hong-kong ont fait un bond de plus de 50 % en 1985 et ont atteint le chiffre record de 322,8 millions. Les importations en provenance de Hong-kong ayant diminué de 8,2 % par rapport à 1984, le déficit global du Canada en ce qui concerne la balance commerciale avec Hong-kong sera, en dollars canadiens, de 563,8 millions en 1985 par rapport à 751,4 millions en 1984.

En 1985, plus de 8 000 personnes en provenance de Hong-kong ont immigré au Canada. Un total de 869 demandes d'immigration présentées par des membres de la catégorie des entrepreneurs ont été approuvées, ce qui représente pour le Canada un apport en capitaux estimé à 570 888 000 \$. Les projets d'investissement connexes ont permis de créer 4 135 emplois.

Les échanges culturels et académiques ont continué de s'intensifier, particulièrement avec la visite à Hong-kong de l'Orchestre symphonique de Montréal et de l'Orchestre du Centre national des arts.

Indochine

Les objections politiques à la poursuite de l'occupation militaire du Cambodge par les Forces vietnamiennes ont continué de dominer les relations du Canada avec les trois pays d'Indochine (Cambodge, Laos et Vietnam). Le Canada appuie toujours la position de l'ANASE à l'égard du Cambodge et encourage la recherche d'une solution pacifique à ce problème. Le programme en faveur des réfugiés vietnamiens se poursuit activement. Les contacts commerciaux sont négligeables, et aucun de ces pays ne jouit de l'aide bilatérale au développement.

Japon

Les relations du Canada avec le Japon ont pris, au cours de la dernière décennie, une importance telle que le Japon est à présent notre deuxième partenaire commercial et un partenaire de plus en plus important sur le plan des affaires bilatérales et multilatérales. Le Japon est le deuxième pays à économie de marché du monde. Non seulement il détient une part de plus en plus grande de l'économie mondiale et est à la pointe des progrès technologiques, mais il est aussi le principal exportateur mondial de capitaux. En raison de sa force économique et de sa situation stratégique, le Japon a commencé à jouer un rôle croissant dans les affaires mondiales. L'an dernier, ce nouveau rôle tenu par le Japon a offert un certain nombre de débouchés au Canada, tout en lui proposant de nouveaux défis.

La visite du premier ministre Nakasone au Canada en janvier a été l'un des faits saillants de l'année et a contribué à l'intensification des relations, notamment entre les deux Premiers ministres. Durant les rencontres qu'ils ont eues à Toronto et à Ottawa, le premier ministre Mulroney et le premier ministre Nakasone ont passé en revue les questions Est-Ouest, appuyé les initiatives multilatérales et bilatérales en vue de libéraliser le commerce, fait état d'un rapprochement pour le développement des pays du Pacifique, discuté des préparatifs du Sommet économique de Tokyo et fait certains progrès en vue de la conclusion de plusieurs accords bilatéraux.

En 1985, les exportations canadiennes à destination du Japon se sont chiffrées à 5,7 milliards de dollars, tandis que les échanges bilatéraux atteignaient 11,8 milliards. Ce sont surtout les exportations de ressources de base, comme le charbon, qui ont augmenté par rapport à 1984, enregistrant une progression de 37 %. En ce qui concerne les importations en provenance du Japon, les biens industriels, notamment les tuyaux d'acier et les machines industrielles l'emportent à présent sur les biens électroniques de consommation. Le Canada est passé du onzième rang des marchés d'exportation du Japon, en 1984, au dixième rang. Durant la période considérée, nous avons également assisté à une intensification notable de la coopération technologique. L'initiative visant à promouvoir le commerce avec la région du Pacifique, l'affectation d'un conseiller d'investissement Canada à notre ambassade à Tokyo et l'élargissement du programme scientifique et technologique ont tous contribué, pour le Canada,

à accroître l'importance de l'ensemble des relations commerciales. Un fait marquant à cet égard, la signature, en septembre 1985, de l'Accord de coopération industrielle, visant à faciliter l'envoi au Japon de missions commerciales représentant les secteurs de l'outillage industriel, des techniques de fabrication de pointe, de la micro-électronique et de la biotechnologie.

L'année financière 1985-1986 a été témoin d'autres faits saillants, notamment des consultations sur le désarmement et le contrôle des armements, l'aide et le terrorisme. Afin d'aider les firmes canadiennes qui s'intéressent à la coopération industrielle et à l'acquisition de technologie, des accords ont été signés en matière d'échanges industriels, et un agent aux affaires scientifiques et technologiques a été affecté à l'Ambassade de Tokyo. Enfin, il convient de noter l'annonce de l'ouverture d'un consulat général du Canada à Osaka.

Australie et Nouvelle-Zélande

Les relations bilatérales étroites que le Canada entretient avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont été marquées par une série de visites ministérielles, la poursuite d'étroites consultations et la coopération dans plusieurs tribunes bilatérales et multilatérales.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le très honorable Joe Clark, s'est entretenu avec le ministre australien des Affaires étrangères, William Hayden, en juin 1985. Le ministre du Commerce extérieur, l'honorable James Kelleher, s'est rendu en Australie et en Nouvelle-Zélande à la tête d'une mission commerciale, en novembre 1985. Le ministre d'État chargé de la Commission canadienne du blé, l'honorable Charles Mayer, s'est également rendu en Australie et en Nouvelle-Zélande en décembre 1985 et en janvier 1986. Plusieurs ministres sont venus au Canada, notamment le vice-premier ministre de la Nouvelle-Zélande, l'honorable Geoffrey Palmer, en septembre 1985, le ministre néo-zélandais des Transports, l'honorable Richard Prebble, également en septembre, le ministre australien des Ressources et de l'Énergie, l'honorable Gareth Evans, en janvier 1986, enfin le ministre néo-zélandais de l'Agriculture et de la Pêche, l'honorable Colin Moyle, en mars 1986. La troisième série de consultations politiques entre le Canada et l'Australie a eu lieu à Canberra, en février. Les délégations du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande ont continué de faire preuve d'une étroite coopération et de poursuivre leurs consultations aux Nations Unies et dans d'autres tribunes, notamment sur les questions de contrôle des armements et du commerce multilatéral.

L'Australie et la Nouvelle-Zélande continuent d'être des marchés importants pour les exportations canadiennes, surtout pour les produits manufacturés et semi-manufacturés. Les exportations à destination de l'Australie ont augmenté en 1985, atteignant 738 millions de dollars, comparativement à 657,8 millions en 1984. Cette tendance à la hausse s'est poursuivie en 1986. En effet, pour le premier trimestre de l'année, les exportations canadiennes se chiffrent à 170,2 millions, par rapport à 146,6 millions pour la même période en 1985. Par contre, après avoir connu une forte poussée en 1984, les exportations à destination de la Nouvelle-Zélande ont légèrement diminué en 1985, tombant de 193,8 millions à 190,9 millions. Le total des échanges commerciaux entre le Canada et l'Australie et le Canada et la Nouvelle-Zélande a dépassé 1,4 milliard (tous les chiffres sont donnés en dollars canadiens). La Stratégie nationale du commerce a permis

d'accroître notre coopération avec la région, notamment en ce qui concerne les études de marché. Enfin, un Bureau de représentation commerciale a été ouvert l'an dernier à Auckland, afin de promouvoir nos relations économiques.

Les initiatives entreprises l'an dernier dans le secteur des services ont commencé à porter fruit. L'Accord entre le Canada et la Nouvelle-Zélande sur les transports aériens, qui avait été annoncé en novembre 1984, s'est concrétisé en novembre 1985, lors de l'inauguration du vol CP Air à destination d'Auckland par le ministre du Commerce extérieur, l'honorable James Kelleher. La Banque royale du Canada, qui, dans le cadre de la libéralisation des services financiers de l'Australie, s'était vue accorder, en 1984-1985, une licence l'autorisant à fournir des services bancaires complets, a annoncé la création d'une entreprise en participation avec la National Mutual Bank of Australia.

Les programmes dans le secteur des affaires publiques se sont activement poursuivis l'an dernier en Australie et en Nouvelle-Zélande. En mars 1986, le consulat général à Sydney a organisé, avec la participation d'artistes canadiens bien connus, de l'Orchestre de la GRC et de dignitaires canadiens, une « Semaine du Canada » qui a remporté un grand succès. Par ailleurs, le Programme des études canadiennes continue de prendre de l'expansion; des préparatifs sont en cours afin d'envoyer un important contingent de Canadiens à la troisième Conférence biennale de l'Association des études canadiennes en Australie et en Nouvelle-Zélande, qui devrait avoir lieu à l'université de Griffith, dans le Queensland (Australie), en mai 1986.

Pacifique Sud

L'intérêt du Canada à l'égard du Pacifique Sud n'a cessé de grandir, et les activités dans cette région de se multiplier. En 1985, les échanges bilatéraux avec cette région ont atteint un chiffre record de 66,6 millions de dollars. L'aide bilatérale, administrée par les missions du Canada accréditées à Canberra et à Wellington, s'est chiffrée à 1,575 million. L'ACDI a continué de parrainer plusieurs programmes régionaux de pêche et de formation en administration publique. L'aide au développement (sans compter les contributions à des programmes multilatéraux) accordée par le Canada à cette région, en 1985-1986, a atteint 2,2 millions (chiffres préliminaires).

Les liens institutionnels du Canada avec cette région ont été mis en relief à la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth (dont font partie les neuf États indépendants de la région) et au premier Sommet de la francophonie, auquel a participé la République de Vanuatu. À la demande du premier ministre des îles Fidji, le très honorable Ratu Mara, le Canada a participé à la Conférence des îles du Pacifique, une réunion régionale des chefs de gouvernement. Il était représenté par le président du Conseil du Trésor, l'honorable Robert de Cotret. Afin de souligner l'intérêt croissant que le Canada accorde aux îles Fidji, le Canada a nommé son premier consul honoraire dans la région, en la personne de Ralph Sharp.

Le Canada a également coopéré avec huit nations du Pacifique Sud à la planification et à la construction du pavillon du Pacifique Sud à EXPO 86.

ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LE CANADA ET LA RÉGION DU PACIFIQUE (en millions de dollars CAN)

	1984			1985		
	Exportations	Importations	Excédent (déficit)	Exportations	Importations	Excédent (déficit)
Région du Pacifique						
Australie	617,4	380,8	236,6	624,6	385,6	239,0
Chine	1 272,1	333,5	938,6	1 259,3	403,5	855,8
Corée	712,7	1 152,4	(439,7)	775,6	1 607,0	(831,4)
Fidji (îles)	2,4	5,7	(3,3)	2,2	6,6	(4,4)
Hong-kong	214,8	966,2	(751,4)	322,7	886,8	(564,1)
Indonésie	290,5	71,9	218,6	257,6	81,8	175,8
Japon	5 628,6	5 710,8	(82,2)	5 745,3	6 113,4	(368,1)
Malaysia	187,7	168,0	19,7	204,4	146,1	58,3
Nouvelle-Zélande	189,4	122,4	67,0	186,7	160,4	26,3
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2,3	3,5	(1,2)	1,8	51,1	(49,3)
Philippines	56,8	117,3	(60,5)	45,8	109,1	(63,3)
Singapour	143,0	214,3	(71,3)	106,4	210,5	(104,1)
Taiwan	400,6	1 223,8	(823,2)	429,6	1 286,1	(856,5)
Thaïlande	116,8	103,4	13,4	127,0	108,7	18,3
Total partiel	9 835,1	10 574,0	(738,9)	10 089,0	11 556,7	(1 467,7)
Autres pays d'Asie						
Bangla Desh	102,8	14,7	88,1	106,8	16,4	90,4
Birmanie	2,5	0,3	2,2	5,3	0,8	4,5
Inde	468,2	147,1	321,1	488,7	168,2	320,5
Pakistan	90,3	54,2	36,1	94,1	30,0	64,1
Sri Lanka	44,6	33,9	10,7	22,4	33,0	(10,6)
Autres pays	14,7	18,6	(4,1)	8,7	16,4	(7,7)
Total partiel	723,1	269,0	454,1	726,0	264,8	461,2
TOTAL	10 558,2	10 843,0	(284,8)	10 815,5	11 821,5	1 006,5

Asie du Sud et du Sud-Est

Le sous-continent indien et la région de l'Asie du Sud-Est ont connu, ces dernières années, une forte croissance et une grande vitalité du point de vue économique. Cette tendance, jointe à l'importance géostratégique de la région, à ses vastes ressources, à sa population nombreuse et à ses besoins d'infrastructure, en ont fait une région d'une importance croissante pour le Canada. En 1985-1986, toutefois, les pays du Sud-Est asiatique en particulier ont éprouvé des difficultés économiques, et des incertitudes d'ordre politique se sont fait jour à Sri Lanka et aux Philippines. L'Afghanistan est resté malheureusement victime, une autre année, de l'agression soviétique, et le Vietnam a continué d'occuper le Cambodge. Dans l'avenir prévisible, les taux de croissance de la plupart des pays de la région ne seront pas aussi élevés que par le passé, en raison des bas prix des produits, du protectionnisme et d'une croissance économique plutôt lente dans l'ensemble du monde. Des pays comme la Malaysia et l'Indonésie ont été particulièrement touchés par la chute des prix mondiaux du pétrole. La plupart des pays de la région, toutefois, se sont montrés capables d'une bonne planification économique et d'une saine gestion, ce qui devrait susciter les conditions propices à la reprise d'une croissance plus rapide lorsque le climat macro-économique s'améliorera.

En dépit d'une concurrence qui se fait plus serrée, le commerce bilatéral avec les pays sud-asiatiques est passé de 708 millions de dollars en 1984 à 967 millions en 1985, ce qui comprend des importations de 249 millions et des exportations de produits canadiens de l'ordre de 718 millions. Dans le cas des six nations du Sud-Est asiatique qui sont membres de l'ANASE, le commerce bilatéral s'est chiffré à 1 397 millions, soit 656 millions en importations et 741 millions en exportations. L'élaboration de la Stratégie nationale du commerce, qui fait de l'Inde, de la Thaïlande et de l'Indonésie des pays où l'on concentre notre attention particulière, et l'Initiative commerciale dans la région du Pacifique, lancée en 1985, ont mis le Canada en position de mieux profiter du potentiel de la région.

Étant donné l'importance géopolitique de l'Asie, notamment du Sud et du Sud-Est asiatiques, les tensions régionales et la rivalité Est-Ouest sont des questions qui préoccupent le Canada. En Asie du Sud-Est, les pays de l'ANASE attachent beaucoup d'importance à l'appui politique énergique manifesté par le Canada, en vue d'amener le retrait des forces vietnamiennes du Cambodge. Le Canada fournit une aide humanitaire au gouvernement de coalition du Kampuchéa démocratique et continue d'accepter des réfugiés indochinois : plus de 100 000 avant la fin de 1985, dont 6 000 pour cette année-là. Les Philippines sont le seul pays de l'ANASE à avoir connu une grave instabilité politique et économique, particulièrement à la suite du meurtre du chef de l'opposition, Benigno Aquino. Les chances de stabilité se sont grandement améliorées avec la venue au pouvoir d'un nouveau gouvernement en février 1986.

La situation politique qui règne en Asie du Sud continue de souffrir de l'existence de problèmes bilatéraux, en dépit de la coopération économique qui s'est amorcée au plan régional. Le Canada appuie l'Association de coopération régionale de l'Asie du Sud (SAARC), dont l'évolution est pour lui motif d'encouragement. Les hostilités entre les communautés religieuses ou ethniques, comme celles qui divisent

les Sikhs et les Hindous en Inde et les Tamils et les Cinghalais à Sri Lanka, sont à l'origine d'incidents terroristes qui ont des répercussions directes sur les intérêts du Canada.

L'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques, en décembre 1979, est une tragédie humaine aux proportions gigantesques et une grave cause de tensions internationales et régionales. En 1985-1986, le Canada a fourni près de 19 millions de dollars en secours humanitaires et en aide alimentaire aux millions de réfugiés afghans qui se trouvaient au Pakistan. C'est là le plus grave problème de réfugiés qui existe dans le monde actuel. Le Canada continue de soutenir les efforts du Pakistan et de la communauté internationale pour amener le retrait des troupes soviétiques et un règlement politique pacifique.

Tant d'après des projections que selon les données actuelles, les pays peu développés du Sud et du Sud-Est asiatiques demeurent les plus pauvres du monde. La Banque mondiale estime que les deux tiers des personnes qui vivent dans la « pauvreté absolue », même à l'exclusion de la Chine, sont des Asiatiques. En dépit du besoin évident d'une aide canadienne, il est encourageant de voir les progrès importants réalisés par la plupart des pays de l'Asie du Sud et du Sud-Est. L'aide canadienne aux pays de l'Asie a traditionnellement été orientée, dans une proportion de plus de 80 %, vers l'Asie du Sud. Les pays de cette région du monde ont reçu 281,1 millions de dollars en assistance bilatérale durant l'année financière 1985-1986. Les pays de l'ANASE ont reçu 29,5 millions. (Les chiffres de 1985-1986 sont provisoires.) Ces pays ont également reçu une aide canadienne importante par l'intermédiaire d'organisations multilatérales comme les Nations Unies, d'ONG canadiennes comme le Service universitaire canadien outre-mer (SUOCO), le CRDI et la Société Pétro-Canada pour l'assistance internationale (SPCAI). Le Canada est membre de la Banque asiatique de développement, qui a son siège à Manille, et cela continue d'être un important élément de sa stratégie de développement régional, bien que le niveau, toujours faible, des achats de biens et services canadiens soit cause de préoccupation.

L'immigration en provenance de l'Asie du Sud et du Sud-Est a apporté une importante contribution à la mosaïque canadienne. On s'attend à ce qu'elle continue d'augmenter, particulièrement si la baisse du taux de natalité du Canada se poursuit. En 1985, l'Inde était la cinquième source d'immigrants (4 047) pour le Canada, tandis que les Philippines venaient au septième rang à cet égard (3 218).

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le très honorable Joe Clark, a visité la Malaysia, la Thaïlande, l'Indonésie et Singapour en juillet 1985. M. Clark s'est aussi rendu en Inde et au Pakistan en décembre. En outre, le ministre de l'Expansion industrielle régionale, l'honorable Sinclair Stevens, a visité l'Indonésie, Singapour et la Thaïlande en mars 1985, et le ministre du Commerce extérieur, l'honorable James Kelleher, a fait une visite dans ces mêmes pays, ainsi qu'en Malaysia, en janvier 1986. Le ministre du Revenu national, l'honorable Perrin Beatty, s'est rendu en Thaïlande en juillet 1985. Il y a eu, en retour, de nombreuses visites de ministres de la région. Un événement important a été la réouverture de l'ambassade de Birmanie, à Ottawa, en novembre 1985, ce qui devrait renforcer les relations bilatérales avec cet important État du Sud-Est asiatique.

Association des nations de l'Asie du Sud-Est

Les relations du Canada avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ou ANASE, dont le Brunei, l'Indonésie, la Malaysia, les Philippines, Singapour et la Thaïlande) ont continué d'évoluer de façon positive en 1985-1986. Le Canada était représenté à la réunion annuelle de 1985 des ministres des Affaires étrangères de l'ANASE par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le très honorable Joe Clark. À cette réunion, tenue à Kuala Lumpur, M. Clark a réaffirmé l'adhésion du Canada à la position de l'ANASE sur le Cambodge, a promis un soutien humanitaire aux éléments non communistes qui combattent les Vietnamiens et a annoncé un appui du Canada pour aider les pays de l'ANASE dans leur lutte contre la production et le trafic de stupéfiants.

La troisième réunion du Comité mixte de coopération, établi en vertu de l'Accord de coopération économique Canada-ANASE, a eu lieu à Ottawa, les 30 et 31 octobre 1985.

Afrique et Moyen-Orient

Afrique francophone

Les conséquences de la terrible sécheresse qui s'était abattue sur l'Afrique en 1983 et en 1984 ont continué d'être au cœur de l'activité diplomatique canadienne à l'égard de ce continent. Poursuivant les efforts amorcés en mars 1985, dans le cadre de la Conférence des Nations Unies sur l'Aide d'urgence à l'Afrique, le Canada a souligné dans diverses tribunes internationales, comme les Sommets du Commonwealth (octobre 1985) ou de la Francophonie (février 1986), l'importance pour la communauté internationale de soutenir le développement économique à long terme du continent africain. Dans ce contexte, le Canada a eu le plaisir de recevoir le secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, M. Idi Oumarou, venu participer en février 1986 au Forum-Afrique, organisé à Ottawa par le coordonnateur pour la Famine africaine, l'honorable David MacDonald. Cette visite constituait un élément important de sensibilisation du public canadien quant à la nécessité de faire face non seulement à la situation d'urgence que vivait l'Afrique, mais également aux problèmes menaçant son développement à long terme.

Le Sommet francophone de Paris a permis au premier ministre Brian Mulroney de prendre contact avec plusieurs de ses collègues africains et de discuter de bon nombre de sujets d'intérêt commun. Cette rencontre avait été soigneusement préparée par une tournée de la ministre des Relations extérieures, l'honorable Monique Vézina, qui s'est déroulée au Niger, au Gabon et au Sénégal ainsi que du représentant personnel du Premier ministre, Son Excellence M. Lucien Bouchard, ambassadeur du Canada en France. Ce dernier s'était rendu en Tunisie, au Zaïre, au Cameroun et en Côte d'Ivoire, en janvier 1985, pour exposer aux chefs d'État concernés la conception canadienne du Sommet. C'est ainsi que le Sommet permit de discuter non seulement des projets de coopération, mais également de diverses questions politiques comme l'abolition du régime d'*apartheid* en Afrique du Sud, au sujet de laquelle le Canada fit adopter une résolution parallèle à celle qui avait été adoptée, peu avant, lors du Sommet du Commonwealth.

Au Maghreb, des Commissions bilatérales avec l'Algérie (avril 1985) et la Tunisie (octobre 1985) ont permis d'analyser l'ensemble des relations du Canada avec ces pays et de dégager les orientations de l'activité future. De plus, un

arrangement administratif de portée générale, conclu en mars 1986 avec l'Algérie, devrait faciliter la mise en œuvre des projets de coopération technique et scientifique entre les deux pays.

Sur le plan politique, le gouvernement canadien a déploré, le 1^{er} octobre, l'attaque israélienne qui causa de nombreuses victimes dans la banlieue sud de Tunis.

En Afrique sub-saharienne, la ministre des Relations extérieures, l'honorable Monique Vézina, s'est rendue au Gabon, au Sénégal et au Niger, du 7 au 17 janvier 1986. Cette visite avait deux buts : d'une part, procéder à des consultations avec les plus hautes autorités de ces pays avant le Sommet francophone de Paris, d'autre part, de présider les Commissions bilatérales destinées à faire le point sur l'état des relations politiques, économiques et commerciales du Canada avec ces pays. Divers accords sur la coopération au développement et le commerce furent signés durant cette visite.

En août 1985, le Canada recevait la visite du commissaire d'État à l'Environnement du Zaïre, le citoyen Njoli Balanga. En novembre, l'honorable Martial Asselin représentait le gouvernement canadien aux cérémonies officielles marquant le vingtième anniversaire de la révolution zairoise. Cette visite fut suivie en mars 1986 de celle du commissaire d'État aux Affaires étrangères et à la Coopération, le citoyen Mokolo Wa Mpombo.

Du 6 au 8 mai 1985, s'est par ailleurs tenue, à Ottawa, la deuxième réunion de la Commission bilatérale avec le Cameroun. Celle-ci coïncidait avec la visite officielle du ministre des Affaires extérieures du Cameroun, Son Excellence M. William Eteki Mboumoua. Elle fut immédiatement suivie d'importantes journées économiques, organisées par le Cameroun dans diverses villes du Canada et auxquelles participèrent cinq ministres du gouvernement camerounais.

Parmi les autres visiteurs de marque, le Canada accueillit, en juin 1985, le ministre des Affaires étrangères du Tchad, M. Gouara Lassou et, en septembre, le secrétaire d'État aux Pêches du Sénégal, M. Bocar Diallo.

Il y a lieu de noter également qu'en octobre 1985, le premier ambassadeur canadien résidant au Gabon présentait ses lettres de créances au président Omar Bongo. La République de São Tomé et Príncipe accréditait quant à elle son premier ambassadeur au Canada, en avril 1985, dans la personne de Son Excellence M. Joaquin Rafael Branco.

Afrique anglophone

En Afrique anglophone, l'année a été caractérisée par la persistance d'une grave sécheresse dans plusieurs régions et par la montée des tensions à l'intérieur de l'Afrique du Sud et dans les relations qu'elle entretient avec ses voisins.

Le Canada a continué de porter secours aux régions victimes de la sécheresse, en fournissant de l'aide alimentaire et d'autres formes d'assistance aux pays touchés. Le coordonnateur canadien des secours d'urgence pour la famine en Afrique, l'honorable David MacDonald, a visité l'Angola, le Botswana, l'Éthiopie, le Lesotho, le Mozambique et le Soudan pour démontrer l'intérêt que le Canada continue de porter aux victimes de la famine et pour favoriser une plus grande coordination des efforts canadiens dans ces pays.

Les tensions se sont aggravées en Éthiopie et dans les pays voisins, mais elles n'ont pas empêché d'envoyer des secours humanitaires canadiens en quantités importantes.

En Afrique de l'Ouest, le Canada a poursuivi son activité dans le cadre du plan de redressement économique du Ghana. L'instauration d'un nouveau gouvernement au Nigeria, dirigé par le président Babangida, n'a pas modifié sensiblement les relations du Canada avec ce pays.

En Afrique de l'Est, le président Daniel T. arap Moi, du Kenya, a intensifié son activité diplomatique en vue d'une solution du problème de la guerre civile en Ouganda. À la fin de l'année, après l'accession au pouvoir du président Museveni, les chances d'un retour de la paix et de la sécurité en Ouganda étaient meilleures qu'elles ne l'avaient été pendant de nombreuses années. Les relations traditionnellement étroites entre la Tanzanie et le Canada ont été confirmées de nouveau par la visite officielle à Ottawa du président Julius Nyerere, peu avant la date à laquelle il devait se démettre de ses fonctions de chef d'État; le président Mwinyi lui a succédé.

Au cours de l'année, des ministres de divers portefeuilles (Énergie, Commerce extérieur, Travaux et Communications, Secours et Réhabilitation, Affaires étrangères, Finances, Commerce et Industrie) sont venus au Canada en provenance de l'Angola, du Botswana, de l'Éthiopie, du Lesotho et du Swaziland. En juillet 1985, le secrétaire d'État, l'honorable Walter McLean, a dirigé la délégation canadienne à la Conférence des Nations Unies sur la condition de la femme, tenue à Nairobi, et a effectué des visites de bonne entente en Tunisie, au Kenya, au Zimbabwe, en Zambie et au Nigeria. Le secrétaire général de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC) a fait une visite fructueuse à Ottawa, en décembre 1985, pour préparer la réunion annuelle de la SADCC, qui devait avoir lieu à Harare en janvier 1986. La délégation canadienne à cette réunion était dirigée par le sénateur Duff Roblin, qui a réitéré l'engagement que le Canada a pris, afin d'aider les États de première ligne à réduire leur dépendance économique à l'égard de l'Afrique du Sud. Le sénateur Roblin a fait aussi une visite officielle au Malawi à cette occasion.

Commerce

Malgré les difficultés économiques et financières qui ont continué de marquer l'évolution de plusieurs pays du continent africain en 1985-1986 et l'intensification de la concurrence sur ce marché, les échanges de biens entre le Canada et l'Afrique ont de nouveau dépassé le cap des 2,5 milliards de dollars, dont 55 % représentent des exportations de produits canadiens. Le Canada a également fourni à l'Afrique des services d'experts-conseils dont la valeur est estimée à plus de 300 millions. Pour l'année 1985, les principaux partenaires commerciaux du Canada en Afrique furent : l'Algérie, le Maroc, l'Afrique du Sud, la Libye, la Tunisie et le Nigeria.

Le Ministère a poursuivi ses efforts auprès des milieux d'affaires canadiens afin de les sensibiliser aux possibilités commerciales en Afrique. Il a également cherché à mieux faire connaître auprès des responsables africains la gamme de produits et services que le Canada est en mesure de leur offrir. À cette fin, le Ministère a procédé à la tenue de consultations commerciales intergouvernementales et à l'organisation d'une vingtaine de manifestations commerciales, regroupant des agents économiques canadiens et africains. Des réunions de

* Approuvée en tant que mesure intérimaire à la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth, tenue à Nassau, en octobre 1985.

commissions bilatérales ont eu lieu avec le Cameroun, la Tunisie et le Gabon. Trois ministres canadiens ont effectué des missions en Afrique, à savoir le ministre des Communications, l'honorable Marcel Masse, en Algérie, la ministre de l'Environnement, l'honorable Suzanne Blais-Grenier, également en Algérie, la ministre des Relations extérieures, l'honorable Monique Vézina, au Gabon, au Sénégal et au Niger.

Trois délégations ministérielles africaines en provenance du Cameroun, de l'Angola et de l'Éthiopie ont également séjourné au Canada à des fins commerciales. Quatorze missions commerciales de gens d'affaires ont été organisées dans des secteurs prioritaires tels que ceux des communications, de l'énergie et de l'agriculture. Le Ministère a participé à trois foires commerciales africaines, soit celles de Kaduna, de Libreville et de Kinshasa. Il a également pris part à la réalisation de divers séminaires sur l'exportation en Afrique, y compris la tenue des « Journées économiques » canado-camerounaises, qui ont permis de regrouper plus de 400 représentants de sociétés diverses à Vancouver, à Toronto et à Montréal, et la tenue à Alger d'un séminaire canadien sur les communications, auquel ont participé plus de 300 experts algériens.

Afrique du Sud

En 1985-1986, le monde a assisté à une aggravation de la crise en Afrique du Sud. Le Canada a joué un rôle de chef de file dans l'activité internationale qui visait à promouvoir une solution pacifique grâce au dialogue.

Dans une importante déclaration de principes faite le 6 juillet, à Baie Comeau, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le très honorable Joe Clark, a annoncé 12 nouvelles mesures afin de montrer sans équivoque au gouvernement de l'Afrique du Sud que le Canada s'oppose à l'*apartheid*.

Le gouvernement canadien a adopté à ce moment-là les mesures suivantes :

1. Renforcement du « Code d'éthique volontaire » touchant les conditions d'emploi des sociétés canadiennes opérant en Afrique du Sud grâce à :
 - la nomination d'un administrateur indépendant et impartial;
 - l'introduction d'un rapport normalisé; et
 - l'application du code à toutes les sociétés canadiennes, y compris à celles qui ont des intérêts minoritaires.
2. Resserrement de l'application de l'embargo des Nations Unies sur les armes pour mettre fin aux exportations de matériel névralgique, comme des ordinateurs, à destination du gouvernement d'Afrique du Sud et de ses organismes.*
3. Application de l'embargo volontaire des Nations Unies aux importations d'armes sud-africaines.*
4. Abrogation des Accords sur la double imposition entre le Canada et l'Afrique du Sud.**
5. Fin du recours au Programme de développement des marchés d'exportation (PDME) pour le marché sud-africain.*
6. Cessation de l'assurance fournie par la Société pour l'expansion des exportations (SEE) aux exportateurs canadiens de produits destinés à l'Afrique du Sud.*

** Notée en tant que mesure supplémentaire possible à la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth, tenue à Nassau, en octobre 1985.

Le Moyen-Orient offre aussi un potentiel considérable pour le nouveau Programme de développement des investissements du Canada. Les réserves de change, tant privées que publiques, sont immenses, et l'on reconnaît généralement que les avoirs canadiens sont sous-représentés dans ces portefeuilles. Une tendance assez marquée à l'augmentation des investissements canadiens s'est fait jour, ce qui entraînerait en fin de compte des investissements indirects et directs de plusieurs milliards de dollars au Canada.

Les conflits et les tensions politiques dont souffre la région n'ont donné que peu de signes d'apaisement au cours de l'année. En ce qui concerne le différend israélo-arabe, les pourparlers entre le roi Hussein de Jordanie et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), qui cherchaient à coordonner leurs positions politiques, ont été interrompus. Malgré ce recul, le Canada a continué de travailler à promouvoir un règlement de paix global, juste et durable, qui garantirait à Israël sécurité et bien-être et offrirait en même temps aux Palestiniens la possibilité de bénéficier de leur droit de négociier pour leur avenir et d'avoir une patrie en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza.

La montée de la violence au Liban et les luttes sectaires qui déchirent ce pays ont été telles que le Canada a dû retirer le personnel de son ambassade de Beyrouth, en juin 1985. Le gouvernement canadien a continué d'appuyer activement les efforts visant à une réconciliation nationale durable. En juillet, le Canada a ouvert une nouvelle ambassade à Damas, en Syrie.

La guerre entre l'Iran et l'Iraq n'a pas connu de répit. Le Canada a fait des démarches auprès des deux belligérants pour les inviter à respecter le droit humanitaire international et pour les convaincre de la nécessité de chercher, par des négociations, un règlement pacifique du conflit.

La Libye a attiré de plus en plus l'attention internationale, suite aux attaques terroristes de décembre 1985 contre les aéroports de Rome et de Vienne. En janvier, le Canada a adopté une série de mesures relatives à ses relations avec ce pays, notamment l'interdiction d'exporter du matériel de forage composé de certains éléments particuliers de technologie occidentale.

Amérique latine et Antilles

Les relations entre le Canada et l'Amérique latine ont continué de porter sur des sujets très variés, bien que l'économie soit demeurée l'objectif principal des activités canadiennes. Trois tendances ont dominé les événements survenus dans la région : premièrement, la propagation de la démocratie, sa solidité et les efforts déployés par la plupart des gouvernements pour renforcer les institutions démocratiques; deuxièmement, la dette qui menaçait la stabilité économique et politique de plusieurs pays de la région; et, troisièmement, une interaction et une cohésion plus grandes entre les gouvernements de la région élus démocratiquement.

Deux désastres naturels de très grande amplitude ont également touché la région. Le 19 septembre 1985, le centre du Mexique a été frappé par un tremblement de terre qui a causé de nombreuses pertes de vie et des dommages matériels considérables. En Colombie, l'éruption du volcan Nevado del Ruiz, les 13 et 14 novembre, et l'avalanche de boue qui a suivi ont fait 23 000 morts et complètement détruit une ville. Le

Canada, par l'entremise de l'ACDI et de nombreuses ONG a fourni des secours d'urgence et une aide à la reconstruction au Mexique et à la Colombie.

Amérique du Sud

Les difficultés économiques auxquelles font face la plupart des pays sud-américains ont continué d'être l'élément crucial dans les relations commerciales entre le Canada et la région. La baisse des gains en devises, attribuable en grande partie à la diminution du prix des denrées sur les marchés mondiaux, le service de la dette étrangère et la fuite des capitaux ont entraîné une réduction générale des importations. En 1985, le Canada a exporté pour 1,35 milliard de dollars à l'Amérique du Sud, soit 12 % de moins que le niveau de 1,52 milliard enregistré en 1984. Les importations canadiennes provenant de cette région ont légèrement reculé en 1984, passant de 2,41 à 2,37 milliards. Cependant, la plupart des économies régionales donnent des signes de relèvement de la récession économique du début des années quatre-vingt. Tout laisse présager que les liens commerciaux entre le Canada et les pays de l'Amérique du Sud continueront à se resserrer.

De plus, le Canada a continué d'aider au développement socio-économique de la région par l'entremise de programmes administrés par l'ACDI et le CRDI et par sa participation active aux efforts des organismes régionaux et des institutions prêteuses telles que la Banque interaméricaine de développement et la Banque mondiale. Dans les assemblées bilatérales et multilatérales, le Canada a continué à exprimer son inquiétude au sujet de la montée du terrorisme et du trafic de stupéfiants. On a constaté une nette amélioration du respect des droits de la personne dans la région, bien que le Canada continue de s'inquiéter de leur violation dans certains pays.

Brésil

Au Brésil, l'année a été marquée par le passage d'un régime militaire, au pouvoir depuis 20 ans, à des institutions démocratiques et par des défis économiques et sociaux. La transition a été compliquée par la mort soudaine du président élu, Tancredo Neves, et son remplacement inattendu par le vice-président, José Sarney. Malgré ce début difficile, le président Sarney a consolidé sa position à la tête du gouvernement, comme le prouve la mise en œuvre récente du « Plan tropical », lequel a freiné considérablement l'inflation au Brésil.

Les relations entre le Canada et le Brésil continuent de s'accroître, dans le domaine du commerce en particulier. La balance commerciale du Brésil affiche maintenant un surplus, les exportations brésiliennes au Canada ayant excédé 800 millions de dollars en 1985, alors que les exportations canadiennes au Brésil s'élevaient à 664 millions. Le Brésil continue d'être l'une des cibles des intérêts économiques du Canada en Amérique du Sud à double titre, soit comme marché pour les biens et services et comme bénéficiaire d'importants investissements canadiens. Les relations commerciales entre les deux pays se sont améliorées davantage avec la signature, en décembre 1985, d'un Accord de double imposition. Le Canada et le Brésil ont signé un nouvel Accord aérien bilatéral qui prévoit qu'un service aérien régulier, assuré par les transporteurs canadiens et brésiliens, commencera en 1986.

Le Moyen-Orient offre aussi un potentiel considérable pour le nouveau Programme de développement des investissements du Canada. Les réserves de change, tant privées que publiques, sont immenses, et l'on reconnaît généralement que les avoirs canadiens sont sous-représentés dans ces portefeuilles. Une tendance assez marquée à l'augmentation des investissements canadiens s'est fait jour, ce qui entraînerait en fin de compte des investissements indirects et directs de plusieurs milliards de dollars au Canada.

Les conflits et les tensions politiques dont souffre la région n'ont donné que peu de signes d'apaisement au cours de l'année. En ce qui concerne le différend israélo-arabe, les pourparlers entre le roi Hussein de Jordanie et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), qui cherchaient à coordonner leurs positions politiques, ont été interrompus. Malgré ce recul, le Canada a continué de travailler à promouvoir un règlement de paix global, juste et durable, qui garantirait à Israël sécurité et bien-être et offrirait en même temps aux Palestiniens la possibilité de bénéficier de leur droit de négociier pour leur avenir et d'avoir une patrie en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza.

La montée de la violence au Liban et les luttes sectaires qui déchirent ce pays ont été telles que le Canada a dû retirer le personnel de son ambassade de Beyrouth, en juin 1985. Le gouvernement canadien a continué d'appuyer activement les efforts visant à une réconciliation nationale durable. En juillet, le Canada a ouvert une nouvelle ambassade à Damas, en Syrie.

La guerre entre l'Iran et l'Iraq n'a pas connu de répit. Le Canada a fait des démarches auprès des deux belligérants pour les inviter à respecter le droit humanitaire international et pour les convaincre de la nécessité de chercher, par des négociations, un règlement pacifique du conflit.

La Libye a attiré de plus en plus l'attention internationale, suite aux attaques terroristes de décembre 1985 contre les aéroports de Rome et de Vienne. En janvier, le Canada a adopté une série de mesures relatives à ses relations avec ce pays, notamment l'interdiction d'exporter du matériel de forage composé de certains éléments particuliers de technologie occidentale.

Amérique latine et Antilles

Les relations entre le Canada et l'Amérique latine ont continué de porter sur des sujets très variés, bien que l'économie soit demeurée l'objectif principal des activités canadiennes. Trois tendances ont dominé les événements survenus dans la région : premièrement, la propagation de la démocratie, sa solidité et les efforts déployés par la plupart des gouvernements pour renforcer les institutions démocratiques; deuxièmement, la dette qui menaçait la stabilité économique et politique de plusieurs pays de la région; et, troisièmement, une interaction et une cohésion plus grandes entre les gouvernements de la région élus démocratiquement.

Deux désastres naturels de très grande amplitude ont également touché la région. Le 19 septembre 1985, le centre du Mexique a été frappé par un tremblement de terre qui a causé de nombreuses pertes de vie et des dommages matériels considérables. En Colombie, l'éruption du volcan Nevado del Ruiz, les 13 et 14 novembre, et l'avalanche de boue qui a suivi ont fait 23 000 morts et complètement détruit une ville. Le

Canada, par l'entremise de l'ACDI et de nombreuses ONG a fourni des secours d'urgence et une aide à la reconstruction au Mexique et à la Colombie.

Amérique du Sud

Les difficultés économiques auxquelles font face la plupart des pays sud-américains ont continué d'être l'élément crucial dans les relations commerciales entre le Canada et la région. La baisse des gains en devises, attribuable en grande partie à la diminution du prix des denrées sur les marchés mondiaux, le service de la dette étrangère et la fuite des capitaux ont entraîné une réduction générale des importations. En 1985, le Canada a exporté pour 1,35 milliard de dollars à l'Amérique du Sud, soit 12 % de moins que le niveau de 1,52 milliard enregistré en 1984. Les importations canadiennes provenant de cette région ont légèrement reculé en 1984, passant de 2,41 à 2,37 milliards. Cependant, la plupart des économies régionales donnent des signes de relèvement de la récession économique du début des années quatre-vingt. Tout laisse présager que les liens commerciaux entre le Canada et les pays de l'Amérique du Sud continueront à se resserrer.

De plus, le Canada a continué d'aider au développement socio-économique de la région par l'entremise de programmes administrés par l'ACDI et le CRDI et par sa participation active aux efforts des organismes régionaux et des institutions prêteuses telles que la Banque interaméricaine de développement et la Banque mondiale. Dans les assemblées bilatérales et multilatérales, le Canada a continué à exprimer son inquiétude au sujet de la montée du terrorisme et du trafic de stupéfiants. On a constaté une nette amélioration du respect des droits de la personne dans la région, bien que le Canada continue de s'inquiéter de leur violation dans certains pays.

Brésil

Au Brésil, l'année a été marquée par le passage d'un régime militaire, au pouvoir depuis 20 ans, à des institutions démocratiques et par des défis économiques et sociaux. La transition a été compliquée par la mort soudaine du président élu, Tancredo Neves, et son remplacement inattendu par le vice-président, José Sarney. Malgré ce début difficile, le président Sarney a consolidé sa position à la tête du gouvernement, comme le prouve la mise en œuvre récente du « Plan tropical », lequel a freiné considérablement l'inflation au Brésil.

Les relations entre le Canada et le Brésil continuent de s'accroître, dans le domaine du commerce en particulier. La balance commerciale du Brésil affiche maintenant un surplus, les exportations brésiliennes au Canada ayant excédé 800 millions de dollars en 1985, alors que les exportations canadiennes au Brésil s'élevaient à 664 millions. Le Brésil continue d'être l'une des cibles des intérêts économiques du Canada en Amérique du Sud à double titre, soit comme marché pour les biens et services et comme bénéficiaire d'importants investissements canadiens. Les relations commerciales entre les deux pays se sont améliorées davantage avec la signature, en décembre 1985, d'un Accord de double imposition. Le Canada et le Brésil ont signé un nouvel Accord aérien bilatéral qui prévoit qu'un service aérien régulier, assuré par les transporteurs canadiens et brésiliens, commencera en 1986.

Groupe andin

Bien que l'économie vénézuélienne ait souffert de stagnation pendant l'année financière 1985-1986 et d'une baisse rapide des prix du pétrole, les relations entre nos deux pays ont été marquées par de nombreuses visites de hauts fonctionnaires et la tenue au Canada de la deuxième réunion du Comité consultatif mixte Canada-Venezuela. En raison de sa participation active aux affaires internationales, y compris de son adhésion aux groupes de Contadora et de Cartagène ainsi qu'à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), le Venezuela a continué d'être un important interlocuteur du Canada. Il est demeuré le principal fournisseur de pétrole du Canada, tandis que le commerce bilatéral global a légèrement diminué par rapport à l'année précédente, passant à 1,4 milliard de dollars. Le Venezuela a attiré un nombre croissant de touristes canadiens pendant cette période.

Au Pérou, la victoire historique de l'Action populaire révolutionnaire américaine (APRA) aux élections générales a conduit à l'assermentation d'Alan Garcia comme président, le 28 juillet 1985. C'était la première fois en 40 ans qu'un gouvernement élu démocratiquement succédait à un autre. Le président Garcia a misé sur l'extraordinaire popularité de son gouvernement pour instituer une réforme sociale et un plan strict de stabilisation de l'économie. Il a également adopté une attitude résolue en matière de politique étrangère, pris des initiatives pour faire baisser les tensions avec ses voisins et promouvoir le désarmement régional et choisi une position controversée en ce qui a trait à la dette extérieure du Pérou. Le premier ministre et ministre des Affaires étrangères du Pérou, Luis Alva Castro, a visité le Canada en février 1986, en vue de discuter de questions économiques et politiques. Le commerce entre les deux pays a connu pendant cette période une baisse, due principalement à la grave crise économique que traverse le Pérou.

En Bolivie, le président Victor Paz Estenssoro, dont c'est la troisième fois au pouvoir, a été choisi par le Congrès pour succéder au président Siles Zuazo, après des élections générales non concluantes. Confronté à des problèmes chroniques d'ordre économique et social, le Président Paz a imposé un programme d'austérité pour enrayer le déclin économique. Cependant, malgré qu'il ait réussi à ralentir quelque peu l'inflation galopante, le pays demeure aux prises avec de graves problèmes économiques, qui ont été accentués par l'effondrement des prix de l'étain.

En Équateur, le président Febres Cordero a raffermi l'influence de son gouvernement au Congrès, après des mois de querelles politiques et constitutionnelles. Une politique de libre-échange et une modeste croissance économique qui se maintient rendent les perspectives économiques plus encourageantes. Cependant, la baisse du prix du pétrole au début de 1986 a porté un dur coup aux perspectives de croissance économique de l'Équateur pour 1986.

En Colombie, le gouvernement du président Betancur a continué de jouer un rôle actif dans les affaires de l'hémisphère, en particulier au sein du processus de Contadora et dans ses efforts en vue de réformer l'Organisation des États américains (OEA). Bien que l'Organisation de guérilla des Forces armées révolutionnaires colombiennes (FARC) ait continué à respecter la trêve convenue avec le gouvernement, le processus de paix, qui est le fondement de la politique intérieure du président Betancur, a subi un grave revers en raison de l'augmentation

des activités du Mouvement du 19 avril (le M-19). La prise du Palais de justice, en octobre 1985, et son issue sanglante ont choqué le pays qui, peu de temps après, a été frappé par l'éruption tragique du volcan Nevado del Ruiz, qui a fait quelque 23 000 victimes. L'économie colombienne s'est bien comportée pendant la dernière moitié de 1985, et les prévisions pour 1986 sont positives. Bien que notre commerce avec la Colombie ait subi une baisse en 1985, en raison du programme de restrictions économiques de ce pays, l'augmentation des exportations et le prix élevé de la principale denrée d'exportation colombienne, le café, ont entraîné un assouplissement des restrictions à l'importation. L'ACDI a continué de concentrer ses programmes d'aide en Colombie et au Pérou.

Cône Sud

Dans la pointe méridionale de l'Amérique du Sud, le président argentin Alfonsín a continué de reconstruire les institutions démocratiques. Le « Plan austral », annoncé en juin 1985, a été perçu comme une tentative audacieuse du gouvernement pour maîtriser l'inflation galopante qui menaçait la structure économique et sociale du pays. Le gouvernement a continué à poursuivre les membres de l'ex-junte militaire pour violations des droits de la personne. L'Argentine a recommencé à jouer un rôle actif en politique étrangère. En ce qui concerne les affaires régionales, on entretient peu d'espoir d'un prochain règlement du litige entre la Grande-Bretagne et l'Argentine au sujet des îles Malouines.

Les relations entre le Canada et l'Argentine ont continué de porter sur une vaste gamme de domaines. Au cours de la première réunion du Comité consultatif mixte Canada-Argentine, qui a eu lieu à Buenos Aires en 1985, on a déterminé un certain nombre de domaines où les deux pays pourraient collaborer. En septembre, le ministre argentin des Affaires extérieures, Dante Caputo, et le secrétaire de l'Énergie, Conrado Storani, ont effectué une visite officielle à Ottawa; puis, en novembre, le ministre d'État responsable de la Commission canadienne de blé, l'honorable Charles Mayer, a visité l'Argentine. D'autres hauts fonctionnaires argentins, dont le secrétaire d'État aux mines, Juan Barrera, feu le ministre des Travaux publics et des Services, Roque Carranza, ont visité le Canada au cours de l'année 1985. Les possibilités commerciales offertes par l'Argentine suscitent un intérêt croissant parmi les firmes canadiennes, comme en témoigne le nombre de missions commerciales qui se sont rendues dans ce pays. En octobre, une foire sur les transferts de technologie, TECHNOCAN, parrainée par le Canada, a été tenue à Buenos Aires, parallèlement à un festival culturel canadien.

En Uruguay, un gouvernement civil, dirigé par le président Julio María Sanguinetti, a poursuivi le processus de restauration des institutions démocratiques après 11 ans de dictature militaire. Les autorités canadiennes et uruguayennes ont continué leurs efforts en vue de renouveler leurs liens et de déterminer des domaines de coopération.

Au Paraguay, le président Alfredo Stroessner a maintenu le contrôle qu'il exerce fermement après 31 ans de pouvoir, même si une opposition au régime commence à se manifester.

Le gouvernement chilien a réussi à contrôler plus ou moins la situation économique difficile du pays en 1985. Pendant cette période, les négociations de l'Accord d'assurance-

investissement à l'étranger ont été menées à terme, et un Accord aérien bilatéral a été signé. Les relations commerciales entre le Chili et le Canada continuent de s'accroître, en particulier dans le secteur des ressources naturelles. En 1984-1985, l'attention internationale a continué de se porter sur les événements politiques survenus dans ce pays. Faute d'un dialogue constructif entre la junte militaire et les partis d'opposition, les chances d'un retour prochain à un régime démocratique civil sont faibles et la situation demeure explosive. L'année 1985 a été caractérisée par la violence accrue des tenants du régime et de ses opposants et par la violation incessante et générale des droits de la personne, situation qui a continué d'affecter les relations bilatérales du Canada avec le Chili.

Organisation des États américains

Le Canada a continué à surveiller la progression des travaux de l'OEA par l'entremise de sa Mission d'observation permanente et a continué de participer activement aux travaux de plusieurs autres organismes interaméricains, dont l'Organisation panaméricaine de la santé (OPAS), l'Institut interaméricain de coopération agricole (IICA) et l'Institut panaméricain de géographie et d'histoire (IPGH).

Antilles et Amérique centrale

Nos relations avec cette région continuent de refléter des préoccupations variées et les priorités canadiennes.

Aux Antilles, le Canada a tenté de renforcer ses liens économiques et culturels de longue date avec les pays du Commonwealth. Les Antilles demeurent, évidemment, l'une des destinations favorites des touristes canadiens. Les événements politiques qui se sont produits en Haïti ont fait ressortir le besoin d'aide au développement dans la région, besoins que le Canada a reconnus et auxquels il a répondu.

L'Amérique centrale a également dû faire face à des difficultés économiques ainsi qu'à l'incertitude politique et militaire continue. Les élections qui ont eu lieu dans plusieurs États de l'Amérique centrale laissent entrevoir qu'un appui croissant est accordé au processus démocratique dans la région. Bien que la question des droits de la personne demeure une source de graves préoccupations, on a pu noter des signes d'amélioration.

Antilles

Dans le cadre de la politique étrangère du Canada en 1985-1986, les Antilles, et en particulier les membres du Commonwealth, sont demeurées une région à laquelle on accorde une haute priorité. Le premier ministre Brian Mulroney a assisté à la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth qui a eu lieu à Nassau, du 16 au 22 octobre 1985. Il a eu des discussions bilatérales avec les chefs de gouvernements antillais. Au cours des réunions, le Premier ministre a dévoilé les détails du projet CARIBCAN. Il s'agit d'un nouveau programme de développement économique et commercial, né de propositions mises de l'avant en février 1985, à Kingston, par le Premier ministre de la Jamaïque, au nom de ses collègues antillais du Commonwealth. Le programme accorde aux produits des pays du Commonwealth des Antilles un accès préférentiel, à sens unique, en franchise aux marchés canadiens et facilite les exportations antillaises au Canada. Les réunions de Nassau ont donné une impulsion

nouvelle aux relations de travail étroites établies entre les chefs à la réunion de Kingston.

En Haïti, le régime Duvalier, confronté à une pression populaire croissante, a été renversé après avoir été 29 ans au pouvoir. Le changement de régime a été opéré presque sans violence. Le Canada a bien accueilli l'engagement du gouvernement provisoire à respecter davantage les droits de la personne et à introduire des réformes économiques et politiques. Reconnaissant qu'il faut remédier à la fragilité économique d'Haïti en même temps qu'à ses problèmes politiques, le Canada s'est engagé à augmenter sensiblement son aide officielle à Haïti en 1986-1987. De plus, une délégation de gens d'affaires haïtiens a visité le Canada en novembre 1985, dans le but de renforcer les liens commerciaux entre les deux pays.

Une croissance extraordinaire de l'activité touristique en République dominicaine au cours de ces dernières années en a fait la quatrième destination la plus populaire des Antilles pour les touristes canadiens. En 1985, plus de 40 000 Canadiens se sont rendus dans ce pays.

En Guyana, la mort du président Forbes Burnham, survenue le 6 août 1985, a entraîné l'accession du vice-président Desmond Hoyte à la présidence. La ministre des Relations extérieures, l'honorable Monique Vézina, représentait le Canada aux funérailles officielles de M. Burnham. Les élections de décembre 1985 ont raffermi la position du président Hoyte comme président et chef du parti au pouvoir, le Congrès national populaire (PNC). Des élections ont également eu lieu à la Dominique, où le premier ministre Eugenia Charles a été réélu.

Les pays antillais ont continué d'éprouver des difficultés économiques en 1985-1986. Alors que la chute des prix du pétrole sur les marchés mondiaux a accordé un soulagement à la plupart des pays, Trinité et Tobago ont souffert du changement de prix de leur principal produit d'exportation.

Les échanges commerciaux entre le Canada et les Antilles ont dépassé 1,5 milliard de dollars en 1985. Les Antilles sont la région du monde où le montant de l'aide canadienne au développement accordé par personne a été le plus élevé.

Mexique

Les difficultés économiques du Mexique se sont aggravées progressivement en 1985-1986. En particulier, le terrible tremblement de terre de septembre 1985, la dégradation économique qui a suivi, et la rapide baisse du prix du pétrole international ont eu un effet important sur le régime fiscal interne du Mexique et sur sa capacité d'honorer le service de sa dette extérieure qui s'élève à 97 milliards de dollars US.

Malgré ces difficultés, les relations bilatérales du Canada avec le Mexique continuent de porter sur une vaste gamme de domaines d'intérêt mutuel. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le très honorable Joe Clark, s'est rendu au Mexique en mars 1986, pour la sixième réunion du Comité consultatif mixte Canada-Mexique. Les discussions ont porté sur des sujets politiques et économiques très variés, en plus de permettre de déterminer les mesures à prendre pour augmenter le commerce entre les deux pays. Le Groupe interparlementaire Canada-Mexique s'est rencontré au Mexique en février dernier. Cette rencontre a donné lieu à des échanges de vues sur une grande variété de sujets. Le ministre mexicain de l'Agriculture, Eduardo Pesquiera, a visité le Canada en vue de tenir des discussions avec son homologue

canadien, l'honorable John Wise. À la suite du terrible tremblement de terre, la ministre des Relations extérieures, l'honorable Monique Vézina, a approuvé une aide d'urgence de 1,25 million de dollars. Cette aide a été suivie d'une aide supplémentaire de 3,75 millions pour la reconstruction d'écoles, de logements et autres infrastructures.

Le Mexique est demeuré notre huitième partenaire commercial, nos échanges ayant atteint, 1,7 milliard de dollars en 1985. Bien que nos deux pays soient des destinations touristiques importantes, le nombre de touristes canadiens, environ 400 000 par an, qui visitent habituellement le Mexique, a diminué en raison du tremblement de terre (40 000 Mexicains ont visité le Canada). Un certain nombre d'activités permanentes ont été poursuivies, y compris les programmes d'échange de travailleurs saisonniers et de techniciens mexicains.

Amérique centrale

En Amérique centrale, le Canada a poursuivi ses efforts en vue de contribuer à trouver des solutions à certains problèmes critiques de la région. Le Canada continue de respecter les engagements qu'il a pris en vue d'aider les pays de l'Amérique centrale, et il est convaincu que les causes fondamentales des tensions politiques de la région sont d'ordre socio-économique. Le Canada appuie les efforts des membres du Groupe de Contadora, Mexique, Venezuela, Colombie et Panama, et des cinq pays d'Amérique centrale, afin qu'ils réussissent à conclure un accord de paix complet et durable, objectif qui continue d'être la pierre d'angle de sa politique étrangère en Amérique centrale. Tout en reconnaissant que le processus de Contadora a parfois été en butte à des difficultés, le Canada continue de donner son ferme appui au processus et à la nécessité d'éliminer l'intervention de tierces parties en Amérique centrale. Le Canada a fourni plus qu'un appui rhétorique au processus de Contadora, processus qui aide à réduire les tensions et fournit un cadre pour un éventuel accord de paix. Sur demande du Groupe de Contadora, le Canada a continué à présenter des commentaires sur les dispositions du processus relatives à la sécurité et au contrôle, en s'appuyant sur l'expérience qu'il a acquise dans ses opérations de maintien de la paix.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le très honorable Joe Clark, a discuté de ces questions avec le secrétaire mexicain aux Relations extérieures, Bernardo Sepulveda Amor, au cours de la réunion de la Commission ministérielle Mexique-Canada, tenue à Mexico les 3 et 4 mars 1986. Le Canada a également discuté du processus de Contadora avec le premier ministre du Pérou, Luis Alva Castro, et son ministre des Affaires étrangères, Allan Wagner

Tizon — un membre du groupe de Lima, qui appuie le processus de Contadora — au cours de leur visite à Ottawa en février dernier.

La ministre des Relations extérieures, l'honorable Monique Vézina, a visité la région en juin 1985. Au Salvador, elle a tenu des discussions avec le président Duarte, concernant la question des droits de la personne et le processus de Contadora. Elle a également rencontré des observateurs indépendants de la situation des droits de la personne. Au Nicaragua, Mme Vézina a rencontré le président, Daniel Ortega, et le ministre des Affaires étrangères, Miguel D'Escoto. Au Costa Rica, elle a eu des entretiens avec le président, Luis Monge, et le ministre des Affaires étrangères, Carlos Gutierrez. Dans ces deux pays, les principaux sujets de discussion ont été les droits de la personne, l'aide canadienne au développement et les perspectives de réduction des tensions régionales.

Au Salvador, une ligne de crédit a été ratifiée pour l'aide au développement. Au Costa Rica et au Nicaragua, de nouveaux accords d'aide ont été signés.

Les élections qui ont eu lieu dans plusieurs pays de l'Amérique centrale ont aidé à promouvoir et à renforcer la démocratie dans la région. Au Guatemala, l'élection du président, Marco Vinicio Cerezo Arevalo, et sa prestation de serment, en janvier 1986, ont marqué le retour de ce pays à un gouvernement civil. Au Honduras, José Azcona Hoyo a été élu président et il a prêté serment en janvier 1986. Les observateurs canadiens ont loué la franchise et la liberté avec lesquelles les élections s'étaient déroulées dans les deux pays. Au Costa Rica, Oscar Arias Sanchez a été élu président à la suite d'une élection qui a prouvé que le Costa Rica est toujours engagé dans la voie d'un processus démocratique sain et inébranlable. Ensemble, ces élections laissent entrevoir une démocratisation accrue de la vie politique en Amérique centrale.

Les échanges commerciaux avec l'Amérique centrale, à l'exception du Mexique, se sont élevés à environ 260 millions de dollars en 1985, accusant une légère baisse par rapport à l'année précédente.

La question des droits de la personne en Amérique centrale demeure une priorité pour le Canada. Il a appuyé et a coparrainé des résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies concernant les droits de la personne au Guatemala et au Salvador. Il vient au premier rang des nations qui essaient d'alléger quelques-uns des graves problèmes de l'Amérique centrale. En outre, le nombre de réfugiés en provenance de cette région, qui ont été reçus comme immigrants au Canada, a continué d'augmenter; il a atteint 3 200 en 1985-1986.

Chapitre 5

DÉFENSE ET SÉCURITÉ COLLECTIVE

La défense et l'OTAN

En 1985-1986, le gouvernement canadien, poursuivant son objectif de participer davantage à l'OTAN, a commencé à donner suite à ses décisions de mars 1985 pour renforcer les troupes terrestres canadiennes qui y sont affectées, en augmentant notamment de 1 200 hommes ses effectifs stationnés en Allemagne. Dans la même veine, il a continué à répondre à l'objectif fixé par l'OTAN, soit une augmentation réelle de 3 % des dépenses consacrées à la défense. À la fin de 1985, le gouvernement a entrepris une étude en profondeur de la politique de défense du Canada.

Les ministres des Affaires étrangères de l'OTAN se sont rencontrés à Lisbonne, en mai 1985. Au terme d'une étude des relations Est-Ouest, notamment de l'état des négociations de Vienne (Réduction mutuelle et équilibrée des forces), de Stockholm (Conférence sur les mesures de confiance et de sécurité sur le désarmement en Europe) et de Genève, où les négociations américano-soviétiques sur les armes nucléaires stratégiques venaient à peine de s'ouvrir, les ministres ont invité les nouveaux dirigeants soviétiques à s'associer aux nations occidentales afin d'améliorer véritablement les relations Est-Ouest.

À la suite du Sommet américano-soviétique et de la réunion qui a suivi, réunissant les chefs de gouvernement et d'État de l'OTAN au quartier général de l'OTAN, à Bruxelles en novembre, les ministres des Affaires étrangères ont signalé, à leur réunion de décembre, des faits encourageants survenus depuis la rencontre de Lisbonne. Ils ont aussi exprimé l'espoir que les échanges récents entre l'Est et l'Ouest au niveau des échelons supérieurs contribuent à l'amélioration et à l'élargissement des rapports, à la tenue régulière de réunions des instances supérieures et à une plus grande coopération sur toutes les questions touchant les relations Est-Ouest.

Durant cette période, les ministres des Affaires étrangères et de la Défense ont aussi accordé la plus grande attention à accroître la coopération entre les alliés de l'OTAN en ce qui concerne la mise au point et l'achat de matériel militaire. À leurs réunions du printemps, ils ont autorisé leurs collaborateurs à procéder à une étude poussée des domaines éventuels de coopération. Suite à cette étude, ils ont approuvé, à leurs rencontres d'automne, une Stratégie d'amélioration de la coopération en matière d'armement visant, entre autres choses, à harmoniser les exigences et à intensifier la coopération dans le domaine de la recherche et de la technologie.

Relations canado-américaines

Les relations bilatérales canado-américaines ont été principalement marquées par le renouvellement, tel quel, de l'Accord sur le Commandement de la défense aérienne de l'Amérique du Nord (NORAD) pour une autre période de cinq ans. Signé au Sommet de Washington, le 19 mars 1986, il a confirmé aux alliés de l'OTAN et au monde que NORAD continue de

répondre aux besoins des deux pays en matière de défense continentale et représente toujours, en même temps, l'une des assises de la politique canadienne de la défense collective.

On a aussi été témoin, au cours de l'année, d'une amélioration constante de la coopération commerciale en matière de défense; elle s'est traduite par l'accroissement soutenu des exportations de biens et services liés à la défense vers les États-Unis. Cette réussite est le fruit de la concertation des efforts déployés des deux côtés de la frontière pour donner suite à l'engagement pris au Sommet de Québec de 1985 en faveur du renforcement des échanges commerciaux en matière de défense entre nos deux pays.

Maintien de la paix

En guise de contribution supplémentaire à la défense de la sécurité internationale par le maintien de la paix, le Canada a envoyé une unité canadienne d'hélicoptères pour venir en aide à la Force multinationale d'observation (FMO) dans la péninsule du Sinaï, le 31 mars 1986. La FMO est chargée de surveiller l'application des dispositions du Traité de paix israélo-égyptien de 1979.

De plus, le Canada fait toujours partie de la Force des Nations Unies à Chypre, de la Force des Nations Unies chargée d'observer le retrait des troupes au Golan et de l'organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve au Moyen-Orient.

Programme d'aide à la formation militaire

Au cours de l'année financière 1985-1986, 56 cours de formation ont été offerts à des soldats de 13 pays non membres de l'OTAN dans le cadre du Programme d'aide à la formation militaire. Ces soldats venaient principalement du Commonwealth, des Antilles et de pays africains.

Contrôle des armements et désarmement

Les efforts déployés par le gouvernement du Canada dans le domaine du contrôle des armements et du désarmement ont particulièrement porté fruit au cours de la période visée par le présent rapport. Dans un discours prononcé lors de la réunion du Groupe consultatif sur les questions de désarmement et de contrôle des armements, en octobre 1985, le premier ministre Mulroney a défini les six objectifs prioritaires de la politique canadienne en matière de contrôle des armements et de désarmement. Ces objectifs sont les suivants :

- négocier une réduction radicale des forces nucléaires et accroître la stabilité stratégique;
- maintenir et renforcer le système de non-prolifération des armes nucléaires;
- négocier l'interdiction totale des armes chimiques;
- appuyer la conclusion d'un traité interdisant complètement les essais nucléaires;

- prévenir la course aux armements dans l'espace; et
- instaurer la confiance afin de faciliter la réduction des forces militaires en Europe et ailleurs.

Dans une déclaration ultérieure faite à la Chambre des communes en janvier 1986, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le très honorable Joe Clark, a fait part des mesures que le gouvernement comptait prendre pour atteindre ces objectifs. Celui-ci se propose avant tout de tirer pleinement parti des voies de communication multilatérales et bilatérales à sa disposition pour promouvoir des négociations sérieuses et constructives et favoriser le respect des accords existants sur le contrôle des armements. Le gouvernement estime aussi que le Canada peut contribuer de façon importante au contrôle des armements et au désarmement, c'est-à-dire élaborer des mécanismes de vérification et contribuer à instaurer la confiance entre l'Est et l'Ouest.

Le Sommet qui a réuni le président Ronald Reagan et le secrétaire général Mikhaïl Gorbatchev en novembre 1985, est le premier du genre à avoir lieu en six ans; il a énormément contribué au rétablissement du dialogue des superpuissances sur la sécurité internationale. Le communiqué conjoint publié à l'issue du Sommet portait principalement sur les questions de contrôle des armements. Les États-Unis ont tenu des consultations étroites avec le Canada et leurs autres alliés à la fois avant et après le Sommet et pendant toute la durée des négociations qui ont suivi à Genève. À quelques reprises, le premier ministre Mulroney et le secrétaire général Gorbatchev ont aussi échangé de la correspondance sur les relations Est-Ouest et sur les questions de contrôle des armements. Dès le début des négociations, en mars 1985, il était évident que celles-ci ne constituaient tout au plus que le point de départ d'un processus long et ardu. Vu la complexité des questions soulevées, le gouvernement canadien se félicite d'avoir déposé des propositions sérieuses et circonstanciées et enregistré des progrès significatifs, quoique modestes, dans le but de trouver un terrain d'entente.

Dans ses efforts pour faire accepter la nécessité de moyens de vérification adéquats, le Canada a remporté une importante victoire à la quarantième Assemblée générale des Nations Unies en faisant adopter, par voie de consensus, une résolution en ce sens. La résolution en question intitulée « La vérification sous tous ses aspects » est un témoignage formel que la communauté internationale reconnaît la légitimité de la vérification et son importance pour faciliter la négociation et l'application d'accords sur le contrôle des armements et le désarmement.

En présentant la résolution, l'ambassadeur au Désarmement, Douglas Roche, a donné des exemples illustrant le genre de travaux de recherche que le Canada a déjà effectués en matière de vérification, notamment :

- un guide indiquant la marche à suivre pour faire enquête sur les allégations d'usage d'armes chimiques ou biologiques (présenté au Secrétaire général des Nations Unies, en décembre 1985);

- une étude sur la faisabilité de systèmes de surveillance par satellites, en vue de surveiller l'application d'accords éventuels sur le contrôle des armements dans l'espace extra-atmosphérique ou sur les forces conventionnelles en Europe;
- des recherches sur les techniques de détection sismographique des essais nucléaires de faible intensité (le gouvernement a consacré 3,2 millions de dollars à la modernisation d'une installation de détection sismographique dans le Grand Nord canadien); et
- des documents de travail sur la nature du régime juridique afférent au contrôle des armements dans l'espace extra-atmosphérique.

Sur le front diplomatique, les délégations canadiennes ont continué à prendre une part active aux grandes négociations multilatérales sur le contrôle des armements, soit à la Conférence de Genève sur le désarmement, à la Conférence de Stockholm sur les mesures de confiance et de sécurité et aux discussions de Vienne sur les Réductions mutuelles et équilibrées des forces (MBFR). De plus, le gouvernement a fait un pas vers la réalisation de ses objectifs en matière de contrôle des armements en prenant une part active, en mai 1985, à la réunion de la Commission du désarmement à New York et, en septembre de la même année, à la troisième Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, laquelle a été couronnée de succès. Les consultations bilatérales sur le contrôle des armements et le désarmement amorcées avec les pays engagés dans ce domaine se sont poursuivies lors d'entretiens avec les États-Unis, l'Union soviétique, le Royaume-Uni et la France au cours de la période visée par le présent rapport.

Sous la présidence du Groupe consultatif non gouvernemental sur les questions de désarmement et de contrôle des armements, le fondement de la politique canadienne en matière de contrôle des armements et de désarmement a fait l'objet d'un dialogue public animé. À deux reprises, ce groupe a rencontré les autorités du Ministère au sujet des préparatifs canadiens à la troisième Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et de la participation canadienne aux discussions multilatérales sur le contrôle des armements et le désarmement. Ce dialogue a aussi été favorisé par les causeries prononcées dans chaque province par Douglas Roche, une plus grande diffusion du *Bulletin du désarmement*, édition revue et augmentée, et une aide soutenue accordée aux travaux de recherche et d'information publique des ONG par l'entremise du Fonds pour le désarmement. Le Canada a aussi coparrainé la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies afin de proclamer 1986 l'Année internationale de la paix (AIP). En mars 1986, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le très honorable Joe Clark, a annoncé le programme de l'AIP, dont un certain nombre d'activités destinées à en promouvoir les objectifs au Canada.

Chapitre 6

PROTECTION DES INTÉRÊTS PRIVÉS

Services consulaires

De plus en plus nombreux à voyager à l'étranger, les Canadiens semblent, d'une année à l'autre, s'aventurer dans des régions toujours plus éloignées et plus dangereuses. Il n'est donc pas étonnant qu'un plus grand nombre d'entre eux se trouvent dans des situations difficiles et cherchent à obtenir de l'aide en s'adressant à l'une des 119 missions canadiennes établies dans le monde entier.

Au moyen de son Programme de services consulaires, le Ministère assure aide et protection aux Canadiens qui sont en difficulté. En 1985, les missions canadiennes à l'étranger ont rendu plus de 570 000 services à des citoyens canadiens. Elles ont notamment délivré des passeports; offert certains services de citoyenneté; facilité les transferts de fonds et le retour au Canada des Canadiens sans ressources ou frappés d'invalidité; veillé à ce que les Canadiens détenus ou emprisonnés soient traités équitablement selon les lois du pays d'accueil; aidé les détenus à communiquer avec leurs familles et leurs amis au Canada et, dans certains cas, facilité leur transfèrement à des prisons canadiennes, conformément aux traités signés avec les États-Unis, le Mexique, le Pérou, la Bolivie, la France, l'Espagne, la Suède et le Royaume-Uni; fourni des renseignements ou des conseils et prêté main-forte aux Canadiens qui font face à une situation critique, par exemple, en cas de maladie, de décès, de litige concernant la garde d'un enfant ou de biens perdus ou volés.

Les grandes catastrophes survenues en 1985 comme l'écrasement de l'appareil d'Air India, le tremblement de terre au Mexique et l'éruption du volcan Nevado del Ruiz en Colombie ont mis à rude épreuve les services consulaires des bureaux d'outre-mer et de l'Administration centrale. Étant donné qu'elles jetaient dans l'affliction un nombre élevé de Canadiens et qu'elles compromettaient leur vie, elles exigeaient une intervention rapide, efficace et souple. Le Ministère a élaboré des mécanismes de gestion des situations de crise permettant de venir en aide aux Canadiens dans pareilles circonstances. Pour mieux faire face aux situations de crise, le Ministère a complètement réorganisé son dispositif d'intervention, rationalisé les méthodes d'inscription des Canadiens à l'étranger et informatisé ces renseignements.

Devant l'augmentation de la demande de services, le Ministère a continué d'accorder une grande importance à la formation du personnel consulaire. Grâce à des exposés, à des études de cas, à des discussions et à des exercices de simulation, le personnel du Ministère a pu se familiariser avec la politique consulaire et son application. Au total, 176 employés en poste au Canada comme à l'étranger ont suivi des cours de formation consulaire en 1985.

Le programme de sensibilisation du grand public, un autre service du Ministère, vise à faire connaître aux Canadiens les difficultés qu'ils peuvent rencontrer en voyageant à l'étranger

et à les renseigner sur les services consulaires offerts par les missions canadiennes. Cette information est diffusée dans la brochure intitulée *Bon Voyage, mais...*, ou lors de causeries à la radio et d'entrevues accordées à des journalistes. Les bureaux de passeports et les agences de voyage distribuent en tout, chaque année, près d'un million d'exemplaires de cette brochure, qui est révisée annuellement pour tenir compte de circonstances nouvelles. Le Ministère fournit aussi des renseignements, aux Canadiens qui lui en font la demande, sur l'opportunité d'effectuer un voyage dans certains pays. À cet égard, il fait de plus en plus souvent des mises en garde.

Dans certaines régions où le Canada n'a pas de représentant diplomatique ou consulaire attitré, des consuls honoraires dispensent sur place des services consulaires aux Canadiens qui sont de passage ou qui vivent à l'étranger. Ils contribuent également à la mise en œuvre d'autres programmes du Ministère dans les domaines de l'expansion du commerce, des affaires publiques ou des relations générales. Durant la dernière année, un consul honoraire a été nommé à Rio de Janeiro (Brésil).

Services des passeports

L'année qui vient de prendre fin a marqué une étape mémorable dans l'histoire du passeport canadien. Le Canada est, en effet, devenu le premier pays au monde à délivrer, à l'intérieur de ses frontières, des passeports lisibles à la machine, conformément aux normes publiées par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI). La conversion au nouveau système n'a pas empêché la délivrance de plus d'un demi-million de passeports, ce qui représente un record. Cette réalisation a été rendue possible, dans une large mesure, par le nouveau système de délivrance des passeports, conçu par la Direction générale des passeports et qui a nécessité l'achat d'un tout nouvel équipement plus efficace et hautement fiable, permettant d'offrir un document sûr et un excellent service à un prix raisonnable. Le Ministère a commencé à délivrer le nouveau passeport en avril 1985. Le nombre de passeports délivrés depuis 1981-1982 n'ayant jamais cessé d'augmenter, un Canadien sur six détient un passeport à l'heure actuelle.

Les missions diplomatiques et consulaires canadiennes à l'étranger ont délivré quelque 59 300 passeports en 1985-1986. Le nouveau type de passeport ne sera disponible dans ces missions qu'en 1986-1987.

Immigration et réfugiés

Le Ministère est chargé de la mise en œuvre du programme canadien d'immigration à l'étranger. Le nombre de visas d'immigrants délivrés par les missions à l'extérieur du Canada s'élevait à 72 810 en 1985, soit légèrement moins qu'en 1984.

Quelques chiffres sur les services consulaires

Canadiens inscrits à l'étranger (nombre approximatif)	46 757
Canadiens vivant à l'étranger, y compris ceux qui ont une double nationalité	3 millions

Passeports (année financière 1985-1986)

Passeports valides en circulation	4 129 946
Nombre total de passeports délivrés	1 005 472
Passeports délivrés par les missions à l'étranger	59 300
Augmentation du nombre total de passeports délivrés par les missions à l'étranger par rapport à l'année précédente	0,33 %

Voyages (année civile 1985)

Nombre total de voyages à l'étranger	39,7 millions
États-Unis (10,7 millions de Canadiens y ont passé au moins une nuit)	37,4 millions
Pays autres que les États-Unis	2,3 millions
Europe (évaluation préliminaire)	1 235 000
Bermudes et Antilles (évaluation préliminaire)	474 000

Activités consulaires (année financière 1985-1986)

Nombre total de dossiers ou de services rendus (approximativement)	572 767
A) Dossiers :	
Rapatriement	382
Hospitalisations ou traitements médicaux	1 558
Décès	1 539
Détenions	1 074
B) Services :	
Passeports	149 711
Citoyenneté	35 411
Juridiques et notariaux	25 683
Demandes d'aide financière ou transfèvements	3 837
Bien-être et demandes de localisation	14 733
Inscription des Canadiens	25 307
Conseils et aide	186 790
Garde d'enfants	867
Demandes diverses et de renseignements généraux (au comptoir)	125 875

Ressources consulaires (année financière 1985-1986)

Avance de fonds moyennant engagement à rembourser

1982-1983	144 000 \$
1983-1984	147 000 \$
1984-1985	102 430 \$
1985-1986	104 261 \$

Recouvrement 38 %

Années-personnes consacrées au travail consulaire, à l'Administration centrale et à l'étranger (nombre correspondant de postes) 198

Plus des deux tiers des personnes acceptées faisaient partie de la catégorie de la famille, des réfugiés ou des personnes acceptées pour raisons humanitaires. Durant la même période, le nombre de visas de visiteurs délivrés par toutes les missions du Canada s'élevait à plus de 271 000.

Le 1^{er} janvier 1986, de nouveaux règlements sur l'immigration entraient en vigueur, établissant de nouveaux critères de sélection pour les immigrants indépendants, désireux de s'établir au Canada. Il est prévu que ces nouveaux règlements permettront de recruter un nombre plus élevé d'immigrants

mesures a eu un effet immédiat sur le nombre de demandes d'immigration présentées à nos différentes missions, lequel a considérablement augmenté au début de 1986. Parallèlement, les missions continuent de favoriser l'entrée au pays d'immigrants entrepreneurs. En 1985, le Canada a admis 1 700 entrepreneurs, représentant un apport financier de 1 016 951 000 dollars et la création éventuelle de 9 250 emplois.

Suite à une recommandation du Conseil du Trésor et du ministère de l'Emploi et de l'Immigration, un système de recouvrement des frais de service a été instauré dans le but de réduire le déficit et d'éviter d'accroître de façon déraisonnable le fardeau financier des contribuables canadiens. Ce système est basé sur le principe selon lequel toute personne faisant une demande expresse de service doit en payer les frais afférents. Depuis le 3 février 1986, des frais de service sont donc exigibles pour l'étude d'une demande de résidence permanente et pour l'obtention d'un permis de travail temporaire. Les réfugiés et les membres de catégories désignées, les étudiants et les diplomates sont dispensés de ces frais. Il est prévu qu'environ 15 millions de dollars seront ainsi récupérés annuellement, soit un tiers des frais réels de traitement des demandes.

Le Ministère a dû fermer notre ambassade à Beyrouth, en 1985, suite à la situation instable au Liban. Une nouvelle ambassade a été ouverte à Damas, en Syrie, et les opérations d'immigration pour la Syrie, le Liban et la Jordanie y ont été centralisées.

La République dominicaine s'est vue retirée de la liste de pays dont les citoyens sont exemptés de visas pour visiter le Canada. La plupart des demandes sont étudiées sans difficulté par notre ambassade à Port-au-Prince, à Haïti.

Le Canada continue de contribuer activement à la réinstallation des réfugiés et des personnes opprimées ou déplacées de nombreuses régions du monde. Le plan annuel de réfugiés pour 1985 prévoyait l'admission de 11 000 réfugiés ou membres de catégories désignées sous le parrainage direct de l'État. Grâce aux efforts des agents du Ministère, ce nombre a été dépassé, et 11 408 personnes ont été acceptées dans cette catégorie en 1985. De ce nombre, 4 373 provenaient de l'Asie du Sud-Est, 3 206 de l'Amérique latine et 2 494 de l'Europe de l'Est. Enfin, 802 étaient d'origine africaine et 533 provenaient du Moyen-Orient. De plus, 3 763 réfugiés ont été admis au Canada, en 1985, suite à des parrainages privés.

L'activité déployée par le Canada pour remédier au problème des réfugiés a comporté de nombreux efforts diplomatiques, tant sur le plan bilatéral que multilatéral, ainsi que l'étude des raisons politiques et autres causes fondamentales des mouvements de réfugiés et la recherche de solutions durables, comme le rapatriement volontaire, l'intégration sur place ou la réinstallation dans un tiers pays.

Le Canada participe au Programme de lutte contre la piraterie dans le golfe de Thaïlande de même qu'aux programmes DISERO et RASRO du Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Il s'agit de plans d'offres de réinstallation suite au débarquement, conçus pour assurer le sauvetage des réfugiés indochinois en mer de Chine, et garantir leur réinstallation dans un tiers pays. En 1985-1986, 173 réfugiés ont été réétablis au Canada suite à ces deux programmes.

Immigration et réfugiés

Visas émis en 1985 (année civile)

Régions géographiques	Visas d'immigrants	Visas de visiteurs
HÉMISPHERE DE L'OUEST		
États-Unis	10 345	79 434
Caraïbes	3 855	20 082
Amérique latine	6 567	14 677
Sous-total	20 767	114 193
AFRIQUE ET MOYEN-ORIENT		
Afrique	2 404	14 395
Moyen-Orient	2 555	7 119
Sous-total	4 959	21 514
EUROPE		
Europe de l'Ouest	12 219	31 278
Europe de l'Est	4 201	31 787
Sous-total	16 420	63 065
ASIE ET RÉGION DU PACIFIQUE		
Bangkok	7 679	2 864
Hong-kong	10 080	18 101
New Delhi	4 843	19 934
Autres missions	8 062	31 350
Sous-total	30 664	72 249
GRAND TOTAL	72 810	271 021

Note : En 1985, 24 894 visas de visiteurs furent émis par des missions canadiennes qui n'ont pas de section d'immigration. (Ces données sont préliminaires et sujettes à révision.) De plus, les missions britanniques ont émis 1 387 visas de visiteurs en notre nom durant l'année 1985. Ces données ne sont pas disponibles par année fiscale.

Droit international privé

Le Ministère offre divers services visant à faciliter les recours juridiques mettant en cause les juridictions étrangères et canadiennes, aux termes de conventions ou de procédures convenues. Étant donné la mobilité croissante des individus, diverses questions (prestations de sécurité sociale, obligations alimentaires, jugements divers et autres questions connexes) ont obligé les États à collaborer. Comme nombre de ces questions relèvent de la compétence des provinces, le Ministère assure la liaison avec ces dernières afin d'arrêter et d'appliquer les modalités réciproques nécessaires. Il a publié un manuel intitulé *Entraide judiciaire internationale en matières civile, commerciale, administrative et criminelle* pour faciliter la tâche des avocats et des officiers de justice canadiens aux prises avec des problèmes de droit international.

Le Canada a signé des conventions sur les procédures juridiques en matières civile et commerciale avec 19 pays. Ces conventions contiennent des dispositions sur la signification réciproque des documents juridiques et sur la réception de la preuve dans les affaires civiles, soit au Canada pour utilisation à l'étranger, soit dans un pays étranger pour utilisation au Canada. Le Ministère peut également organiser la signification de documents juridiques dans les pays avec lesquels il a des conventions et, partant, venir en aide aux avocats canadiens. Il a également pu signifier des documents juridiques dans des pays avec lesquels il n'avait pas de conventions, en invoquant le principe de la réciprocité. Les avocats qui désirent se faire aider dans la signification de documents juridiques doivent communiquer avec la Direction des consultations juridiques du Ministère.

Le Canada a signé des traités d'extradition avec quelque 41 pays et possède des arrangements d'extradition avec les pays du Commonwealth aux termes du *Fugitive Offenders Scheme* du Commonwealth. Les ministères des Affaires extérieures et de la Justice assument ensemble la responsabilité de la mise à jour de ces traités et de la conclusion de nouveaux accords. De nouveaux traités ont été négociés avec la Belgique, la France et les Pays-Bas, mais ils ne sont pas encore en vigueur. Dans nos rapports avec l'Inde, la partie II de la *Loi sur l'extradition* a été proclamée en vigueur avec effet au 31 octobre 1985. Elle n'a cependant pas d'effet rétroactif. Le Ministère étudie sérieusement le projet d'un traité bilatéral d'extradition avec l'Inde.

Le Ministère a continué de s'intéresser activement au caractère international d'un certain nombre de cas d'« enlèvement d'enfants » découlant d'un conflit entre la mère et le père au sujet de la garde de leur enfant. Il a cherché à obtenir des renseignements sur le bien-être des enfants en cause et, dans la mesure du possible, a prêté son concours en vue de leur retour au Canada. En partie à cause des souffrances morales causées par ces conflits, le rôle joué par le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux à cet égard suscite un vif intérêt dans la population. Le Ministère ne peut évidemment pas représenter le parent d'un enfant enlevé devant un tribunal étranger, ni lui fournir des conseils sur le droit étranger.

Le Canada est partie à la Convention de La Haye sur les aspects civils de l'enlèvement d'enfants, dont l'objet principal est d'assurer une collaboration judiciaire visant à assurer que l'enfant injustement enlevé soit promptement renvoyé chez celui de ses parents qui en avait la garde dans le pays où il a été enlevé.

Accès à l'information et protection des renseignements personnels

Le coordonnateur de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels a été chargé d'acheminer toutes les demandes officielles d'accès aux documents gouvernementaux que le Ministère détient conformément à la *Loi sur l'accès à l'information* et à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Le nombre de demandes traitées en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* a sensiblement augmenté par rapport aux années précédentes : le Ministère a reçu 168 demandes en 1985-1986, comparativement à 72 en 1984-1985 et à 39 en 1983-1984. D'après leur origine, ces demandes se répartissent comme suit : media, 46 % ; universitaires, 8 % ; entreprises, 5 % ; organisations, 33 % ; membres du grand public, 8 %. En 1985-1986, le Ministère a reçu 46 demandes faites en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, comparativement à 31 en 1984-1985 et à 34 en 1983-1984.

Le coordonnateur a aussi contribué à la participation annuelle du Ministère au *Registre de consultation* et au *Répertoire des fichiers de renseignements personnels*. Ces documents donnent au public divers éléments d'information, y compris une description de l'organisation du Ministère, des détails sur ses programmes et fonctions, une description des catégories de documents placés sous sa surveillance et une liste des manuels utilisés dans l'exercice de ses fonctions. Le coordonnateur a également supervisé le tri des dossiers du Ministère qui devaient être transférés aux Archives publiques du Canada.

Chapitre 7

DROIT INTERNATIONAL

Bien que ce chapitre traite de presque toutes les activités légales du Ministère, certaines questions sont traitées ailleurs dans le rapport. Toute activité concernant les politiques ou les programmes a une dimension juridique. Dans certains cas, la composante juridique est si étroitement liée à la politique ou à d'autres aspects de la question qu'il est préférable d'en traiter ensemble. Ainsi, les aspects juridiques de l'extra-territorialité et du contrôle des exportations se trouvent au chapitre 2; le droit de l'environnement, le droit de la mer et les droits de la personne, au chapitre 3; et le droit privé international, au chapitre 6. On renvoie le lecteur à ces chapitres pour qu'il saisisse, autant que faire se peut, l'étendue des activités juridiques dont le Ministère est chargé.

Pêches

La Convention internationale sur les pêcheries du Pacifique Nord, traité multilatéral auquel sont parties le Canada, les États-Unis et le Japon, a fait l'objet d'un examen approfondi en 1985. Des discussions ont eu lieu afin de modifier la Convention de façon à restreindre davantage les prises de saumon de l'Atlantique Nord et de truite arc-en-ciel en haute mer. On prévoit un accord à ce sujet au milieu de 1986.

En mars 1985, une discussion technique entre des experts canadiens et français eut lieu à Ottawa, en vue de la fixation par le Canada des quotas de pêche pour les bateaux français dans les eaux canadiennes sur la côte Atlantique, à partir du 1^{er} janvier 1987. Les chalutiers immatriculés à Saint-Pierre-et-Miquelon bénéficieront de quotas tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du golfe du Saint-Laurent, alors que les bâtiments immatriculés en France métropolitaine n'en recevront qu'à l'extérieur du golfe. Au cours de cette première rencontre, les représentants de la France ont fait des propositions qui seront étudiées par leurs homologues canadiens d'ici la prochaine discussion technique, qui aura lieu à Paris, à une date encore indéterminée.

Traité concernant le saumon du Pacifique

Après avoir ratifié le Traité concernant le saumon du Pacifique au Sommet de la Saint-Patrice en mars 1985, le Canada et les États-Unis ont entrepris de l'appliquer. La Commission du saumon du Pacifique a été mise sur pied et siège à New Westminster, en Colombie-Britannique. Sa première réunion a eu lieu en septembre 1985 à Seattle, dans l'État de Washington. Le plan de pêche de 1986, le premier convenu en vertu du Traité, a été élaboré lors de la réunion que la Commission a tenue, en mars 1986, à Vancouver. S'appuyant sur les recommandations de la Commission, le gouvernement du Canada et celui des États-Unis ont mis le plan en œuvre par un échange de notes diplomatiques.

En vertu du Traité sur le saumon du Pacifique, les deux pays doivent également entamer des négociations afin de

réglementer la pêche au saumon dans le fleuve Yukon, conformément aux dispositions du Traité. Deux séries de discussions bilatérales ont eu lieu à Fairbanks, en Alaska (en octobre 1985), et à Whitehorse, au Yukon (en janvier 1986). Au cours de ces discussions, les deux pays ont exprimé leurs vues sur des questions essentielles comme l'équité (chaque pays devant recevoir la valeur de tous les poissons qu'il produit), les contingents, la reconstitution des stocks et la classification d'un certain pourcentage de poissons cultivés au Canada qui seront considérés, aux fins des captures, comme étant d'origine américaine. Au cours de la réunion de janvier, une proposition a été soumise à l'examen des deux parties. Les négociations se poursuivent depuis lors.

L'Affaire « La Bretagne »

Le Canada et la France ont soumis à un tribunal arbitral international un différend survenu entre eux sur la pêche dans le golfe du Saint-Laurent par les chalutiers français immatriculés à Saint-Pierre-et-Miquelon. Cette affaire a débuté en janvier 1985, alors que le Canada interdisait au chalutier-usine congélateur « La Bretagne » de fileter à l'intérieur du golfe du Saint-Laurent. Cette interdiction avait été imposée au « La Bretagne » conformément au principe du « pied d'égalité » enchâssé à l'article 4b) de l'accord de pêche signé en 1972 par le Canada et la France.

Comme prévu à l'article 10 de cet accord, un tribunal arbitral a été constitué par les deux parties. Celui-ci est présidé par le professeur Paul de Visscher, de la Faculté de droit de l'Université de Louvain, et comprend les professeurs Donat Pharand, de la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa, et Jean-Pierre Quéneudec, de la Faculté de droit de l'Université de Paris.

Le Canada et la France ont signé, le 23 octobre 1985, un compromis d'arbitrage, prévoyant une procédure écrite en deux temps, suivie d'une procédure orale qui se déroulera à Genève, du 3 au 13 juin 1986. La sentence arbitrale, qui sera finale et obligatoire, devrait être rendue entre la mi-juillet et le début du mois d'août de la même année.

Droit de l'espace

Le Sous-comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (CUPEEA) des Nations Unies avait deux principaux sujets de discussion à son ordre du jour, lors de sa vingt-cinquième session, en mars 1986. On a d'abord discuté des conséquences juridiques de la télédétection spatiale, un domaine technologique dans lequel le Canada est à la fine pointe depuis plusieurs années. Un groupe de travail auquel participait la délégation canadienne a achevé l'élaboration du projet de principes en la matière, sur lequel un consensus est intervenu. Ces principes confirment que la liberté de l'exploration et de l'utilisation de l'espace dans

des conditions d'égalité s'applique aux activités de télédétection. Celles-ci ne doivent cependant pas être menées de manière préjudiciable aux droits et intérêts de l'État observé, qui a accès aux données sans discrimination et à des conditions de prix raisonnables.

Des progrès ont également été faits en ce qui concerne l'élaboration de règles relatives à l'utilisation des sources d'énergie nucléaire dans l'espace, un sujet mis à l'ordre du jour du Sous-comité par le Canada, après la désintégration du satellite soviétique Cosmos 954 au-dessus des Territoires du Nord-Ouest en 1978. Après plusieurs années de discussions exploratoires, le Sous-comité avait enfin reçu mandat d'élaborer un projet de principes et le Canada a continué de jouer un rôle de premier plan à ce sujet, en soumettant un document au groupe de travail approprié. C'est sur la base de ce document qu'un consensus est intervenu sur deux projets de principes, portant sur la notification avant la rentrée dans l'atmosphère d'un objet spatial ayant à son bord des sources d'énergie nucléaire et sur l'assistance aux États en pareille circonstance.

Souveraineté canadienne

Le 10 septembre 1985, le secrétaire d'État aux affaires extérieures, le très honorable Joe Clark, a fait à la Chambre des communes une déclaration dans laquelle il réaffirmait la politique du gouvernement en ce qui concerne la souveraineté canadienne et annonçait, dans le cadre de cette politique, un certain nombre de mesures relatives aux eaux arctiques du Canada.

Depuis cette déclaration, un décret du conseil établissant des lignes de base droites autour des îles de l'archipel de l'Arctique est entré en vigueur; la *Loi sur l'application des lois canadiennes dans les eaux territoriales* est passée en première lecture à la Chambre des communes; des pourparlers ont été entrepris avec les États-Unis au sujet de la coopération dans les eaux de l'Arctique; différents modèles de brise-glace de catégorie 8 ont été examinés; le Canada a retiré la réserve qu'il avait émise en 1970 au sujet de l'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour internationale de justice; et les forces aériennes du Canada ont augmenté leurs vols de surveillance au-dessus des eaux arctiques canadiennes.

Questions relatives aux frontières maritimes

Lors de leur réunion à Calgary, en octobre 1985, le secrétaire d'État américain, George Shultz, a suggéré à M. Clark que le Canada et les États-Unis pourraient entreprendre des discussions préliminaires et, peut-être des négociations sur les questions encore en suspens relativement aux frontières maritimes.

En janvier 1986, M. Clark a avisé la Chambre des communes qu'il n'accepterait de négocier avec les États-Unis que s'il était établi, en consultation avec le gouvernement de la Colombie-Britannique, que de telles négociations serviraient les intérêts du Canada.

Les consultations avec la Colombie-Britannique n'étaient pas encore terminées le 31 mars 1986, et nous n'avons pas encore répondu à la proposition américaine.

Des représentants du Canada et de la France ont tenu des discussions à Paris, en octobre 1985, au sujet de la délimitation de la frontière maritime au large de Terre-Neuve et de Saint-Pierre-et-Miquelon. Lors de la visite en France du premier

ministre Mulroney, en février 1986, celui-ci a convenu avec son homologue français de demander à leurs délégations respectives de tenter de nouveau d'en arriver à une solution négociée sur cette question.

Aspects juridiques du développement

À l'automne 1985, la sixième commission de l'Assemblée générale des Nations Unies a examiné plus en profondeur une analyse de l'élaboration progressive de normes et de principes relatifs au nouvel ordre économique mondial; elle a continué de s'intéresser à l'examen des pratiques, des traités et des conventions des États pour établir les normes juridiques dans ce secteur; et enfin, elle se préoccupe toujours de la tendance à compter exagérément sur des résolutions, des déclarations et des décisions des Nations Unies qui ne jouissent pas d'un vaste appui de la part des États dont le degré de développement et le système social sont différents. Tout en souscrivant aux objectifs fondamentaux d'un nouvel ordre économique mondial, le Canada s'est abstenu lors du vote de la résolution 40-67 sur cette question, car il n'est pas certain que les instruments invoqués dans les discussions sur le nouvel ordre économique mondial reflètent tous des principes établis du droit international.

Les négociations se sont poursuivies sur le transfert de technologie et les investissements internationaux par l'entremise de sociétés multinationales. Le Canada a participé à la sixième session de la Conférence des Nations Unies pour négocier un code de conduite international sur le transfert de la technologie. Les règles établies par ce code encourageront la diffusion de la technologie des pays industrialisés dans les pays en développement. Des négociations se sont également poursuivies à propos d'un code de conduite pour les sociétés multinationales, en vue de clarifier les responsabilités respectives des États hôtes, des États d'origine et des sociétés multinationales. Pendant l'année concernée, le Groupe de travail du nouvel ordre économique international de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) a poursuivi la rédaction d'un guide juridique sur les contrats d'approvisionnements et de construction pour les grands travaux industriels. Le Canada continue de participer activement aux travaux de ce Groupe.

Propriété intellectuelle

Au cours d'une réunion tenue en juin 1985, le Groupe consultatif de la Conférence d'examen a continué de remanier la Convention de Paris sur la propriété industrielle. En novembre 1985, le Canada a participé à la première réunion du Comité de spécialistes de la propriété intellectuelle au sujet des circuits intégrés, convoquée par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle. On prévoit que les travaux de ce Comité permettront d'arriver à un accord international sur la protection de la propriété intellectuelle en ce qui concerne les puces semi-conductrices.

Droit conventionnel

Durant l'année civile 1985, le Canada a signé 39 accords bilatéraux. Au cours de l'année, 24 sont entrés en vigueur dès leur signature, et 14 à la suite de leur ratification ou d'un échange de notes. En 1985, le Canada a signé cinq accords multilatéraux ou pris des mesures à leur égard, tandis que trois accords multilatéraux entraient en vigueur pour le Canada. Les accords bilatéraux et multilatéraux pour lesquels

le Canada a signé des traités sont énumérés dans les annexes II et III (voir pages 78 à 81).

Le Canada a joué un rôle actif lors de la Conférence des Nations Unies sur l'application du droit conventionnel dans les relations entre États et organismes internationaux ou entre organismes internationaux (tenue à Vienne, du 18 février au 21 mars, 1986). Cette importante conférence de codification a réuni les représentants de 97 États, du Conseil des Nations Unies pour la Namibie et de 19 organismes internationaux. En étendant aux traités auxquels une ou plusieurs organisations sont parties l'application des règles établies par la Convention de Vienne de 1969 sur le droit conventionnel, limitée aux relations conventionnelles des États, cette conférence a permis de franchir un pas important vers la création, l'élaboration et le maintien d'un ordre juridique international.

Outre ses responsabilités relativement à la rédaction et à l'interprétation des traités et à la préparation des instruments conventionnels officiels, le Ministère tient à jour le Répertoire sur le statut de tous les traités touchant le Canada. Les accords internationaux régis par le droit international, dont le Canada est signataire ou auxquels il est partie, sont inscrits au Registre des traités du Canada, de même que tous les détails pertinents. Les arrangements non contraignants conclus par le Canada, comme les protocoles d'entente, sont répertoriés dans le Registre des protocoles d'entente et d'arrangement.

Privilèges et immunités

Les obligations internationales du Canada en matière de privilèges et immunités sont contenues dans les Conventions de Vienne sur les relations diplomatiques et sur les relations

consulaires ainsi que dans plusieurs conventions conclues au sein d'organisations internationales. Le Ministère est responsable de l'interprétation et de l'application, tant au Canada qu'à l'étranger, des obligations internationales du Canada vis-à-vis les missions diplomatiques, les postes consulaires et les organisations internationales.

Au cours de cette année, le Ministère a continué ses efforts afin de veiller à ce que les privilèges et immunités servent non pas à avantager des particuliers, mais à assurer l'accomplissement efficace des fonctions des missions diplomatiques, des postes consulaires et des organisations internationales, en tant que représentants des États étrangers et desdites organisations. Parallèlement, lesdites conventions accordent réciproquement des privilèges et immunités aux missions diplomatiques du Canada, à ses postes consulaires et à ses missions auprès des organisations internationales. Le Ministère a redoublé d'ardeur afin que les États étrangers s'acquittent pleinement de leurs obligations internationales vis-à-vis le Canada.

La *Loi sur l'immunité des États*, entrée en vigueur le 15 juillet 1982, a définitivement enchâssé dans le droit canadien le principe selon lequel des États peuvent être traduits devant les tribunaux du Canada pour leurs activités commerciales. Cette loi coïncide avec la pratique internationale générale en faveur du principe de l'immunité restreinte des États. Le Ministère surveille de près certaines poursuites intentées en vertu de cette loi, de manière à ce que la notion d'activités commerciales soit définie par les tribunaux en tenant compte des obligations internationales du Canada vis-à-vis les missions diplomatiques et les postes consulaires des États étrangers sur le territoire canadien.

Chapitre 8

RELATIONS CULTURELLES INTERNATIONALES

Afin de faire connaître le Canada à l'étranger, les programmes de relations culturelles internationales couvrent une vaste gamme d'activités, notamment d'ordre artistique (spectacles, arts visuels, littérature), universitaire (études canadiennes, bourses et échanges) et sportif. En mettant en lumière l'excellence culturelle et intellectuelle du Canada, ces programmes contribuent à la réalisation de nos objectifs en matière de politique étrangère et de commerce, en influençant les dirigeants et les personnes influentes chez nos principaux partenaires étrangers. Des manifestations culturelles innovatrices à l'étranger projettent l'image d'une société industrielle raffinée et diversifiée. Aussi bien dans les arts et les études que dans le sport, les Canadiens doivent se mesurer aux meilleurs éléments des autres pays pour s'améliorer et pour mériter des récompenses encore plus grandes en se faisant connaître à l'étranger.

En mettant à profit leur connaissance du milieu, les missions canadiennes à l'étranger aident activement les artistes canadiens à se produire sur scène ou à présenter et à vendre leurs œuvres, afin de rejoindre davantage leur public. Les relations universitaires sont le fondement d'une meilleure compréhension et d'un respect accru du Canada dans les autres pays. Les érudits étrangers écrivent sur notre pays et forment la future génération de dirigeants; ils conseillent les gouvernements, le milieu des affaires et la presse.

Politique culturelle

La Direction de la politique culturelle travaille à la mise au point d'une politique dynamique concernant les relations culturelles internationales. Pour donner du Canada l'image d'un pays attirant du point de vue politique, économique, touristique ou culturel et servir ainsi la totalité de nos intérêts à l'étranger, cette direction concentrera son action sur des publics précis de pays particulièrement importants.

On commence à percevoir l'importance économique des industries culturelles et éducatives. Le Ministère a accru ses efforts pour appuyer la mise en marché internationale dans ces deux secteurs. Des programmes de promotion des arts sont le principal instrument d'expansion du marché pour les produits culturels à l'étranger, créant des publics et appuyant la promotion commerciale de livres, de disques, de films, de vidéos et d'œuvres artistiques. Afin d'être concurrentiel, le Canada doit promouvoir la vente de biens et de services dans le domaine de l'enseignement, notamment des programmes et des trousseaux de formation, des ouvrages scolaires et des films éducatifs. Le ministère des Affaires extérieures a été le premier ministère à établir et à compiler des données sur ces industries. Afin qu'il puisse participer aux efforts de mise en marché, le personnel politique, culturel et commercial des missions a commencé à recevoir, en 1985-1986, une formation en stratégie d'expansion des marchés.

UNESCO

Le Canada a joué un rôle de premier plan dans un effort international d'envergure visant à promouvoir et à maintenir les changements organisationnels qui s'imposent dans une grande partie des activités de l'UNESCO. Le rôle et l'autorité du Conseil exécutif, dont l'ambassadeur et délégué permanent du Canada est un membre influent, ont repris de la vigueur. Le Conseil a joué un rôle décisif dans le règlement de nombreux problèmes sérieux et fondamentaux avec lesquels l'UNESCO était aux prises. Le mouvement de réforme s'est poursuivi durant 1985. La vingt-troisième Conférence générale, qui a eu lieu en octobre et novembre 1985 à Sofia, en Bulgarie, s'est déroulée dans un climat de conciliation, tous les États membres favorisant des solutions raisonnables plutôt que la controverse. Le dénouement heureux de cette conférence, accompagné de signes prometteurs pour l'avenir, a convaincu le Canada de ne pas suivre l'exemple du Royaume-Uni, qui s'est malheureusement retiré de l'Organisation à la fin de 1985.

Sports internationaux

En 1985-1986, le Ministère a continué de faciliter les déplacements, le logement, les relations publiques et la couverture par les médias pour les athlètes canadiens qui participaient à des compétitions internationales comme la Coupe du monde de hockey à Moscou, la Coupe du monde de soccer à Mexico et les Jeux du Commonwealth à Édimbourg. Il a également coordonné plusieurs aspects des préparatifs des Jeux olympiques d'hiver de 1988, à Calgary. Le ministre du Sport de la République populaire de Chine a visité Ottawa, Toronto et Calgary. Un protocole d'entente sur les échanges sportifs a été signé par le Canada et la République populaire de Chine.

En 1985, Rick Hansen a entrepris de faire le tour du monde en chaise roulante afin d'amasser des fonds pour la recherche sur la moelle épinière. Avec l'aide du Ministère et de nos missions, il a grandement rehaussé l'image du Canada aux yeux d'une population extrêmement variée et impossible à rejoindre par des moyens plus courants.

Promotion des arts

La Direction de la promotion artistique aide les artistes canadiens professionnels et les organismes culturels à faire des tournées internationales. Le programme est offert à tous les artistes professionnels des domaines suivants: spectacle, notamment musique, danse et théâtre; arts visuels, notamment vidéo; et littérature. Les principaux pays cibles sont ceux avec lesquels le Canada entretient des liens politiques, commerciaux, économiques ou touristiques importants. Des personnes ou des groupes de toutes les régions du Canada contribuent à faire apprécier les réalisations de notre pays. Les

artistes canadiens acquièrent ainsi une réputation internationale, augmentent leur clientèle et démontrent l'excellence des produits canadiens sur le marché mondial.

Bien que l'Europe occidentale et les États-Unis soient restés les principales cibles de la communauté culturelle canadienne, le Ministère, conscient de l'expansion de nos intérêts commerciaux, a également encouragé des tournées dans d'autres régions importantes pour le Canada, particulièrement les pays du Pacifique.

En 1985-1986, le Ministère a accordé plus de 140 subventions, qui ont profité à environ 950 personnes œuvrant dans les arts du spectacle, les arts visuels ou la littérature. Parmi les tournées importantes organisées avec l'aide du Ministère, notons celles de l'Orchestre symphonique de Vancouver et de l'Orchestre du Centre national des arts, au Japon. L'Orchestre du CNA s'est également produit à Hong-kong. Mentionnons également la tournée couronnée de succès du Green Thumb Theatre de Vancouver, qui a donné 110 représentations à Hong-kong, à Singapour, en Australie et en Nouvelle-Zélande, ainsi que la participation de trois compagnies canadiennes au festival de Hong-kong. Le festival de Hollande de 1985 avait pour toile de fond le quarantième anniversaire de la libération des Pays-Bas et pour thème principal, le Canada. Il s'agissait de la plus grande initiative culturelle jamais entreprise par le Ministère. Le Festival a accueilli 26 groupes, manifestations ou artistes canadiens; les media hollandais en ont profité pour donner une couverture sans précédent de différents aspects de la culture canadienne. Les Grands ballets canadiens ont visité cinq pays européens, et le festival de Stratford a donné 98 représentations pendant une tournée de trois mois aux États-Unis.

Le Ministère a continué de participer à la recherche de nouveaux marchés en acquittant les dépenses de voyage de compagnies et d'imprésarios canadiens ou d'acheteurs étrangers invités au Canada. Ainsi, une subvention de 3 000 \$, accordée à une tournée de promotion, a permis à une troupe de théâtre d'obtenir un contrat de 16 semaines aux États-Unis, ce qui lui a rapporté des recettes de 150 000 \$.

Dans le domaine des arts visuels, une exposition des œuvres d'Alex Colville a voyagé en Asie et en Europe. Le Ministère a coordonné la participation canadienne à la dix-huitième biennale de São Paulo. Une rétrospective du cinéma canadien a fait le tour de l'Amérique latine. Une exposition d'artistes du Manitoba a circulé à Bruxelles, à Madrid et à Athènes, tandis qu'une exposition de photographies modernes du Québec s'est rendue à Bucarest, à Madrid et à Alger.

Parmi les personnalités littéraires qui se sont rendues à l'étranger avec l'aide du Ministère, citons Margaret Atwood et June Callwood, qui ont participé au quarante-cinquième Congrès international du Club PEN à New York. Audrey Thomas et Robert Bringham sont allés au Japon pour négocier avec des éditeurs et des traducteurs et ont donné une série de conférences ainsi que des lectures de leurs œuvres. Farley Mowat et George Bowering ont participé à des festivals littéraires en Australie. Anne Hébert et trois membres de la Ligue des poètes canadiens ont participé au festival de Cambridge, en juin 1985. Roch Carrier a été invité en Australie, à titre d'écrivain résident.

Dans le cadre d'un programme géré par le Ministère par le Conseil des arts du Canada, 60 artistes étrangers ont chacun passé en moyenne un mois à travailler et à donner des cours dans des établissements artistiques canadiens.

Études canadiennes à l'étranger

La promotion des études canadiennes dans les universités étrangères est demeurée une priorité du programme de relations universitaires du Ministère. On estime que plus de 3 500 facultés réparties dans plus de 800 universités étrangères offrent des cours sur le Canada, sans compter celles qui s'intéressent à la recherche et aux publications sur notre pays. Près de 20 000 étudiants américains s'inscrivent à des cours en études canadiennes chaque année. En Allemagne de l'Ouest, 40 universités sur 44 offrent des cours sur le Canada.

Pendant l'année 1985-1986, le nombre d'associations d'études canadiennes à l'étranger est passé de 9 à 12, les associations des Pays-Bas, de la Chine et d'Israël s'étant jointes à celles qui existent aux États-Unis, en France, en Italie, au Japon, dans les pays de langues germaniques, en Irlande, en Australie, en Nouvelle-Zélande, en Scandinavie et en Grande-Bretagne. L'association la plus nombreuse compte 1 200 membres, tandis que l'ensemble des 12 associations en regroupent beaucoup plus de 3 000, ce qui témoigne de l'intérêt toujours croissant que l'on porte à l'étranger à l'enseignement, à la recherche et aux publications universitaires sur le Canada. Ces associations étrangères ainsi que l'Association des études canadiennes (Canada) font partie des Conseil international des études canadiennes (CIEC), qui a tenu à Montréal, en mai 1985, une conférence fructueuse sur les études canadiennes, en même temps que les réunions des sociétés savantes du Canada.

Reflétant les priorités actuelles du Ministère en matière de politique extérieure, la création de relations universitaires avec les pays du Pacifique est particulièrement bienvenue. La deuxième bourse annuelle de recherches canado-japonaise, d'une valeur de 50 000 \$, a été accordée à l'université du Hokkaido, pour un projet de recherche sur les politiques et les systèmes juridiques du Canada qui touchent le commerce et les relations d'affaires canado-japonaises. À la suite de cette recherche, des publications sur le Canada paraîtront en japonais. Enfin, un programme d'échanges universitaires avec la République populaire de Chine permet à 12 étudiants chinois d'étudier au Canada et à un nombre égal de Canadiens de vivre et d'étudier en Chine.

Bourses du gouvernement du Canada

Au cours de l'année, des bourses du gouvernement du Canada ont été offertes aux ressortissants étrangers de 20 pays pour suivre des études de deuxième et de troisième cycles ou des recherches post-doctorales. Comme il s'agit d'un programme réciproque, les pays auxquels il s'adresse ont offert des bourses similaires aux Canadiens.

Programme de mois-chercheurs

Dans le cadre de ce programme, conçu pour améliorer les relations universitaires bilatérales avec la France, le Canada offre à des chercheurs français un total de 140 mois de recherche au Canada, et la France fait de même pour les chercheurs canadiens. Le programme est offert dans toutes les disciplines universitaires.

Affaires historiques

La Direction des affaires historiques a continué d'avoir pour fonction première de rassembler, d'organiser et de diffuser

des documents de base sur l'histoire du Ministère et des relations extérieures du Canada. Au cours de l'année écoulée, elle a donné suite à des demandes de renseignements et d'accès aux dossiers du Ministère. Lorsque la documentation ne pouvait être communiquée, la Direction a organisé des entrevues avec les fonctionnaires compétents.

La Direction aide également les chercheurs en publiant les *Documents sur les relations extérieures du Canada*. Les travaux de sélection, d'édition et de rédaction de documents se sont poursuivis, en vue de la publication de plusieurs autres volumes.

Il en est de même de la préparation du volume I de l'histoire officielle du Ministère, depuis sa création en 1909 jusqu'en 1946, qui s'effectue sous la direction d'un comité de rédaction composé de fonctionnaires du Ministère en poste et à la retraite, ainsi que de représentants des universités, des media et du Parlement.

La Direction a continué d'accepter de donner de nombreuses conférences devant des auditoires universitaires et autres un peu partout au pays, afin de diffuser le résultat de ses recherches. À la fin de la période examinée, la Direction des affaires historiques a été fusionnée avec la Direction des relations universitaires.

Chapitre 9

PROGRAMMES D'INFORMATION ET SERVICE DE PRESSE

Service de presse

Le Service de presse travaille avec les journalistes canadiens et les journalistes étrangers en poste au Canada de façon à mieux faire connaître au public les questions de politique étrangère et les initiatives dans ce domaine. Il fournit aux media des informations sur les divers aspects de la politique étrangère du Canada, ainsi que sur les activités du Ministère. Afin d'aider le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et les ministres du Commerce extérieur et des Relations extérieures à promouvoir les objectifs du gouvernement en matière de politique étrangère, il organise des séances d'information et des conférences de presse à l'intention des media et soutient généralement leur intérêt dans ce domaine.

Le Service de presse contribue à la planification des interventions du Ministère qui ont un rapport direct ou indirect avec les media. Il participe également aux réunions du Groupe de travail interministériel et aide la haute direction à élaborer des stratégies de communication au sujet des grandes questions de l'actualité comme l'aide accordée par le Canada aux victimes du tremblement de terre au Mexique et de l'éruption volcanique en Colombie, le détournement de l'*Achille Lauro* et de l'avion d'Égypte, l'évacuation qui a suivi la catastrophe nucléaire de Tchernobyl, etc. Il fournit également aux bureaux des ministres les renseignements sur les questions qui intéressent les media et qui pourraient présenter un intérêt particulier pour les ministres et le Ministère.

Lorsque le Premier ministre ou l'un des trois ministres des Affaires extérieures se rendent à l'étranger en visite officielle, de même que lorsque des dignitaires étrangers viennent en visite officielle au Canada, le Service de presse organise des séances d'information, fournissant aux journalistes les renseignements d'ordre économique et politique appropriés, de façon à leur permettre de situer chaque visite dans son contexte politique particulier. Par ailleurs, il est responsable de tous les communiqués publiés par le Ministère, organise des entrevues, des séances de photos, des conférences de presse et s'occupe de l'accréditation des journalistes étrangers et canadiens qui désirent couvrir les conférences internationales ou encore les visites officielles des dignitaires étrangers au Canada.

Durant l'année 1985-1986, le Service de presse a diffusé plus de 300 communiqués à des points de distribution ainsi qu'à des groupes clés dans l'ensemble du Canada. Enfin, il adresse quotidiennement, par télex, une revue de presse à toutes les missions du Canada à l'étranger, afin de les tenir au courant des principaux événements de l'actualité canadienne. Le Service de presse possède un centre d'écoute des media électroniques (radio et télévision) à partir duquel il produit annuellement environ 1 000 transcriptions de nouvelles pour utilisation au Ministère et dans les missions à l'étranger.

Expositions internationales

Le Ministère a la responsabilité d'assurer la participation du Canada aux expositions internationales qui se tiennent à l'étranger. En 1985, avait lieu à Tsukuba, au Japon, une exposition internationale spécialisée, dont le thème était « Science et technologie au service de l'homme chez-lui ». Trois millions de visiteurs ont pu voir le pavillon du Canada, qui se composait de trois salles de cinéma. Des centaines de milliers d'autres visiteurs ont pu, quant à eux, apprécier les spectacles quotidiens donnés devant le pavillon. La Colombie-Britannique et l'Alberta participaient à titre individuel à l'intérieur du pavillon canadien.

Du 2 mai au 13 octobre 1986, le Canada est l'hôte d'EXPO 86 à Vancouver, une autre exposition spécialisée, axée sur le thème « Transports et Communications ». La Direction doit mener à bonne fin les obligations du Ministère dans le cadre de l'EXPO, c'est-à-dire, la promotion internationale, les visites des ministres fédéraux lors des journées nationales, la coordination d'événements spéciaux avec nos missions à l'étranger, etc. L'EXPO 86 est assurée de la participation de 52 pays et de deux organisations internationales.

Deux autres projets d'exposition internationale sont actuellement en préparation : EXPO 88 à Brisbane, en Australie, sur le thème du « Loisir à l'âge de la technologie », qui marquera le bicentenaire de l'Australie, ainsi que EXPO 92 à Séville et à Chicago, qui marquera le 500^e anniversaire de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb.

Le Ministère a également chargé la Direction d'assurer la gestion d'un ensemble de plus de 36 expositions d'information, destinées à sensibiliser davantage les publics étrangers à la société canadienne.

Programmes d'information à l'étranger

Travaillant en étroite collaboration avec les directions générales géographiques et sectorielles du Ministère, la Direction de la politique d'information à l'étranger a pour principal objectif de renforcer l'image du Canada à l'étranger comme une société moderne, stable, bilingue et multilingue, un pays économiquement et techniquement avancé, un partenaire commercial fiable et une terre propice aux investissements. Ses principales cibles à l'étranger sont les dirigeants politiques, universitaires et des milieux d'affaires, les preneurs de décisions et les « façonneurs d'opinion », y compris les importateurs, les investisseurs, les fonctionnaires, les organisations commerciales, les media, les organisations pédagogiques et culturelles, les professeurs et les étudiants.

Afin d'appuyer la promotion des exportations canadiennes à 47 foires commerciales internationales auxquelles plus de 600 entreprises canadiennes ont participé, on a produit plus de 280 publications (brochures, plaquettes, dépliant, com-

muniés de presse, feuillets d'information etc.) en différentes langues dont l'anglais et le français. On a aussi produit des publications visant à attirer l'attention des importateurs étrangers sur les ressources du Canada dans plusieurs secteurs (produits électroniques, matériel de défense, équipement de bureautique, exploitation minière, porc, dispositifs de sécurité, vêtements de survie et matériel pour basses températures, et autres).

Les deux bulletins hebdomadaires d'information que le Ministère distribuait à l'étranger, soit *Canada Weekly* et *Hebdo Canada*, ont été remplacés en septembre 1985 par *Canada Reports* et *Reportage Canada*, qui paraissent toutes les deux semaines. Ces dernières publications continuent à fournir de l'information sur la politique étrangère du Canada, ainsi que les manifestations et événements culturels, etc., mais on en a modifié le contenu de façon à mettre davantage l'accent sur les développements dans le commerce, l'industrie et la technologie. Suite à une enquête que la Direction a menée auprès des lecteurs, grâce au concours des missions canadiennes à l'étranger, on a apporté quelque 6 000 corrections aux listes de distribution de ces publications pour que celles-ci parviennent à ceux auxquels elles s'adressent vraiment. On a produit des numéros spéciaux en couleur, en anglais, en français et en espagnol, sur l'EXPO 86. Ces publications, qui rejoignent en tout près de 36 000 lecteurs, ont été à l'origine de quelque 250 demandes de renseignements, principalement sur les produits ou les entreprises.

Le Canada : un monde à découvrir, une publication contenant de l'information générale sur le Canada, qui avait été publiée l'année précédente en français et en anglais, a été produite en allemand, en espagnol, en portugais, en japonais et en arabe. Ces éditions en langues étrangères ont mérité un prix d'excellence dans leur catégorie, décerné par l'Institut des services d'information.

Des publications sur l'énergie, les techniques médicales et le design appartenant à la série *L'expérience canadienne* ont été produites ou étaient en voie de production durant l'année. Distribuées à l'étranger à des publics choisis, ces brochures en quatre couleurs qui visent à mieux faire connaître les ressources scientifiques et techniques du Canada, ont également beaucoup servi aux foires commerciales. Elles sont produites simultanément en anglais, en français, en allemand, en espagnol et en portugais.

Plusieurs brochures de la *Série documentaire* ont été révisées ou réimprimées durant l'année; quelques nouveaux titres ont été ajoutés. Ces brochures sont destinées aux missions canadiennes à l'étranger, qui s'en servent pour répondre aux questions les plus fréquentes sur le Canada.

On a distribué au Canada et à l'étranger 30 discours sur la politique étrangère du Canada, rédigés dans les deux langues officielles, discours qui ont été prononcés, pour la plupart, par des membres du Cabinet. Les missions ont produit des photos-reportages destinés aux media étrangers.

La Direction a produit une série de documents d'information à l'appui de la publicité faite à l'étranger au sujet de la participation du Canada à la Coupe du monde de soccer, au Mexique, en juin 1986. Elle a aussi coordonné, tant au Canada qu'à l'étranger, les activités publicitaires du Ministère, qui ont pratiquement toutes été consacrées à la stimulation du commerce canadien.

Un large éventail d'activités cinématographiques, télévisées et photographiques ont été menées pour appuyer les objectifs du Ministère en matière d'information à l'étranger. Pour attirer l'attention des Américains sur le Canada par l'entremise d'EXPO 86, six messages d'intérêt public, qui les incitaient à visiter l'exposition universelle de Vancouver, ont été diffusés avec succès sur les réseaux américains de télévision. Vus par à peu près 100 millions de personnes, ils ont mérité le premier prix, dans leur catégorie, décerné par la section d'Ottawa de l'International Association of Business Communicators. D'autres enregistrements vidéos centrés sur EXPO 86 ont également été distribués aux missions situées dans d'autres pays.

Deux films de 15 minutes, qui traitent séparément des progrès réalisés par le Canada dans les transports et les communications, ont été commandés pour fins de distribution à l'étranger. De même, la Direction a participé avec d'autres services fédéraux à la production d'un film de 28 minutes, destiné avec enfants, et qui fait l'historique de l'évolution des transports et des communications au Canada.

On a produit des films de soutien au commerce, dont *Saumon sauvage du Pacifique*, une production de neuf minutes, financée conjointement avec les secteurs de l'Europe et des États-Unis, la Direction générale de l'agriculture, des pêches et des produits alimentaires et le Conseil des pêches de la Colombie-Britannique. Ce film a remporté le premier prix dans sa catégorie, que lui ont décerné la section d'Ottawa de l'International Association of Business Communicators et la Société canadienne de cinématographie. Parmi les autres films réalisés pour appuyer le commerce, mentionnons dix courts vidéos illustrant les ressources du Canada dans divers secteurs, notamment la technologie de pointe.

La Direction a coordonné la distribution, aux missions à l'étranger, de réalisations de l'Office national du film de même que de certaines productions privées canadiennes, qui ont été vues par des millions d'étrangers. Elle est aussi restée en relation étroite avec Radio-Canada International (RCI), afin de lui fournir des suggestions sur la portée géographique de ses émissions sur ondes courtes et de l'information sur les programmes d'affaires publiques prioritaires du Ministère.

Afin de permettre aux missions d'aider les preneurs de décision et les « façonneurs de l'opinion » étrangers à se tenir au courant de l'actualité politique, économique et sociale canadienne, la Direction leur a fait parvenir un bulletin d'information économique quotidien par télex, des coupures de presse des grands titres de l'actualité et des extraits choisis de la période de questions à la Chambre des communes. Elles ont aussi reçu dix numéros d'un recueil bimensuel de statistiques économiques, un cahier de presse sur l'expérience canadienne dans les transports et les communications (thème d'EXPO 86), des communiqués, des discours, des notes documentaires et d'importants messages d'autres ministères. La Direction a coordonné la transmission rapide aux missions à l'étranger des détails concernant le budget du gouvernement, dont celles-ci ont pu se servir pour renseigner les fonctionnaires, les sociétés, les institutions financières et les investisseurs étrangers concernés.

On a répondu au cours de l'année à un grand nombre de demandes de renseignements reçues des missions sur une grande variété de sujets complexes, qui concernent habituellement les politiques ou programmes du gouvernement cana-

dien. Ces demandes de renseignements sont faites d'ordinaire au nom des gouvernements étrangers et d'autres contacts clés des missions.

La Direction a parrainé des visites de travail au Canada de quelques 470 « façonneurs de l'opinion » choisis (journalistes, éditorialistes, etc.) ou a facilité leur venue, avec le concours des secteurs géographiques principalement. Ces visites ont été suivies, dans beaucoup de cas, d'articles de journaux ou de revues ou de reportages radiodiffusés sur le Canada et les affaires canadiennes à l'étranger.

Programmes d'information au Canada

La diffusion de l'information aux Canadiens a continué d'avoir une grande priorité au Ministère en 1985-1986. Aussi la Direction des services d'information au Canada a-t-elle participé à une foule de projets au cours de ces 12 mois.

À vrai dire, la Direction a eu non seulement à élaborer des stratégies de communication pour divers sujets de la plus haute importance, mais aussi à les mettre à exécution. Il y eut d'abord le lancement du Livre vert du très honorable Joe Clark sur la compétitivité et la sécurité, un document de premier ordre destiné à favoriser la compréhension, l'analyse et éventuellement la révision de la politique étrangère canadienne. Puis, ce furent les déclarations condamnant l'*apartheid* en Afrique du Sud, affirmant la souveraineté territoriale canadienne dans l'Arctique et lançant les négociations en vue du libre-échange avec les États-Unis. À la fin de l'année fiscale, alors que la question de l'*apartheid* reprenait de la vigueur, l'approche de la conférence des ministres des affaires étrangères de l'OTAN, à Halifax, a nécessité aussi de grands efforts de la part des membres de la Direction. Ces derniers se sont en effet particulièrement engagés au niveau de la planification pour trouver les outils et les méthodes d'information susceptibles de renseigner plus adéquatement les media canadiens et même étrangers. À cet effet, nous avons étroitement collaboré avec la Direction de l'information à l'étranger du Ministère, avec le groupe spécial mis sur pied pour organiser l'événement et avec les services d'information de l'OTAN.

Il serait laborieux d'entrer dans les détails des activités diverses qu'a dû entreprendre la Direction lors de ces divers événements. Dans l'ensemble, la Direction s'est chargée, à chacune de ces occasions, non seulement d'élaborer les plans de communication, de concevoir et de produire divers documents d'information (livres, brochures, articles de journaux, communiqués, discours, lettres, trousse d'information et même vidéocassettes), mais encore d'établir des listes de distribution appropriées (allant jusqu'à quelque 20 000 noms dans les cas du Livre vert et des déclarations sur l'*apartheid*), d'assembler et de distribuer les documents en question et enfin d'assurer un suivi, lorsque nécessaire.

Par ailleurs, l'année 1985 marquant le 40^e anniversaire des Nations Unies et l'année 1986 ayant été déclarée Année internationale de la paix, la Direction s'est également engagée dans certaines activités spéciales destinées à souligner ces événements majeurs. En guise de participation aux activités du 40^e anniversaire de l'ONU, la Direction, en collaboration avec la Direction de l'information à l'étranger, la Direction des affaires des Nations Unies, l'Association canadienne des Nations Unies et le Secrétariat d'État, a notamment produit des trousse d'information qui ont été distribuées aux enseignants et aux écoliers ou étudiants canadiens, afin de les renseigner

sur l'ONU et le rôle que le Canada y joue. Dans le cadre de l'Année internationale de la paix, la Direction a participé à certaines réunions préliminaires pour étudier les possibilités d'engagement du Ministère à cet égard : une des résultantes de ces réunions sera le livre que feront paraître, à l'automne 1986, le Bureau de l'ambassadeur au désarmement et la Direction du contrôle des armements et du désarmement.

Ceci dit, qu'il s'agisse d'information générale, de politique étrangère ou de commerce, la Direction a produit, en 1985-1986, quelque 300 publications (anglaises ou françaises) de divers formats et pour divers auditoires. Mentionnons notamment la collection de guides pour les exportateurs canadiens et la série d'études de marchés (qui traitent en particulier des États-Unis), les brochures pour le PDME et le PPP, le *Répertoire des délégations canadiennes à l'étranger destiné aux gens d'affaires* et la série *Déclarations et Discours*. En plus des livres ou des brochures qui relèvent de sa compétence propre, la Direction a aussi publié divers livres ou brochures pour le compte d'autres directions, services ou organisations; citons, entre autres, les publications sur le contrôle des armes et le désarmement, et plus spécialement le *Bulletin du désarmement* (qui est réapparu auprès quelques années sous un nouveau format), le *Rapport annuel de la Commission frontalière internationale*, les *Négociations commerciales canadiennes* et le *Rapport de l'envoyé spécial sur les pluies acides*. Enfin, la Direction a produit le livre vert *Compétitivité et sécurité : Orientations pour les relations extérieures du Canada*, lequel a été tellement populaire qu'il a fallu le réimprimer deux fois (pour un tirage total de quelque 60 000 exemplaires), et a relancé, sous un nouveau format, la collection *Politique étrangère canadienne*, une série de textes destinés à expliquer clairement et simplement la politique étrangère canadienne face à divers thèmes ou sujets comme la compétitivité et la sécurité, l'OTAN, etc.

CanadExport, ce bimensuel qui offre conseils et informations aux exportateurs canadiens, a continué d'être aussi populaire et est maintenant tiré à plus de 25 000 exemplaires.

Le Service de renseignements au public a pour sa part reçu 45 500 appels, produit 2 600 lettres ou envois, et distribué 25 000 documents d'information. Ce service a été particulièrement achalandé lors d'annonces majeures du gouvernement canadien comme le dépôt en chambre du Livre vert sur les affaires extérieures, les déclarations de M. Clark sur l'*apartheid* et la souveraineté du Canada, celle du premier ministre Mulroney sur le libre-échange, ainsi que certaines catastrophes internationales comme le tremblement de terre de Mexico, l'éruption volcanique en Colombie, l'explosion de l'avion d'Air India et le bombardement de la Lybie.

En outre, à part 178 visites guidées de l'édifice L. B. Pearson, la Direction a organisé quatre visites à l'intention de 30 participants canadiens (journalistes, universitaires et professeurs) pour les familiariser avec les institutions multilatérales telles que l'ONU, l'OTAN, l'UNESCO, l'OCDE, le GATT, etc. Toujours dans l'esprit d'éclairer le public canadien et en particulier certains leaders d'opinion, la Direction a envoyé à travers le Canada 32 conférenciers pour expliquer la politique étrangère, par l'entremise de séminaires, de conférences, d'émissions radiophoniques, etc. Plus de 760 étudiants ont également obtenu de l'aide financière pour voir de plus près le fonctionnement de certaines assemblées modèles en Amérique du Nord, notamment celle de l'ONU, dont c'était le 40^e anniversaire en 1985.

Du côté commercial, la Direction a participé à huit expositions industrielles au Canada. Il s'agissait généralement d'activités entreprises conjointement par la Direction des services d'information au Canada, d'autres directions du Ministère et le MEIR. Cette année, on estime que 66 000 visiteurs ont fréquenté ces expositions.

Sur le plan promotionnel, la Direction a publié des annonces ou entrefilets, sur une base hebdomadaire, dans les principaux magazines et journaux canadiens, pour conseiller les gens d'affaires canadiens et encourager l'exportation. Elle a aussi entrepris une campagne publicitaire dans les media dans le cadre des programmes « Défi du commerce » et « Maison de commerce ». De plus, comme ce fut le cas l'an dernier, la Direc-

tion a conçu et produit en octobre un feuillet de huit pages sur le commerce et l'exportation, qui a été tiré à quelque 650 000 exemplaires; ce supplément a entre autres été inséré dans des journaux ou magazines majeurs au Canada : *La Presse*, *Les Affaires*, *The Globe and Mail* et *The Financial Post*.

Enfin, tout au long de l'année, la Direction a aussi produit plusieurs documents destinés aux media ou aux présentations ministérielles : 12 enregistrements pour la radio, un pour la télévision, (l'aide canadienne pour combattre la famine en Éthiopie), trois séries de diapositives pour des réunions d'information et 115 articles pour les journaux.

Chapitre 10

COORDINATION DE LA POLITIQUE, SYSTÈMES DE GESTION ET ADMINISTRATION

Direction générale du développement de la politique

Au cours de l'année financière 1985-1986, la Direction générale du développement de la politique, subdivisée en deux directions, analyse politique et stratégique et analyse économique et commerciale, a continué à surveiller l'évolution de la situation politique et stratégique. Elle s'est occupée activement de la conception et de la coordination des politiques, afin de tenir compte des changements survenus dans ces domaines. Des études approfondies ont également été entreprises sur un certain nombre de grandes questions de politique étrangère, telles que la souveraineté du Canada, les relations Est-Ouest et la région de l'Asie et du Pacifique. La Direction générale s'est en outre chargée de rédiger plusieurs allocutions et déclarations prononcées par le Premier ministre, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et d'autres ministres. La priorité a été donnée à la revue de la politique étrangère, amorcée au printemps de 1985 par la publication du Livre vert. La Direction générale a, d'autre part, suivi de très près les activités du Comité mixte spécial mis sur pied pour tenir des consultations publiques sur les questions de politique étrangère.

Gestion du Ministère

La Direction générale de la gestion centrale a continué à coordonner l'orientation, le dialogue et la rétroaction (du sommet à la base) à l'égard d'un certain nombre de questions et pratiques de gestion et à faire en sorte que les ressources du Ministère soient utilisées en fonction des priorités gouvernementales ainsi que des conditions financières existantes.

La Direction de la planification centrale était chargée de coordonner la réponse du Ministère aux recommandations des 14 sous-comités du Groupe de travail ministériel chargé de réexaminer les programmes. Comme catalyseur de l'interaction avec les autres organismes fédéraux, elle a été mêlée de près aux discussions sur l'élimination des chevauchements et doubles emplois et sur les accords relatifs à la présence d'employés d'autres ministères dans les missions à l'étranger. La Direction a aussi assuré la coordination de plusieurs changements organisationnels visant à permettre au Ministère de mieux remplir son mandat malgré la diminution des ressources.

La Direction de l'évaluation a effectué plusieurs études pour juger l'utilisation des ressources et déterminer les possibilités de réaffectation de ces dernières au sein du Ministère. De plus, elle a établi un système de suivi des résultats commerciaux, afin de recueillir et de fournir au Ministère, tous les trois mois, des données sur l'utilisation des ressources. Elle a également

procédé à l'évaluation de quelques programmes. Elle a examiné les programmes liés aux relations commerciales spéciales du Ministère, y compris le système d'attribution des contingents d'importation et les moyens de contrôle des exportations, pour voir si des améliorations ne pourraient pas y être apportées. De plus, elle a achevé l'évaluation des services de santé fournis aux employés affectés à des missions difficiles à l'étranger. Le Programme de formation linguistique, le Programme d'échanges internationaux et les activités de promotion des investissements du Ministère ont aussi fait l'objet d'études.

La Direction de la gestion des ressources s'est livrée à plusieurs activités importantes au cours de l'année financière 1985-1986, y compris la planification, l'évaluation et la répartition des maigres ressources à la disposition du Ministère. Elle a aussi joué un rôle important dans l'application de mesures de restriction.

La coordination des travaux de planification, visant à la fois l'Administration centrale et les missions, est l'une des tâches à laquelle la Direction a consacré le plus de temps. Celle-ci a aussi participé à l'étude des changements et recommandations touchant les budgets de tout le Ministère, et en a rendu compte à la haute direction au moyen de rapports de la gestion centrale. Une partie de l'exercice financier 1985-1986 a été consacrée à l'examen et à l'analyse de la répartition des ressources humaines et financières entre les sous-ministres adjoints pour l'année financière 1986-1987, ainsi qu'à la formulation de recommandations à cet égard destinées à la haute direction.

En réaction au programme pangouvernemental de réduction des ressources, cette direction a pris une part active à l'identification des objectifs visant les années-personnes et les finances, fixés par le Conseil du Trésor, pour les années financières 1985-1986 et 1986-1987. Afin d'assurer une approche plus globale du programme gouvernemental de réduction, elle a entrepris l'élaboration d'un plan à long terme de gestion des ressources, qui devrait se traduire par une conception plus systématique des objectifs à long terme du Ministère pour la période 1987-1991.

La Direction de la liaison avec le Cabinet et de la coordination reste l'axe autour duquel s'articulent, au sein du Ministère, la coordination et la gestion des initiatives en matière de politique étrangère et de commerce, par le truchement du système du Cabinet. Outre qu'elle s'est acquittée de ses responsabilités à l'égard de la liaison avec le Cabinet, elle a fourni au secrétaire du Comité de gestion les cahiers d'information qui ont été remis au nouveau sous-secrétaire et au nouveau sous-ministre, à leur nomination en septembre 1985, et dont elle avait coordonné la préparation.

Vérification interne

La Direction de la vérification interne était chargée de la vérification de tous les programmes et de toutes les opérations du Ministère à l'Administration centrale et à l'étranger. Elle a fourni à la haute direction des évaluations de la gestion des programmes et des opérations du Ministère, notamment dans les missions. Pendant l'année écoulée, des vérifications internes des programmes d'administration et d'immigration ont été effectuées dans 29 missions établies en Afrique, en Europe, en Amérique centrale, en Amérique du Sud et aux États-Unis. On a aussi procédé à des vérifications internes concernant deux importants programmes de l'Administration centrale. Les vérifications ont toutes porté sur l'efficacité, l'économie et la pertinence des lignes de conduite, des pratiques et des mesures de contrôle en matière de gestion interne.

Programme d'amélioration de la gestion

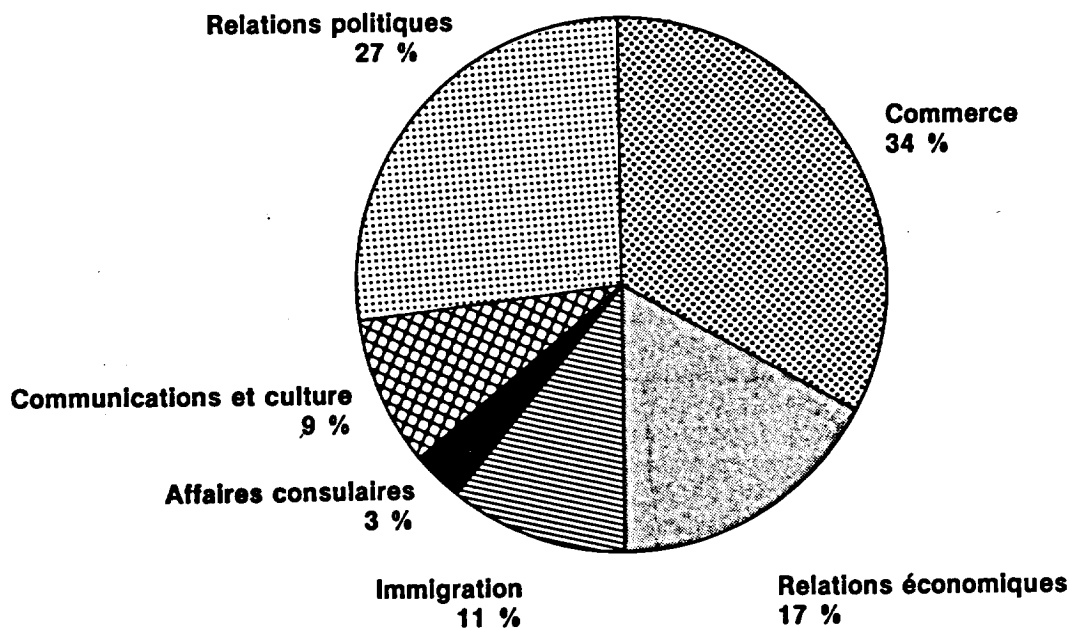
Le Programme d'amélioration de la gestion du ministère des Affaires extérieures (PAGAE) a été conçu en 1983 afin de répondre aux critiques adressées au Ministère, au sujet de ses structures, méthodes et systèmes de gestion, par le Com-

ité des comptes publics de la Chambre des communes, le Vérificateur général et le Bureau du contrôleur général. Il consiste en un certain nombre de mécanismes visant à doter le Ministère de pratiques de gestion adaptées à ses besoins et à ceux des organismes centraux tout à la fois.

Afin que le programme réponde davantage à ses objectifs, et pour tirer profit de l'expérience acquise durant ses 18 premiers mois d'application, on a redéfini et réorganisé tous les programmes concernés au cours de l'exercice financier 1985-1986, pour en préciser les buts, prévoir les besoins en ressources et s'assurer que l'on continue de répondre aux préoccupations des organismes centraux. Le nouveau plan du programme a été publié en décembre 1985. Les travaux en cours ont fait l'objet d'un contrôle régulier.

Outre le contrôle officiel du PAGAE, le secrétariat, avec le concours de la haute direction, a travaillé à cerner les autres améliorations que le Ministère devrait apporter à ses pratiques de gestion et a établi des plans à faire approuver et à mettre en œuvre. Comme le PAGAE tire à sa fin, ces travaux devraient prendre plus d'importance.

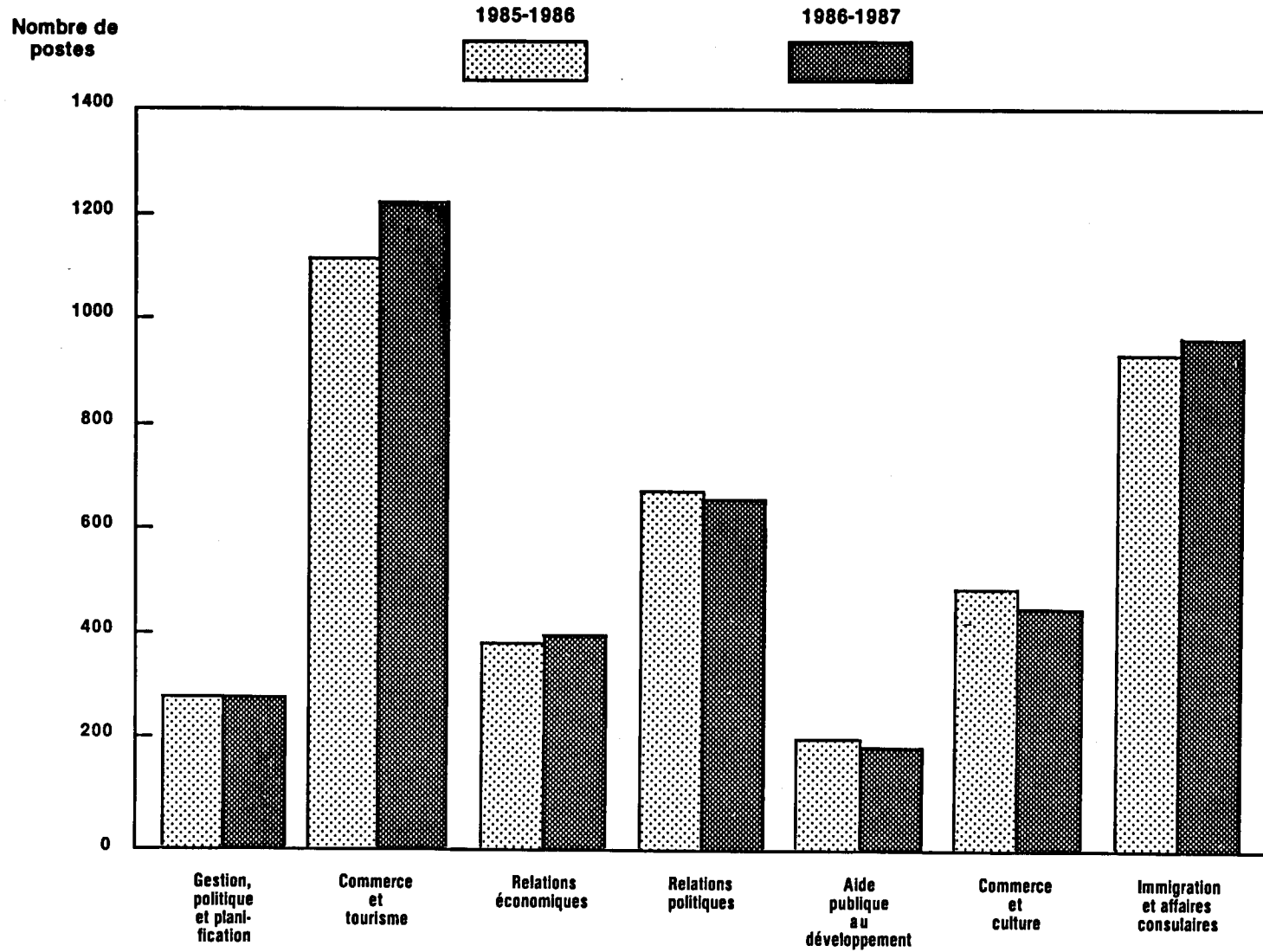
Affectation des ressources financières, par programme*



* D'après les chiffres de 1985-1986 sur l'affectation du personnel et les estimations financières pour 1986-1987. Le total est de 101 %, certains chiffres ayant été arrondis.

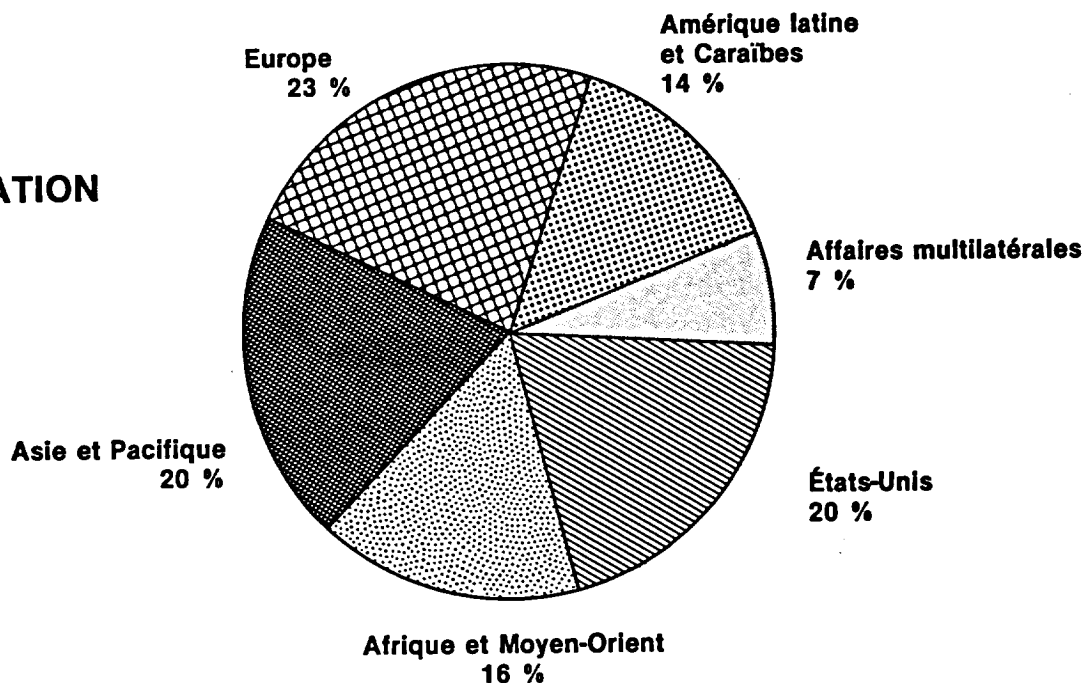
TOTAL DES RESSOURCES HUMAINES, PAR PROGRAMME

Personnel basé au Canada et employés recrutés sur place

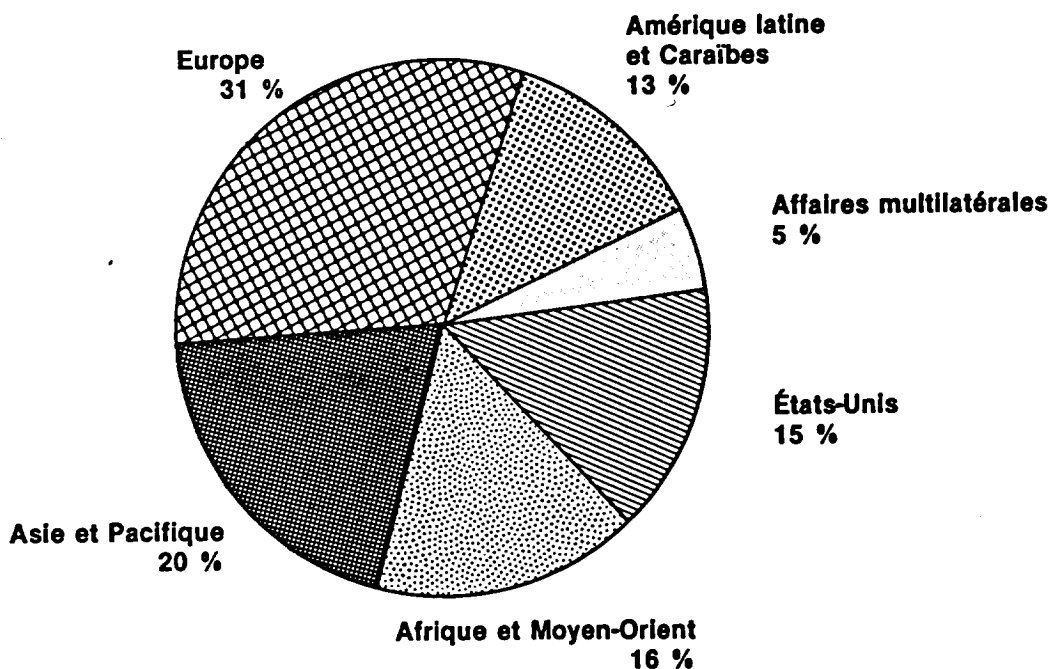


Affectation du personnel basé au Canada pour tous les programmes, selon les régions (1986-1987)

ADMINISTRATION CENTRALE



À L'ÉTRANGER



Bureau de l'inspecteur général

Dans le cadre de la réorganisation des fonctions d'inspection, de vérification et d'évaluation du Ministère, faite en 1985, pour assurer un niveau élevé de contrôle, à un meilleur coût, le poste d'inspecteur général a été rétabli en octobre.

L'inspecteur général a pour responsabilité de fournir à la haute direction une évaluation objective et indépendante des pratiques de gestion, des relations que les missions établissent avec l'Administration centrale ainsi que de la mesure dans laquelle les missions répondent aux objectifs du gouvernement et du Ministère en matière de politique étrangère. Mandataire de la haute direction, l'inspecteur général peut solliciter la coopération et le concours entiers des sous-ministres adjoints et des directeurs généraux.

Au cours de la période visée par ce rapport, l'inspecteur général a concentré son attention sur un certain nombre de dossiers intéressant le personnel, la sécurité et l'administration. Il a aussi dirigé une étude en profondeur des ressources humaines à la disposition des trois missions canadiennes à Bruxelles (l'ambassade, la délégation à l'OTAN et la mission auprès de la CEE).

Le nouveau Bureau de l'inspecteur général fonctionne bien dans l'ensemble; il a démontré qu'un cadre supérieur du Ministère peut aller rapidement au fond des choses s'il se consacre entièrement à sa tâche. L'étude faite par l'inspecteur général sur Bruxelles s'est traduite, par exemple, par d'importantes économies pour le Ministère au chapitre des ressources humaines et financières.

Coordination fédérale-provinciale

Le Ministère contribue à l'harmonisation des politiques et des activités fédérales-provinciales sur la scène internationale. En 1985-1986, les gouvernements provinciaux ont continué à affecter des ressources humaines et financières importantes à l'avancement de leurs intérêts à l'étranger et ils ont bénéficié de l'appui du Ministère. Afin qu'il soit tenu compte des intérêts des provinces dans l'élaboration des politiques en matière de relations internationales et que les autorités provinciales soient bien au fait de la position du gouvernement fédéral sur un certain nombre de sujets d'intérêt commun, plusieurs consultations fédérales-provinciales, tant au niveau des ministres qu'au niveau des hauts fonctionnaires, ont eu lieu au cours de l'année. De plus, le réseau de télécommunications est demeuré à la disposition des provinces pour leur offrir un recours rapide aux multiples services dispensés par les missions diplomatiques et consulaires canadiennes à l'étranger. Le Ministère a continué de transmettre, aux dix provinces canadiennes, les rapports, les commentaires et les documents de recherche, surtout de nature économique et commerciale, émanant de nos diverses missions à l'étranger. En outre, les missions ont maintenu des liens étroits avec les bureaux provinciaux situés dans leur secteur.

Le Ministère a facilité la participation des provinces aux réunions des institutions multilatérales telles que l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation internationale du travail (OIT), l'UNESCO, la Commission des droits de l'homme des Nations Unies (CDH), le Commonwealth, des institutions francophones et l'OCDE. Il a aussi aidé à organiser les visites à l'étranger effectuées par des premiers ministres et des délégations des provinces, ainsi que des visites de délégations étrangères aux provinces.

Services du protocole et représentants diplomatiques, consulaires et autres au Canada

L'an dernier, le Canada entretenait des relations diplomatiques avec 148 pays représentés à Ottawa par 79 ambassadeurs en résidence et 29 ambassadeurs non résidents ainsi que par 278 haut-commissaires résidents et 13 haut-commissaires non résidents. Sont aussi représentés au Canada l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), qui compte des représentants de 50 pays, la Délégation de la Commission des Communautés européennes (CCE), l'Institut interaméricain de coopération agricole (IICA), l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), l'Organisation internationale du travail (OIT), l'Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest (OPANO), l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OECO), la Commission internationale des pêches du Pacifique Nord (CIPPN), le Centre des Nations-Unies pour les établissements humains (HABITAT) et le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

En 1985-1986, le Bureau du protocole du Ministère a assuré la liaison avec toutes ces missions, prodiguant services et conseils conformément aux obligations du Canada aux termes des Conventions de Vienne et d'autres accords internationaux, ainsi que des lois et règlements du Canada. Il était chargé de la protection des bureaux et des représentants diplomatiques et consulaires, de l'accréditation des chefs de mission étrangers et canadiens et des aspects protocolaires des visites officielles au Canada. Il a surveillé l'application des privilèges et immunités des quelque 6 500 membres des missions diplomatiques et consulaires au Canada, y compris de leurs domestiques et des personnes à leur charge.

Le Bureau était chargé de l'accueil des visiteurs étrangers et du soutien logistique et administratif qu'exigent leurs visites officielles. En 1985-1986, le Canada a reçu de nombreux visiteurs officiels, y compris le président de la République socialiste de Roumanie, Son Excellence Nicolae Ceausescu, le président de la République populaire de Chine, Son Excellence Li Xiannian, le président de la République unie de Tanzanie, Son Excellence Julius Nyerere, le premier ministre d'Irlande, Son Excellence Garret Fitzgerald, le premier ministre du Japon, Son Excellence Yasuhiro Nakasone, le premier ministre du Pérou, Son Excellence Luis Alva Castro, le secrétaire d'État britannique aux Affaires étrangères et au Commonwealth, le très honorable Sir Geoffrey Howe, le secrétaire d'État des États-Unis d'Amérique, l'honorable George P. Shultz, le secrétaire général du Commonwealth, Sir Shridath Ramphal, le ministre des Affaires étrangères de la République d'Argentine, Son Excellence Dante Caputo, le vice-premier ministre de la République populaire de Hongrie, Son Excellence Jozsef Marjai, le ministre des Affaires étrangères de la République du Cameroun, Son Excellence William Eteki Mboumoua et le président du Conseil des ministres de la République socialiste fédérée soviétique de Russie et membre du bureau politique du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, Son Excellence Vitaly I. Vorotnikov.

De plus, le Bureau du protocole s'est occupé de la préparation des visites effectuées par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le très honorable Joe Clark, en Union soviétique, en France (OCDE), à Bonn (Sommet économique), aux États-Unis, au Portugal (réunion de l'OTAN), en Malaysia, en Indonésie, en Thaïlande (ANASE), en Finlande (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe), en Inde, au Pakistan

**Déploiement du personnel et des missions canadiennes
à l'étranger, par région**
(employés basés au Canada et employés recrutés sur place)

	Employés de programme		Employés de soutien	
	Basés au Canada	Recrutés sur place	Basés au Canada	Recrutés sur place
Organisations internationales	49	0	63	40
États-Unis	166	116	83	358
Afrique et Moyen-Orient	168	38	127	644
Amérique latine et Antilles	152	62	80	451
Asie et Pacifique	241	97	124	867
Europe	274	130	269	943
Total	1 050	443	746	3 303
TOTAL GÉNÉRAL				5 542

Déploiement du personnel à l'étranger, par programme
(employés basés au Canada et employés recrutés sur place)

	Employés de programme		Employés de soutien	
	Basés au Canada	Recrutés sur place	Basés au Canada	Recrutés sur place
Planification et coordination des politiques	62,4	0,5	30,9	15,8
Expansion commerciale et industrielle	213,6	216,8	34,0	290,6
Tourisme	29,3	42,2	0,3	44,7
Relations politiques	121,9	3,5	72,6	20,7
Relations économiques	104,4	6,0	46,4	17,8
Aide au développement international	96,2	19,4	20,1	56,2
Culture, affaires publiques et information	55,4	51,4	16,2	173,4
Immigration et affaires sociales	197,1	89,9	13,9	435,2
Affaires consulaires	39,1	6,1	22,7	112,7
Administration	125,7	6,2	463,8	2 059,5
Autres ministères du gouvernement	4,9	1,0	25,1	76,4
Total	1 050,0	443,0	746,0	3 303,0
TOTAL GÉNÉRAL				5 542

et au Moyen-Orient. Il a aussi aidé à la préparation des voyages effectués par la ministre des Relations extérieures, l'honorable Monique Vézina, en Amérique latine, en France, en Afrique et aux États-Unis, de même que des nombreuses visites faites à l'étranger par d'autres ministres ou des secrétaires parlementaires qui les représentaient.

Le Bureau a également administré la Maison d'accueil du gouvernement à Ottawa ainsi que les locaux réservés aux réceptions officielles à l'Administration centrale. Pendant l'année financière 1985-1986, 12 815 invités ont été reçus dans ces locaux.

Communications, extraction de l'information et bibliothèque

La Direction générale des communications et des services généraux était chargée de la plupart des services de gestion de l'information du Ministère, c'est-à-dire de l'ensemble des télécommunications, des systèmes d'information sur les dossiers, du courrier diplomatique et de la correspondance, de la bibliothèque et du traitement de textes. De plus, elle a fourni des locaux et de l'ameublement à l'Administration centrale.

La période visée par ce rapport a été marquée par l'adoption d'importantes mesures visant à accroître l'efficacité et à diminuer les frais. On a imparti la majeure partie des opérations d'expédition du courrier et de messagerie à l'entreprise privée et on a mis en branle un processus visant à réduire progressivement le service de messagers. On a établi des règles pour réduire les dépenses engagées au titre des fournitures de bureau et des modifications des locaux.

L'automatisation des diverses opérations de la Direction générale a avancé à grands pas. On a amélioré le réseau de télécommunications grâce à de nouveaux agencements de circuits et à l'utilisation de nouveaux terminaux et machines de traitement à diverses ambassades. On a mis sur pied un système informatisé devant faciliter la gestion des 50 000 fichiers et 500 000 volumes de fichiers du Ministère. La bibliothèque a poursuivi ses essais en vue d'élaborer des logiciels de catalogue et de préparer du matériel et des indicatifs de classement de catalogue à insérer dans l'ordinateur. De même, elle a amélioré ses moyens de recherche et de repérage des dossiers à accès direct, grâce à l'incorporation des données et statistiques des Nations Unies et à un nouveau programme de représentations graphiques. La Direction de la gestion des installations à l'Administration centrale procède à la mise sur pied du système d'inventaire informatisé qui doit remplacer le système manuel en usage.

La Direction générale a répondu à un certain nombre de besoins particuliers et pressants. Elle a assuré des services de télécommunications sûres au lendemain des catastrophes de l'écrasement de l'appareil d'Air India et du tremblement de terre au Mexique, ainsi que pour des conférences et des visites de ministres à l'étranger, souvent dans des conditions difficiles. On a établi des bases de données spéciales pour faciliter la tâche de la Commission Deschênes et du Groupe de travail concernant l'arbitrage dans l'affaire « *La Bretagne* ».

Sécurité et renseignements

Au cours de l'année, la Direction générale de l'analyse des renseignements et de la sécurité et la Direction générale du renseignement économique ont été remaniées pour former la Direction générale du renseignement extérieur et la Direction générale des services de sécurité.

La Direction générale du renseignement extérieur est chargée de recueillir, d'analyser et de distribuer des renseignements d'ordre politique et économique aux preneurs de décisions du Ministère et d'autres ministères que la politique étrangère intéresse.

La Direction générale des services de sécurité continue d'être chargée d'assurer la protection des intérêts, des locaux, du personnel et de l'information du Canada, conformément au mandat du Ministère. Les attributions de la Direction des mesures d'urgence ont été accrues. Ainsi, le Ministère est plus en mesure de s'acquitter, au Canada, envers les personnes protégées par les lois internationales et, à l'étranger, envers son propre personnel et ses missions, des responsabilités qui lui incombent en raison de l'augmentation dramatique du danger que fait naître la flambée du terrorisme international. Il peut mieux coordonner l'aide fournie par le gouvernement en réponse aux catastrophes qui surviennent dans d'autres pays, comme l'éruption volcanique survenue en Colombie et le tremblement de terre qui s'est produit au Mexique.

La Direction est également chargée d'élaborer la politique canadienne de coopération internationale contre le terrorisme; de tenir le Ministère prêt à répondre à une crise à n'importe quel moment donné; de coordonner les aspects politiques de la protection des missions et du personnel canadien à l'étranger et de protéger les diplomates étrangers au Canada.

Personnel

La Direction du personnel était chargée du recrutement, de l'affectation, de la rémunération et des conditions de travail des 4 031 employés canadiens du Ministère, dont 2 640 font partie du service extérieur permutant, et 1 391 du personnel non permutant, c'est-à-dire affecté uniquement au Canada. Le Ministère comptait en outre 3 825 employés engagés dans les missions à l'étranger. La Direction a, de plus, assuré des services à la Direction générale des passeports, qui avait 371 employés répartis dans la Région de la Capitale nationale et dans 16 bureaux régionaux au Canada. Le Ministère a détaché 110 employés auprès d'autres ministères et organismes fédéraux, tandis que 232 fonctionnaires d'autres ministères et organismes étaient détachés au ministère des Affaires extérieures.

Pendant l'année, le Ministère s'est occupé du déménagement de 1 137 employés du service extérieur et de leurs familles, qui sont partis à l'étranger ou qui sont revenus au Canada, ou qui ont été mutés d'une mission à une autre.

La Direction générale du personnel a eu à faire face aux répercussions de la première série de compressions des effectifs de la Fonction publique. La majorité des employés excédentaires ont été réaffectés à d'autres postes du Ministère, et seulement quelques-uns (environ 30) ont dû se prévaloir des dispositions prévues dans la politique gouvernementale visant un réaménagement des effectifs.

Les objectifs quantitatifs et opérationnels (1985-1988) fixés dans le cadre du Plan d'action positive du Ministère ont été approuvés par le Conseil du Trésor en septembre 1985.

Direction générale des finances et de la gestion

La Direction générale des finances et de la gestion est chargée de tous les aspects de la gestion et de l'administration des finances, à savoir : la planification et l'analyse financières; la comptabilité, la vérification et autres services financiers; les

services d'experts en gestion; la conception, l'élaboration et la mise en œuvre d'un système informatique; la bureautique; la prestation d'un service de publications administratives; le contrôle et la supervision des services d'imprimerie et de photocopie du Ministère. Tout dernièrement, elle a été chargée de donner des conseils et d'exercer des contrôles relativement aux services contractuels et de rendre compte à leur sujet.

L'une des principales fonctions de la Direction générale consiste à établir des rapports sur les opérations budgétaires du Ministère, lesquelles sont présentées ci-après.

Budget

Pour l'année financière 1985-1986, les dépenses du Ministère se sont élevées à environ 785 millions de dollars. Cette somme comprenait les dépenses de fonctionnement et d'immobilisation, les subventions, les contributions et les autres paiements de transfert liés au Programme des intérêts du Canada à l'étranger, au Programme des céréales et des graines oléagineuses et au Programme des expositions universelles.

Des dépenses d'exploitation et d'entretien d'environ 554,4 millions de dollars ont été engagées pour la gestion et la coordination des activités à l'Administration centrale et à l'étranger. Elles comprenaient des traitements, salaires et autres frais de personnel, des frais de location de propriétés à l'étranger, des frais de déplacement et de communication ainsi que les dépenses nécessaires à la conduite des opérations étrangères.

Les dépenses d'immobilisation d'environ 57,8 millions de dollars comprenaient 32,6 millions pour l'achat et le remplacement de véhicules, de meubles et d'équipement et 25,2 millions au titre du Programme d'acquisition à long terme de biens. Ce dernier programme a pour objet de stabiliser les frais de location, en accroissant la proportion des bureaux et des logements dont le gouvernement est propriétaire.

Les dépenses d'environ 159,3 millions de dollars au titre des subventions, des contributions et des paiements de transfert consistaient pour une bonne part en paiements incompressibles, découlant de l'appartenance du Canada à des organisations internationales comme les Nations Unies, l'OTAN, l'OCDE et le Commonwealth.

Immeubles et autres biens

La Direction générale des biens continue d'être chargée de fournir tous les locaux dont le gouvernement est propriétaire (par l'achat ou la conception et la construction d'immeubles), toutes les résidences officielles et les chancelleries louées par l'État et certains logements du personnel, loués à bail, ainsi que des biens matériels destinés au soutien et des services de décoration intérieure et d'entretien pour les opérations du Ministère à l'étranger. La Direction générale gère la collection d'œuvres d'art canadiennes du Ministère qui sont exposées à l'Administration centrale et dans les missions. Elle est également responsable du Programme d'acquisition à long terme de biens du Ministère, qui vise principalement à stabiliser les frais de location, en accroissant la proportion des bureaux et des logements dont le gouvernement est propriétaire.

En 1985-1986, la valeur du portefeuille immobilier du Ministère était estimée à quelque 1,25 milliard de dollars. Pour l'année financière 1985-1986, le budget de la Direction générale s'est élevé à 53,19 millions, dont 31,75 millions ont été consacrés à la construction et à l'acquisition d'immeubles aux termes du Programme d'acquisition à long terme de biens. Dans le cadre des programmes ministériels, 42 millions ont été consacrés à l'achat de matériel à l'Administration centrale et aux missions.

Des progrès ont continué d'être réalisés dans de nombreuses constructions en cours. On a terminé les travaux du complexe de l'ambassade de Riyad, qui est maintenant occupée. La rénovation de la Macdonald House et la construction d'une nouvelle résidence officielle à Londres ainsi que la construction de la première chancellerie canadienne sectionnelle (sections prêtes à assembler sur place) à Bridgetown, à la Barbade sont complétées. À la fin de l'année, on a commencé la construction de l'ambassade de Washington et on a terminé les plans d'importants projets pour les ambassades de Beijing, de Lagos, du Caire et de Kinshasa. De plus, des progrès ont été réalisés dans le projet de réaménagement en coparticipation du complexe de l'ambassade de Tokyo.

La Direction générale a fait l'acquisition de nouvelles résidences officielles à Manille et à São Paulo et de logements pour le personnel à Singapour. Elle a loué de nouvelles chancelleries à Boston, à Guatemala Ciudad, à Hong-kong et à Kuala Lumpur ainsi qu'une résidence officielle à Washington pour la mission de l'Organisation des États américains (OEA). La Direction générale a également aidé à l'acquisition et à l'aménagement d'une nouvelle annexe commerciale à Beijing, en Chine, et d'une chancellerie pour le nouveau consulat d'Osaka, au Japon.

Dans le cadre des activités de rénovation effectuées en 1985-1986, on compte les chancelleries des Nations Unies et le consulat général à New York ainsi que les chancelleries de Dacca, de Manille et de la Cité du Vatican. De plus, 17 propriétés de l'État ont été vendues, dans différents endroits, au cours de l'année. D'importants travaux d'entretien ont été effectués dans les chancelleries de Brasilia, de Rome, de Bagdad et de Bucarest.

Dans le cadre de sa planification, la Direction générale a effectué des visites de sites et des études de faisabilité, dans le but de louer, d'acheter ou de construire des locaux à Cleveland, à San José (Costa Rica), à Buenos Aires, à Alger, à Hong-kong, à Moscou, à Vienne, à Bruxelles et à Bonn.

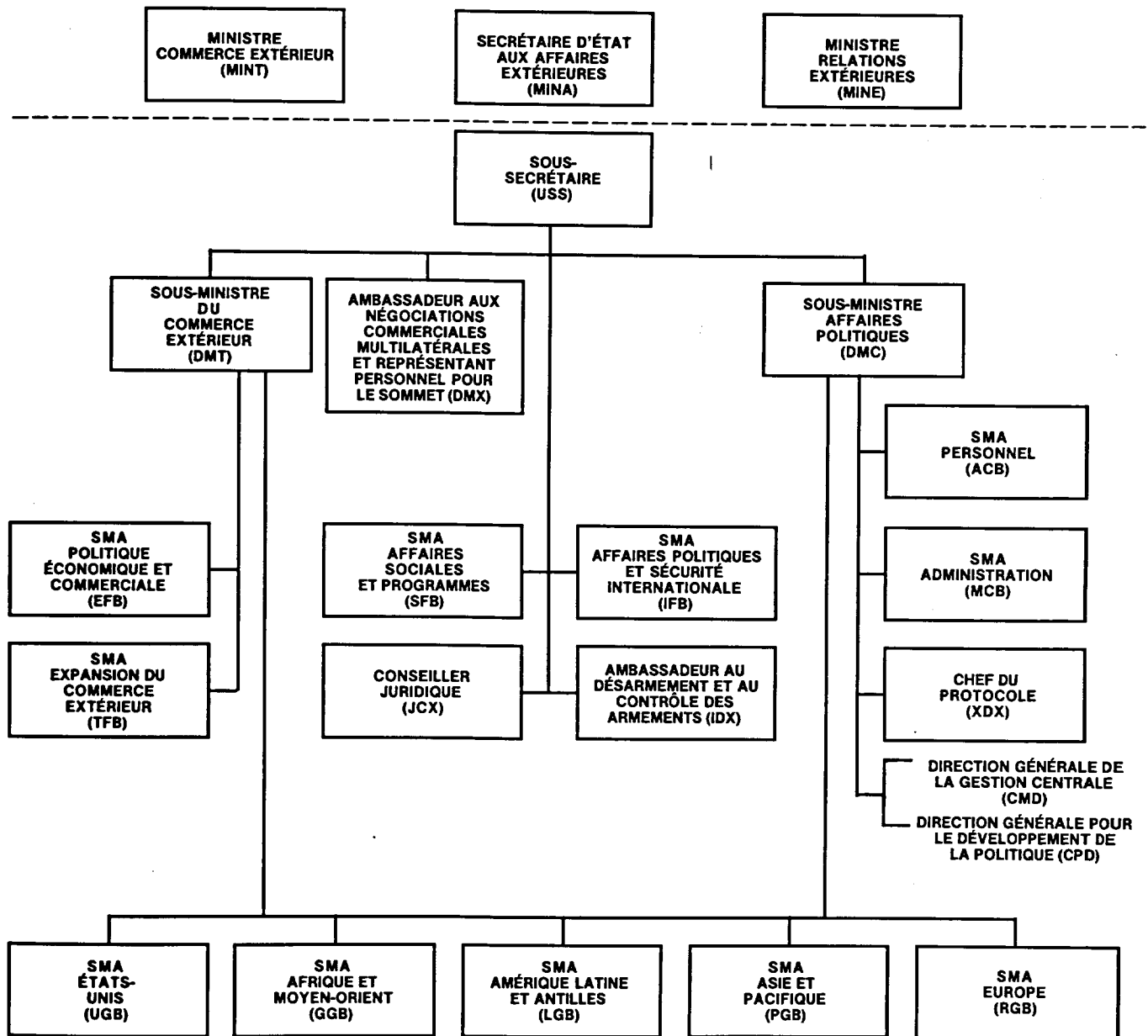
Au nombre des réalisations de la Direction générale en 1985-1986, figurent l'approbation des normes d'espace pour les chancelleries que le Conseil du Trésor a établies, ainsi que la conception et la mise en œuvre de systèmes automatisés d'information et d'inventaire que l'on utilisera dans l'administration financière, la gestion des immeubles et des œuvres d'art.

Principaux postes budgétaires par activité

(en millions de dollars)

Programme des intérêts du Canada à l'étranger	
Politique étrangère, priorités et coordination	19,0
Expansion du commerce international	69,9
Politique économique, commerciale et d'aide internationale	29,7
Affaires politiques, juridiques et de sécurité internationale	124,9
Affaires et programmes sociaux	32,8
Relations et opérations bilatérales	396,8
Passeports (revenu net)	(0,7)
Soutien aux opérations, planification des ressources humaines et administration	98,5
Total partiel	770,9
Programme des céréales et des graines oléagineuses	8,8
Programme des expositions universelles	5,3
TOTAL	785,0

MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES



Annexe II

Accords internationaux - bilatéraux (année civile)

Afrique du Sud

Accord entre le Canada et l'Union de l'Afrique du Sud pour la prévention de l'évasion fiscale et l'évasion des doubles impositions en matière d'impôts

Ottawa, le 28 septembre 1956
En vigueur le 1^{er} janvier 1958
Terminé par le Canada, en vigueur
le 31 décembre 1985

Accord entre le Canada et l'Union de l'Afrique du Sud pour la prévention de l'évasion fiscale et l'évasion des doubles impositions en matière de droits de succession

Ottawa, le 28 septembre 1956
Terminé par le Canada, en vigueur
le 22 novembre 1985

Allemagne, République fédérale d'

Accord sur la sécurité sociale entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne (avec Protocole final)

Bonn, le 14 novembre 1985

Agence spatiale européenne

Accord entre le gouvernement du Canada et l'Agence spatiale européenne concernant la participation du Canada aux phases de développement et d'exploitation du programme ERS-1

Ottawa, le 8 janvier 1985
En vigueur le 8 janvier 1985

Bangla Desh

Convention entre le Canada et la République populaire du Bangla Desh en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu

Dacca, le 15 février 1982
En vigueur le 18 janvier 1985

Barbade

Accord sur la sécurité sociale entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Barbade

Bridgetown, le 11 février 1985
En vigueur le 1^{er} janvier 1985

Accord de services aériens entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Barbade

Nassau, le 18 octobre 1985
En vigueur le 18 octobre 1985

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Barbade concernant la formation au Canada de membres du personnel des Forces armées de la Barbade

Bridgetown, le 12 novembre 1985
En vigueur le 12 novembre 1985

Belize

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Belize concernant la formation au Canada de membres du personnel des Forces armées du Belize

Belmopan, le 3 juin 1985
En vigueur le 3 juin 1985
avec effet au 17 septembre 1984

Bolivie

Traité entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Bolivie sur le transfèrement des détenus et sur la surveillance de certains condamnés

La Paz, le 6 mars 1980
En vigueur le 22 mai 1985

Brésil

Convention entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République fédérative du Brésil en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu (avec Protocole)

Brasilia, le 14 juin 1984
En vigueur le 23 décembre 1985

Accord à long terme sur le blé entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République fédérative du Brésil

Brasilia, le 10 octobre 1985
En vigueur le 10 octobre 1985
avec effet au 1^{er} janvier 1986

Chine, République populaire de

Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République populaire de Chine prorogeant l'Accord commercial du 13 octobre 1973

Ottawa, le 16 juillet 1985
En vigueur le 16 juillet 1985

Chypre

Convention entre le Canada et la République de Chypre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune

Nicosie, le 2 mai 1984
En vigueur le 3 septembre 1985

Communauté européenne de l'Énergie atomique (Euratom)

Accord sous forme d'échange de lettres exécutant l'exigence du paragraphe 5 de l'échange de lettres parafé le 20 novembre 1984 avec la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom)

Ottawa, le 20 juin 1985
En vigueur le 20 juin 1985

Accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom) et le gouvernement du Canada modifiant l'Accord de coopération dans les utilisations pacifiques de l'énergie atomique du 6 octobre 1959 (avec Note convenue)

Bruxelles, le 21 juin 1985
En vigueur le 21 juin 1985

Côte d'Ivoire

Accord général entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Côte d'Ivoire concernant la coopération au développement

Abidjan, le 11 janvier 1985

Convention entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République de Côte d'Ivoire en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et de prévenir l'évasion fiscale

Montréal, le 16 juin 1983
En vigueur le 19 décembre 1985

Danemark

Accord sur la sécurité sociale entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Royaume du Danemark

Copenhague, le 12 avril 1985

Espagne

Accord sur les relations cinématographiques entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Espagne

Madrid, le 14 janvier 1985

États-Unis d'Amérique

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique concernant l'assistance et la collaboration mutuelle entre leurs administrations douanières

Québec, le 20 juin 1984
En vigueur le 8 janvier 1985

Traité entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique concernant le saumon du Pacifique

Ottawa, le 28 janvier 1985
En vigueur le 18 mars 1985

Traité d'entraide juridique en matière pénale entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique (avec Échange de notes)

Québec, le 18 mars 1985

Échange de notes constituant un Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique sur la modernisation du système de défense aérienne de l'Amérique du nord (avec Mémoire d'entente)

Québec, le 18 mars 1985
En vigueur le 18 mars 1985

Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique accompagné d'un Mémoire d'accord modifiant l'Accord concernant l'application des taux de péage sur la voie maritime du Saint-Laurent (1959) dans sa forme modifiée

Washington, le 3 mai 1985
En vigueur le 3 mai 1985

Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique modifiant l'Accord du 6 juin 1978 concernant le développement à des fins commerciales de l'aire de la station navale des États-Unis d'Amérique, Argentia, Terre-Neuve

Terre-Neuve, le 22 mai 1985
En vigueur le 22 mai 1985

Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique concernant les prestations d'assurance-chômage modifiant l'Accord du 12 mars 1942, tel que modifié

Ottawa, le 29 octobre 1984 et le 21 juin 1985

En vigueur le 21 juin 1985

Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique constituant un Accord concernant la construction des nouvelles chancelleries de nos deux gouvernements à Ottawa et à Washington respectivement

Washington, le 13 mai et le 2 octobre 1985
En vigueur le 2 octobre 1985

Finlande

Traité entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Finlande en matière d'extradition

Helsinki, le 21 juin 1978
En vigueur le 16 février 1985

Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Finlande modifiant le Traité en matière d'extradition signé le 21 juin 1978

Helsinki, le 1^{er} novembre 1983
En vigueur le 16 février 1985

Force Multinationale et d'Observateurs

Échange de notes entre le gouvernement du Canada et la Force Multinationale et d'Observateurs constituant un Accord sur la participation du Canada à la Force Multinationale et d'Observateurs du Sinaï

Ottawa, le 28 juin 1985
En vigueur le 28 juin 1985

France

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République française relatif à la promotion de projets de coproduction cinématographique ou audiovisuelle dans le domaine de l'animation

Paris, le 10 janvier 1985
En vigueur le 10 janvier 1985

Compromis d'arbitrage entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République française relatif à l'application de leur Accord relatif aux relations réciproques en matière de pêche

Paris, le 23 octobre 1985
En vigueur le 23 octobre 1985

Guyana

Convention entre le Canada et la République co-opérative de la Guyana en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et d'encourager le commerce et les investissements internationaux

Georgetown, le 15 octobre 1985

Haïti

Accord général entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République d'Haïti concernant la coopération au développement

Port-au-Prince, le 21 mai 1985
En vigueur le 21 mai 1985

Inde

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Inde en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (avec Protocole)

New Delhi, le 30 octobre 1985

Israël

Accord sur les relations concernant la production de films et de vidéos entre le gouvernement du Canada et le gouvernement d'Israël

Toronto, le 18 mars 1985

Italie

Traité entre le gouvernement du Canada et le gouvernement d'Italie en matière d'extradition

Rome, le 6 mai 1981

En vigueur le 27 juin 1985

Accord de coopération culturelle entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Italie

Ottawa, le 17 mai 1984

En vigueur le 26 août 1985

Jamaïque

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Jamaïque concernant la formation au Canada de membres du personnel des Forces armées de la Jamaïque

Kingston, le 18 juillet 1985

En vigueur le 18 juillet 1985

Accord de transport aérien entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Jamaïque

Nassau, le 18 octobre 1985

En vigueur le 18 octobre 1985

Japon

Accord concernant les colis postaux entre le Japon et le Canada

Tokyo, le 11 avril 1978

En vigueur le 1^{er} octobre 1978

Terminé par le Canada, en vigueur le 31 décembre 1985

Mexique

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis du Mexique concernant la coopération touristique

Ottawa, le 8 mai 1984

En vigueur provisoirement le 8 mai 1984

En vigueur définitivement le 17 janvier 1985

Nouvelle-Zélande

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Nouvelle-Zélande sur le transport aérien

Ottawa, le 4 septembre 1985

En vigueur le 4 septembre 1985

Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Nouvelle-Zélande concernant les itinéraires

Ottawa, le 4 septembre 1985

En vigueur le 4 septembre 1985

Norvège

Accord sur la sécurité sociale entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Royaume de Norvège

Oslo, le 12 novembre 1985

Royaume-Uni

Échange de lettres entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord modifiant l'Accord de coproduction cinématographique signé le 12 septembre 1975

Londres, le 9 juillet 1985

Protocole entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Royaume-Uni, de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord modifiant de nouveau la Convention tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et les gains en capital du 8 septembre 1978 et modifiée par un Protocole du 15 avril 1980

Londres, le 16 octobre 1985

En vigueur le 23 décembre 1985

Saint-Christophe-et-Névis

Accord de services aériens entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Fédération de Saint-Christophe-et-Névis

Nassau, le 18 octobre 1985

En vigueur le 18 octobre 1985

Accord sous forme d'échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Fédération de Saint-Christophe-et-Névis relativement aux tarifs à appliquer par les entreprises de transport aérien désignées pour les services de transport entre le Canada et Saint-Christophe-et-Névis

Nassau, le 18 octobre 1985

En vigueur le 18 octobre 1985

Accord sous forme d'échange de notes entre le Gouvernement du Canada et le gouvernement de la Fédération de Saint-Christophe-et-Névis concernant la désignation par le gouvernement de la Fédération de Saint-Christophe-et-Névis de Trinité et Tobago (British West Indies Airlines International) Airways Corporation

Nassau, le 18 octobre 1985

En vigueur le 18 octobre 1985

Suède

Accord sur la sécurité sociale entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Suède

Stockholm, le 10 avril 1985

Thaïlande

Convention entre le Canada et le Royaume de Thaïlande en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu

Ottawa, le 11 avril 1984

En vigueur provisoirement le 1^{er} janvier 1985

En vigueur définitivement le 16 juillet 1985

Turquie

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République turque pour la coopération dans les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire

Ankara, le 18 juin 1985

Union des Républiques socialistes soviétiques

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu

Moscou, le 13 juin 1985

Yougoslavie

Accord relatif au transport aérien entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Conseil exécutif fédéral de l'Assemblée de la République socialiste fédérative de Yougoslavie (avec Mémoire d'entente)

Belgrade, le 16 novembre 1984

En vigueur provisoirement le 16 novembre 1984

En vigueur définitivement le 21 mars 1985

Annexe III

Accords internationaux – multilatéraux (année civile)

Convention sur le transfèrement des personnes condamnées

Faite à Strasbourg le 21 mars 1983
Signée par le Canada le 21 mars 1983
L'Instrument de ratification du Canada a été déposé
le 13 mai 1985
En vigueur pour le Canada le 1^{er} juillet 1985

Accord international de 1984 sur le sucre

Fait à Genève le 5 juillet 1984
L'Instrument d'adhésion du Canada a été déposé
le 20 février 1985
En vigueur provisoirement le 1^{er} janvier 1985
En vigueur définitivement le 4 avril 1985

Amendement à l'article V1.A.1 du statut de l'Agence internationale de l'énergie atomique

Approuvé le 27 septembre 1984
L'Instrument d'acceptation du Canada a été déposé
le 15 juillet 1985

Convention internationale de 1979 sur la recherche et le sauvetage maritime

Faite à Hambourg le 27 avril 1979
L'instrument d'acceptation du Canada a été déposé
le 18 juin 1982
En vigueur pour le Canada le 22 juin 1985

Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

Faite à New York le 10 décembre 1984
Signée par le Canada le 23 août 1985

Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone

Faite à Vienne, le 22 mars 1985
Signée par le Canada le 22 mars 1985

Protocole à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, de 1979, relatif à la réduction des émissions de soufre ou de leurs flux transfrontières d'au moins 30 %

Fait à Helsinki le 8 juillet 1985
Signé par le Canada le 9 juillet 1985
L'Instrument de ratification du Canada a été déposé
le 4 décembre 1985

Protocole de 1984, modifiant la Convention intérimaire sur la conservation des phoques à fourrure du Pacifique Nord du 9 février 1957, tel que modifiée

Fait à Washington, le 12 octobre 1984
Signé par le Canada le 12 octobre 1984
L'Instrument de ratification du Canada a été déposé
le 16 mai 1985

Protocole portant amendement de la Convention relative à l'aviation civile internationale (Article 83 bis)

Fait à Montréal le 6 octobre 1980
L'Instrument de ratification du Canada a été déposé
le 23 octobre 1985

Protocole à la Convention de 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, relatif au financement à long terme du Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe (EMEP)

Fait à Genève le 28 septembre 1984
Signé par le Canada le 3 octobre 1984
L'Instrument de ratification du Canada a été déposé
le 4 décembre 1985

Accord régional de l'Amérique du Nord sur la radiodiffusion

Fait à Washington le 15 novembre 1950
Denoncé par le Canada, en vigueur le 17 février 1985

b 1854136 (E)

5

b 205114x (F)

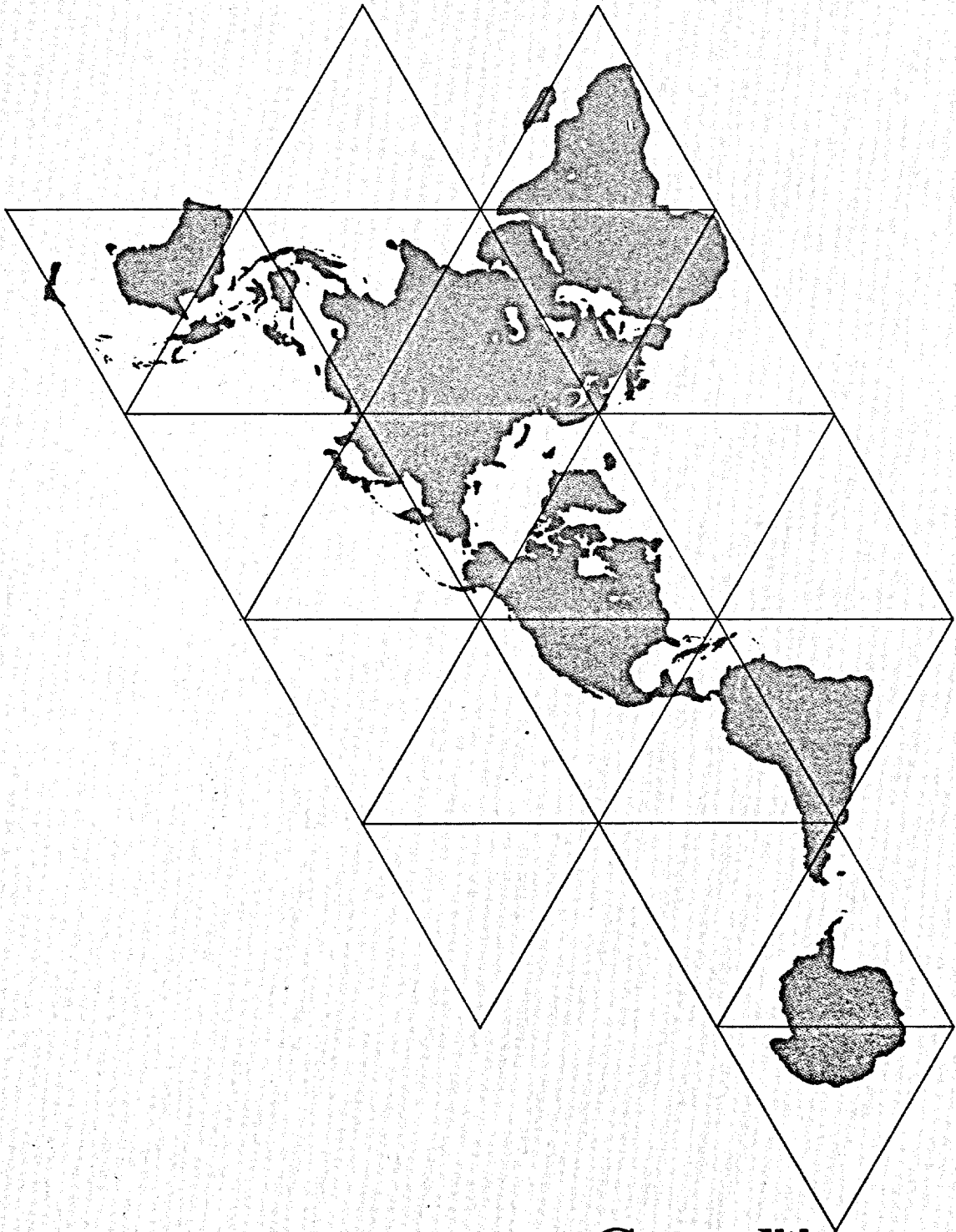
Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures
OTTAWA

JAN 3 1955

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE

Department of External Affairs

Annual Report 1985/86



Canada

Department of External Affairs **Annual Report 1985-86**



External Affairs
Canada

Affaires extérieures
Canada

© Minister of Supply and Services Canada 1986

Cat. No. E1-1/1986

ISBN 0-662-54707-1



External Affairs
Canada

Affaires extérieures
Canada

Under-Secretary

Sous-secrétaire

November 28, 1986.

The Right Honourable Joe Clark
Secretary of State
for External Affairs
Ottawa, Canada
K1A 0G2

Dear Mr. Clark:

I have the honour to submit for your consideration the Department's latest annual report.

It is submitted in accordance with the provisions of the Department of External Affairs Act, which requires that reports of the department be submitted on a fiscal year basis. This report, therefore, covers the period from April 1, 1985 to March 31, 1986.

Yours sincerely,

J.H. Taylor

Table of contents

	Page
Overview	CANADA AND WORLD AFFAIRS 1
Chapter 1	THE INTERNATIONAL ECONOMIC ENVIRONMENT
	Canada and the international economic environment 3
	International financial and investment issues 3
Chapter 2	CANADA AND WORLD TRADE
	Trends in world trade 5
	Trends in Canada's international trade 5
	Regional and commodity trade patterns 5
	Developments in trade policy 8
	International commodity developments 10
	International trade development 10
	Export programs and services 15
	Trade development policy, planning and liaison 17
	Special trade relations 18
	Extraterritoriality 20
Chapter 3	MULTILATERAL AFFAIRS AND INTERNATIONAL CO-OPERATION
	The United Nations 21
	North-South co-operation 21
	The Commonwealth 22
	<i>La Francophonie</i> 22
	Energy 23
	Environmental law 23
	The environment 24
	Law of the sea 24
	Human rights and social affairs 25
	Indigenous affairs 26
Chapter 4	CANADA'S REGIONAL INTERESTS
	The United States 27
	The European Economic Community and Western Europe 31
	The Soviet Union and Eastern Europe 36
	Asia and the Pacific 37
	Africa and the Middle East 40
	Latin America and the Caribbean 43
Chapter 5	DEFENCE AND COLLECTIVE SECURITY
	Defence and NATO 47
	Canada-US relations 47
	Peacekeeping 47
	Military Training Assistance Program 47
	Arms control and disarmament 47
Chapter 6	PROTECTION OF PRIVATE INTERESTS
	Consular services 49
	Passport services 49
	Immigration and refugees 49
	Private international law 51
	Access to information and privacy 51

	Page
Chapter 7	INTERNATIONAL LAW
	Fisheries 53
	The Pacific Salmon Treaty 53
	The "La Bretagne" case 53
	Space law 53
	Canadian sovereignty 54
	Maritime boundary issues 54
	Legal aspects of development 54
	Intellectual property 54
	Treaty law 54
	Privileges and immunities 55
Chapter 8	INTERNATIONAL CULTURAL RELATIONS
	Cultural policy 56
	UNESCO 56
	International sport 56
	Arts promotion 56
	Canadian studies abroad 57
	Historical affairs 57
Chapter 9	INFORMATION PROGRAMS AND PRESS SERVICES
	Press Office 58
	International expositions 58
	Information programs abroad 58
	Information programs in Canada 59
Chapter 10	POLICY CO-ORDINATION, MANAGEMENT AND ADMINISTRATION
	Policy Development Bureau 61
	Departmental management 61
	Internal audit 61
	Management Improvement Program 61
	Office of the Inspector General 65
	Federal-provincial co-ordination 65
	Protocol services and diplomatic, consular and other representatives in Canada 65
	Communications, information retrieval and library 66
	Security and intelligence 66
	Personnel 66
	Finance and management services 68
	Budget 68
	Physical resources 68
Appendices	
	I. Organization chart 69
	II. Bilateral agreements 70
	III. Multilateral agreements 73

List of Acronyms

ACCT	Agency for Cultural and Technical Co-operation
AECL	Atomic Energy of Canada Limited
APRA	American People's Revolutionary Alliance
ASEAN	Association of Southeast Asian Nations
BOSS	Business Opportunities Sourcing System (DRIE)
CARICOM	Caribbean Community and Common Market
CCA	Canadian Cattlemen's Association
CCC	Canadian Commercial Corporation
CEC	Commission for the European Communities
CEDAW	Committee on the Elimination of Discrimination Against Women
CFTC	Commonwealth Fund for Technical Co-operation
CHOGM	Commonwealth Heads of Government Meeting
CHR	Commission on Human Rights
CIDA	Canadian International Development Agency
CIME	Committee on International Investment and Multinational Enterprises
CMIT	Committee on Capital Movements and Invisible Transfers
CoCom	Co-ordinating Committee for Multilateral Strategic Export Controls
CONFES	Conference of Youth and Sports Ministers of French-Speaking Countries
CONFEMEN	Annual Conference of Ministers of Education
CSBM	Conference on Confidence and Security Building Measures
CSCE	Conference on Security and Co-operation in Europe
CSW	Commission on the Status of Women
CUSO	Canadian University Service Overseas
DD-DPSA	Defence Development and Defence Production Sharing Agreements
DEA	Department of External Affairs
DRIE	Department of Regional Industrial Expansion
EC	European Community
ECE	Economic Commission for Europe
ECOSOC	The UN Economic and Social Council
EDC	Export Development Corporation
EIC	Employment and Immigration Canada
EMEP	Co-operative Program for Monitoring of Air Pollutants in Europe
Euratom	European Atomic Energy Community
FAO	Food and Agricultural Organization
FARC	Colombia Revolutionary Armed Forces
FRG	Federal Republic of Germany
FIRA	Foreign Investment Review Agency
GATT	General Agreement on Tariffs and Trade
HABITAT	Centre for Human Settlements
HCR	High Commission for Refugees
HS	Harmonized Commodity Description and Coding System
IAEA	International Atomic Energy Agency
IBRC	International Business Research Centre
IBRD	International Bank for Reconstruction and Development
ICAO	International Civil Aviation Organization
ICCS	International Council for Canadian Studies
IDRC	International Development Research Centre
IEA	International Energy Agency
IFI	International Financial Institution
IICA	Inter-American Institute for Co-operation on Agriculture
ILO	International Labour Organization
IMF	International Monetary Fund

IMO	International Maritime Organization
INF	Intermediate-Range Nuclear Force
INPFC	International North Pacific Fisheries Commission
INSG	International Nickel Study Group
ITTO	International Tropical Timber Organization
IYP	International Year of Peace
JCC	Joint Co-operation Committee
LDC	Less developed country
LNG	Liquified Natural Gas
LOS	Law of the Sea
LRCP	Long-Range Capital Program
LRTAP	Long-Range Transboundary Air Pollution
LSAT	Large Communications Satellite
LTA	Long-term Fisheries Agreement
MBFR	Mutual and Balanced Force Reductions in Europe
MFA	Multi-Fibre Arrangement
MFO	Multinational Force and Observers
MNE	Multinational Enterprise
MOSST	Ministry of State for Science and Technology
MOU	Memorandum of Understanding
MTN	Multilateral Trade Negotiations
NAFO	North Atlantic Fisheries Organization
NAPC	North Aegean Petroleum Corporation
NASCO	North Atlantic Salmon Conservation Organization
NATO	North Atlantic Treaty Organization
NGO	Non-Governmental Organization
NIC	Newly Industrialized Countries
NORAD	North American Aerospace Defence Command Agreement
OAS	Organization of American States
ODA	Official Development Assistance
OECD	Organization for Economic Co-operation and Development
OECS	Organization of Eastern Caribbean States
OPEC	Organization of Petroleum Exporting Countries
PAHO	Pan-American Health Organization
PAIGH	Pan-American Institute of Geography and History
PCIAC	Petro-Canada International Assistance Corporation
PEMD	Program for Export Market Development
PLO	Palestinian Liberation Organization
PPP	Promotional Projects Program
PRC	People's Republic of China
RCMP	Royal Canadian Mounted Police
RCI	Radio Canada International
RDP	Research, Development and Production (agreements)
ROK	Republic of Korea
SAARC	South Asia Association for Regional Co-operation
SADCC	Southern African Development Corporation Committee
SALT II	Strategic Arms Limitation Talks - Second Round
SCIC	Sub-Committee on Industrial Co-operation
SDI	Strategic Defence Initiative
SIMA	Special Import Measures Act
SINOPEC	China National Petrochemical Corporation

TEMIC	Telecommunications Executive Management Institute of Canada
TIP	Technology Inflow Program
UN	United Nations
UNCTAD	United Nations Conference on Trade and Development
UNDP	United Nations Development Program
UNCITRAL	United Nations Commission on International Trade Law
UNEP	United Nations Environment Program
UNESCO	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
UNICEF	United Nations International Children's Emergency Fund
UNIDO	United Nations Industrial Development Organization
WFP	World Food Program
WHO	World Health Organization
WIN	World Information Network – Exports (DEA)
WIPO	World Intellectual Property Organization

Overview

CANADA AND WORLD AFFAIRS

In the year covered by this report, political-strategic concerns focused on the conduct of East-West relations. After several years of ideological stand-off, the prospect of a summit meeting between President Ronald Reagan and General Secretary Mikhail Gorbachev provided some ground for optimism. Although there were few concrete achievements, the Geneva Summit did improve the tone of East-West relations. Statements from Soviet and US leaders in subsequent months pointed towards the establishment of a more co-operative and productive relationship.

Arms control negotiations in the past year remained stalled. Differences remained on many strategic nuclear issues. The US commitment to research on the Strategic Defence Initiative (SDI) remained firm while the Soviet Union continued to portray this research as raising the spectre of a new space-based arms race. The United States continued to put forward evidence that the Soviet Union had not complied with the provisions of the SALT II Agreement, raising the possibility that the United States would announce it no longer felt bound by SALT II. Canada joined West European and other leaders to urge strongly that serious and realistic arms control negotiations begin.

Several regions of the world continued to experience conflict, although there were also optimistic signs. In the Philippines and in Haiti, the regimes of President Marcos and President Duvalier, respectively, were brought to an end through public demonstrations and support for alternative and more democratic forms of government. In Latin America, despite severe economic difficulties, democratic regimes in a number of countries continued to strengthen their popular base of support.

In Central America, modest improvements in the political situation of El Salvador were often undone by violence from both the left and the right. In Guatemala, a new President was democratically elected and there were hopes that despite the enormous difficulties facing a civilian regime in the country, Guatemalan democracy may take hold. In Nicaragua, the US-backed Contras continued to clamp down on rival opinions in that country. The Contradora Group continued to work for a regional solution to the turmoil in Central America but little real progress was achieved.

In the Middle East, the situation of recent years continued, with little prospect for a major breakthrough among the conflicting parties. The Iran-Iraq war raged with heavy casualties on both sides. The possibility of a more co-operative relationship between the Government of Jordan and the Palestine Liberation Organization eroded. In Lebanon, the situation remained highly unstable with Syria emerging as the dominant outside influence. In Afghanistan, the Soviet invasion exacted a very heavy cost on the civilian population. Allegations of major human rights abuses continued, with testimony from Afghan refugees describing the harsh and oppressive

measures being used to crush popular opposition to the Soviet-backed Kabul regime.

The situation in South Africa deteriorated over the past year. Despite pressures from around the world, the South African government showed no inclination to dismantle the fundamental elements of its racist policy of *apartheid* and replace it with a democratic form of government. At the Commonwealth Summit in Nassau, Canada played a leading role in developing a consensus position on South Africa. The Commonwealth appointed a Group of Eminent Persons, in which Canada participated, to investigate the situation in South Africa and determine whether there was a genuine will to change. Violence in South Africa increased and over the year many hundreds of blacks died.

Terrorism increased and innocent persons around the world, including Canadians, died in attacks designed to instil fear in civilian populations. There was growing evidence that some states were offering financial and political support to various terrorist groups. Canada sought to work with others to understand and root out a scourge that increasingly endangered innocent lives and heightened international tension.

Concerns for security went hand in hand with the Canadian government's desire to protect and promote Canadian sovereignty and independence in the world. From environmental security to territorial integrity, the government defended Canadian sovereign interests strongly. In the Arctic, it confirmed Canadian sovereignty over Arctic waters and proclaimed straight baselines around the perimeter of the Arctic Archipelago; decided to construct an icebreaker capable of year-round service in the Canadian Arctic; and began to put in place a number of proposals to extend effective Canadian control over the Arctic region.

More effective observance abroad of internationally agreed standards of human rights remained a key Canadian foreign policy goal. Canada hosted an East-West meeting of experts on human rights in Ottawa as part of the Conference on Security and Co-operation in Europe (CSCE) process. Bilaterally, the Right Honourable Joe Clark, Secretary of State for External Affairs, raised human rights issues while visiting the Soviet Union. The government continued its work to assist refugees, particularly from South-East Asia. At the United Nations and in other forums, Canada has persevered as an active critic of regimes which consistently abuse fundamental human rights.

Canada worked through multilateral forums such as the Commonwealth Summit in Jamaica and the Francophonie Summit in Paris to advance foreign policy priorities in both the political and economic spheres. These occasions provided key opportunities to reinforce and amplify the themes which the Canadian government sought to stress in its foreign policy through bilateral contacts.

Global economic growth began to slow during the 1985-86 fiscal year. Growth in the volume of world trade was lower as compared to 1984-85; a distorted pattern of exchange rates emerged; large international payment imbalances were growing; protectionist pressures were increasing and the international debt burden was making the economic situation of a number of developing countries fragile. Within the Organization for Economic Co-operation and Development (OECD), the fall in trade volumes was most pronounced in North America and Japan.

A sharp decline in oil prices reverberated throughout the international economy. Oil-producing countries saw a reduction in their revenues which led to a subsequent drop in the volume of their imports. Some oil-importing developing countries will temporarily benefit from the fall in oil prices, but in other parts of the developing world — especially Mexico, Nigeria and Venezuela — the sharp fall has led to economic crisis. Lower oil prices will have some immediate macroeconomic benefit for developed countries, but there were fears that increased demand and reductions in supply would lead to a new inflationary oil-price spiral down the road. In the meantime the petroleum sectors of oil-producing countries like Canada were badly hit by the slump in exploration activity.

In the past year exchange rates have adjusted toward more sustainable levels, particularly after the agreement in September among the United States, Japan, the United Kingdom, France and West Germany to permit a fall in the value of the US dollar. However, since the exchange rate adjustments did not make the expected major contribution to redirecting trade flows and the US trade account continued to run a major deficit, pressure in the United States for trade protectionist legislation increased.

The period under review saw a number of trade problems intensify. Several sharp exchanges took place between the European Community and other trading countries concerning heavy subsidization of agricultural exports; threats of an agricultural trade war raised a damaging prospect for smaller exporting countries such as Canada and Australia. Factors such as the generally weak non-oil commodity prices together with global overcapacity in the steel and other sectors exacerbated the trend toward discriminatory trade interventions and heightened protectionist pressures worldwide.

A positive sign in the past year was a decision by members of the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) to launch a new multilateral trade negotiation which is expected to be long and difficult. There are important areas such as trade in services and export subsidies which will be very difficult to deal with but require international attention. The Canadian government strongly supported the launching of the new negotiation and held extensive consultations with the private sector and the provinces in anticipation of a new trade round.

The government decided in 1985 to initiate a trade negotiation with the United States aimed at concluding a comprehensive bilateral trade agreement. Concerned by US protectionist sentiments and recognizing the importance of long-term Canadian access to the US market, the government considered a new Canada-US trade agreement a vital element in its strategy of economic renewal for Canada. Assured access to the US market would enable Canadian companies to plan and invest with the knowledge that their products could be sold without hindrance in the world's richest marketplace, the North American market, with more than 250 million consumers.

Economic difficulties in the Third World continued over the past year. Despite some notable successes, many Third World countries have found it difficult to restart the engine of economic growth. The major debtor nations in particular have found that their access to new investment capital is being cut off. This situation results in lower economic performance, which in turn makes it more difficult for those countries to service their debt. American Treasury Secretary James Baker has recognized this difficulty and promoted the idea that new investment capital be channeled to Third World countries as part of a growth-oriented economic framework for addressing the international debt problem.

The Canadian government maintained real growth in Canada's official development assistance to Third World countries, although some scaling back of economic targets was necessary. The principal emphasis over the past year has been to refine the development assistance programs and ensure better and more effective delivery of Canadian assistance abroad.

Economic interdependence makes it essential that nations work together to solve their common economic problems. The Canadian government remained committed to working within the annual economic summits of industrialized countries, the International Monetary Fund (IMF), the World Bank, the GATT and other organizations and institutions devoted to better economic co-ordination among countries.

In the past year, Canadian foreign policy was submitted to an unprecedented level of public attention. In May of 1985 the government launched the first-ever Parliamentary inquiry into the conduct of Canada's international relations. A joint committee of the House of Commons and Senate conducted public hearings across the country on all aspects of Canada's international relations. In September 1985, the committee issued an interim report on two of the most pressing issues of the day — Canada-US trade and the Strategic Defence Initiative (SDI). In the period under review Canadians from every region and representing many different interests appeared before the joint committee to give their views about the conduct of Canada's international relations. The high level of public interest and the general tenor of the public submissions suggest that Canadians want to see a foreign policy based on the idea of committed and constructive internationalism.

Chapter 1

THE INTERNATIONAL ECONOMIC ENVIRONMENT

Canada and the international economic environment

The vigorous expansion of the economies of member states in the OECD during 1984 slowed to a growth rate of about 2.7 per cent in 1985. This slackening was due in large part to the reduction in the pace of economic growth in the United States from the 1984 rate of 6.6 per cent to 2.2 per cent in 1985. The slowdown in OECD growth resulted in a marked reduction in growth of world trade from 9 per cent in 1984 to under 3 per cent, and reduced the growth rates of developing countries to about 3.1 per cent from the previous year's 4 per cent. Canada's economy maintained a healthy rate of growth in 1985 at 4.5 per cent, down only slightly from a 5 per cent growth rate in 1984.

Inflation continued its steady decline to under 5 per cent in the OECD area for 1985. Steep falls in the price of oil in early 1986 reinforced this trend; consequently, OECD inflation was forecast to fall under 3 per cent in 1987, with virtual price stability (or even negative inflation) in some countries such as West Germany and Japan. Despite continued economic growth and good inflation performance, progress in reducing unemployment was slow. Previous rapid employment creation in the United States slowed markedly in 1985, while in Europe job creation was insufficient to offset labour market growth, so that employment continued to rise to about 11 per cent. Canada was one of only a very few countries to enjoy a strong job creation performance and a declining rate of unemployment.

The past year saw growing concern over international trade and financial imbalances, specifically the trade and current account surpluses of Japan and West Germany on one hand, and the deficits of the United States on the other. These imbalances increased the risks of abrupt destabilizing exchange rate swings, and exacerbated protectionist pressures, especially in the United States. Many observers saw the origin of these difficulties in large American budget deficits. Accordingly, international calls for action to reduce the deficit increased.

On the other hand, 1985 also saw a number of encouraging developments in the economic policies of major countries. The OECD Ministerial Council Meeting in April and the Bonn Economic Summit in May 1985 elaborated a package of economic policy initiatives which over time would reduce imbalances, improve confidence and help sustain economic growth. In subsequent months, considerable progress was made in implementing these agreements. Efforts to control and reduce US budget deficits began to make progress, notably through defence spending reductions and passage of the Gramm-Rudman legislation. In September the finance ministers and central bankers of the five reserve currency countries (G-5) agreed publicly to intervene in exchange markets to reduce the value of the US dollar, thereby speeding a re-alignment which had begun some months before. In

October, US Treasury Secretary James Baker advanced a number of proposals for enhancing the international case-by-case strategy for managing the debt problems of developing countries. In November, GATT contracting parties agreed to establish a preparatory committee to begin work leading to the launch of a new round of multilateral trade negotiations. Finally in March 1986, the central banks of the three largest economies — the United States, Japan and West Germany — achieved a co-ordinated cut in their interest rates.

Early 1986 was thus a period of considerable optimism in international economic diplomacy. Positive economic developments and a more responsible, co-operative attitude among policy makers seemed to offer the best opportunity in many years to break free of the economic difficulties of the 1970s and early 1980s, and set the world economy once more on a path of sustained non-inflationary growth.

International financial and investment issues

Continuing the substantial progress in containing the problems associated with external debt service of many developing countries over the last three years, Canada participated actively in multilateral efforts to strengthen the debt strategy and in bilateral debt rescheduling negotiations. The external economic environment was less favourable in 1985 than in 1984 for debtor countries. The drop in world oil prices, while of benefit to oil-importing less developed countries (LDCs), had a negative effect on oil-exporting debtors (e.g. Mexico, Nigeria).

Latin America, with a large percentage of outstanding LDC debt — \$360 billion (US) out of a total \$860 billion — remained the focus of concern from the perspective of the need to safeguard the international financial system. Smaller debtors do not pose a threat to the international financial system, but the toll in human suffering, particularly in Africa, may be higher. Asian countries have generally weathered the debt crisis better than LDCs of other regions. Among East European countries, Poland will remain a problem debtor for the foreseeable future.

Since the October 1985 IMF-World Bank Annual Meetings in Seoul, the focus of attention of industrialized countries has been on follow-up to US proposals (the Baker Plan) to develop a more growth-oriented debt strategy. The United States proposed, *inter alia*, that continued structural adjustment efforts by debtors should be supported by increased lending from commercial banks and multilateral institutions. Canada supported this approach in subsequent meetings.

Since then, progress has been achieved on lending IMF Trust Fund reflows to the poorer debtor countries: the IMF has approved the establishment of a special account for this purpose. Consideration is being given in the World Bank to ways to supplement these funds. In addition, discussions leading to concrete improvements in IMF-World Bank co-operation

have been held. Less progress had been made on the US proposals for major debtors. The World Bank has taken steps to increase its lending. But while the commercial banks, including Canadian banks, welcomed the proposals, they wish to have clearer evidence of increased financing from creditor governments. Nevertheless, prospects for further progress in designing and implementing a more growth-oriented debt strategy appeared to be favourable as preparations were beginning for the 1986 international economic meetings (the OECD Ministerial Meeting, the IMF-IBRD Interim and Development Committee Meetings, and the Tokyo Economic Summit).

Canada continued to participate in official debt rescheduling negotiations at the Paris Club (the informal group of official creditors). In 1985, the Paris Club reached 22 rescheduling agreements covering more than \$19 billion (US).

Over the course of the year, increased attention was paid to the international monetary system because of concern over the effects of persistent exchange rate fluctuations. The G-10 and the G-24, groups representing industrialized and developing countries respectively, issued reports on the functioning of the international monetary system which were to be discussed by the IMF Interim Committee in April 1986. Among industrialized countries, there was a consensus that the floating exchange rate system should continue. The G-10 Report, supported by Canada and the rest of the Summit 7, calls for greater IMF surveillance of the external consequences of domestic policies to reduce exchange rate volatility. There was general agreement that there should be greater cooperation and policy co-ordination among the major countries. This matter was to be considered further at the Tokyo Economic Summit in May 1986.

The passage of the *Investment Canada Act* in July 1985 and the subsequent replacement of the Foreign Investment Review Agency (FIRA) by Investment Canada marked a fundamental shift in Canada's approach to foreign direct investment. The international reaction to the liberalizing measures contained in the legislation was uniformly positive. In addition to the general Investment Canada legislation, specific policies directly affecting foreign investors were also brought in for the oil and gas and book publishing sectors. This package of investment-related measures was one of the government's most important initiatives during this period, contributing significantly to the economic recovery program while offering protection for specific sensitive sectors.

In July 1985, Canada became the last OECD country to accede to the OECD Code of Liberalization of Capital Movements.

The objectives of this Code are the progressive liberalization of financial flows between countries; its provisions therefore have a direct effect on investment questions. As a result of joining, Canada has also become an active participant in the OECD Committee on Capital Movements and Invisible Transfers (CMIT) which administers both the Code of Liberalization of Capital Movements and the Code of Liberalization of Current Invisible Operations.

Canada participated actively in the OECD Committee on International Investment and Multinational Enterprises (CIME). This Committee concentrated on departures from the commitment by members to non-discriminatory treatment of foreign firms and on the implementation of the 1984 commitment to avoid conflicting requirements by national jurisdictions on multinational enterprises.

In the United Nations, two special negotiating sessions were held in the period under review in an attempt to reach agreement on the Code of Conduct for Transnational Corporations. Canada continues to believe that a balanced, voluntary Code would contribute to an improved environment for international investment which, in turn, would be of benefit to the developing countries. Unfortunately, despite the efforts of numerous countries, including Canada, to reach acceptable compromise on the outstanding issues, final agreement continued to be elusive.

During the year, intellectual property issues were an increasingly important feature of the international economic agenda. Canada was active at the World Intellectual Property Organization (WIPO) Governing Bodies meeting in September 1985. Other important meetings under WIPO auspices were held in November 1985 on integrated circuits, and in December 1985 on the international registration of trademarks.

Within Canada, the government reviewed the need for changes in Canadian policies that were important issues in Canada's relations with major trading partners. The government did not reach a final decision on possible changes to the compulsory licensing of pharmaceuticals under the *Patent Act*. It examined changes to the *Copyright Act*. A Parliamentary Committee issued its report on copyright revision entitled *A Charter of Rights for Creators* in October 1985. In response to this report, the government accepted most of the proposals in February 1986 and said that revisions to the Act would be presented late in the year.

Chapter 2

CANADA AND WORLD TRADE

Trends in world trade

The growth of world trade slowed considerably in 1985. The volume of world merchandise trade is estimated to have expanded by only 3 per cent, compared with a marked upswing in world trade growth of about 9 per cent in 1984. This slower pace of growth in international trade was mainly due to sluggish commodity markets and unimpressive growth in service sector trade. While the share of services in national income has been growing noticeably, the share of trade in services in world trade has remained virtually unchanged over recent years.

The growth of exports in agricultural products declined from an average annual rate of 3 per cent during the 1973-79 period to minus 2.5 per cent in 1985. Exports of minerals, which had increased at a rate of 1 per cent in the 1973-79 period, declined to minus 3 per cent in 1985. The trade in manufactured goods grew at 5 per cent, the only source of strength in world trade in 1985.

Import growth among developed economies was highly uneven in 1985 and was largely concentrated in the United States, which accounted for about 40 per cent of total world increases in imports. Factors included the faster overall economic growth in the United States together with the relative strength of the US dollar during this period. Japan's imports increased only marginally while imports of the European Economic Community (EEC) increased modestly. There was a decline in the absolute value of both imports and exports of the developing countries in 1985, a key factor in the world trade slowdown in that year. Over the past two years, while import growth in the Soviet Union remained sluggish, imports by Eastern Europe picked up as these countries strengthened their external payments situation. The volume of imports into China rose by nearly 50 per cent in 1985 due to the modernization programme and the liberalization of trade in certain sectors.

Trends in Canada's international trade

Canada's exports in 1985 rose to \$119.2 billion, a 6 per cent growth of \$6.9 billion over the previous year. This increase compared modestly to Canada's 24-per cent increase in exports in 1984. Imports rose \$9.4 billion in 1985 or about 10 per cent, reaching \$104.9 billion in 1985. This total yielded a favourable Canadian global trade balance of \$14.3 billion in 1985, down from the \$16.9 billion overall trade surplus in the previous year.

More than 90 per cent of Canada's exports were destined for other developed economies, principally the United States. The developing world and the centrally planned economies

absorbed about 6.7 per cent and 2.6 per cent of Canada's exports respectively. While the developed countries supplied about 89.5 per cent of overall Canadian import needs in 1985, the developing and the centrally planned economies accounted for roughly 9.8 per cent and 0.7 per cent, in that order. An examination of trade patterns during the first half of the 1980s indicates a slight but gradual erosion of Canada's trade links with the developing and the centrally planned economies.

Regional and commodity trade patterns

The regional pattern of trade flows illustrates the importance of our trading links with the United States. Canadian exports to the States totalled \$93 billion last year, an increase of 9.5 per cent over 1984, and represented 78 per cent of Canada's total exports. Imports from the United States amounted to \$74.4 billion, a 9 per cent increase over the preceding year, and accounted for 71 per cent of Canada's total imports. The resulting surplus on the balance of merchandise trade with the United States stood at \$18.6 billion; however Canada remained in a decidedly deficit position with the United States in the non-goods sector.

In 1985, relatively weaker growth in the United States, slower growth (relative to the previous year) in demand for Canadian-made motor vehicles and stronger recovery of the Canadian economy reduced the growth rate of Canada's exports to the US market. The continued trade deficits of the United States with its main trading partners have aroused protectionist sentiments in Congress that could adversely affect trade volumes. Various proposals have been made, and in certain instances measures taken, to restrict Canada's exports to the United States in a number of sectors.

Japan is now Canada's second-largest trading partner. Canada's exports to Japan surpass our sales to the non-US Summit countries combined (Great Britain, West Germany, France and Italy). Two-way trade between Canada and Japan reached \$11.9 billion in 1985; but Canada's earlier bilateral trade surplus with Japan turned into deficits in both 1984 and 1985.

In the latter year Canadian exports to Japan totalled \$5.8 billion, and made up about 4.8 per cent of Canada's total exports. This represented less than a 2 per cent growth in 1985 as compared to a 19 per cent export growth rate in the previous year. Sales of coal and rapeseed alone amounted to about 34 per cent of Canada's exports to Japan. Imports from Japan amounted to \$6.1 billion, creating a Canadian trade deficit with Japan in excess of \$300 million. Canadian imports of Japanese automobiles (in terms of values) increased by 27 per cent in 1985 despite voluntary export restraints

by the Japanese. In addition to large imports of consumer electrical and electronic goods, Canadian imports from Japan included industrial goods, especially steel pipe and industrial machinery.

Canada's exports to the EEC countries totalled \$7.0 billion as compared to \$7.3 billion in 1984, and represented a negative growth rate of 4.4 per cent. Total imports from the EEC amounted to \$10.8 billion, thus providing a trade deficit for Canada of \$3.8 billion in 1985. Exports to the four European summit countries declined to \$4.9 billion in 1985 from \$5.1 billion in 1984. On the other hand, imports rose 28 per cent to \$8.7 billion, yielding a trade balance with Canada of \$3.8 billion in favour of the four European summit countries. To a large extent, relatively robust economic growth in Canada and a substantial appreciation of its currency *vis-à-vis* the European currencies in this period contributed to the adverse trade balance with these countries. However, since the last quarter of 1985, the Canadian dollar has depreciated considerably in relation to the European currencies, providing some added price competitiveness.

The average annual growth rates in the Asia-Pacific region over the last several years have surpassed the growth rates of most industrialized economies. Within the Asia-Pacific region, the highest growth rates have been those of the newly industrialized countries or NICs (South Korea, Taiwan, Hong Kong and Singapore). Canadian exports to these four NICs increased by 8.3 per cent in 1985 to \$1.7 billion and accounted for 1.4 per cent of our global sales. Of these, sales of coals, sulphur, wood pulp, copper, organic chemicals, fertilizers and telecommunication equipment constituted the main components of our exports. South Korea is Canada's largest trading partner in the NICs, and accounted for about 47 per cent of our exports to this group of emerging industrialized countries. Exports of coal and sulphur to South Korea increased by 20 per cent and 120 per cent respectively in 1985, with the growth of exports in organic chemicals sharing the lead. Canadian imports from the NICs as a whole grew by 12 per cent over 1984 to \$4 billion, accounting for 3.8 per cent

of our global imports, and creating a trade deficit for Canada of \$2.3 billion with the region.

Canadian exports to China amounted to \$1.3 billion in 1985, and represented a 2.8 per cent growth over the previous year. Sales of wheat to China accounted for \$446 million in export earnings but represented a drop of 26 per cent from the 1984 level. Although the export of wheat to China has been declining over the last two years, new opportunities to expand manufacturing exports have arisen because of the modernization program currently underway in that country.

Canadian exports to the rest of the Asia-Pacific region totalled a little over \$1.4 billion, reflecting a growth rate of 2.1 per cent over 1984. India, Pakistan, Indonesia, Malaysia, and Thailand were our other main export markets in the region. Exports to Australia and New Zealand increased to \$865 million in 1985. Imports from Australia and New Zealand totalled \$546 million, leaving a positive Canadian balance of trade of \$319 million.

Total exports from Canada to the Eastern European countries amounted to \$1.9 billion in 1985, a marked decline of about \$600 million from a year earlier. Since the Soviet Union absorbed 85 per cent of our exports to the region, reduced wheat purchases by the Soviets appear the single most important factor in lowering our export values in 1985. Total Canadian imports from Eastern Europe were valued at \$296 million, yielding a net trade surplus for Canada of \$1.6 billion.

Canada's total exports to all developing nations amounted to \$8.0 billion in 1985, as compared to \$8.5 billion in the previous year. Our exports to the Middle East declined to \$1.3 billion from \$1.7 billion in 1984; \$1.08 billion from \$1.14 billion in Africa; and \$1.4 billion from \$1.7 billion in South America. Most of these countries, affected by international debt or lower prices of their major exportable commodities in the international market, and sometimes also by natural calamities and political uncertainty, were compelled to reduce their level of imports in 1985 as compared to the previous year.

EXPORTS TO PRINCIPAL TRADING AREAS

(in millions of Canadian dollars)

Trading area	Year	Farm & fish products	Crude materials	Fabricated materials	Fully manufactured products	Special transactions	Total exports
United States	1983	2 915	8 969	22 655	29 492	1 981	66 011
	1984	3 443	10 617	27 750	40 531	2 587	84 928
	1985	3 729	11 763	28 881	45 662	2 951	92 987
EEC, including other West	1983	1 326	1 972	2 986	1 261	280	7 824
	1984	1 011	2 379	3 205	1 321	321	8 236
	1985	905	2 464	2 934	1 445	311	8 060
European countries	1983	1 071	2 013	1 427	210	35	4 755
	1984	1 080	2 646	1 728	187	26	5 666
	1985	1 020	2 881	1 655	190	30	5 775
Asia-Pacific Countries, including China	1983	1 347	782	1 642	692	88	4 551
	1984	1 079	1 008	1 993	820	128	5 029
	1985	790	1 165	2 041	1 064	174	5 235
Eastern Europe, including the Soviet Union	1983	1 882	98	51	78	12	2 121
	1984	2 227	133	29	120	11	2 520
	1985	1 645	131	24	94	10	1 904
Latin America and the Caribbean	1983	1 002	224	700	792	209	2 927
	1984	968	336	823	814	201	3 142
	1985	799	341	789	838	146	2 913
Africa and the Middle East	1983	862	215	496	754	68	2 394
	1984	1 021	291	481	971	67	2 831
	1985	742	434	437	652	68	2 334
ALL COUNTRIES	1983	10 408	14 272	29 972	33 285	2 674	90 613
	1984	10 833	17 411	36 027	44 771	3 343	112 384
	1985	9 635	19 180	36 781	49 953	3 694	119 241

Source: Statistics Canada, *Merchandise Exports*, 65-202, 1985

NOTE: Special transactions includes total re-exports.

Values may not add due to rounding. Greenland, St-Pierre and Miquelon are included in All Countries total.

IMPORTS FROM PRINCIPAL TRADING AREAS

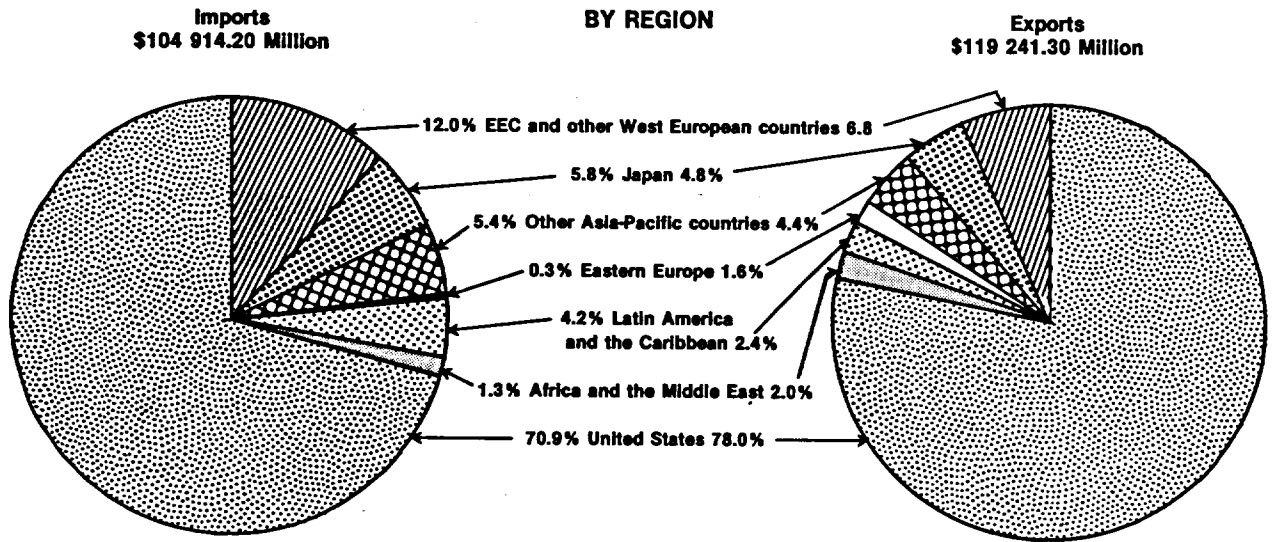
(in millions of Canadian dollars)

Trading area	Year	Farm & fish products	Crude materials	Fabricated materials	Fully manufactured products	Special transactions	Total imports
United States	1983	2 754	3 420	10 043	37 044	728	53 989
	1984	3 178	4 079	11 844	47 912	1 153	68 166
	1985	3 102	3 387	12 771	53 876	1 241	74 377
EEC, including other West	1983	744	393	2 189	4 066	133	7 525
	1984	1 010	708	2 964	5 139	197	10 018
	1985	1 024	1 528	3 419	6 410	173	12 554
European Countries	1983	57	61	437	3 824	34	4 413
	1984	72	70	558	4 967	44	5 712
	1985	66	63	692	5 221	70	6 113
Asia-Pacific countries, including China	1983	538	274	472	2 616	41	3 941
	1984	570	328	614	3 539	84	5 134
	1985	610	271	769	3 970	88	5 708
Eastern Europe, including the Soviet Union	1983	17	3	74	150	6	250
	1984	24	14	91	169	7	306
	1985	21	11	80	178	6	296
Latin America and the Caribbean	1983	745	1 852	677	531	17	3 822
	1984	860	1 843	973	1 027	16	4 719
	1985	912	1 665	790	1 060	29	4 456
Africa and the Middle East	1983	148	1 236	122	49	22	1 577
	1984	194	952	169	57	32	1 403
	1985	174	933	211	65	24	1 406
ALL COUNTRIES	1983	5 003	7 241	14 015	48 281	981	75 520
	1984	5 906	7 994	17 215	62 811	1 534	95 460
	1985	5 909	7 858	18 733	70 783	1 631	104 914

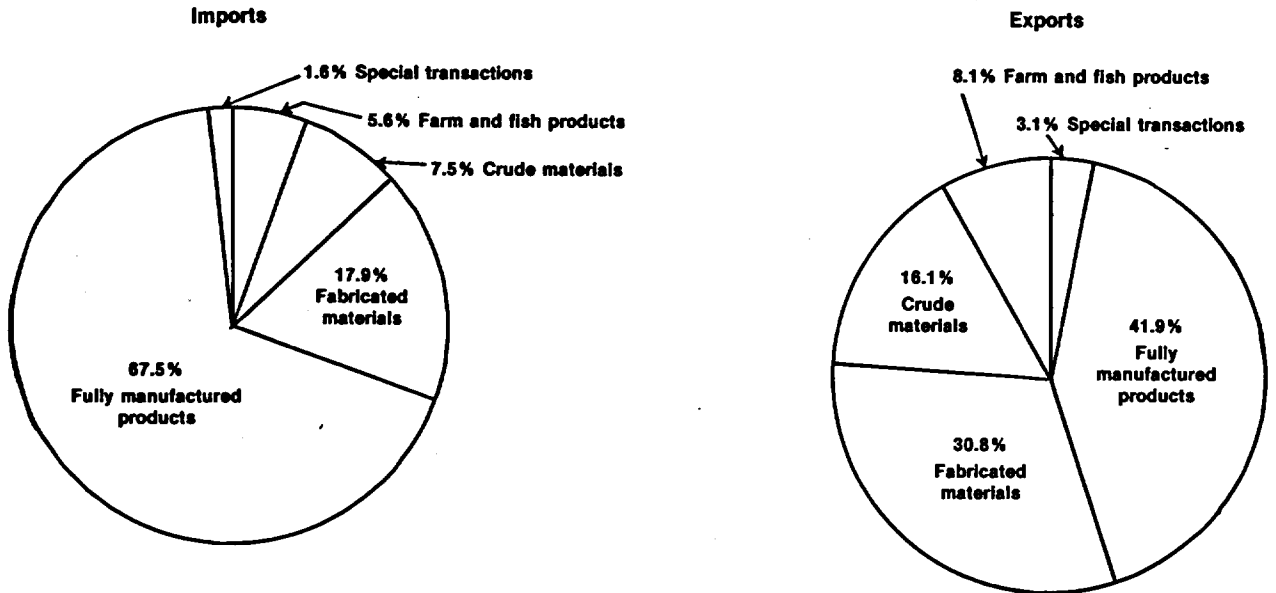
Source: Statistics Canada, *Merchandise Imports*, 65-203, 1985

NOTE: Values may not add due to rounding. Greenland, St-Pierre and Miquelon are included in All Countries total.

IMPORTS and EXPORTS by REGION and by COMMODITY GROUPING - 1985



BY COMMODITY GROUPING



Developments in trade policy

The multilateral trading system, which is the cornerstone of Canada's foreign trade policy, is based upon objectives and principles embodied in the GATT as well as instruments and activities under the auspices of the OECD, the United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD) and other multilateral and plurilateral organizations or informal groups. Canada was active in the full range of work in these bodies during the year.

General Agreement on Tariffs and Trade

Progress was made in the implementation of the GATT Work Program which was agreed at the 1982 GATT Ministerial meeting chaired by Canada. The aim of the program is to help countries resist protectionist pressures and to identify and recommend possible solutions to a number of trade problems. Work was particularly active in the area of trade in agriculture, trade in resource products (including their semi- and fully-processed forms), services and safeguard measures.

Negotiations to improve and expand the scope of the GATT Agreement on Government Procurement continued during the period under review. The aim of the negotiations is to improve the procedures of the Agreement, to expand its coverage and to examine the possibility of including government purchases of services under its terms. The Agreement, to which the major industrialized countries adhere, opens up a portion of the procurement of goods by its members to international competition.

During 1985-86, Canada was involved in the GATT-related activities described below.

Liquor boards

After consultations with Canada under the GATT dispute settlement provisions concerning alleged discriminatory pricing practices by provincial liquor boards, the European Community requested the establishment of a panel to examine the issue on March 12, 1985. Its terms of reference have been agreed to and efforts are continuing to reach agreement on panelists. In addition, bilateral consultations with a view to reaching a mutually satisfactory solution are continuing.

Harmonized system of tariffs

Preparations continued for the implementation of the Harmonized Commodity Description and Coding System (HS). Canada took an active part in this task of the GATT Committee on Tariff Concessions. Particular emphasis was placed on: examining the tariff conversions of major trading partners; working towards a consensus on modalities to be used under the upcoming GATT Article XXVIII negotiations; and preparing for a data base on tariffs to serve the HS negotiations (and possibly the upcoming Multilateral Trade Negotiations). It is now expected that Canada and our major trading partners will implement the HS on Jan. 1, 1988.

Gold coins

The Government of South Africa, after consultations with Canada, requested on October 26, 1984, the establishment of a panel to examine the Ontario Government practice of applying a tax on the sale of imported gold coins. The panel met during April-June 1985 and found that the Ontario sales tax measure did not accord with the GATT national treatment provision. Ontario subsequently modified the measure in an appropriate fashion.

Accession of Mexico and China to GATT

Work continued during the year to prepare the Canadian position for negotiations over tariff and other concessions which will be required of Mexico and China in the course of their accession to GATT. Negotiations with Mexico are already under way and negotiations with China are expected to begin in the autumn of 1986.

Enlargement of the European Communities

Subsequent to the entry of Spain and Portugal into the European Communities, Canada and other trading partners will be engaged in negotiations on compensation for impairment of market access into the EEC following the integration of the Spanish and Portuguese trading regimes into that of the Community. Negotiations are expected to begin in the summer of 1986.

Organization for Economic Co-operation and Development

Canadian participation in the OECD was active during the year. At their meeting in May, OECD ministers vigorously endorsed the need to launch a comprehensive new round of trade negotiations.

The Trade Committee addressed several diverse issues: the accession of the People's Republic of China (PRC) to the GATT; the role of developing countries in the new round; measures aimed at strengthened transparency and discipline in the field of tied aid credits and associated financing of exports; and the emerging areas of trade in services and trade in high technology. In addition, the Trade Committee undertook a major initiative known as the Standstill and Rollback (of protectionist measures) in order to illustrate member governments' commitment to fighting protectionism. Canadian action, which included eliminating or phasing out of quotas on footwear, was cited as an action in conformity with this objective.

The Industry Committee examined several different issues including industrial adjustment, high technology and the ship-building sector.

International steel trade problems, exacerbated by growing global over-capacity in the steel sector, were addressed in the OECD Steel Committee. Detailed examinations were carried out on the industrial and trade policies of OECD member countries, as part of the Committee's efforts to ensure that members do not take measures which shift the burden of adjustment onto the steel sectors of other countries. The Committee again examined the use of official export credits in the financing of steel plant and equipment; comparative structural adjustment problems, including manpower issues; and global steel production, usage and trade patterns.

The OECD has a regular program of work in agriculture which may be divided into three components: (a) regular reviews of market developments in the main temperate products — grains, meat, dairy products and horticulture; (b) awareness of developments in member countries' agricultural policies; and (c) monitoring of agricultural trade and related trade policies. These three aspects are brought together once a year in an overview by the Agriculture Committee and are eventually published. The OECD also prepared special reports on such subjects as agricultural trade with the developing countries, energy in the agri-food sector, methods of farm income support and agricultural policies for the 1980s. It is currently working on a major study of agricultural and trade policies, including that of a balanced reduction in protection.

International trade ministers' meetings

The Honourable James Kelleher, Minister for International Trade, participated in one informal meeting of trade ministers from a broad range of developed and developing countries. The meeting, held in Stockholm in June 1985, was designed to allow ministers to discuss informally the status of the multilateral trading system and to exchange ideas on how participants could work together to strengthen trade relationships among members of the international trading community. The underlying theme of this meeting was that of developing an international consensus in favour of prompt initiation of the next round of multilateral trade negotiations in September 1986.

Canada took part in two Quadrilateral Trade Ministers' Meetings, one hosted by Mr. Kelleher at Sault Ste. Marie,

Ontario, in July 1985 and one at San Diego, California, in January 1986. On these occasions, ministers of trade from the United States, the European Community, Japan and Canada reviewed developments in the international trading system and discussed preparations for a new round of multilateral trade negotiations.

International commodity developments

Canada continued to participate in the main international commodity agreements (wheat, sugar, coffee, tin, natural rubber). The only one for which Canada is an exporting country, the International Wheat Agreement, consists of a consultative mechanism without economic provisions. The agreements on coffee and natural rubber contain provisions aimed at price stabilization. The International Sugar Agreement, which came into effect on January 1, 1985, is limited to a consultative framework due to failure to reach agreement on pricing and other provisions to stabilize the market. Canada remained outside the current Cocoa Agreement as the economic provisions were judged to be unworkable: this assessment has proved accurate. However, Canada is participating in attempts to renegotiate the present Cocoa Agreement. The agreement covering natural rubber succeeded in stabilizing prices within the prescribed range and is currently in the process of being renegotiated. The agreement related to tin, after facing severe difficulties as a result of persistent downward pressure on the floor price, ceased defending the floor price in October 1985. Considerable effort was expended in an attempt to resolve the difficulties resulting from this development and to protect Canadian interests in this matter.

Canada is also a member of the International Jute Agreement, which does not contain any price stabilization provisions, but attempts to increase research and development and promote market development for the commodity.

An independent group of experts was established by the United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD) to examine the need for and possible scope of an international fund for the compensatory financing of shortfalls in export earnings from commodities by developing countries. Due to the direction this study has taken, Canada joined the United States in announcing that it was reserving its position regarding the need for further study in this area. The issue of compensatory financing continues to be examined by both OECD and UNCTAD, and Canada is monitoring developments in both forums.

During the year, the first discussions were held at the International Labour Organization (ILO) concerning a Convention and Recommendation on safety in the use of asbestos, during which Canada promoted a controlled use rather than a banning approach. In addition, efforts continued to promote increased transparency of markets for resource products through co-operation of producing and consuming countries in international forums such as the International Lead Zinc Study Group, OECD, UNCTAD and the UN Economic Commission for Europe (ECE). Canada's initiative to establish an International Nickel Study Group (INSG) culminated in the convening of a negotiating conference. The establishment of the International Tropical Timber Organization (ITTO) was also achieved.

Other developments

Discussions with the Japanese government led to the renewal by Japan for a fifth year of its undertakings regarding restraint of motor vehicle exports to Canada.

International trade development

Agriculture, fish and food

The Agriculture, Fish and Food Products Bureau continued to be the focal point for the federal government's international trade activities in all food products except grains and oilseeds. On the market development side, the Bureau was extremely active through sponsorship of fairs and missions under the Promotional Projects Program (PPP) as well as the specialized food and fish components of the Program for Export Market Development (PEMD).

The Bureau played an active role in consultations with industry associations regarding the National Trade Strategy, consultations with other government departments and provincial governments on post plans, amendments to several Acts regulating agricultural products and consultations on the importation of beef from the European Community. The Bureau also provided input on the countervail issue, specifically on fish and live hog as well as pork exports to the United States; to GATT on agricultural issues; and to OECD work on fish, dairy products and beef. It also was involved in the preparation of analytical papers on world market profiles for pork.

The Bureau also engaged in preparations for the Department's participation in Food Pacific 86, the creation of a computerized client data base of Canadian exporters and potential exporters of agri-food and fish products and the development of a "Buyer Connection program" for testing in the United States. In addition, the Bureau sponsored its annual meeting with Department of Regional Industrial Expansion (DRIE) regional officers and provincial government trade officials. Country profiles on the Japanese and US markets were also undertaken.

The Bureau assisted Canadian companies in breaking into new markets. Successes include sales of breeding swine to Korea, canned capelin to the Far East, freshwater fish to Africa, goats to Brazil, beer to Japan, apples to the People's Republic of China, breeding foxes to Poland and bracken ferns to Japan. The Bureau also aided other departments in ensuring that new programs were designed with potential exports in mind, in areas such as pesticide regulation, seed certification, international use of antibiotics, and industry overviews.

The Department, through the Bureau, sponsored Canadian participation at the Royal Agricultural Show in Kenilworth, England, the Royal Highland Show in Scotland, an agribusiness fair in Hungary (OMEK), the All-Japan Holstein Show, Ag China, the Royal Melbourne and Perth shows in Australia and the *Salon International de l'Agriculture* in Paris, all of which featured Canadian livestock genetics. Promotional brochures for dairy and beef cattle were updated, new promotional material for the US market was produced by the British Columbia Blueberry Co-operative with assistance from PEMD and the Bureau produced a pulse crop display kit for distribution to posts overseas as well as the Canadian trade.

The Canadian nursery trades industry is becoming more active in the export market and participated in several horticultural trade shows in the United States with assistance

from PEMD. The Bureau assisted with a dairy cattle "Progeny Showcase" in Ontario which attracted a number of overseas visitors in conjunction with the Royal Winter Fair. Several buyer groups from the United States, the United Kingdom, Australia, and Central and South America attended and bought Canadian beef and dairy breeding cattle, swine, semen and goat breeding stock. Fur buyers from Korea, Hong Kong, Japan and Denmark were invited to Canadian fur auctions; they too subsequently placed orders for fur pelts. Under the National Trade Strategy, the Bureau sponsored two market studies for dehydrated alfalfa and other feed ingredients in Japan and Korea; in addition, a market study for replacement dairy heifers in the Southwestern United States was initiated.

Promotional activities in the primary agricultural sector emphasized support for commercial exports of plant and animal genetic material. The Bureau sponsored a seed potato technical mission to Portugal which presented seminars to agricultural co-operatives and other potato producers; and a delegation of senior plant health officials from Portugal visited Canada to observe production conditions and Canada's phytosanitary control system. There were also delegations from Uruguay and Brazil for seminar presentations on seed potato production and disease detection and control.

A Bureau-sponsored agricultural commodities mission to Egypt led to the establishment of a seed potato demonstration plot by the Canadian industry, with assistance from PEMD. The Bureau also sponsored technical sales seminars on dairy cattle and semen in Ecuador and a breeding swine mission to Venezuela. A blueberry and native berry technical mission to Europe discussed the Canadian grade standards and other issues with the major buyers, and carried out an assessment of future market potential in Europe for Canadian wild blueberries. A bovine embryo study mission from Australia resulted in a number of serious trade inquiries from Australian artificial insemination (AI) companies. An incoming livestock feed mission from Japan concentrated on dehydrated alfalfa and barley.

For processed foods, the Bureau helped organize major international food shows, including ANUGA in Cologne, West Germany, Foodex in Tokyo and MEFEX in Bahrain. In the United States the Bureau sponsored exhibits at five regional trade shows plus eight solo food show promotions (Canadian products only). Other activities included in-store promotions, trade missions and PEMD support for private sector initiatives to penetrate new markets. Work is continuing on the development of product and market profiles to identify export opportunities for Canadian processed products. A survey of world trade flows was revised and updated.

The Bureau provided support for the Canadian Food Processors Association International, a new organization, to assist food processors in developing international competitiveness in processed foods; the Wild Blueberry Association of North America, which helps promote Canadian blueberries in Europe and Japan; and the International Maple Syrup Institute. It also sponsored an incoming seed potato mission from Uruguay, in addition to PEMD support for Canadian companies pursuing markets in the Middle East and Brazil. The Bureau continued to support Potatoes Canada in its variety trials and generic promotion of seed potatoes in offshore markets.

In the fisheries sector, the Bureau was heavily involved in both export promotion activities and trade policy issues. To

promote exports the Bureau organized and participated in fish trade shows in the United States, Japan and Europe. It also conducted an incoming buyers' mission from the Middle East, Europe and Australia. Several associations were helped to develop marketing plans and funding under PEMD was obtained. Sales to the Soviet Union were a major project. A seminar on how to sell fish to the United States was held in Quebec City. New or expanded markets in Africa, Brazil and China were pursued.

Under the heading of trade policy issues, the Bureau was involved in the US countervail action, among others, and in problems arising from Canada's bilateral fish relations with the EEC. Personnel were assigned to deal with matters arising from Canada's membership in international organizations such as the OECD, the North Atlantic Salmon Conservation Organization (NASCO), the North Atlantic Fisheries Organization (NAFO), the International North Pacific Fisheries Commission (INPFC), the Food and Agricultural Organization (FAO) and others. Several difficult problems arising in these organizations were resolved. A number of policy papers were produced on topical subjects. Branches of the Department drew heavily on the fisheries expertise of the Bureau.

In terms of public communications efforts, the Bureau created a NOMADIC unit (an eight-by-ten-foot photo mural on an aluminum collapsible frame) depicting Canadian agri-food and fish products, for use at various promotions, fairs and exhibits. It also completed the development of restaurant kits (including menu covers, placemats and napkins) for distribution to hotels and restaurants to promote Canadian products, as well as a show handout folder, and purchased 12 000 copies of *Flavor and Flair*, a guide to the Canadian food and beverage industry, from Promex Publications.

Grains and oilseeds

The Grain Marketing Bureau facilitated expanded exports of Canadian grains, oilseeds and their products through the co-ordination and conduct of trade development activities and contribution to the development of trade policy. The market environment for the 1985-86 crop year was again dominated by an oversupply on world markets, with further declines in prices as a result. While exportable supplies in Canada increased from the previous year's drought-reduced level, the quality of the 1985-86 crop suffered from adverse weather during harvest. Exports of the major grains and oilseeds during the 1985-86 crop year nevertheless increased slightly to about 24.5 million tonnes.

Long-term grain trade agreements (LTAs) were negotiated on a government-to-government basis with Brazil, Iraq and the Soviet Union. Exports under LTAs account for about one-half of export grain shipments. Trade development activity centered on the use of technical seminars, utilization trials and consultations in seven countries, and was directed mainly at maintaining existing markets, and developing new ones for canola and canola products.

Apart from the supply-demand imbalance, a major development influencing market conditions was the passage by the United States of a new farm bill — *Food Security Act, 1985* — with generous export assistance measures which exerted increased downward pressure on prices. Ostensibly directed at the EEC, the marketing provisions of the legislation are creating severe problems for countries such as Canada.

In this highly competitive market environment, the Credit Grain Sales Program continued to be an important tool in facilitating export sales of mainly Canadian Wheat Board grains. In 1985-86, 2.8 million tonnes of grain were exported under credit agreements to seven countries. The Bureau participated in the government's review of the adequacy of export financing for agricultural products generally. In response to the findings of the review, government-guaranteed short- and medium-term agriculture credit programs were established by the Export Development Corporation (EDC) which can be used for non-Board grains, oilseeds, oils and meals, as well as other agricultural products.

The Canadian International Grains Institute made significant contributions to the maintenance and development of domestic and foreign markets for grains and oilseeds and products. Financed by the Bureau and the Canadian Wheat Board, it conducted 16 instructional courses in Canada and abroad for 280 foreign participants from existing and potential customer countries and for Canadian personnel working in the grains and oilseeds sector.

Bilateral discussions were held with the United States on grains and oilseeds issues of mutual interest, including the impact of the US *Food Security Act, 1985* and the US Export Enhancement Program. Canada also engaged in regular semi-annual consultations with the EEC, as well as discussions on specific bilateral grains and oilseeds issues.

Canada assumed the Chairmanship of the International Wheat Council for 1985-86. During the year, a new International Wheat Agreement was negotiated, in which Canada continues as a signatory.

Defence programs

The Defence Programs Bureau continued to concentrate on assisting Canadian manufacturers of defence and related high-technology products by enhancing their access to international markets and assisting them to expand exports — primarily to the United States, Europe and the Pacific Rim.

As a result of the Quebec Summit in March 1985, a declaration on international security stimulated the defence partnership between Canada and the United States. This partnership included Defence Development and Defence Production Sharing Agreements (DD-DPSA) such as the North American Air Defence Modernization Program, which resulted in multi-million dollar contracts to Canadian industry for the communications and facilities segments of the North Warning System.

A number of special defence marketing initiatives in line with the National Trade Strategy emanated from the Summit declaration. They involved informing the Canadian industry of the opportunities in the US high-technology defence market through 24 briefings across Canada to 310 Canadian companies; making US military decision makers aware that they could look to Canada to supply the United States with defence equipment as a result of the DD-DPSA, as undertaken by Canadian executives of 24 companies to 86 US Navy decision makers in Washington and New London, Connecticut; and finally making sure that US prime contractors knew of the special arrangements enabling Canadian companies to participate in US defence procurement programs by means of a video entitled "Good Neighbours — Good Partners" which involved 53 presentations to more than 1 000 senior American military and industry representatives.

Bureau officials also worked to increase market access for the Canadian defence industry in other countries. Acting both directly and with the industry, they arranged meetings with NATO organizations concerned with their future defence requirements, ensuring that Canadian industry received opportunities to bid on NATO infrastructural requirements. Their involvement in the international trade and foreign relations aspects of Canadian defence procurements resulted in Canadian industrial participation arising from bilateral and multilateral co-operative defence research, development and production (RDP) agreements with eight European nations, as well as input to the DD-DPSA. Finally, they arranged missions in connection with RDP agreements and facilitated visits by potential buyers from France and Brazil, while also conducting market research in North Africa, Asia and the Pacific Rim in order to provide a coherent plan for pursuing opportunities for defence and high technology exports there.

A major milestone in the CL-289 Surveillance Drone System was marked with the signing of a Pre-production Memorandum of Understanding with France and West Germany to develop a collaborative program authorizing the selected contractors from each country to build tooling and test equipment for the production of systems to be delivered to the French and West German armies in the late 1980s.

The 24th Annual High-technology Show Industries Export Conference involved 450 representatives from 270 Canadian companies and 81 representatives from foreign posts, Crown Corporations and other government departments in some 5 000 interviews.

The past year saw the continued growth of exports for defence and defence-related products, with total exports reaching almost \$2.0 billion, all but \$259.0 million to the United States.

Technology and science

The central importance of technology to Canada's economic prospects is becoming increasingly recognized in government policies and programs. By international comparison, however, Canada is still a very small producer, spending only half as much on science and technology as our main competitors, and currently registering a \$12-billion trade deficit in high-technology goods. Solving this problem will be difficult and complicated; but one vital step is to increase the acquisition of the latest technologies by the Canadian private sector from foreign sources.

As noted by the National Research Council in testimony before the House of Commons Committee on Research, Science and Technology, "only 1 250 Canadian firms, most of them small, out of 50 000 that are technologically dependent, do any research and development. This is only 2.5 per cent of the total. Therefore 97.5 per cent of our firms do none (R&D)."

The products and services of firms that do perform research and development, however, rank second to none in the world. Furthermore, many of those that do not conduct research and development nevertheless must use the best available technology for their products to remain competitive in world markets.

This simple overview of Canada's dependence on technology and the critical impact of science on technology-based competitiveness accounts for the increasing emphasis on technology and science in Canada's international affairs. These

activities, described more fully below, include actively promoting exports of Canadian technology-based goods and services, facilitating the acquisition of foreign technologies by Canadian industry, paying more attention to selective cooperation in research and development with other governments, and monitoring domestic and international economic policy issues that may have an impact on Canada's ability to remain technologically competitive.

The Technology Inflow Program

The Technology Inflow Program (TIP) was created during the past year. It is premised on the belief that if Canadian industry is to be competitive in Canada and abroad, it must embody the latest technology and operate in the most efficient and effective manner possible. Since Canada produces only about two per cent of its technology requirements, the source of innovation is very often another country.

The Program promotes international collaboration that will provide the technological innovation needed to develop new or improved Canadian products, processes, or services in two ways. First, it makes use of Canadian government offices abroad to facilitate the flow of foreign technology to Canada. Second, it provides Canadian scientists and engineers with financial support to assist them in gaining first-hand knowledge of foreign technologies relevant to their needs.

The specialists at posts abroad include seven science and technology counsellors and eight technology development officers based at key posts in developed countries. The former, who are Canada-based personnel, perform a broad range of duties — from reporting on scientific and technological developments in their host country to assisting industry in identifying opportunities for R&D collaboration. The role of the counsellors continues to evolve in response to the economic importance of technology. In particular, their role in working with Canadian industry continues to expand and develop. The technology development officers, who are knowledgeable in the industry of the country where they are posted, are responsible for identifying sources of technology specifically requested by Canadian companies.

The TIP Fund provides financial support to those seeking to transfer technology to Canada. It works closely with, and complements government initiatives to increase, foreign investment in Canada. In 1985-86, the Fund had a budget of \$300 000. It received 65 proposals for funding (54 from non-federal government institutions), of which 41 were funded. Thirty-two were from industry and other non-federal institutions, including universities and the provinces.

Technology and services marketing

The rapid evolution of computing and telecommunication technologies, as well as their convergence, continued unabated during 1985. Increasingly sophisticated needs in all sectors of society again challenged the technical and marketing abilities of Canadian industry, which responded with innovative products and services to meet the growing world demand for production and productivity enhancement tools. As users in the private and public sectors in Canada and abroad entered previously uncharted territory, market profiles changed in practically all countries, the marketing

task became more complex, and marketing strategies concentrated on narrow segments or "niches."

The Canadian telecommunication industry proposed the establishment of a training institute to be known as the Telecommunications Executive Management Institute of Canada (TEMIC). The Institute, headquartered in Montreal but with a Canada-wide scope, is intended to enhance the capabilities of managers of developing country telecommunication administrations. The government gave its full support to this private sector initiative which would also expand the international awareness of Canada's leadership in this key sector.

Workplace automation became more widely accepted in the industrialized world, especially in the field of integrated office systems. Canadian suppliers, individually or with government assistance, successfully demonstrated their products and service capabilities to potential buyers, especially in the United States, and secured significant early positions in that market.

Specialized software packages, e.g. for primary and secondary industrial processing and for a great variety of administrative functions, found new markets in Asia, Latin America and Europe.

Government export support was available through traditional as well as new channels, including specialized seminars to update the marketing strategies of the private sector. The Department also produced promotional directories and brochures on electronic, telecommunication and computing products, aimed at increasing international awareness of Canadian capabilities and achievements among foreign technical, planning and procurement managers.

Space and communications

These two sectors of science and technology are by their very nature international. The Department contributed to the development of the Government Space Plan for 1985-89 through its active participation in the Interdepartmental Committee on Space. Of particular importance was the agreement between Canada and the United States on Canadian participation in the US Space Station Program. This involvement is expected to capitalize on and extend Canadian industrial capabilities in robotics, already successfully demonstrated in the Remote Manipulation System (Canadarm) supplied by Canada for the space shuttles.

In the United Nations Committee on the Peaceful Uses of Outer Space, Canada initiated and submitted Draft Principles Governing the Use of Nuclear Power Sources in Outer Space. Based on this draft, two of the principles oriented towards the safer use of nuclear-powered satellites are in the process of adoption and the others will be the basis for continuing discussion of the issues important to Canada.

Finally, a ministerial meeting of the OECD chaired by the Right Honourable Joe Clark, Secretary of State for External Affairs, adopted a Declaration on Trans-Border Data Flows, which had been developed by the Working Party on Trans-Border Data Flows of the OECD Committee on Information, Computer and Communications Policy, which was also under Canadian chairmanship. Canada has been active in all aspects of the work of the Committee, which assesses the economic and trade significance of technical and policy issues in the

fast-expanding industries which produce and use information, computers and communications.

Science and technology relations

In keeping with previous decisions encouraging the more vigorous use of carefully chosen international collaboration in science and technology to enhance economic development goals, Canada found itself initiating and responding to foreign initiatives in a broad range of sectors with many countries. Early in 1986 discussions were concluded for a formal Science and Technology Co-operation Agreement with Japan after some 10 years of increasingly active and productive collaboration between our two countries. Science and technology relations with China and Korea developed more vigorously. The Head of the Chinese State Science and Technology Commission paid a visit to Canada. Active collaboration on science and technology continued with the United Kingdom, France and West Germany (one of Canada's largest and most successful collaborative undertakings). Exploration of co-operative activities with several other countries continued, notably with Norway, which shares many common characteristics with Canada, especially in areas related to forestry, fishing, and Arctic (cold region) research. Collaboration with the United States is, as might be expected, extensive and mostly without formal government relationships. One notable project is the Ocean Drilling Program where Canada and other countries are working in partnership with the United States in a multi-national research project.

All of these relationships recognize the increasingly international nature of science and technology; even for the wealthiest of countries, international collaboration is essential to the continued healthy development of scientific knowledge and technological capabilities.

Science and technology policy

To close the circle, it will be obvious that the economic importance of science and technology and its international nature lead naturally to a variety of policy issues, both domestic with international ramifications and international with domestic impacts. These range from trade-related issues that can affect technology flows, through intellectual property issues, to the development of a domestic science and technology strategy. During 1985-86, the Department worked closely with the Ministry of State for Science and Technology (MOSST) in putting the development of an S&T strategy in its international context, and began to look at the technology-related aspects of trade policy. Canada was active in many UN bodies dealing with various aspects of science and technology, both in defending Canadian economic interests and promoting the more effective application of science and technology to help solve development problems in developing countries. In the OECD, the Committee on Science and Technology Policy continued to be active on many fronts. Of particular note was their work on safety and regulation in biotechnology.

All of these activities are but highlights in the increasingly important area of technology and science activities which the Department undertakes with the primary goal of enhancing Canadian competitiveness in international markets.

Investment development

The Department, under its international marketing mandate, has lead responsibility for promoting investment in Canada from abroad. Through its Investment Development Division, it has worked closely with Investment Canada, the Department of Regional Industrial Expansion (DRIE), Employment and Immigration Canada (EIC) and other government departments to develop and carry out a major investment development program at its posts. The program has also required significant consultations with provincial governments and the private sector.

In 1985-86 the investment development program abroad involved an extensive international advertising campaign. The campaign was targeted at prestige business magazines in the United States, Europe and Asia around the themes of the improved Canadian investment climate, the services of Investment Canada and its federal partners, as well as Canada's comparative advantages in energy, technology, transportation and communications. In addition, more than 170 promotional activities were conducted at some 45 posts abroad including ministerial missions, seminars, direct mail campaigns as well as the counselling of prospective business immigrants. The Department is also responsible for carrying out the government's decision to hire six investment advisers from the private sector and place them in key posts abroad to assist in promoting foreign investment in Canada. Advisers have been placed in London, Bonn, Tokyo and Paris. Selections for Los Angeles and New York are imminent.

It is worth noting that the 1986-87 investment development program will be far more sectorally targeted in its promotional activities abroad than in 1985-86. Co-operative efforts between the Department and DRIE have been particularly successful in ensuring this sectoral focus.

Nuclear questions

The past year was a particularly intense one for Canada's nuclear relations. Canada contributed substantially to the Third Review Conference on the Treaty on the Non-proliferation of Nuclear Weapons which concluded successfully with an endorsement of the Treaty and its objectives. Multilaterally, Canada continued to participate fully in the activities of the International Atomic Energy Agency and of the OECD Nuclear Energy Agency, in addition to preparing for the UN Conference on the Peaceful Uses of Nuclear Energy which is to take place in early 1987.

On a bilateral basis, Canada concluded an additional amendment to its nuclear co-operation agreement with the European Atomic Energy Community (Euratom), brought an agreement with Turkey to the final stage of ratification, negotiated an agreement with Colombia, and initiated negotiations with China. Nuclear relationships with Canada's nuclear partners were strengthened: full consultations took place with Australia, the United States, Korea, the United Kingdom, France, and Euratom. Steps were taken to extend the pragmatic application of Canada's nuclear policy by pursuing discussions on the generic implementation of Canada's prior consent right over nuclear transfers. Guidelines for the application, as appropriate, of Canada's non-proliferation policy to tritium exports were developed and made public.

As one of the departments represented on the Uranium Export Review Panel, the Department participated fully in the review of export contracts and in the development and

application of uranium export policy. Despite a continuing weak international market for uranium, Canada is the world's largest exporter of uranium. Current calendar year export figures stood at 8 294 metric tonnes of uranium valued at roughly \$760 million. Canada's major uranium customers continue to be the United States, Japan and West European states.

The Department continued its support for the marketing activities of the Canadian nuclear reactor industry, led by Atomic Energy of Canada Ltd. (AECL), which continued to pursue sales opportunities in China, Japan, Korea, Turkey, the Netherlands, Egypt, Yugoslavia and Romania.

Transportation

The pace of bilateral civil air negotiations was unprecedented during 1985-86. New air service agreements with St. Kitts and Nevis, Barbados and Jamaica were signed by Prime Minister Brian Mulroney at the meeting of Commonwealth Heads of Government in October. A new agreement with New Zealand was concluded, while a mini-agreement with the United States was signed which expands the Experimental Trans-border Air Services Program to increase services at underutilized airports in the two countries. New *ad referendum* agreements were successfully negotiated with Israel, Belgium, Brazil, the Netherlands and Chile. Rounds of negotiations also took place with the United Kingdom, Japan, Korea, India, Thailand, Singapore, the United States and the European Civil Aviation Conference.

The aviation security provisions of bilateral agreements assumed a higher profile during 1985-86. Canada's negotiating teams reached agreement with several countries on a strong security clause, while Canada advanced a number of proposals before the International Civil Aviation Organization (ICAO) to strengthen the Organization's "model" security clause.

In its participation in the multilateral maritime activities of the OECD and UNCTAD, and in bilateral discussions, the Department has continued to give priority to the vital interest of Canada's trade and business community, along with international relations concerns, in the development of domestic and international shipping policies and legislation. The Department thus chaired one of the main committees at the UN Conference on Conditions for the Registration of Ships which culminated in a new Convention. Elsewhere, the focus of departmental efforts was to achieve an equitable balance of interests between shippers and carriers in the review of the economic regulation of transportation and related legislation, and the development of common principles of shipping policy for member countries of the OECD. The international implementation of conventions on liner conferences, multimodal transport, and the movement of dangerous goods was monitored, and vessel clearance procedures revised. Reflecting concerns about the escalation of acts of terrorism to maritime commerce, work was initiated to enhance international co-operation in maritime security.

The Department continued its advisory services to industry and intervened on behalf of a number of Canadian exporters and carriers experiencing difficulties in international transportation.

Export programs and services

Export Marketplace 86

Marketplace 86 was a major export education project mounted in 35 centres across the country. The objective of this endeavour was primarily to provide an opportunity for business representatives and trade commissioners to exchange information on Canadian trade interests and opportunities in Canada's priority export markets. Two thousand Canadian firms met with 130 trade officers in more than 7 000 one-on-one interviews.

The Department worked closely with the Canadian Chamber of Commerce whose member Chambers and Boards of Trade handled registration for the events. Through the Chamber network and the wide variety of centres included in the Marketplace itinerary, the Department attracted a large number of new and potential exporters and gave them a unique chance to meet with Canadian trade officers brought back from their posts world-wide. Provincial trade ministries and other federal government departments and agencies were also represented at the Marketplace sessions.

Centres for International Business Studies Program

Graduate studies at the universities of British Columbia, Manitoba, Western Ontario, Dalhousie and Quebec's *École des Hautes études commerciales* were assisted by departmental funding for fellowships and international business research. With the objective of improving the quality of management in Canadian business and international marketing in particular, the program concentrated on international trade issues. The number of research projects and publications has increased substantially, as has the number of graduate and undergraduate students enrolled in international marketing courses. The individual centres continued to attract strong participation from the private sector on their advisory boards.

International Business Research Centre

Partly funded by the Department of External Affairs, the International Business Research Centre is a division of the Conference Board of Canada that contributes to public understanding and resolution of international trade issues. During the year, the Centre organized a major export conference on export entrepreneurship, completed several research studies on topics such as the export strategies of Canadian manufacturers and export financing and continued its advisory service on export education, trade conferences and seminars.

Canada Export Trade Month

The Canada Export Trade Month (CETM 85) was a major trade initiative involving the federal and provincial governments, as well as the private sector and academic institutions. More than 150 events were held during October in cities and towns across Canada, with speeches, seminars and conferences stressing the theme "Exports Build Canada." The participation of both levels of government as well as business groups in organizing these events was a clear demonstration of a much-improved spirit of co-operation. Approximately 70 trade commissioners from posts abroad and trade development officers from the Department as well as DRIE regional offices contributed to export-related events.

Info Export

The implementation of a computer system enabled the Department's trade information centre, Info Export, to respond

quickly to most export-related trade enquiries. The average number of calls received at the Centre jumped from 100 to 150 per day for a total of approximately 30 000 for the 1985-86 fiscal year. The Centre also distributed close to 34 000 publications to current and potential exporters and added 3 000 companies to the *CanadExport* newsletter mailing list bringing the total number of subscribers to 26 000. Info Export also developed a walk-in reference centre with a small boardroom where visiting businessmen may meet with one of the Centre's trade development officers.

Trade facilitation

The Trade Facilitation Program is an ongoing operational responsibility of the Department. The Program's function is to formulate, implement and develop policies and strategies for the systematic rationalization of procedures and documentation for international trade. Active liaison with the private sector through the International Business Council of Canada, the Electronic Data Interchange Council of Canada and private consultants working in the area of trade facilitation continued to ensure that international standards related to the generation, transmission and processing of individual trade transaction data were consistent with Canadian commercial practice and interests. Industry initiatives were supported through cost-sharing projects with the Canadian International Freight Forwarders Association, Synerlogic Inc. and the Electronic Data Interchange Council of Canada. The Interdepartmental Committee on the Facilitation of International Trade, chaired by the Department, was active in ensuring that Canadian concerns were reflected in multilateral negotiations on standards and documentation for international trade.

The Canada Export Award

The Canada Export Award acknowledges outstanding Canadian export accomplishments. It promotes the successes of Canadian companies trading abroad to the Canadian people

and to Canadian business. In so doing, it demonstrates the wide range of successful exporting activity and illustrates various routes to export involvement, as well as the standards required for international competition. In 1985, the Honourable James Kelleher, Minister for International Trade, presented Awards to the following 12 successful exporters: B. Terfloth & Cie (Canada) Inc., Babcock & Wilcox Canada, Canberra Engineering Ltd., CEGIR, Develcon Electronics Ltd., Electrovert Ltd., Faultless-Doerner Manufacturing Inc., Fletcher's Fine Foods Ltd., Linear Technology Inc., Polymer International (N.S.) Limited, Process Technology Limited and XCAN Grain Ltd. The Department administers the overall program; the actual selection of Award winners is made by an independent committee of distinguished Canadians drawn representatively from the business and financial community, the export media and public officials. Firms are selected on the basis of their performance in specific export criteria such as growth in export sales, Canadian content and export markets over a three-year period.

Program for Export Market Development

The Program for Export Market Development (PEMD) encourages the export of Canadian goods and services by sharing the financial risks of entering new foreign markets with the Canadian business community. The financing is repayable if export efforts are successful. The Program's nine sections cover sustained export market development, support for the agriculture, fisheries and food products industries and contributions to non-profit organizations. During the 1985-86 fiscal year, a total of 5 363 applications were received, of which 3 664 were approved, for a total support of \$36.3 million. Total expenditures amounted to \$33.7 million, as compared to commitments of \$66.8 million and expenditures of \$32.9 million during the previous fiscal year.

The decrease is due to budget restrictions brought on as a result of federal restraint measures.

Program for Export Market Development: Summary table

Fiscal year	Number of applications received	Number of applications approved	Amount approved (\$000)	Expenditures (\$000)	Budget (\$000)
1979-80	3 369	2 526	21 853	11 105	7 000 ¹
1980-81	3 324	2 498	21 853	9 130	7 000 ¹
1981-82	4 200	3 064	30 929	17 792	15 000 ²
1982-83	5 538	3 998	41 111	20 874	19 109
1983-84	5 618	4 105	42 054	26 975	26 443 ³
1984-85	6 235	4 543	66 781	32 865	34 815 ⁴
1985-86	5 363	3 664	36 260	33 706	35 014

1 A base supplemented by allotment transfers to meet actual expenditures.

2 The program was partially closed for five months in 1980-81 prior to receiving additional funding. This meant that fewer commitments which required expenditures were made in 1982-83.

3 Includes new program section PEMD FISH (\$150 000) but excludes \$1.7653 million to offset 1982-83 over-expenditure.

4 Total budget includes PEMD FISH and Urban Transit Study.

Promotional Projects Program

This program provides funds for organizing national exhibits at trade fairs outside of Canada, setting up trade and economic missions, mounting export marketing seminars at home and abroad, and financing trade missions and visits to Canada by foreign officials and businessmen. The 1985-86 program included: 187 trade fairs and information booths in 44 countries involving 1 043 companies; 60 outgoing trade missions and seminars taking 570 businessmen to 39 countries; and 138 incoming missions and visits bringing 998 foreign officials and businessmen to Canada. Export sales influenced by these activities are expected to total \$763 million at a cost of \$15.5 million.

Trading houses and countertrade

Activities for trading houses include assisting the sector in its growth and development through disseminating information on the role and function of trading houses to companies and government officials and promoting their use by small to medium-size Canadian suppliers. In the countertrade area, the Department is active in strengthening the understanding and capabilities of Canadian exporters and ensuring that they have access to appropriate countertrade intelligence and services as well as knowledge of new developments in the field.

Export financing and capital projects

The Department's Export Finance and Capital Projects Division seeks to ensure that export financing facilities available to Canadian business are competitive and are used effectively to advance Canada's trade interests while respecting our international obligations. It reviews all proposals for the use of official funds to support Canadian export sales and monitors Canadian procurement under projects financed by development banks and other international financial institutions. It works to facilitate harmonization of Canada's trade development and aid programs and to advise exporters on matters related to export financing. Its mandate now includes all policy and operational issues pertaining to the Department's involvement with the EDC and the Canadian Commercial Corporation (CCC), and with the OECD in respect of Canada's international financing responsibilities. It also serves as a focal point for identifying Canadian interests in overseas capital projects and in promoting increased Canadian involvement in projects financed by international financing institutions. In 1985 this division represented the Department at OECD conferences on export financing and in discussions resulting

from the Export Financing Consultation Paper released in January 1985. It has thus worked towards streamlining existing financing mechanisms and creating new facilities to ensure that Canadian exporters can compete on an equal basis with foreign competitors. Through a country-wide series of seminars and the production of two publications this division also worked to increase exporters' awareness of sales opportunities in projects funded by international financing institutions.

Trade development policy, planning and liaison

Towards a trade strategy for Canada

Since First Ministers endorsed a draft national trade strategy in February 1985, the International Trade Development Branch has undertaken a number of important trade policy and export promotion initiatives to meet the principal objectives of the policy. Government approval was sought and received to proceed with a five-year, \$70 million program of incremental export promotion initiatives to assist in the expansion of Canada's export trade to the Asia-Pacific region and to the United States. Ten million dollars were allocated in the 1985-86 fiscal year to fund the commencement of the initiatives which include doubling the trade staff in Beijing, establishing trade offices in Shanghai, Osaka and Bombay, opening mini-offices at regional centres in the United States and strengthening US border missions. This first phase of the Canadian trade strategy also included development of international marketing action plans formulated for countries and sectors of particular interest to Canada as a result of federal-provincial discussions throughout the year. Additional work was undertaken to identify incremental export expansion possibilities in other priority markets identified in Europe, Africa and the Middle East, Latin America and the Caribbean.

Export and investment promotion planning

During the year, the International Trade Development Branch has responded to the need — identified during the development of the Canadian trade strategy — for Canadians to focus and target their export and investment promotion efforts. An export and investment promotion planning system has been developed which will enable the Department to automate the trade and investment component of the annual work plans of missions abroad. Among other things, the system will permit rapid identification of priority sectors and promising market regions worldwide, so that in consultation with

Promotional Projects Program: Summary Table

Fiscal Year	Number of proposals received	Number of projects approved	Number of companies assisted	Budget approved (\$million)	Expenditures (\$million)	Sales (\$million)
1980-81	818	278	1 674	8.3	7.2	310
1981-82	811	299	1 652	8.6	8.8	350
1982-83	1 012	308	1 580	10.6	9.5	600
1983-84	1 073	341	1 894	12.7	13.1	623
1984-85	1 148	448	1 750	15.5	14.7	728
1985-86	1 033	385	1 613	15.7	15.5	763

the federal and provincial governments as well as the private sector, promotional efforts will become considerably more focused. The new planning system also will provide departmental management with the means to obtain information from mission plans on the activities of trade officers and their objectives which can be monitored regularly by means of the newly-developed trade tracking system.

Exports and Investment Promotion Program Evaluation System

This trade tracking system is a quarterly review of export and investment promotion activities at missions abroad. It is closely linked to the annual planning report, and is designed to identify progress, report on results achieved and measure workload factors. Both the planning and tracking systems are in a fully automated format: automation has vastly improved the Department's ability to provide management with concise reports on the export and investment program. It is expected that these systems will improve the quality and speed of service available to clients of the Department who are engaged in international trade and investment activities.

Federal-provincial co-operation

In 1985-86, a closer and more effective liaison with provincial authorities on trade development matters was reflected in the implementation of the jointly drafted federal-provincial papers tabled at the First Ministers' Conference on the Economy in Regina on February 14 and 15, 1985. Considerable time was also devoted to the topic of Canada and international trade at the Annual Conference of First Ministers in Halifax on November 28 and 29.

The papers outlined steps to be taken in the development of a national trade strategy, including an international marketing action plan. They also provided the framework for ongoing federal-provincial discussions, including extensive work on the development of joint federal-provincial marketing plans for countries and sectors of particular current interest.

Intensive consultations took place in February 1986 with all the provinces to co-ordinate plans, programs, activities and to maximize efforts and results in trade development.

DRIE regional offices

The Department of External Affairs continued to work closely with DRIE senior officials in Ottawa and the trade development divisions at the DRIE regional offices to ensure the effective delivery of the Department's trade development programs and services to the regions of Canada. In 1985-86, the trade development divisions continued to assist Canadian companies at the regional level to expand exports as a contribution to job creation, regional economic development and a positive balance of payments. The regional offices analyzed and planned export trade activities, delivered funded programs such as PEMD, analyzed export capability, built upon knowledge of export markets and organized seminars.

Tourism program abroad

Tourism plays a significant part in Canada's international trade. The Department has responsibility to deliver Canada's tourism program through officers at posts abroad, in two distinct world markets — overseas and the United States.

To expand Canada's share of the world travel market, efforts were focused in 1985, as in 1984, on increasing both the numbers and the expenditures of foreign tourists in Canada. These efforts were successful in the key market of the United States: long-term visits (i.e. more than 24 hours) rose 3.4 per cent to 12.1 million (preliminary estimate), while expenditures grew 16.8 per cent to \$3 674 million.

Overseas, the priority markets were Japan, the United Kingdom, West Germany, France, Mexico, Australia, the Netherlands, Italy, Hong Kong, Switzerland and Sweden. Visits decreased 3.8 per cent to 1.6 million, while expenditures were up 4.9 per cent to \$1 332 million.

Marketing profiles

The International Trade Development Branch has prepared a series of marketing profiles on internationally competitive Canadian suppliers for distribution to trade commissioners in foreign posts. These profiles provide a brief non-technical description of the products and services available for export and their applications, as well as an indication of each company's marketing activities and objectives. Marketing profiles are designed to assist trade commissioners to determine with greater precision the market prospects in their territories for competitive Canadian products and services, and to assist in identifying product-market matches that might otherwise be overlooked.

WIN Exports

The Department is proceeding with the development, and implementation of its World Information Network (WIN Exports), a computerized trade program management system. WIN Exports provides trade commissioners at foreign posts with up-to-date, accurate and comprehensive information on Canada's export capabilities, as well as the means to manage extensive local contacts and major promotional activities. Testing of WIN Exports was completed at Tokyo, Hong Kong and three US posts. Essentially, WIN serves as an electronic means to deliver trade sourcing information available in federal, provincial and private sector directories, including the DRIE Business Opportunities Sourcing System (BOSS), to trade posts around the world. Extensive factual and qualitative information on over 12 000 Canadian exporters is now available on WIN.

Special trade relations

The Special Trade Relations Bureau is charged with the administration of the *Export and Import Permits Act*. This Act, which is enforced by the Royal Canadian Mounted Police (RCMP) and Revenue Canada Customs & Excise, imposes controls on the import or export of certain goods, or on the export of all goods to certain countries for the purposes outlined in the Act. These purposes include managing supply and distribution of articles which are scarce in Canada or in the world, or subject to governmental controls in other countries, encouraging additional processing in Canada of natural resources, ensuring that Canada's national security is not jeopardized, supporting other Canadian legislation (for example, the *Meat Import Act* and the *Farm Products Marketing Agencies Act*), and implementing intergovernmental agreements. Control is exercised through the requirements for an export or import permit for goods listed on the Export Control List or on the Import Control List, or for all

exports to countries on the Area Control List. The *Export and Import Permits Act* defines offences, such as exporting or importing without the required permit, and diverting or transshipping goods, in addition to providing penalties for such offences. An annual report to Parliament of the activities under the Act is available from the Special Trade Relations Bureau.

Import controls

Textiles and clothing

Canada, like most industrialized countries, has maintained special measures of protection for the textile and clothing sector for a number of years. These measures are embodied in bilateral restraint arrangements which are generally negotiated under the international legal framework of the Multi-Fibre Arrangement (MFA) of the GATT. By March 31, 1986, Canada had arrangements in place covering imports from 22 countries. All of these arrangements are in force until December 31, 1986.

In 1985-86, because of the disruption caused in the Canadian market by new sources of unrestrained imports, consultations were held with seven countries. A new arrangement was concluded with Bangladesh covering two product categories, and restraint coverage was expanded by the addition of 15 product categories to other existing arrangements.

On the basis of these bilateral arrangements, some 90 per cent of MFA-type clothing imports from low-cost sources are currently subject to restraint. The three dominant suppliers have been Hong Kong, Korea and Taiwan, which together account for more than 50 per cent of the total 1985 clothing import volume. China provided an additional 12 per cent of 1985 clothing imports, while other suppliers accounted for substantially smaller shares. The overall import growth rate for clothing moderated in 1985 to just under four per cent. However, this followed substantial increases of 25 per cent and 17 per cent in 1983 and 1984 respectively.

With the MFA set to expire on July 31, 1986, multilateral discussions on the future of this arrangement commenced in Geneva in July 1985. In preparation for negotiations on renewal of both the MFA and Canada's bilateral restraint arrangements, the Textile and Clothing Board, which is an independent advisory agency to the government, was directed to undertake a comprehensive inquiry into conditions affecting the textile and clothing industries. The Board presented an interim report in June 1985, and a final report in October, 1985. The findings and recommendations of the Board were intended to assist the government in its broad review of Canada's textile and clothing policy.

Beef and veal

Beef and veal were placed on the Import Control List on December 21, 1984 for the calendar year 1985, under the authority of the *Meat Import Act*. This action was taken because of a surge in beef imports during 1984, in particular subsidized meat from the EEC, and because high and damaging levels of such imports were anticipated during 1985.

A global quota of 66 500 metric tonnes was established and allocated to supplying countries on the basis of their share of the Canadian market during the 1979-83 period. In April 1985, amendments were made to exclude high-quality beef from import controls and to accommodate accords reached with the EEC and Nicaragua.

Given the uncertainty of the international beef markets, the government, on December 19, 1985, imposed and then immediately suspended a restriction on the quantity of fresh, chilled or frozen beef and veal that may be imported into Canada during 1986. This measure under the provisions of the *Meat Import Act* will permit the regulation of imports into Canada during 1986, should such action be necessary.

Footwear

In June 1984, the government mandated the Canadian Import Tribunal to conduct a wide-ranging investigation into the Canadian footwear industry.

The Tribunal took a full year to complete its inquiry. Its report concluded that significant adjustment had taken place and that with the limited exception of the women's and girls' sector, the industry could stand up to foreign competition.

On November 20, 1985, the Honourable James Kelleher, Minister for International Trade, announced the government's decision to remove import controls on all categories of footwear except the women's and girls' sector effective December 1, 1985. In this latter sector the government decided to phase out quotas over a three-year period through annual increases in quota levels of six, eight and 10 per cent.

In a separate development arising from the government's decision to extend controls of footwear from December 1, 1984 to November 30, 1985, Canada was able, in April, 1985 to negotiate a compensation arrangement with the EEC providing for the reduction in import tariffs on a number of products of interest to the Community. This action forestalled EEC threats to retaliate against \$150 million in Canadian exports to the Community.

Export controls

The large majority of goods on the Export Control List are military, strategic, or atomic energy goods and equipment whose export is controlled for reasons of national security. Military goods are found in Group 7 of the List; strategic goods are civilian industrial goods, equipment and technology which can be used to increase the military capacity of nations potentially hostile to Canada and its allies. The List also includes atomic energy goods, goods controlled for Canadian domestic purposes (e.g. pancreatic glands of cattle, logs, pulpwood, Canadian bronze one-cent coins, etc.), technology relating to controlled items, and all goods of US origin.

A list of military, strategic and atomic energy goods is negotiated and agreed to at meetings of the Co-ordinating Committee for Multilateral Strategic Export Controls (CoCom) in Paris. The purpose of this list is to define goods and technologies which are embargoed for export to certain "proscribed destinations," which include principally the Soviet Union, its Warsaw Pact Allies, and China. The lists are then incorporated into or reflected in the national export regulations of CoCom's 15 members (NATO countries except Iceland, plus Japan). Export controls seek to prevent the unauthorized shipment of controlled goods, or their diversion to the proscribed destinations.

After discussions at recent high-level meetings of CoCom, Canadian ministers, including the Right Honourable Joe Clark, Secretary of State for External Affairs, agreed to the necessity of increasing the enforcement of export controls for national security reasons. As a result, on October 15, 1985,

Revenue Canada Customs & Excise had in place an enhanced enforcement program which targeted exports of high-technology products. The RCMP is also involved in investigations of violations of the Act and has devoted more resources to this area. The result of this activity has been a more than doubling in the number of export permit applications dealt with by the Export Controls Division by March 31, 1986.

Extraterritoriality

Canada continues to view with concern the extraterritorial application of foreign law, particularly US law, that has the effect of displacing Canada's sovereignty over its own territory or to place Canadians in the position of having to choose between conflicting sovereign commands.

During 1985, Canada sought practical accommodations on particular issues of extraterritoriality, both through bilateral consultations with the United States and other countries, and through multilateral discussions at the OECD. The Memorandum of Understanding on Anti-trust Matters between Canada and the United States provided an effective bilateral framework for continuing consultations and collaboration in the anti-trust field. The "Subpoena Working Group," comprising officials of both countries, continued to monitor US subpoenas directed against Canadian corporations for the production of documents from third countries, and to explore alternative, co-operative methods that might be available to obtain such information.

Canada made substantial progress in the negotiations of treaties on Mutual Legal Assistance in Criminal Matters with the Bahamas and other countries. Such treaties, which would complement a similar agreement signed with the United States in March 1985, will enable the countries concerned to assist one another in the investigation, prosecution and suppres-

sion of crime and reduce the potential for resort to unilateral and extraterritorial measures to obtain evidence in the jurisdiction of the other parties. Pursuant to the terms of the Quebec Summit Security Declaration of March 1985, Canada and the United States reached agreement on Joint Terms of Reference, to take effect June 6, 1986, to control access to unclassified but militarily critical technologies in a manner that respects the sovereign interests of both countries.

These co-operative efforts were accompanied by steps to ensure respect for governing principles of international law respecting Canadian jurisdiction. On June 15, 1985, Canada joined with the United Kingdom and Australia in filing an *amicus curiae* brief before the US Supreme Court in the antitrust case of *Zenith Corp. v. Matsushita, et al.*, arguing that as a matter of international law, the compulsory nature of directives issued by a government and effective in its territory should be respected by the courts of another jurisdiction consistent with the principle of sovereign equality of states, reflected in the US "act of state" doctrine.

The Government of Canada retained legal counsel in the United States in 1985 to prepare an *amicus curiae* brief in the case of *Alcan Aluminium Ltd. v. Franchise Tax Board of California* to emphasize the objectionable application of the unitary tax system to foreign firms operating in California. Canada argued, *inter alia*, that the unitary method of taxation departs from generally accepted international standards for determining the geographic source of income for taxation purposes (i.e. the arm's-length method), thus increasing the risk of double taxation, and that this method intrudes on the Canadian government's sovereign right to develop its own policies for foreign and domestic investment. Canada was one of 16 countries taking issue with the California unitary tax system.

Chapter 3

MULTILATERAL AFFAIRS AND INTERNATIONAL CO-OPERATION

The United Nations

The highlight of this period of the UN system was undoubtedly the commemoration of its fortieth anniversary. There were a number of notable successes during 1985-86, but the system came under extreme financial strain early in 1986. Canada continued its longstanding commitment to strengthen the United Nations by promoting proposals for practical reforms designed to improve the system's performance.

The fortieth anniversary of the foundation of the United Nations occurred on October 24. Some 100 heads of state and government gave commemorative addresses to the General Assembly, testimony to the virtually universal recognition of the value of the United Nations to its member countries. Prime Minister Brian Mulroney spoke on this occasion of the need for all countries to recognize their common interest in the United Nations and to respect the principles of its Charter. He called on the international community to take urgent action to reduce the threat of nuclear war, to liberalize trade and improve economic conditions in poor countries, to fight terrorism and to support the child immunization program of UNICEF as a simple and inexpensive way to save the lives of millions of children every year. He condemned *apartheid* and called on South Africa to change its racial policies before a violent crisis engulfs it.

In a fitting tribute to the fortieth anniversary, debate at the General Assembly was more moderate in tone during 1985. Member states appeared to recognize that the polemics and repetitive debate of previous sessions were not only unproductive but had led governments and public opinion in many countries to downgrade or ignore the United Nations. Among other successes, the General Assembly and the Security Council adopted a declaration on international terrorism by consensus in 1985 after many years of difficult negotiations.

Another notable achievement during the year was the adoption of the Forward-Looking Strategies at the Nairobi Conference which was held to conclude the UN Decade for Women. Subsequently endorsed by the General Assembly, the Strategies form a plan for the better integration of women into the planning and decision-making processes across a wide spectrum of activities which affect their lives and in which they can make a major contribution. Their adoption by consensus was all the more remarkable given the extremely varied perceptions of the role of women in different societies.

However hopeful the signs of realism and moderation at the United Nations in 1985, the organization faced a major financial crisis as of January 1986. Legislation enacted by the US Congress, the Kassebaum and Gramm-Rudman amendments, brought the UN's long-standing financial problems to a crisis point by reducing American contributions by more than \$80 million (US). The UN's financial flexibility had already

been seriously debilitated by the withholding for many years of parts of their assessments by other states, most notably the Soviet Union.

In an effort to avert this serious cash-flow crisis and in anticipation of a resumed session of the General Assembly which the Secretary-General deemed it necessary to convene in April of 1986, Canada and other donor countries sought to build general agreement that member countries should pay their assessed contributions promptly and that UN operations should be rationalized by eliminating unnecessary, duplicative and low-priority activities. A study of longer-term reforms was to be undertaken by a high-level intergovernmental group of experts which was constituted by the General Assembly in December.

The period under review was a decisive time for UNESCO as that organization tried, through various reforms, to keep the United Kingdom and Singapore as members even though both of had served notice of withdrawal. During this period Canada, with other member states, succeeded in having various measures passed to strengthen and improve UNESCO. The organization adopted and implemented better financial, administrative and managerial practices. Nevertheless, after the biennial Sofia Conference in October and November 1985, the United Kingdom and Singapore maintained their decisions to leave UNESCO. On the other hand, a number of member states were pleased and encouraged with the result of the reform process. The Honourable Monique Vézina, Minister for External Relations, accordingly declared in the House of Commons on November 18, 1985, that Canada would not abandon UNESCO but would instead continue to work from within the organization for its further reform. Since the departure of both the United States and the United Kingdom, Canada, while continuing to rank second among Francophone member states, has become the sixth-ranking contributor to the UNESCO budget and the most important among the English-speaking member states.

North-South co-operation

Co-operation between the countries of the "North" and "South" was advanced in a number of separate discussions and negotiations in many different international forums. These discussions represented an extensive North-South agenda, reached in an incremental and evolutionary manner with an emphasis on practical objectives.

Progress was made towards launching a new Round of Multilateral Trade Negotiations (MTN) as a formal MTN preparatory committee was established in November 1985. Canada was an active proponent of a new Round. Canada has encouraged the full participation of developing countries as a means to ensure that their interests are recognized and

in order to integrate them to a greater degree into the world trading system.

The debt situation facing many developing countries remained a major area of concern. US Treasury Secretary James Baker, at the October IMF-IBRD Annual Meeting in Seoul, made proposals for a co-ordinated, collective approach by creditors, debtors, commercial banks and multilateral development banks to support adjustment through growth-oriented policies. Canada has promoted an enhanced role for the World Bank and greater co-operation with the IMF as a means to promote adjustment and has strongly endorsed the Baker Plan, particularly for the poorer countries.

In this regard, Canada supported the establishment of a new IMF Structural Adjustment Facility to help low-income countries, as well as an early substantial replenishment of the World Bank's funding of IDA VIII (International Development Association). Canada also supported substantial replenishments for the African and Asian Development Banks.

Canada recognized the special problems of the low-income developing countries, especially those in sub-Saharan Africa. The mandate of the Honourable David MacDonald, Emergency Co-ordinator for the African Famine, was extended until March 1986 to respond to continued public interest and concern. At the Economic and Social Council (ECOSOC) and the Fortieth UN General Assembly (UNGA 40) Canada supported the convening of a UN special session on the emergency situation in Africa. The government contributed more than \$850 million through all channels to Africa in 1985-86.

In the UN context, Canada continued to work with other countries to improve the effectiveness of UNCTAD, the General Assembly's Second Committee and ECOSOC. Canada participated actively in the successful negotiation of the review and appraisal of the International Development Strategy of the UN Third Development Decade in September as well as the mid-term review of the Substantial New Program of Action for the Least-Developed Countries in October.

With regard to Canadian development assistance, the February 26 budget reaffirmed the government's commitment to increase the level of its aid to developing countries. While continuing austerity necessitated a redefinition of Official Development Assistance-Gross National Product (ODA-GNP) ratio targets (0.5 per cent until 1990-91; 0.6 per cent by 1995 and 0.7 per cent by 2000), development assistance remained one of the largest growth areas of government expenditures, totalling about \$2.0 billion for the 1985-86 fiscal year. Most important, however, was the announcement of the introduction of an all-grant aid program making Canada one of the most concessional of donor countries. In addition, the Right Honourable Joe Clark, Secretary of State for External Affairs, indicated that the government was considering ways in which to reduce the burden created by past Canadian ODA debt, particularly for developing countries that were making courageous and serious efforts at reform and adjustment.

The past year saw the launching of several major reviews of ODA policy. Two parliamentary committees — a Joint House-Senate Committee examining foreign policy and ODA policy in the context of the government's Green Paper, and the House of Commons Standing Committee on External Affairs and International Trade looking at ODA — held hearings throughout the year.

The Commonwealth

The most profound issue which confronted the Commonwealth during the past year was the crisis over *apartheid* in South Africa. This has long been a deep and continuing concern for the Commonwealth, but mounting civil unrest in the republic and international protest brought it sharply to the fore during 1985-86 when it dominated the agenda of the Commonwealth Heads of Government meeting at Nassau in October. After intense negotiations, the leaders issued the Nassau Accord, which set out a list of agreed economic measures to be taken against South Africa, and established a Commonwealth Group of Eminent Persons to promote political dialogue that could lead to an equitable power-sharing arrangement in that country. Seven Heads of Commonwealth Governments were to meet to review the Group's report and to consider what further concerted action might be required. These leaders were the President of Zambia and the Prime Ministers of Australia, the Bahamas, Canada, India, the United Kingdom and Zimbabwe.

Canada continued to maintain its high profile in Commonwealth affairs. International Youth Year was celebrated in 1985: it was thus appropriate that the centrepiece of Commonwealth activity be the Conference for Young People which was held in Ottawa in June. Canada also played host to the Twelfth Commonwealth Forestry Conference in Victoria, British Columbia, and to the Third Commonwealth Jewish Council meeting in Ottawa, both in September 1985. The Province of Saskatchewan organized the annual Commonwealth Parliamentary Association Conference in October.

Canada's contribution to the organization's principal aid program, the Commonwealth Fund for Technical Co-operation (CFTC), was increased by \$1.3 million and is now the largest of any member's, amounting to more than 35 per cent of the CFTC's total budget. Another major initiative announced by the Prime Minister at Nassau set aside \$25 million for Commonwealth countries in support of the UN Child Immunization Project.

In other fields, the Commonwealth maintained its active interest in strengthening multilateral institutions with the UN system through informal co-ordination by ministers at meetings held prior to UN Conferences. These included meetings of the health ministers in Geneva before the World Health Assembly, labour and employment ministers in conjunction with the ILO, education ministers from some Canadian provinces in advance of the UNESCO General Conference, and Finance ministers on the eve of the annual Bank and Fund Meetings. An important new tradition was begun by Commonwealth ministers responsible for women's affairs who met in Nairobi before the UN Conference to review and appraise the Decade for Women.

Among the 300 non-governmental organizations which make up the "unofficial Commonwealth," it is worth noting that the Commonwealth Trade Union Council, headed by the President of the Canadian Labour Congress, continued its significant work in the struggle against *apartheid* by organizing training courses for unionists from South Africa.

La Francophonie

The high point of the year was without question the first Francophone Summit. As in past years, Canada played an active part at all levels of *La Francophonie internationale*.

The Summit took place in Paris, February 17-19, 1986, involved 41 states and governments, and proved a notable success in every respect. Politically and economically, and also as a stage for technical and cultural co-operation, its results showed that its challenge was met admirably. Canada's participation, and especially that of Prime Minister Brian Mulroney, was a key factor. Canada set the tone of the Summit, and imparted a new sense of dynamism throughout *La Francophonie*. To underscore its willingness to co-operate with the international Francophone community Canada announced a series of initiatives, including the setting up of a scholarship program for *La Francophonie* and the introduction of a universal immunization program for Francophone developing countries. The next Summit will be held at Quebec City in two years. In the meantime, a follow-up committee has been given the responsibility for carrying out decisions made at the Paris Summit and for preparing proposals on the future of institutions within *La Francophonie*, especially the Agency for Cultural and Technical Co-operation (ACCT).

To commemorate International Youth Year, the Conference of Education Ministers of French-Speaking Countries (CONFESJES) held the "CONFESJES Games" in July 1985 at Yamoussoukro, Ivory Coast. This international gathering of French-speaking youth included some 2 000 participants from 26 member countries. Some observers see this sports and cultural meeting becoming a regular event for the world French-speaking community. The CONFESJES also held its sixteenth ministerial session in Djibouti, December 2-3, 1985.

The ACCT held its tenth general conference in Dakar in December, 1985. Mr. Paul Okumba d'Okwatseque of Gabon was elected Secretary-General to replace Mr. Owono N'Guerna, who had held the position since 1981.

The Annual Conference of Ministers of Education (CONFEMEN), held in Cotonou, Bénin, in March 1986 has completely reformed its structures and adopted a program showing the necessity for Francophone Africa to use African-made teaching materials.

The extensive network of non-governmental organizations, an essential component of *La Francophonie*, continued to lend valuable support to developing member countries in all areas of human endeavour.

Energy

There were significant changes in world oil markets during the 1985-86 fiscal year, with prices falling sharply in the last three months of the period. Meanwhile, Canadian energy policy continued to evolve, most notably with de-regulation of the domestic oil market in June, conclusion of a natural gas pricing agreement between the federal government and the Western producing provinces in October, and introduction of legislation at the end of 1985 on the development of Canada's frontier energy resources.

Canada was active in several multilateral forums considering international energy issues. Energy ministers of the International Energy Agency (IEA) met in July to commemorate its tenth anniversary and to reaffirm their commitment to IEA energy programs and goals, including the importance of maintaining and fostering open energy markets. At that meeting a Canadian was chosen Chairman of the IEA Governing Board. In the fall, members participated in the fifth Allocations Systems Test (AST-5) to keep their ability to implement

the IEA emergency oil-sharing scheme up to date. The sharp fall in world oil prices in early 1986 was the subject of IEA consultations in February and March.

Other multilateral meetings on energy in which Canada took part included the ECE meeting of Senior Advisers on Energy in Geneva in September.

Canada held bilateral energy discussions with several countries in 1985-86. The Minister of Energy, Mines and Resources visited China, West Germany, the United Kingdom, Norway, Japan, the United States and France over this period. In turn, energy ministers from Argentina, Angola, the United States, China and Australia visited Canada in 1985-86. Senior energy officials held consultations with their counterparts from the United States, Venezuela and Mexico in September, November, and March respectively.

Commercial negotiations between Canadian suppliers and Japanese buyers on a contract for the export of liquefied natural gas to Japan were suspended at the end of January when it became clear that energy price trends were not conducive to the development of a commercially viable project. The Canadian government, which had supported the project, expressed regret that it was not possible to proceed with it at that time.

The Petro-Canada International Assistance Corporation (PCIAC) spent \$35 million on energy development projects in a number of countries, including Barbados, Burma, Ghana, Jamaica, Pakistan, the Philippines, Sri Lanka and Tanzania.

Environmental law

Protection of the ozone layer

The Conference of Plenipotentiaries on the Protection of the Ozone Layer met in Vienna, March 15-22, 1985. It adopted the Vienna Convention for the Protection of the Ozone Layer. The Convention was signed by Canada on March 22; it is expected that Canada will ratify it in 1986. The Conference also adopted a resolution on a protocol concerning chlorofluorocarbons. Consistent with the resolution, during the course of the past year Canadian officials participated in international efforts to develop a protocol that addresses both short and long-term strategies to control equitably global production, emissions and use of chlorofluorocarbons.

Marine pollution

The United Nations Environment Program (UNEP) Working Group on Marine Pollution from Land-Based Sources completed its work at its third session, held in Montreal, April 11-19, 1985. Under Canadian chairmanship, the Working Group recommended a final document for adoption by the UNEP Governing Council entitled the "Montreal Guidelines for the Protection of the Marine Environment against Pollution from Land-Based Sources." The guidelines include three technical annexes on control strategies, classification of substances and monitoring as well as data management, and are addressed to governments with a view to assisting in the process of developing appropriate bilateral, regional and multilateral agreements as well as national legislation for the protection of the marine environment against pollution from land-based sources. The guidelines, which are only recommendatory in nature, were presented as a checklist of basic provisions, rather than a model agreement from which governments could select, adapt or elaborate, as appropriate, to meet

the needs of specific regions. The basic obligation set out in the guidelines is as follows:

“States have an obligation to protect and preserve the marine environment. In exercising their sovereign right to exploit their natural resources, all States have the duty to prevent, reduce and control pollution of the marine environment.”

Acid rain (multilateral)

The Protocol to the 1979 Convention on Long-Range Transboundary Air Pollution, on the Reduction of Sulphur Emissions or their Transboundary Fluxes by a least 30 per cent was adopted on July 8, 1985 by the Executive Body of the Convention at its third session, held in Helsinki, Finland. The Protocol was signed by 21 governments on July 9, 1985, including the Government of Canada. Canada ratified the Protocol on December 4, 1985. It also ratified the Protocol to the 1979 Convention on Long-Range Transboundary Air Pollution on Long-Term Financing of the Co-operative Program for Monitoring of Air Pollutants in Europe (EMEP) on December 4, 1985.

The environment

Canada's international activities on environmental protection and improvement continued to reflect this country's concern with the global importance of environmental issues.

At the 1985 Bonn Economic Summit, leaders accepted the principle that environmental policy should be fully integrated into other policies and considered as a fundamental factor when economic decisions are taken. The Summit Final Communiqué contained major declarations in support of solving such pressing environmental problems as acid deposition and air pollution from motor vehicles and other significant sources.

A Canadian served as Chairman of the OECD Environment Committee in 1985, and the Minister of the Environment was chosen as one of the Vice Chairmen of the OECD Environment Ministers' Meeting in June of that year. The Ministers agreed that although significant progress had been achieved, much remained to be done in areas such as the dispersion of toxic substances, the accumulation and widespread effects of air pollution, and the management and protection of water, soil, forest and wildlife resources. They also recommended that an environmental section be added to the OECD Guidelines for Multilateral Enterprises. Later that year a Clarification on the Environment was added to the Guidelines.

The signature in July 1985 at Helsinki by 21 members of the ECE (including Canada) of a Protocol to the Long-Range Transport of Atmospheric Pollutants (LRTAP) Convention on the reduction of sulphur emissions by 30 per cent was of particular importance, since it represented the first broad, concrete multilateral action to combat the problem of acid rain. Canada supported ECE efforts to develop a new LRTAP protocol to reduce nitrogen oxide emissions. It also signed the 1985 Stockholm Declaration on Air Pollution by Motor Vehicles and announced measures to strengthen Canadian auto emission standards and phase out the sale of leaded gasoline.

Canada maintained an active role in support of the UNEP and participated in the 13th study by the Royal Society of Canada on nuclear winter, which was made available to UNEP.

Canadian delegates also contributed to UNEP discussions on hazardous chemicals, management of hazardous wastes, sound water management, UNEP's Earthwatch Program, and measures to protect the ozone layer, including preparations for the negotiation of a Control Protocol to the Vienna Convention on the Protection of the Ozone Layer. Canada has operated the World Ozone Data Centre for the World Meteorological Organization for more than 25 years. In the area of carbon dioxide and climate control, Canada took part in the 1985 Villach Scientific Conference on the greenhouse effect caused by carbon dioxide.

A Canadian delegation, which included representatives of aboriginal peoples and Non-Governmental Organizations (NGOs), participated in the fifth meeting (in Buenos Aires) of partners to the Convention on International Trade in Endangered Species (CITES). The Convention accepted the Canadian offer to hold the 1987 CITES conference in Ottawa.

Law of the sea

The Law of the Sea (LOS) Convention sets out a comprehensive regime for the regulation of the world's oceans. When the Convention closed for signatures on December 9, 1984, it had 159 signatories (including Canada), which is an unprecedented response to any international accord. The Convention will enter into force twelve months after the date of deposit of the sixtieth instrument of ratification or accession. As of March 31, 1986, 26 states had ratified the LOS Convention.

As a state with one of the longest coastlines in the world and with important ocean interests, Canada regards the LOS Convention as a unique opportunity to make a major contribution to world peace and security by reducing the potential for conflict in the competing uses of the oceans. While some aspects of the Convention codify existing customary international law, other aspects represent new law. The provisions of the Convention are having a significant impact on Canadian domestic legislation, although Canada has not yet decided whether or not to ratify it. Failure of the Convention could, in Canada's view, risk a return to the uncertainties that existed before the Convention was negotiated.

During the year, Canada was an active participant in the work of the Preparatory Commission (PrepCom), established to set up the institutional system envisaged in the Convention. The PrepCom met in Geneva in August 1985 and in Kingston, Jamaica, in March 1986, to continue its efforts to develop suitable mechanisms for implementation of the regime outlined in the Convention for the exploitation of deep seabed resources.

As a major land-based mineral producer and potential seabed mining nation, Canada has a fundamental interest in the complex issues being addressed by the PrepCom. Many industrialized countries (including Canada) have expressed concern about aspects of the deep seabed mining regime under the LOS Convention and consider it essential that the PrepCom's efforts result in a regime that encourages universal participation in the Convention. The outcome of the work of the PrepCom will, therefore, be an important factor for these states in determining whether or not to ratify, or accede to, the LOS Convention.

Pursuant to Resolution II of the final session of the Convention, the PrepCom is also engaged in efforts to establish

a system to protect already existing investments in seabed mining for the period during which the Convention has not yet entered into force. Particularly noteworthy in this regard have been the ongoing efforts of interested states to develop a satisfactory method to resolve conflicts of overlapping claims for deep seabed mining sites in one particularly promising area of the Pacific. Canada has maintained the position that the resolution of this problem should be achieved on a comprehensive basis involving all "pioneer investors," as defined by Resolution II, including companies in private consortiums which may at a later stage register sites under the Convention.

Human rights and social affairs

The promotion and protection of human rights worldwide remains one of the central elements of Canadian foreign policy. Canada's international human rights objectives are pursued multilaterally through our continuing participation and active representation in the proceedings of various UN bodies — the Commission on Human Rights (CHR), ECOSOC and the Third Committee of the General Assembly. A Canadian, Justice Jules Deschênes, is also a member of the SubCommission on the Prevention of Discrimination and the Protection of Minorities. These bodies continue to establish international standards, legal norms, and increasingly, implementation of these standards.

After consultations with the provinces, Canada signed the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment on August 23, 1985. Consultations with the provinces (necessary prior to ratification) have been initiated.

An example of continued efforts to implement standards was exemplified by a Draft Declaration on the Right to Development presented to UNGA 40 by the Yugoslav delegation. As there was no agreement, the draft was referred back to the CHR for further work.

The annual report of the Human Rights Committee presented to UNGA 40 in 1985, contains the results of three cases brought by individuals against Canada under the Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights. All three cases were declared inadmissible.

The standard-setting work of the CHR continued at the forty-second session. The negotiation of a draft convention on the rights of the child is making good progress, with most of the substantive articles adopted on a first reading. A working group of the CHR drafting a declaration on the right of persons belonging to minorities considered a study on the question of definition of minorities, prepared by the Canadian member of the Subcommission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities.

Human rights violations in Chile, Guatemala, El Salvador, Afghanistan and Iran were reviewed at the CHR. For the first time, a strong but balanced resolution condemning the human rights situation in Chile was adopted by consensus. The Commission, also for the first time, approved a resolution calling for the establishment of a Special Rapporteur to report on non-compliance with the Declaration on Religious Intolerance. Canada continued to participate actively in the review of types of violations such as enforced or involuntary disappearances, states of siege, and summary or arbitrary executions.

At this year's session of the CHR, the Canadian delegation was privileged to witness the fruition of one of its initiatives: the launching of a new open-ended working group to draft a Declaration on the Right to Promote Human Rights (or Human Rights Defenders) chaired by Australia. This Working Group will meet again for one week immediately before the forty-third session of the CHR.

For the second year, Canada sent an observer delegation to the CHR. Led by Mr. Gordon Fairweather, Chief Commissioner, Canadian Human Rights Commission, and composed of officials from the federal and provincial governments, it participated in many of the debates and co-sponsored more than twenty resolutions.

Canada also announced its intention to seek election to the CHR at the ECOSOC elections held in the spring of 1986.

At the Spring Session of ECOSOC in May 1985, Canada actively supported changes to enable that body to carry out its obligations to oversee the implementation of the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights. The existing working group of government experts was changed to a committee of 18 independent experts.

During the past year the International Organizations Bureau was reorganized. A new division called Human Rights and Social Affairs was created, establishing the structure for better co-ordination and integration of human rights factors in the overall foreign policy of the Department.

The new division has sought to increase consultative links with the large body of non-governmental organizations concerned with human rights issues. Prior to the forty-second session of the CHR, a two-day session of consultations was held at the Department. Representatives of major non-governmental human rights organizations presented briefs and participated in extensive discussions.

In the bilateral expression of Canadian policy on human rights, Canadian missions abroad continued to report on the human rights developments in their countries of accreditation and to make representations to host governments on particular situations or cases of interest to Canada. Visits by Canadian ministers and senior officials to the countries concerned, and visits to Canada by their counterparts from these states, also provided additional opportunities for the private but forceful expression of Canadian views on human rights issues.

Commission on the Status of Women

The 32-member Commission on the Status of Women (CSW) is the central body within the United Nations considering matters related to the advancement and integration of women. It meets biennially in Vienna to formulate recommendations on the concerns of women within the UN system for review by ECOSOC and subsequently by the UN General Assembly.

At the February 1986 meeting, Canada successfully proposed that CSW meet in a special 1987 session to discuss the very important revisions to the Medium-Term Plan and the System-Wide Medium-Term Plan for Women and Development. These UN budgetary revisions are needed to plan for the next fiscal period (1988-89 and 1990-95) to allow for the implementation of the Nairobi Forward-Looking Strategies for the Advancement of Women.

Committee on the Elimination of Discrimination against Women

Canada is preparing its second report to the UN Committee of independent experts on the Convention for the Elimination of all forms of Discrimination Against Women (CEDAW). The first report, tabled in January 1985, was well received and created a great deal of interest among committee members. Canada's second report will be tabled in January 1987 and will be a follow-up of the first, detailing the advancement made in the implementation of the Convention.

The Convention requires states party to the Convention to submit a national report every four years, and to take appropriate measures, including legislation, to achieve *de facto* equality between men and women and to ensure the full development and advancement of women in society.

In March 1986 at the meeting of the states party to the Convention in New York, Canada introduced an item to the agenda for an exchange of views on the question of reservations to the CEDAW Convention. The states will now prepare their views and present them to the Secretary General of the United Nations at the fall session of the General Assembly.

Third World Conference on Women

The Third World Conference on Women was held in July 1985 in Nairobi, Kenya to review and appraise the achievements of the UN Decade for Women (1976-85). Canada was among the top financial supporters of the Conference. In choosing our delegation we attempted to ensure that a wide segment of Canadian society be represented at Nairobi. The main achievement of the Conference was the adoption of the Forward-looking Strategies for the Advancement of Women to the Year 2000 by consensus.

Drug control

The international community now shares a common awareness of the serious problems associated with the drug trade. This concern surfaced at the Bonn Economic Summit and at a subsequent New York meeting of foreign ministers, as well as at the Commonwealth Heads of Government meeting in Nassau and at the Association of South-East Asian Nations (ASEAN) foreign ministers' conference in Kuala Lumpur, where the Secretary of State announced a Canadian contribution of \$2 million to Pakistan and Thailand for crop substitution projects. Two important international initiatives, which Canada has strongly supported, were discussed at the February 1986 session of the UN Commission on Narcotic Drugs. The first concerns the drafting of a new convention that will strengthen international measures combatting illicit drug trafficking, while the second concerns the convening of a ministerial conference on drug abuse control in June 1987 in Vienna. In scheduling this Conference, the UN General Assembly is seeking to strengthen the political will of member nations to combat the drug menace and generate universal action. Canada co-sponsored resolutions related to these initiatives at the 1985 UN General Assembly.

Criminal justice

The Department was represented in the Canadian delegation to the Seventh UN Congress on the Prevention of Crime and Treatment of Offenders held in Milan, August 25 - September 6, 1985. The 124 attending countries adopted some 30 resolutions and instruments by consensus. The Canadian delegation, led by the Solicitor General, played a constructive and

consensus-building role on many substantive issues of interest and was particularly involved in drafting and negotiating texts and delivering interventions on the following topics: justice for victims of crime and victims of abuse of power; narcotic drugs; terrorism; new guiding principles for crime prevention and criminal justice in the context of development and a new international economic order; young offenders; and the independence of the judiciary.

International Youth Year

The United Nations designated 1985 as International Youth Year, with the themes of Participation, Development and Peace. During 1985-86 Canada participated at the fourth meeting of the UN Advisory Committee on International Youth Year in Vienna as an observer and contributed funds to the UN International Youth Year Trust Fund. During the course of the year, numerous events were organized by Canadian groups which attracted youth delegations from across Canada and around the world. In addition, some Canadian youth represented Canada at conferences, seminars and cultural gatherings outside of Canada. Two such major events were the Barcelona Youth Conference, which was attended by Canada's Minister of State for Youth, and the UN Youth Plenary which was held during the course of UNGA 40. The focus of the Year was, however, mainly on activities at the national and local level co-ordinated by the International Youth Year Secretariat within the Department of the Secretary of State. In addition to providing their own support through a system of grants to worthy NGOs undertaking youth projects and activities, the Secretary of State Department also provided other federal departments with a budget for funding activities of interest to them. The Department of External Affairs supported, among many, such worthy ventures as the International Indigenous Youth Conference, the International Youth Conference, the International Youth Year Conference on Law and the Issues for the Next Generation Conference.

Indigenous affairs

During the year, Canadian indigenous organizations continued to draw domestic and international attention to issues vital to their interests and those of other indigenous populations throughout the world. The Canadian government again sent a delegation to the fourth session of the Working Group on Indigenous Populations of the Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities, held in Geneva in July 1985. A number of Canadian indigenous organizations made representations to the Working Group as did the Government of Canada. The Group has begun work on standard setting with respect to indigenous groups.

At UNGA 40 Canada assisted in the drafting of a resolution which was adopted without vote, and led to the creation of a Voluntary Fund for Indigenous Populations. This important development is aimed at providing financial assistance to aboriginal people from the developing world to permit their participation at the UN Working Group on Indigenous Populations. The Canadian government also provided assistance to Canadian aboriginal peoples who, with other Indigenous Survival International representatives, visited several European countries with a view to educating Europeans on the importance of the fur trade to the maintenance of the traditional aboriginal lifestyle.

Chapter 4

CANADA'S REGIONAL INTERESTS

The United States

Canada's bilateral relationship with the United States encompasses a wide spectrum of interests which touch every aspect of the economic, political, social and cultural life of the two nations. It is a complex relationship of the utmost importance to Canada. The government has recognized the significance of this relationship in formulating its principal goals of economic renewal and creation of employment. The strategy adopted for achieving these goals emphasizes a coherent and co-ordinated approach while seeking to foster increased co-operation in resolving common problems.

A central idea behind the government's approach is that Canadians have the maturity and self-confidence needed to enter into a closer relationship with the United States, and that such a relationship will benefit Canadians in many ways: by providing enhanced and more secure access to the US market for Canadian exports, by bringing in new investment to stimulate growth and create jobs, by fostering increased co-operation in common problems such as the protection of the environment, and by establishing a new channel to bring Canadian influence to bear on international issues. The key element in managing the bilateral relationship is the annual summit between the Prime Minister and the President of the United States. The management process also has involved the continuation of quarterly meetings between the Secretary of State for External Affairs and the US Secretary of State, regular contacts between other ministers and their US counterparts, increased consultation with the provinces and the private sector, and more frequent and systematic contacts between Members of Parliament and Congress.

Since the Quebec Summit, the government has made major decisions which affect our relations with the United States in a fundamental way. The most important was the decision to launch the Trade Initiative. On September 26, 1985 the Prime Minister announced in the House of Commons that discussions would begin with the United States on the negotiation of a trade agreement which would secure, enhance and enshrine Canadian market access to the United States.

The highlight of the bilateral relationship this year was the Washington Summit (March 18-19), the second of a regular series of annual meetings between the Prime Minister and the President. The Washington Summit advanced the bilateral agenda on several key fronts. The Prime Minister succeeded in obtaining assurances from the Administration and Congressional leaders that trade talks would commence as planned. On acid rain Canada welcomed the President's endorsement of the Special Envoys' Report. Finally, the renewal of the NORAD Agreement symbolized the two countries' continuing commitment to the joint defence of North America.

In recognition of the need to reduce Canada's vulnerability to the increasingly complex and diffuse decision-making process in the United States, the Canadian Embassy in

Washington and the 13 Consulates General have been expanding their networks of influential contacts at every level and in every region of the United States. The use of consulting firms as sources of expert advice on key bilateral issues, particularly in the areas of trade and the environment, continues to ensure that Canada's position on issues is presented in an effective and timely manner.

As part of the strategy to seek an improved trading relationship, the Honourable James Kelleher, Minister for International Trade, submitted, early in the year, a preliminary report to Cabinet on the results of his public consultations with business, labour and other parties on how to secure and enhance Canada's access to export markets. Over the summer more consultations took place and a special parliamentary committee held public hearings. The report of that committee and of the MacDonald Royal Commission on Canada's Economic Prospects added support to a growing consensus on the need for a new direction in Canada-US trade relations. After another report by the Minister to Cabinet in September, the Prime Minister wrote to the President on September 26 expressing Canada's interest in negotiating a new trade agreement. The President warmly welcomed this initiative. He began the process of consultations with Congress in December; approval of fast-track negotiating authority was expected in the spring of 1986.

In preparation for the negotiations, consultations with the provinces and the private sector continued and a Trade Negotiations Office was established under Mr. Simon Reisman. Mr. Reisman's objective was a comprehensive trade agreement that would secure and enhance Canada's access to its most important export market. The agreement should cover the broadest possible range of goods and services consistent with a commitment to Canada's culture and sovereignty.

The importance attached to the trade initiative by both governments reflects the fact that Canada and the United States have the largest bilateral trade and economic relationship in the world. In 1985, Canadian merchandise exports to the United States rose 10.8 per cent to \$94.7 billion, representing 78.8 per cent of Canadian exports. Imports from the United States increased 23.7 per cent to \$74.1 billion, representing 71.8 per cent of Canadian imports. The US Commerce Department reported that US exports to Canada exceeded all US exports to the EEC (10) and amounted to more than twice the volume of US exports to Japan. (US exports to Ontario alone are considerably greater than US exports to Japan.) From 1982 to 1985, US exports in general grew only 0.4 per cent, which included growth of 7.9 per cent in exports to Japan and a fall of 4.5 per cent in exports to the EEC. In contrast, exports to Canada were up 40.1 per cent, confirming Canada's role as America's best customer.

The Canadian surplus on the merchandise trade balance was \$20.5 billion in 1985, an increase of only \$800 million

over the previous year. While this surplus is large, in most years Canada runs a deficit on service trade with the United States and a deficit on capital movements. These deficits are the result of such factors as high American investment in Canada (the United States is the largest foreign investor in Canada, while Canadian investment in the United States ranks third) with the consequent flow of interest and dividends, and the greater propensity of Canadians to vacation in the other country. The Canadian deficit on the tourism account was \$845 million in 1984. The services deficit last year was \$13.5 billion, which resulted in another atypical current account surplus with the United States of \$7.1 billion (all figures are in Canadian funds).

An economic relationship this large will never be without friction, and 1985-86 was no exception. Nevertheless, progress continued to be made in improving the climate, as exemplified by the creation of Investment Canada and the dismantling of the National Energy Policy (NEP), although Americans were concerned about progress in improving the protection of intellectual property in Canada, particularly pharmaceutical patents. In the trade area, Canada faced renewed efforts to restrain our exports of softwood lumber and uranium; there was pressure on steel exports; livestock imports faced restrictions; and there was the possibility of restrictions on asbestos, beer and wine. There were anti-dumping or countervailing duty investigations of salted cod, rock salt, rectangular steel pipes and tubes, iron construction castings, fish, raspberries, egg filler flats and pork. There were problems with potatoes and sugar-containing products. The US International Trade Commission initiated escape clause investigations affecting steel fork lift arms, castings, and shingles and shakes.

The extent of the trade pressure, in a year when the mood in Congress was especially protectionist, required a renewed effort to safeguard the access of Canadian exporters to the American market. There were continuous informal contacts between Canadian and US officials, supplemented by written representations to the Administration and members of Congress on major issues. Canadian industry was assisted in defending trade remedy actions. The federal and provincial governments worked together with the industry in making the public case for Canadian softwood lumber imports in the United States. Concerns about the potential double taxation created by the unitary method resulted in the government's filing of an *amicus curiae* brief in Illinois Federal District Court in support of an Alcan challenge of a California law.

In 1985-86, the Department, in close consultation with DRIE, provincial governments and the private sector, continued to focus its trade development activities in the United States on a wide range of sector marketing strategies which have been initiated since 1983-84. These strategies are aimed at a variety of sectors, including agricultural equipment, manufactured wood products, sporting goods, urban transportation, home heating, oil and gas equipment, defence equipment, computer software, food and machining.

In addition, following up on the Quebec Summit of March 1985, the first incremental activities under the National Trade Strategy Program were initiated in the United States. Some of these projects are due for completion in 1986-87; others will continue over the next two to three years.

In 1985-86, the United States was the prime target for the Program for Export Market Development, and applications were approved for a total of \$14.1 million. The most popular sections for the US market continued to be PEMD B (Business Exploratory Visits to the United States) and PEMD C (Participation in Trade Fairs Located in the United States), with the combined number for these categories exceeding those for any other.

The Department has sought to increase participation by Canadian industry in the United States through the commissioning of private consultants to study regional markets for specific Canadian products. The past year saw five studies completed, and three new ones initiated. These studies uncovered new export opportunities and matched them to the specific capabilities of small and medium-sized Canadian firms. After the presentation of study findings to industry in cooperation with other federal government departments, provincial governments and trade associations, follow-up marketing strategies are being developed.

The Department provided assistance to new and experienced exporters in Western Canada through a specialized study on transportation links with the Western US and Alaska markets. As part of Export Trade Month, copies of this study were distributed to approximately 6 000 current or potential Canadian exporters, chambers of commerce and other business organizations. A second specialized study for exporters located in Atlantic Canada has been completed for distribution in early 1986-87.

To reinforce the government's message that foreign investment is welcome and required for national development, the Department undertook an active program of investment development in the United States during 1985-86. It worked closely with the newly-formed Investment Canada and with DRIE to promote Canada as a desirable location for new or expanded investment from the United States. Program activities undertaken by the Canadian Embassy and the Consulates General included visits by the Prime Minister and other ministers, as well as widespread participation in trade shows, industry conferences and a number of investment seminars organized in regional centres throughout the United States. The Department also was involved extensively in recruiting for "Opportunities Canada," a major investment development conference in Toronto in March, 1986.

The period under review was the most active on record for the Department's Corporate Liaison Program, as it engaged in initiatives to enhance perceptions by US business leaders on doing business in Canada and on Canadian trade and economic policies. The Program has a key role to play in encouraging selected sectors of the US business community to influence American political decision makers positively on economic matters of concern to Canada. This has particularly been the case, for example, in the context of preparations for the Canada-US trade initiative.

Steady progress continued on environmental and transboundary issues as Canada and the United States continued to manage them in the tradition of co-operation. A significant step was taken to manage the acid rain problem when the Prime Minister and the President endorsed the findings and recommendations of the report of the Special Envoys on acid rain at the Washington Summit. The Envoys characterized acid rain as a serious, man-made, transboundary problem

and made a series of specific recommendations that the two leaders pledged to implement.

Progress was also made in developing a Canada-US Niagara River Toxics Management Plan. The Plan is an important step in developing a co-ordinated, co-operative approach to addressing effectively the problems of toxic chemical contamination of the river and downstream waters, which are the source of drinking water for millions of people on both sides of the border.

Hardships were experienced by lakeshore residents due to record high water levels in the Great Lakes system. Canada and the United States agreed to examine a possible reference to the International Joint Commission on the problem to help find practical and feasible ways to deal with the problem of fluctuating water levels.

Canada made strong representations about the possible siting of a US high-level nuclear waste repository near the international boundary. In a succession of meetings, the Right Honourable Joe Clark, Secretary of State for External Affairs and departmental officials expressed firm opposition to any development that could harm the health of this or future generations of Canadians or the Canadian environment.

In close co-operation with the Province of Manitoba, the Department continued Canadian efforts to resolve the long-standing Garrison Diversion question. Legislation to implement the recommendations of the Garrison Commission, acceptable to Canada, proceeded through the US Congress.

Negotiations proceeded on an agreement to construct a joint Canada-US ring-dike around Emerson, Manitoba and Noyes, Minnesota. Discussions began with the United States and the State of North Dakota on sharing the costs of the

construction of the Rafferty and Alameda dams in Saskatchewan.

The Department conducted a wide range of academic, cultural and information activities in the United States aimed at developing a knowledge and appreciation of Canada. Thus it continued to support growth in Canadian studies programs at American universities. Interest in Canada by US academics and students continued to increase, as indicated by the number, diversity and quality of the applications under various awards programs. Through a variety of programs and services, the Department promoted American interest in Canadian performers and works of art.

Approximately 70 million Canadians and Americans cross the world's longest undefended border each year with a minimum of formality.

Canadians engaged in trade in goods and trade in services are experiencing difficulty in gaining admission to the United States because of restrictive American immigration laws. A recent US Court decision which temporarily restricted the ability of Canadian companies to perform after-sales installation and service was particularly disruptive. The Department has become increasingly involved in assisting persons who encounter such difficulties, and there are ongoing negotiations with the US government.

The thrust of the government's approach to Canada-US relations is one of self-confidence and a genuine determination to make the most of opportunities which can be of benefit to both countries. There are bound to be differences, but the "Spirit of Quebec" is one of greater co-operation and closer consultation between two friends and allies.

CANADIAN TRADE WITH THE UNITED STATES

(balance of payments basis)

Current account – (not seasonally adjusted) (in millions of Canadian dollars)	1983	1984	1985
	Merchandise exports	66 744	85 464
Merchandise imports	52 681	65 738	74 119
Merchandise trade balance	14 063	19 726	20 537
Service receipts	8 556	10 139	11 161
Service payments	20 750	23 296	24 721
Balance on service transactions	-12 194	-13 157	-13 560
Net transfers	104	109	155
Total current account balance	1 973	6 679	7 133
Capital account – (not seasonally adjusted)			
Long-term capital movements	-2 891	-2 773	-3 550
Short-term capital movements	3 505	-700	-3 101
Total net capital balance	613	-3 472	-6 651
Total current and capital account balance	2 586	3 207	482

	Percent share of Canada's total exports, imports		
	1983	1984	1985
Merchandise exports	73.5	76.2	78.8
Merchandise imports	72.0	71.9	71.8
Percent change in Canada's total exports, imports			
	1984-83		1985-84
Merchandise exports	28.0		10.8
Merchandise imports	24.8		12.7
Service receipts	18.5		10.1
Service payments	12.3		6.1

TRADE WITH OTHER MAJOR CANADIAN TRADING PARTNERS

(dollar amounts in millions of Canadian dollars)

	1983	1984	1985
Merchandise exports to:			
EEC(10)	6 702	6 971	6 607
Japan	4 647	5 535	5 686
Other OECD	1 654	2 073	2 335
World	90 825	112 118	120 095
Merchandise imports from:			
EEC(10)	5 820	8 148	10 150
Japan	4 351	5 475	6 056
Other OECD	2 098	2 334	2 919
World	73 120	91 450	103 278
Merchandise trade balance with:			
EEC(10)	882	-1 177	-3 543
Japan	296	60	-370
Other OECD	-444	-261	-584
World	17 705	20 668	16 817

Percent share of Canada's total exports, imports			
	1983	1984	1985
Merchandise exports to:			
EEC(10)	7.4	6.2	5.5
Japan	5.1	4.9	4.7
Other OECD	1.8	1.8	1.9
Merchandise imports from:			
EEC(10)	8.0	8.9	9.8
Japan	6.0	6.0	5.9
Other OECD	2.9	2.6	2.8
Percent change in Canada's total exports, imports			
	1984-83	1985-84	1986-85
Merchandise exports to			
EEC(10)	4.0	-5.2	13.4
Japan	19.1	2.7	-13.6
Other OECD	25.3	12.6	-1.6
Merchandise imports from:			
EEC(10)	40.0	24.6	67.0
Japan	25.8	10.6	23.8
Other OECD	11.2	25.1	11.4

CANADA - UNITED STATES STATISTICAL COMPARISON

	Percent change 1983-82	Percent change 1984-83	Percent change 1985-84		
Economic indicators					
Real Gross National Product (GNP)					
Canada (1971 constant dollars)	3.3	5.0	4.5		
United States (1982 constant dollars)	3.5	6.5	2.2		
Real personal disposable income					
Canada (1971 constant dollars)	-0.3	3.3	3.8		
United States (1982 constant dollars)	3.2	5.7	1.6		
Consumer price index					
Canada (1981 = 100)	5.8	4.4	4.0		
United States (1967 = 100)	3.2	4.3	3.6		
Unit labour cost, manufacturing					
Canada (1971 = 100)	0.5	-2.1	1.8		
United States (1977 = 100)	-38.3	1.8	3.9		
Housing starts					
Canada	29.2	-17.0	22.9		
United States	1.0	63.0	-0.4		
Population (in thousands)					
	1981	1982	1983	1984	1985
Canada	24 221	24 512	24 783	25 023	25 263
United States	230 182	232 549	234 829	237 067	239 317
Employment (percent unemployed)					
Canada	7.5	11.0	11.9	11.3	10.5
United States	7.6	9.7	9.6	7.5	7.2

The European Economic Community and Western Europe

Canada's political and military commitment to Europe is central to the Canada-Europe relationship. Fourteen of NATO's sixteen members are West European. Canada has a vital interest in the political and economic security of Western Europe and in the maintenance of a balance between East and West. It pursues these interests bilaterally and multilaterally in such forums as the Conference on Security and Co-operation in Europe (CSCE), the Mutual and Balanced Force Reductions in Europe (MBFR), and the United Nations. Nineteen out of twenty-four OECD members are West European. Moreover Canada's regular participation in the economic summits and in quadrilateral trade ministers' meetings has reinforced our overall bilateral relationships with the United Kingdom, France, West Germany and Italy.

While the European Economic Community (EEC) or Common Market is the principal focus of our trade, European political co-operation is adding a new political dimension that will require careful attention. The Presidency of the EEC rotates on a six-month basis through each of the twelve members. Luxembourg and the Netherlands held the Presidency for most of the period under review.

Canada is intensifying and enhancing its political, economic and trade relations with the Nordic countries, a process which is expected to bring tangible returns over the medium term. The southern tier of Greece, Turkey and Cyprus is politically critical. The sensitive Greek-Turkish relationship has contributed to a stalemate in Cyprus and complicated relations both within NATO and the expanded Common Market.

Canada's relationship with Europe is based on historical and socio-cultural ties. It is undergoing considerable evolution; political and military commitments remain predominant although more emphasis is attached to economic and trade relations.

The importance of the West European market

Western Europe is the world's largest import market. It is Canada's second-largest trade and investment partner after the United States. It is a changing market, still emerging from the recession and confronting an imperative need for structural readjustment. As economic recovery takes hold and with more favourable exchange rates, the West European market offers both challenges and new opportunities for Canadian exports. Essentially a cash market, it is still dependent on raw materials and agricultural products from Canada. After the United States, it is Canada's most important market for secondary manufacturing and services. It is as important, if not more important, than the United States as a source for emerging and new technologies.

The West European market holds out considerable potential for industrial co-operation, joint ventures and technological transfer in sunrise industries generally and in secondary manufacturing processes in particular. These sectors are vital to Canadian productivity and competitiveness in the medium and long term. Value-added processing and manufacturing are areas of concentration for job creation as Canada moves upstream in its own industrial development.

Highly sophisticated competitive trade, investment and marketing strategies are required to expand Canadian exports. Western Europe is frequently the prime source for emerging

and enabling technologies that increase the competitiveness of both manufacturing and distribution, offering unique research and commercial skills to Canadian industry.

Trade relations

Fully one-half of Common Market trade is with the outside world. This translates into \$375 billion of imports per year in comparison to \$363 billion for the United States — in other words it buys more abroad than the United States. Canada has captured only 1.8 per cent of this market or \$7.7 billion, which amounts to 6.4 per cent of all Canadian exports (\$120 billion).

Since 1980, an average of more than 60 per cent of Canadian exports to Europe have been value-added fabricated materials and end products. This demand trend is expected to continue into the next century. For the last three years, Canadian sales to Europe have been stable. In contrast, Canada's imports from Western Europe have grown rapidly from \$7.5 billion in 1983 to \$12.6 billion in 1985, incurring a trade deficit of \$4.8 billion in 1985. There were two prime reasons for this: the sluggishness of the European markets and the relatively high value of the Canadian dollar *vis-à-vis* the various European currencies.

Investment

The most recent investment statistics (1983-84) indicate that of the total \$83.1 billion of existing foreign investment in Canada, \$65.4 billion originated in the United States, \$15.2 billion in Western Europe and \$2.5 billion in Asia, Australia and Japan.

Trade with Western Europe

West European demand is broadly based, involving a wide range of manufactured products originating in most provinces of Canada. The diversity of economic development and requirements in Western Europe offer Canadian exporters opportunities which match Canada's expertise in such sectors as agriculture and food products (including fish), informatics, defense and security products, machinery and equipment (off-shore oil and gas), telecommunications equipment, aerospace products, consumer goods, automotive parts, forestry products, and the cultural industries.

Western Europe represents the most important international trade show venue in the world. In 1985-86, the Europe Branch organized government and industry participation in 19 major trade fairs in Western Europe at a cost of \$2.8 million, which resulted in sales for Canadian firms of an estimated \$680 million. Sixty per cent of these sales were to countries other than those in Western Europe.

Canada's dealings with Western Europe in the science and technology sector were very significant during the 1985-86 fiscal year. The main reason for increased Canadian interest in the technological development of Western Europe was likely the political recognition being given by the Europeans to science and technology in the form of the Eureka technological initiative.

West European posts continued to process applications from highly skilled emigrants, particularly entrepreneurs, investors and the self-employed. With the help of funds from Investment Canada totalling \$195 000, our posts actively promoted the entrepreneurial program and achieved commensurate

dable results. A total of \$218.8 million was brought into Canada from Western Europe by 319 entrepreneurs. This represented a 20 per cent increase over 1984-85.

Posts also maintained liaison with foreign airlines and airport authorities to stem the flow of illegals entering Canada with false visas and forged travel documents. Several posts in Western Europe, particularly Athens, Bonn, Rome and Vienna, continued to process applications from Eastern Europe, the Middle East and Africa under Canada's program for refugees. The government refugee target for East Europeans was surpassed by more than 15 per cent and all our posts met or surpassed their individual targets. In all, 2 550 refugees were processed by West European posts during 1985-86.

The European Economic Community

The beginning of the review period saw the relationship dominated by two particularly contentious issues: beef imports from Ireland and Denmark, and West German fishing on the Nose of the Grand Banks. Import quotas had been imposed on all imports of beef and veal on January 1, 1985 because of the sharp, injurious increase in imports in 1984, mostly of highly subsidized beef from the EEC. Displeased with its initial quota, the EEC threatened to exercise its rights of retaliation under the GATT by cutting off some \$50 million in Canadian agricultural exports in 1985. In the event, an amicable solution was reached and the EEC withdrew its threat of retaliation. However, in October 1985 the Canadian Cattlemen's Association (CCA) presented a countervailing duty petition under the *Special Import Measures Act* (SIMA). In December 1985 the government, disquieted by prospects for import levels in the coming year, announced import quotas for 1986 under the *Meat Import Act*; these were immediately suspended until they might prove necessary. Meanwhile, in order to avert possible countervailing duties, the EEC undertook to limit its beef exports to Canada for 1986-88 to the same level as 1985. The government accepted this undertaking (which stopped the countervail investigation), but the CCA requested its termination (as was their right under SIMA); provisional countervailing duties were accordingly imposed and the matter was referred to the Canadian Import Tribunal for a ruling on whether EEC beef was causing or threatening to cause injury to Canadian cattlemen.

Fisheries issues were particularly troublesome. West German fishing vessels took the cod allocated to them within Canadian waters under the Canada-EEC Long-Term Fisheries Agreement (LTA); they then proceeded outside Canadian waters, where they fished far larger quantities from the same cod stock. Canadian authorities protested vigorously this breach of sound conservation practices and of LTA obligations in respect of management of resources; repeated consultations revealed a profound difference of opinion with the EEC on this matter. When the Northwest Atlantic Fisheries Organization (NAFO) decided in September 1985 to impose a 1986 moratorium on cod fishing on the Nose of the Grand Banks until a management decision could be taken on the basis of scientific evidence, the EEC, Spain and Portugal (which were joining the EEC in 1986) all objected. They are accordingly not bound by this moratorium. These issues of principle remain unresolved.

Progress was uneven in other areas of dispute. On one hand, the EEC sealskin import ban was renewed for four years in

the fall of 1985, and ongoing discussions did not resolve EEC complaints over the practices of provincial liquor boards. On the other hand, an amicable settlement averted possible EEC retaliation against the retention of import quotas on women's and girls' footwear (all other footwear quotas having been abolished), and positive technical discussions were held on meat hygiene and seed potato standards. These issues were discussed at a series of bilateral talks, notably including the semi-annual high-level consultations held in June 1985 in Brussels and November 1985 in Ottawa. Senior Canadian and EEC officials reviewed a number of other issues of mutual interest, including the expansion of the EEC to include Spain and Portugal, reform of the Common Agricultural Policy and the effect of its current strictures on bilateral and multilateral agricultural trade and Canadian policy on pharmaceuticals.

Co-operative activities continued under the Canada-EEC Framework Agreement for Commercial and Economic Co-operation. The Joint Co-operation Committee (JCC) Subcommittee for Industrial Co-operation met in February 1986, as did the Preparatory and General Subcommittee and the Metals and Minerals Working Group. Meetings, seminars and missions involving industry and the federal and provincial levels of government were held on such subjects as asbestos, biotechnology, medical research, and energy-use audits; additional activity has been initiated in a number of areas, notably food processing, coal, tungsten, information technology and the environment. Canada mounted a highly successful mission to the EEC in the machinery manufacturing sector during April 1985, and the EEC sponsored seminars on business co-operation in Saint John, New Brunswick and Edmonton, Alberta in December 1985.

Relations in the field of atomic energy remained close and active. The 1979 Canada-Euratom Agreement was formally extended in June 1985; co-operation agreements were signed or renewed in the areas of nuclear wastewater management in November 1985, and fusion research and development in March 1986.

The United Kingdom

The United Kingdom continued to be Canada's third-largest trading partner and second-largest customer for manufactured goods. Two-way merchandise trade with Great Britain in 1985 increased by 17 per cent over 1984 to \$5.7 billion; the United Kingdom registered its first trade surplus in recent history (about one billion dollars) largely as a result of North Sea oil exports. About one-third of Canada's exports to the EEC were for the UK market.

Regular consultation on political and economic subjects, a hallmark of the relationship, continued at a high level throughout 1985. In addition to contacts at multilateral gatherings, the Prime Minister stopped in London to see Mrs. Thatcher on his way to the Bonn Summit in late April 1985 and Sir Geoffrey Howe, the British Foreign and Commonwealth Secretary came to Ottawa for consultations in late September. For his part, Mr. Clark stayed at Sir Geoffrey's UK country residence in July. More than twenty Canadian cabinet ministers and a smaller number of their British counterparts held consultations; the Governor General also visited London. Inter-parliamentary exchanges included a visit by the Common Accounts Committee to Whitehall in company with the Auditor General in February 1986. Various provincial represen-

tatives have visited the United Kingdom as well. A follow-up meeting of the Canada-UK Colloquium met at Leeds University to discuss the Commonwealth. Bilateral cultural consultations took place between Canada and the United Kingdom in December.

The Canadian High Commission in London began its first operational year after the rationalization of its resources under government austerity measures. In addition, both Macdonald House and Canada House completed extensive renovations in 1985.

West Germany

Relations between Canada and the Federal Republic of Germany (FRG or West Germany) remained close during 1985-86, founded on common membership in the Atlantic Alliance, the Economic Summits, the United Nations and other international forums. The growing frequency of exchanges and contacts at all levels continued. At the ministerial level, the Minister of Fisheries and Oceans visited West Germany in May 1985 to raise the problem of fisheries resource management arising from unregulated cod fishing by West German vessels in the Nose of the Grand Banks, an area immediately adjacent to Canadian waters. Also in May, the Speaker of the Senate, the Honourable G. Charbonneau led a parliamentary delegation to West Germany. The Honourable Jake Epp, Minister of Health and Welfare, signed a new social security agreement with the FRG during his visit there in November. The Honourable John Wise, Minister for Agriculture, hosted a visit to Canada by the West German agricultural minister.

Two-way trade and economic co-operation has risen significantly over the last decade to reach a level of some \$4 billion in 1985. Canada incurred a deficit of \$1.5 billion, attributable in large part to the appreciation of the Canadian dollar against the mark. The links between Canadian and West German companies in the industrial field continued to increase with expanded investment development promotional activity. Joint undertakings to develop products that will benefit Canadian technology and long-term exports continued.

To improve trade and industrial co-operation as well as corporate ties between Canada and West Germany, the second meeting of a financiers' and businessmen's conference took place in Frankfurt at the end of October 1985.

At the Eighth Consultative Session with West Germany held in Berlin during December 1985 under the bilateral agreement, Canada examined more than 100 bilateral co-operation projects involving universities, government laboratories and industries. Canada also agreed to organize a workshop on technology transfer between German and Canadian small and medium-sized businesses (SMBs). This meeting laid the foundation for a more commercially oriented form of co-operation between our two countries.

France

The highlights of the year in our relations with France were the Prime Minister's visit to Paris and the success of the first Francophone Summit. This first official visit by Prime Minister Mulroney gave evidence of the spirit of quiet confidence that now permeates Ottawa-Paris relations. During his visit the Prime Minister referred to the importance of Europe in Canadian foreign policy, and invited French and European businessmen to increase economic interchange and trade with Canada. At the close of the visit, President Mitterrand confirmed a planned visit to Canada in 1987, and extended an invitation to the Governor General to visit France.

For the first time the value of our trade with France passed the \$2-billion mark. This nine-per-cent increase over 1984 was due mainly to a considerable rise in French imports which, on the strength of an exchange rate favourable to the franc, rose by nearly 20 per cent to reach \$1.373 billion, while Canadian exports remained practically stable at \$714 million. These figures rank France third among our European trading partners, after the United Kingdom and West Germany.

Special attention has been devoted to the development of industrial co-operation and investment over the past 12 months. In October, the President of the Treasury Board and the Minister of State for Small Business attended an important seminar on Canada organized by the Paris Chamber of Commerce and Industry, involving more than 150 French businessmen and entrepreneurs. This seminar will be followed by a similar meeting for Canadian businessmen, to take place in June 1986 in Toronto. France continues to rank sixth among foreign investors in Canada, and the 47-per-cent increase registered by French investment here between 1981 and 1985 augurs well for the future.

In February the Prime Minister announced that he had decided to promote the formation of partnerships involving Canadian companies in the European Eureka technological development projects in order to expand co-operation between Canadian, French and other European businesses in the field of high technology.

The French Minister of Forestry visited Canada in October, while the Ministers of Communications, Finance, Employment and Immigration, International Trade and International Relations, as well as the Secretary of State visited France.

Italy

A modest decline in Canadian exports, which totalled \$525 million, and another increase in imports, which rose from \$1.116 billion in 1984 to \$1.331 billion in 1985, characterized trade relations between Canada and Italy during the 1985-86 fiscal year. Various commercial and industrial missions helped to promote contacts between companies in the two countries during this period. Especially noteworthy was the industrial co-operation mission managed jointly by DEA and DRIE, which took place in March, 1985 and opened the way for projects in the micro-electronics, automation, urban transportation, printing, plastics and wood products sectors. The mission also resulted in the signing of a number of technology transfer agreements.

Numerous ministerial visits also took place during 1985. The Minister of Employment and Immigration travelled to Venice in April to participate in a conference on technological innovation and job creation. The Minister of State for Multiculturalism travelled to Italy from April 3 to 10, and the President of the Treasury Board visited his Italian counterpart in October to discuss privatization issues. A group of Canadian parliamentarians also visited several regions of Italy from March 21 to 31, 1986, thus establishing direct contact between the politicians of our two countries.

The quality of Canadian relations with Italy can only be termed excellent. Both trade and cultural interchange between us have increased after the Cultural Agreement signed in 1984, and bilateral relations were enhanced by the official visit to Italy from March 4 to 9, 1986 of Her Excellency Madame Jeanne Sauvé, Governor General of Canada, accompanied by the Honourable James Keller, Minister for International Trade.

The mutual desire to increase bilateral contacts and if possible to complement them with official visits in 1986 demonstrates the strength of the relationship between Canada and Italy and holds promise for the future.

The Holy See

Our mission to the Vatican is perpetuating a worthwhile program of political and humanitarian relations; a number of ministers and parliamentarians visit the Holy See on an annual basis. On March 6, 1985 the already excellent state of our bilateral relations was enhanced by the official visit of the Governor General of Canada, accompanied by the Honourable James Kelleher, Minister for International Trade.

The Benelux countries

Belgium-Luxembourg and the Netherlands are among Canada's main European trading partners. The bilateral trade pattern has been stable over the last three years. The Investment Development Program, an active component of the Trade Program, was reinforced by the visits of the Honourable Robert de Cotret, President of the Treasury Board, and the President of Investment Canada, Mr. Paul Labbé, at seminars in Amsterdam and Brussels.

The Right Honourable Joe Clark, Secretary of State for External Affairs, also met with his counterpart, Foreign Affairs Minister Tindemans. In May 1985, the Minister of Fisheries and Oceans made an official visit to Belgium. The period under review also has seen the signature of an air agreement with Belgium and the Netherlands. In the cultural field, the eleventh session of the Permanent Joint Committee, established by the 1967 Cultural Agreement, was held in Ottawa in October 1985.

The Nordic countries

In 1985-86, the Nordic countries continued to occupy an important position in Canada-Europe relations, with two-way trade amounting to over \$2 billion. The Investment Development program was launched, emphasizing the promotion of investment in Canada (particularly in resource sectors such as oil, gas, minerals, and forestry) and technology transfer. The Trade and Industrial Development program continued to promote sales of high technology and telecommunications goods and services. One notable highlight was Norway's decision to participate in Expo 86. Its pavilion focused on offshore technology and mariculture.

The Honourable Jake Epp, Minister of Health and Welfare, signed social security agreements with Sweden, Denmark, and Norway; negotiations with Finland and Iceland took place. As well, there were ongoing discussions on double taxation agreements with Danish, Finnish, and Norwegian officials.

Another area of growing interest was in the science and technology sector. Canadian and Norwegian officials worked towards the finalization of an exchange of letters on science and technology. This sector was also a component of ongoing discussions with Danish officials on the implementation of the 1983 Marine Environment Co-operation Agreement.

Numerous cultural programs took place throughout the year, including Canadian and Nordic study programs at universities; tours by Canadian artists, performers, writers, and athletes; and museum presentations on both sides.

There were several high-level bilateral visits in 1985-86: the Canada-Norway Offshore Working Group met in Newfoundland and Alberta to discuss co-operation and technology exchanges for offshore energy industries; and the Honourable Pat Carney, Minister for Energy, visited Stavanger, Norway for discussions on energy policy and to examine Norwegian offshore technology. Indian and Northern Affairs Minister David Crombie visited Greenland, Iceland and Denmark to discuss aboriginal issues and northern development with officials. Canada hosted visits by the Danish Minister of Greenland Affairs and the Minister of Taxes and Public Revenue. Political consultations at the deputy minister level took place with Finnish, Norwegian, and Swedish officials.

Spain and Portugal

This year has been an historic turning point for Canada's relations with Spain and Portugal. With the enlargement of the EEC, the approach to fisheries and agricultural policies (e.g. seed potatoes) is now negotiated through the EEC headquarters in Brussels. The analysis of the impact of the EEC enlargement on our bilateral trade (\$473 million with Spain, \$148 million with Portugal) is, and will be during the transitional period, an important chapter in our relations with these countries.

In May 1985 the Minister of Fisheries and Oceans made an official visit to Portugal. In conformity with the 1976 Fisheries Agreement, Canadian and Portuguese fisheries representatives met in Ottawa in December 1985.

The Right Honourable Joe Clark, Secretary of State for External Affairs, used the opportunity of his participation at the United Nations General Assembly in September 1985 to meet with his Spanish counterpart, Mr. Francesco Fernandez Ordonez.

Turkey

Canadian exports to Turkey continued their substantial growth, led by Northern Telecom and supported by a new EDC credit of \$204 million signed in September 1985. A Turkish trade mission composed of the most senior officers of the state organizations responsible for energy production from oil, gas, coal, and hydro-electric sources spent two weeks in Canada in October 1985 to become acquainted with our capabilities in these fields. In August 1985 Atomic Energy of Canada Ltd. (AECL) signed a memorandum of agreement with the Turkish Electrical Authority indicating that CANDU is the chosen technology for Turkey, subject to the subsequent conclusion of contracts and approval of governments. A memorandum of understanding was signed in September 1985 with Turkey whereby Canada would contribute technical expertise to a master plan for Ankara's urban transport requirements. The mayor of that city subsequently visited Canada to meet with authorities and companies in the urban transit sector. Turkish exports to Canada have also been increasing, particularly in the sensitive textile and clothing sector. Canada accordingly negotiated a restraint agreement with Turkey under the terms of the Multi-Fibre Arrangement.

As promised, Canada delivered all of its Europe-based CF-104 aircraft to Turkey as they became surplus to Canadian needs after the introduction of the CF-18A aircraft.

Switzerland

Canada's two-way trade with Switzerland totalled some \$600 million annually in 1985-86. Switzerland is the seventh-largest source of foreign investment in Canada. Underlining the place of

Switzerland in international finance and economy, the Honourable Michael Wilson, Minister of Finance, paid an official visit in November 1985 for discussions with senior financial executives, and Deputy Minister of Finance Stanley Hart met with senior Swiss officials at Berne in March 1986 to explain the Canadian budget. An important delegation comprising the Minister of Regional Industrial Expansion and 18 senior Canadian business leaders attended the Davos Symposium (January 30-February 6, 1986) of world leaders at which the Minister for Regional Industrial Expansion presided over a special seminar on Canada entitled "Fostering enterprise - Canada's response to the global challenge."

Other European countries

While Canadian trade with Greece has declined in recent years to settle at under \$100 million annually, Canadair signed an important contract in March 1986 for the sale of three CL-215

waterbombers. The North Aegean Petroleum Corporation (NAPC), whose majority owner is Denison Mines, is the largest single foreign investor in Greece, and operates both oil and gas offshore fields. While negotiations underwent some difficult periods and exploration drilling was sometimes halted, the NAPC and the Public Petroleum Corporation (owned by the Greek state) arrived at an agreement in October 1985 whereby the latter has become a partner in the consortium.

Canada and Ireland enjoyed a good political atmosphere highlighted by the May 1985 visit of Prime Minister Garret Fitzgerald. Increased attention was focused on Ireland after the Air India crash off the Irish coast. There was also growing interest in trade development, particularly in the telecommunications and transportation sectors, after the visit to Canada by the Irish Minister of Communications in October 1985.

Canadian exports to Western Europe by country
(in thousands of dollars)

	1983	1984	1985
Austria	49 991	45 547	56 578
Belgium-Luxembourg	700 126	683 012	703 216
Cyprus	11 797	10 884	1 214
Denmark	66 608	94 445	82 096
Finland	86 952	119 219	131 574
France	626 032	704 641	714 338
Gibraltar	128	453	384
Greece	48 677	49 245	40 895
Iceland	5 450	3 619	3 344
Ireland	89 150	95 700	81 561
Italy	549 304	580 464	525 333
Malta	1 913	1 625	712
Netherlands	957 148	1 064 159	928 833
Norway	230 490	333 793	347 585
Portugal	60 694	62 966	61 833
Spain	137 079	97 261	107 741
Sweden	146 609	165 611	179 016
Switzerland	197 805	189 432	290 104
Turkey	102 094	175 867	219 268
United Kingdom	2 445 376	2 439 198	2 313 122
West Germany	1 149 885	1 190 929	1 188 639
TOTAL	7 663 308	8 108 070	7 977 386

Canadian imports from Western Europe by country
(in thousands of dollars)

	1983	1984	1985
Austria	108 007	155 609	182 182
Belgium-Luxembourg	296 196	446 741	530 143
Cyprus	353	11 355	897
Denmark	136 925	200 783	229 674
Finland	75 763	148 167	200 084
France	840 957	1 220 310	1 373 222
Gibraltar	—	1	20
Greece	44 119	40 841	47 879
Iceland	3 234	2 973	3 499
Ireland	107 266	186 856	217 622
Italy	798 497	1 116 182	1 330 957
Malta	2 263	2 428	5 851
Netherlands	349 756	545 322	622 590
Norway	313 562	133 913	187 912
Portugal	58 337	60 861	87 275
Spain	181 949	316 432	366 497
Sweden	415 759	581 631	682 285
Switzerland	407 973	378 681	488 713
Turkey	12 809	26 795	36 886
United Kingdom	1 809 753	2 305 149	3 281 694
West Germany	1 574 798	2 174 846	2 716 301
TOTAL	7 538 276	10 055 876	12 591 183

The Soviet Union and Eastern Europe

One of Canada's primary foreign policy goals of the past year has been to contribute to easing East-West tensions by promoting a broader and more stable relationship with the Soviet Union and East European countries through the development of greater political confidence and common interests. This objective was primarily pursued by an increased number of ministerial visits and official consultations in both directions, both in order to understand each other's positions better and to expand co-operation, notably in the area of trade.

The Right Honourable Joe Clark, Secretary of state for External Affairs, took a leading role in keeping open the essential political dialogue with the Soviet Union in the belief that this could contribute to East-West stability. During an official visit to the Soviet Union in April 1985 he met with Foreign Minister Andrei Gromyko and other Soviet national and regional leaders. This visit was followed by one to Canada by Politburo member and Premier of the Russian Soviet Federated Socialist Republic V. Vorotnikov in May 1985, and a meeting between the Secretary of State for External Affairs and the new Soviet Foreign Minister, Eduard Shevardnadze, in August 1985.

The Canadian government also maintained contacts with East European countries through high-level visits. In April 1985, President Ceausescu of the Socialist Republic of Romania visited Canada, as did Deputy Prime Minister Marjai of the People's Republic of Hungary in October 1985 and Zivorad Kovacevic, member of the Executive Council of Yugoslavia. The Honourable Monique Vézina, Minister for External Relations, visited the People's Republic of Bulgaria in October 1985, and in March 1986, the Honourable Jake Epp, Minister of National Health and Welfare, paid an official visit to the People's Republic of Poland.

Canadian exports to the Soviet Union and Eastern Europe declined by 31 per cent in 1985 to \$1.9 billion. A good part of this decline is due to weakened grain prices. The Soviet Union remained Canada's largest grain customer, accounting for one-third of Canada's grain exports. Imports from the Soviet Union and Eastern Europe declined by a little over two per cent to \$296 million. In spite of the overall decrease in trade, Canada's merchandise trade surplus with the region still remains impressively high at \$1.6 billion.

The Department continued to participate in major trade fairs in Bulgaria, Czechoslovakia, the German Democratic Republic, Hungary, Romania, the Soviet Union and Yugoslavia. The number of Canadian business representatives present at the fairs increased as compared to previous years.

Trade consultations are held on a regular basis with all the countries of Eastern Europe except Yugoslavia, where trade is not a state monopoly. Such consultations were held with Bulgaria in April, with the Soviet Union (at the ministerial level) in June and with the German Democratic Republic in November. In addition to regular consultations, high-level reviews of bilateral trade relations took place during high-level visits from Romania, Hungary, the German Democratic Republic, the Soviet Union and Yugoslavia.

During the past year, interest revived in renewing the General Agreement on Exchanges in education, Science and Culture with the Soviet Union. Co-operation with the Soviet Union was maintained in the 1984 Arctic Exchanges Agreement. In addition, a number of privately arranged sports, cultural and academic visits continued to take place.

Public affairs and cultural activities with countries of Eastern Europe remained modest during a period of fiscal restraint. Negotiations on renewing an exchange of notes on education and cultural relations with Hungary and Yugoslavia reached an advanced, if inconclusive stage. With the assistance of the Department of External Affairs, a film, TV and video co-production agreement was successfully negotiated between the Department of Communications and these countries.

Family reunification was again a special concern. The Department used every opportunity, both in bilateral consultation with, and in the course of official visits to and from the Soviet Union and Eastern Europe, to raise the issues of the reunion of families and human rights in general. Official representations were made during 1985-86 in support of approximately 250 persons in the Soviet Union and Eastern Europe seeking to join close relatives in Canada. In addition to these numbers, a total of 2 155 people came to Canada from Eastern Europe and the Soviet Union.

Perhaps the best indicator of the improving climate in Canada's relations with these countries was shown in their reaction to Expo 86. The Soviet Union built the largest pavilion at the fair, and seized on the opportunity to bring the world-famous Kirov Ballet for its first North American tour in 25 years. Construction of the Czech, Yugoslav, Hungarian and Romanian pavilions was proceeding apace at the end of the period under review. Also noteworthy was the "Precious Legacy" exhibition in Montreal, Toronto, and Calgary featuring artifacts from the Jewish Museum of Prague.

In the multilateral forums, the Conference on Security and Co-operation in Europe (CSCE) held four meetings in which Canada was deeply involved. They are described below.

- Canada played an active role in the Stockholm Conference on Confidence and Security-Building Measures and Disarmament in Europe which began in January 1984.
- Canada hosted the CSCE Meeting of Experts on Human Rights in Ottawa from May 7 to June 17, 1985, which provided a frank and thorough exchange on the implementation of the human rights provisions of the Helsinki Final Act and the The Madrid Concluding Document. While the meeting ended without a concluding document, Western and neutral countries made clear their insistence that human rights provisions should be observed and strengthened in the Soviet Union and Eastern Europe.
- From July 30 to August 1, the Right Honourable Joe Clark, Secretary of State for External Affairs, participated in ceremonies in Helsinki commemorating the tenth anniversary of the signing of the Final Act, and held consultations with several East European Foreign Ministers. He reiterated Canada's commitment to the CSCE as a positive factor in East-West relations, our determination to achieve progress in the military security, economic, and humanitarian areas, and our disappointment at the failure of certain countries to fully implement their undertakings under the Final Act.
- At the Cultural Forum, held in Budapest from October 15 to November 25, Canada's delegation included eight eminent cultural personalities. The Canadian delegation stressed that cultural creation, dissemination and co-operation

flow from cultural freedom, tolerance, and the removal of barriers to individual and group contacts, as well as official programs of cultural exchange and promotion. The meeting ended without agreement on a concluding document. At the end of the year, preparations were nearly complete for the Berne Meeting of Experts on Human Contacts, in which Canada intended to press for removal of obstacles to family reunification and contacts. Preparations were also under way for the Third CSCE Follow-up Meeting, which is to begin in Vienna on November 4, 1986.

Asia and the Pacific

People's Republic of China

Highlighting Canada-China relations in 1985 were the visits to Canada by the President of China, the Ministers of Science and Technology, Aviation, and Water Resources and Electric Power, and those to China of the Minister of Energy, Mines and Resources, the Minister of National Health and Welfare and the Premier of Newfoundland. Major achievements included the renewal of a bilateral trade agreement, the establishment of a Joint Agricultural Committee, five animal quarantine agreements, a sports exchange Memorandum of Understanding (MOU) and a follow-up on hydro sector co-operation.

China continued to be Canada's second-largest market in Asia. Canadian exports to China in 1985 amounted to \$1.26 billion while imports from China were \$403 million, creating a substantial balance in our favour. Exports of manufactured products alone grew by 500 per cent, which in part offset the decline in sales of wheat, sulphur and potash. On the import side, clothing and textiles accounted for about 40 per cent of China's sales to Canada. With clothing and footwear subject to a bilateral restraint agreement, China has still succeeded in increasing its exports to Canada by more than 20 per cent per year by improving its sales performance of food products, fabricated materials and end products.

In 1985 Canada continued to support China's involvement in the Asian Development Bank and GATT as China moved to take a more active role in these international organizations.

Throughout 1985 Canada continued aggressive promotion of its trade and economic interests with the emphasis on improving exports of high value-added products in agriculture, forestry, energy (hydro, thermal, nuclear, oil, coal, gas), communications, transportation, aeronautics, mining, manufactured goods, and science and technology. In addition, a substantial portion of the trade development facility funded by CIDA was used to support projects in China. Canadian exports have remained fairly constant in the past two years notwithstanding significant reductions in sales of grain and resource products. As China becomes more self-sufficient and foreign competition increases, it is expected the decline in commodity sales will be offset by increased exports of manufactured goods. The current trend is particularly significant in that it will ensure a solid foundation for future sales. To meet this challenge, the trade programs in Beijing and Hong Kong have been significantly increased. The opening of the Shanghai Consulate General in early 1986 will allow more marketing initiatives to be launched.

About 1 500 immigrants came to Canada from China in 1985, raising the total to nearly 30 000 since the PRC Family Reunification Program was established in 1973. There are an

additional 1 500 Chinese students studying in Canada currently, while 5 000 persons, mainly business and trade delegations, arrived as visitors during the year. Cultural relations continued to expand, marked by such projects as a major exhibition of Alex Colville's art, and the signing in Beijing, in December 1985, of a two-year program for cultural exchange between Canada and the PRC.

Republic of Korea

The bilateral relationship between Canada and the Republic of Korea (ROK), which began in the late 19th century when Canadian missionaries played an important role, serving Koreans in the fields of education and health care, continues to develop and mature. Canadian interest in Korea stems from a desire to ensure continued stability in that region as well as to develop and protect growing commercial and other bilateral interests.

The substance of the overall relationship was highlighted, in 1985, by senior Canadian visitors who included the Federal Ministers of International Trade, of Fitness and Amateur Sport, of Regional Economic Expansion and of Finance, as well as Premier Bennett of British Columbia. Such visits are reinforced by the presence in Canada of more than 40 000 residents of Korean origin, a constant influx of Korean immigrants as well as travel by families, businessmen and, increasingly, tourists.

Total two-way trade continued to expand, totalling \$2.382 billion in 1985, up from \$1.9 billion in 1984, so that Korea is now Canada's second-largest trading partner and third-largest market (after Japan and China) in the Asia-Pacific region. Coal remained Canada's single largest export to the ROK, while major import items included cars, textiles, clothing, footwear, iron and steel products and consumer electronic products.

Academic affairs of mutual concern are being pursued at the University of Toronto and Yonsei University.

Hong Kong

The past year was a very active one for Hong Kong. The Sino-British Joint Declaration on the future of Hong Kong came into force in May 1985 upon ratification. Drafting of Hong Kong's mini-constitution (referred to as the Basic Law) began in July 1985; the process should be completed by 1990. One of the first steps of the political changes leading to 1997 has been the election, in September, of 24 "non-official" members of the Legislative Council through an indirect election process. Despite this hectic political activity, Hong Kong has maintained a stable economy.

Two-way trade between Canada and Hong Kong continued to expand, increasing from \$1.18 billion in 1984 to \$1.21 billion in 1985. Canadian exports to Hong Kong increased by more than 50 per cent in 1985 to reach a record \$322.8 million in 1985. With imports from Hong Kong having decreased by 8.2 per cent from 1984, Canada's overall deficit with Hong Kong will be reduced from \$751.4 million in 1984 to \$563.8 million in 1985 (all figures are in Canadian funds).

More than 8 000 Hong Kong residents immigrated to Canada in 1985. A total of 869 cases in the entrepreneurial category were approved, representing an estimated capital transfer to Canada of \$570 888 000. Related investment projects have created 4 135 new jobs.

Hong Kong cultural and academic exchanges with Canada continued to grow, highlighted by the visits of the Montreal Symphony and the National Arts Centre Orchestra.

Indochina

Canada's relations with the three countries (Cambodia, Laos and Vietnam) of Indochina remain dominated by political objections to the continued military occupation of Cambodia by Vietnam. Canada continues to support the ASEAN position on Cambodia and to encourage a peaceful solution to this problem. A refugee program for the Vietnamese remains active. Trade contacts are minimal. Bilateral development assistance is not provided to any of these countries.

Japan

Canada's relations with Japan have grown in importance in the past decade to the point where Japan is now our second-largest trading partner and an increasingly important partner in bilateral and multilateral affairs. Japan is the world's second-largest free-market economy. It enjoys a growing share of world trade, is on the leading edge of technological developments, and is the world's largest capital exporter. In light of its economic strength and strategic location, Japan has begun to play an increasing role in world affairs. This increasing role and influence have presented Canada with a number of new opportunities and challenges over the past year.

Prime Minister Nakasone's visit to Canada in January was a highlight of the year and stimulated the development of closer relations, particularly between the Prime Ministers. During their meetings in Toronto and Ottawa, the Prime Ministers reviewed East-West issues, endorsed multilateral and bilateral initiatives to liberalize trade, signalled a closer partnership in Pacific development, consulted on the Tokyo Economic Summit preparations and advanced a number of bilateral agreements.

In 1985, Canadian exports to Japan totalled \$5.7 billion and two-way trade reached \$11.8 billion. The largest increase over 1984 levels of exports was in basic resources, such as coal, which grew 37 per cent. The major increases in imports from Japan shifted from consumer electronic goods to industrial goods, especially steel pipe and industrial machinery. Canada increased its importance to Japan as a market for Japanese exports, moving to tenth rank from eleventh in 1984. The period under review has also seen a significant increase in technological co-operation. The Pacific Trade Initiative, the addition of an Investment Canada Counsellor at our Embassy in Tokyo, and the expanded science and technology program all combine to increase the value to Canada of the entire trading relationship. A significant milestone was the Industrial Co-operation Arrangement, signed in September 1985, which facilitated a series of business missions from Canada in advanced industrial machinery, advanced manufacturing technology, micro-electronics, and biotechnology.

Other highlights of 1985-86 include consultations on arms control and disarmament, aid, and terrorism. Canadian businesses interested in industrial co-operation and technology acquisition are being assisted through industrial exchange agreements and the assignment of a science and technology officer to the Embassy in Tokyo. Finally, the year saw the announcement of the opening of a Canadian Consulate General in Osaka.

Australia and New Zealand

Canada's close bilateral relationships with Australia and New Zealand were highlighted by a series of ministerial visits and continued close consultations and co-operation in a number of bilateral and multilateral forums.

The Right Honourable Joe Clark, Secretary of State for External Affairs, held bilateral discussions with Australian Foreign Minister William Hayden in June 1985. The Honourable James Kelleher, Minister for International Trade, led a trade mission to Australia and New Zealand in November 1985. The Honourable Charles Mayer, Minister of State Responsible for the Canadian Wheat Board, also visited Australia and New Zealand during December and January 1985-86. Ministerial visits to Canada included the Honourable Geoffrey Palmer, New Zealand Deputy Prime Minister in September 1985, the Honourable Richard Prebble, New Zealand Minister of Transport, also in September, the Honourable Gareth Evans, Australian Minister of Resources and Energy, in January 1986, and the Honourable Colin Moyle, New Zealand Minister of Agriculture and Fisheries in March, 1986. The third Canada-Australia Policy Consultations took place in Canberra in February. Close co-operation and consultation between the Canadian, Australian and New Zealand delegations also continued at the United Nations and other multilateral forums, particularly on arms control and multilateral trade matters.

Australia and New Zealand remain important markets for Canadian exports, especially for semi- and fully manufactured goods. Exports to Australia grew in 1985, moving up to \$738.0 million from the 1984 level of \$657.8 million. This trend continued in 1986, as first-quarter statistics for the year show Canadian exports at \$170.2 million, as compared to \$146.6 million for the same period in 1985. After the 1984 surge, however, exports to New Zealand dropped slightly in 1985, from \$193.8 million to \$190.9 million. Total bilateral trade between Canada and Australia-New Zealand exceeded \$1.4 billion (all figures are in Canadian dollars). The National Trade Strategy resources have enhanced our co-operation with the region in such areas as market studies. Lastly, a trade office was opened in Auckland last year to further enhance our economic relations.

Developments that were initiated in the service sector last year have begun to bear fruit in 1985-86. The Canada-New Zealand Agreement on Air Transport which was announced in November 1984 became a reality in November 1985 when International Trade Minister Kelleher took the inaugural Canadian Pacific Air flight to Auckland. The Royal Bank of Canada, which was granted a banking licence as part of Australia's liberalization of financial services in 1984-85, announced the formation of a joint venture with the National Mutual Bank of Australia.

Public affairs programs in Australia and New Zealand have continued to be active in the past year. In March 1986, the Consulate General in Sydney organized a very successful "Canada Week" featuring leading Canadian artists, the RCMP Band and Canadian dignitaries. As well, the Canadian Studies Program continued to expand and preparations were made to send a large Canadian contingent to the third Biennial Conference of the Association of Canadian Studies in Australia and New Zealand, scheduled for Griffith University, Queensland, Australia, in May 1986.

The South Pacific

Canada's interests and activities in the South Pacific continued to expand. In 1985, two-way trade with the region reached an all-time high of \$66.6 million. Bilateral aid, administered by Canada's accredited missions in Canberra and Wellington grew to \$1.575 million. The CIDA also continued to sponsor a number of regional fisheries and public sector management training programs. Total Canadian development assistance (excluding contributions to multilateral programs) to the region in 1985-86 reached \$2.2 million (preliminary figures).

Canada's institutional links with the region were highlighted at the Commonwealth Heads of Government Meeting (all nine independent states in the region are Commonwealth members), and at the first Francophone Summit, in which the Republic of Vanuatu participated. At the invitation of the Right Honourable Ratu Mara, Prime Minister of Fiji, Canada participated in the Pacific Islands Conference, a regional heads of government meeting, represented by the Honourable Robert de Cotret, President of the Treasury Board. To enhance the growing interests of Canada in Fiji, Canada appointed its first Honorary Consul in the region, Mr. Ralph Sharp.

Canada also co-operated with eight South Pacific nations in planning and building the South Pacific Pavilion at Expo 86.

South and Southeast Asia

In recent years, the Indian sub-continent and the Southeast Asia region have experienced strong economic growth and vitality. This fact, combined with the region's geostrategic importance, its broad resource base, large population and infrastructure needs have made it an area of growing importance to Canada. During 1985-86, however, Southeast Asian countries in particular encountered economic difficulties, and political uncertainties emerged in Sri Lanka and the Philippines. Regrettably, for yet another year Afghanistan remained a victim of Soviet aggression and Vietnam maintained its occupation of Cambodia. In the foreseeable future, the growth rates of most countries in the region will not be as high as in the past because of low commodity prices, protectionism, and generally sluggish international economic growth. Countries such as Malaysia and Indonesia were particularly affected by the drop in world oil prices. However, most of the countries of this region have demonstrated capable economic planning and management, which should create the conditions for a return to more rapid growth when the macroeconomic climate improves.

Notwithstanding an increasingly competitive environment, bilateral trade with South Asian countries increased from \$708 million in 1984 to \$967 million in 1985, comprising imports of \$249 million and Canadian exports of \$718 million. In the case of the six Southeast Asian nations which are members of ASEAN, bilateral trade totalled \$1 397 million, consisting of \$656 million in imports and \$741 million in exports. The development of the National Trade Strategy, which identifies India, Thailand and Indonesia as countries of particular concentration, and the Pacific Trade Initiative launched in 1985, have placed Canada in a better position to benefit from the region's potential.

The geopolitical importance of Asia, particularly South and Southeast Asia, means that regional tensions and East-West rivalry are matters of concern to Canada. With respect to Southeast Asia, the ASEAN countries place a high value on

Canada's strong political support for their efforts to achieve the withdrawal of Vietnamese forces from Cambodia. Canada provides humanitarian assistance to the Coalition Government of Democratic Kampuchea and continues to accept Indo-Chinese refugees: more than 100 000 to the end of 1985, including 6 000 in that year. The Philippines is the only ASEAN country to experience serious political and economic instability in recent years, particularly following the murder of opposition leader Benigno Aquino. Prospects for stability improved greatly with the advent of a new government in February 1986.

The political situation in South Asia continues to be adversely affected by bilateral problems, although a start has been made towards regional economic co-operation. Canada is encouraged by and supports the ongoing evolution of the South Asia Association for Regional Co-operation (SAARC). Inter-communal hostilities, such as those between India's Sikhs and Hindus and Sri Lanka's Tamils and Sinhalese, have led to terrorist incidents which directly affect Canadian interests.

The Soviet invasion of Afghanistan in December 1979 is an ongoing human tragedy of compelling proportions and a serious source of international and regional tension. In 1985-86 Canada contributed nearly \$19 million in humanitarian and food aid for the millions of Afghan refugees in Pakistan. This is the most serious refugee problem in the world today. Canada continues to support Pakistani and international efforts to achieve the withdrawal of Soviet troops and a peaceful political settlement.

On both current and projected data, the least developed countries of South and Southeast Asia remain the poorest in the world. The World Bank estimates that two-thirds of those living in "absolute poverty," even excluding China, are Asian. Although the need for Canadian assistance is evident, it is also encouraging that most South and Southeast Asian countries are achieving significant progress. More than 80 per cent of Canadian country aid to Asia has traditionally been directed to South Asia. During the 1985-86 fiscal year those countries received \$281.1 million in bilateral assistance. The ASEAN countries received \$29.5 million. (The figures for 1985-86 are preliminary.) These countries also received significant Canadian assistance *via* multilateral organizations such as the United Nations, Canadian non-governmental organizations such as the Canadian University Service Overseas (CUSO), IDRC and PCIAC. Canada's membership in the Asian Development Bank, based in Manila, continues to be an important component of our regional development strategy, though its historically low level of procurement of Canadian goods and services is of concern.

Immigration to Canada from South and Southeast Asia has made a major contribution to the Canadian mosaic. It is expected to continue to increase, particularly if Canada's own birthrate continues to decline. In 1985, India was Canada's fifth-largest source of immigrants (4 047), while the Philippines was the seventh-largest (3 218).

The Right Honourable Joe Clark, Secretary of State for External Affairs, visited Malaysia, Thailand, Indonesia and Singapore in July 1985. Mr. Clark also visited India and Pakistan in December. In addition, the Honourable Sinclair Stevens, Minister for Regional Industrial Expansion visited Indonesia, Singapore and Thailand in March, 1985, and International Trade Minister James Kelleher visited those same

countries and Malaysia in January, 1986. The Honourable Perin Beatty, Minister of National Revenue visited Thailand in July, 1985. These were reciprocated by many ministerial visits from the region. Of significance was the re-opening of the Burmese Embassy in Ottawa in November 1985, which should lead to a strengthening of bilateral relations with this important Southeast Asian state.

Association of Southeast Asian Nations

Canadian relations with the Association of Southeast Asian Nations (or ASEAN, comprising Brunei, Indonesia, Malaysia, the Philippines, Singapore and Thailand) continued to develop positively during 1985-86. Canada was represented at the

annual 1985 meeting of ASEAN and Western foreign ministers by the Right Honourable Joe Clark, Secretary of State for External Affairs. At the Kuala Lumpur meeting, Mr. Clark reaffirmed Canada's support for the ASEAN position on Cambodia, pledged humanitarian support for the non-Communist elements fighting the Vietnamese and announced Canadian support to assist the ASEAN countries in their fight against narcotics production and trafficking.

The third meeting of officials on the Joint Co-operation Committee established under the Canada-ASEAN Economic Co-operation Agreement took place in Ottawa on October 30 and 31, 1985.

CANADA-PACIFIC RIM TRADE

(In millions of Canadian dollars)

	1984			1985		
	Exports	Imports	Surplus (Deficit)	Exports	Imports	Surplus (Deficit)
Pacific Rim						
Australia	617.4	380.8	236.6	624.6	385.6	239.0
China	1 272.1	333.5	938.6	1 259.3	403.5	855.8
Fiji	2.4	5.7	(3.3)	2.2	6.6	(4.4)
Hong Kong	214.8	966.2	(751.4)	322.7	886.8	(564.1)
Indonesia	290.5	71.9	218.6	257.6	81.8	175.8
Japan	5 628.6	5 710.8	(82.2)	5 745.3	6 113.4	(368.1)
Korea	712.7	1 152.4	(439.7)	775.6	1 607.0	(831.4)
Malaysia	187.7	168.0	19.7	204.4	146.1	58.3
New Zealand	189.4	122.4	67.0	186.7	160.4	26.3
Papua-New Guinea	2.3	3.5	(1.2)	1.8	51.1	(49.3)
Philippines	56.8	117.3	(60.5)	45.8	109.1	(63.3)
Singapore	143.0	214.3	(71.3)	106.4	210.5	(104.1)
Taiwan	400.6	1 223.8	(823.2)	429.6	1 286.1	(856.5)
Thailand	116.8	103.4	13.4	127.0	108.7	18.3
Total	9 835.1	10 574.0	(738.9)	10 089.0	11 556.7	(1 467.7)
Other Asia						
Bangladesh	102.8	14.7	88.1	106.8	16.4	90.4
Burma	2.5	0.3	2.2	5.3	0.8	4.5
India	468.2	147.1	321.1	488.7	168.2	320.5
Pakistan	90.3	54.2	36.1	94.1	30.0	64.1
Sri Lanka	44.6	33.9	10.7	22.4	33.0	(10.6)
Other countries	14.7	18.6	(4.1)	8.7	16.4	(7.7)
Total	723.1	269.0	454.1	726.0	264.8	461.2
GRAND TOTAL	10 558.2	10 843.0	(284.8)	10 815.5	11 821.5	1 006.5

Africa and the Middle East

Francophone Africa

Canadian diplomatic activity in Africa has continued to focus on countering the effects of the devastating drought that struck the continent in 1983 and 1984. At various international forums, including the Commonwealth and Francophone Summits in October 1985 and February 1986, respectively. Canada continued to support the efforts of the United Nations Conference on Emergency Aid to Africa (established in March 1985). In addition, it continued to stress the impor-

tance of support for long-term development of the African continent by the international community. In this context Canada was pleased to receive Mr. Idi Oumarou, Secretary-General of the Organization for African Unity, in February 1986 for the Africa Forum organized in Ottawa by the Honourable David MacDonald, Emergency Relief Co-ordinator for African Famine. The visit played an important part in raising Canadian public awareness of the need to deal not only with the emergency situation in Africa, but with the problems threatening the continent's long-term development.

The Francophone Summit in Paris gave the Prime Minister Brian Mulroney an opportunity to meet many of his African colleagues and to discuss subjects of common interest. The meeting had been carefully prepared during a tour by the Honourable Monique Vézina, Minister for External Relations, through Niger, Gabon and Senegal, and another by His Excellency Mr. Lucien Bouchard, the Prime Minister's personal representative and Canadian Ambassador to France. Mr. Bouchard had visited Tunisia, Zaire, Cameroon and the Ivory Coast in January 1985 to present the Canadian concept for the Heads of State Summit. The Summit made possible the discussion of co-operation projects as well as various political matters such as the abolition of *apartheid* in South Africa. A Canadian resolution on the latter issue similar to one passed earlier at the Commonwealth Summit was adopted by the Heads of State.

In the Maghreb, bilateral Commissions with Algeria (April 1985) and Tunisia (October 1985) opened the way for an examination of Canada's relations with these countries and plans for future activities. A general administrative arrangement with Algeria concluded in March 1986 should help in the implementation of technical and scientific co-operation projects between the two countries.

Politically, the Canadian government expressed regret on October 1 for the Israeli attack that resulted in numerous casualties in the southern suburb of Tunis.

In sub-Saharan Africa, the Honourable Monique Vézina, Minister for External Relations, visited Gabon, Senegal and Niger from January 7 to 17, 1986. The visit had a twofold purpose: to hold consultations with the authorities of these countries prior to the Francophone Summit in Paris, and to chair the Bilateral Commissions established to assess Canada's political, economic and trade relations with these countries. Various development co-operation and trade agreements were signed during the visit.

In August 1985 Canada received a visit from Citizen Njoli Balanga, State Commissioner for the Environment in Zaire. In November, the Honourable Martial Asselin represented the Canadian government at the official ceremonies commemorating the 20th anniversary of the revolution in Zaire. This visit was followed by the March 1986 visit of Citizen Mokolo Wa Mpombo, State Commissioner for Foreign Affairs and Co-operation.

The second meeting of the Bilateral Commission with Cameroon took place in Ottawa from May 6 to 8, 1985. This meeting coincided with the official visit of His Excellency Mr. William Eteki Mboumoua, Foreign Minister of Cameroon. It was followed immediately by the Canada-Cameroon Economic Days organized by Cameroon in various towns and cities of Canada. Five Cameroon government Ministers participated.

Other important visitors to Canada included Mr. Gouara Lassou, Foreign Minister of Chad in June 1985, and Mr. Bocar Diallo, the Senegalese Secretary of State for Fisheries in September 1985.

In October 1985 the first Canadian Ambassador resident in Gabon presented his letters of credence to President Omar Bongo. In April 1985, the Republic of Sao Tome and Principe accredited His Excellency Mr. Joaquin Rafael Branco, its first Ambassador to Canada.

Anglophone Africa

In Anglophone Africa, the year was characterized by the persistence of severe drought in several areas and by heightened tensions within South Africa and in the relations between South Africa and its neighbours.

Canada continued to assist to drought-stricken areas by providing food aid and other forms of assistance to the affected countries. The Honourable David MacDonald, Canadian Emergency Co-ordinator for African Famine, visited Angola, Botswana, Ethiopia, Lesotho, Mozambique and Sudan to demonstrate Canada's continued interest in the victims of famine and to promote a greater co-ordination of Canadian efforts in these countries.

Continued tension in and around Ethiopia complicated but did not prevent the delivery of important amounts of Canadian humanitarian relief assistance.

In West Africa, Canada continued its efforts in the context of Ghana's economic rehabilitation plan. The installation of a new government in Nigeria under President Babangida did not change Canada's relations with Nigeria significantly.

In East Africa, President Daniel T. arap Moi of Kenya intensified his diplomatic efforts for the resolution of the civil war in Uganda. At year's end, after the accession to power of President Museveni, prospects for renewed peace and security in Uganda were indeed better than they have been for many years. Traditionally close relations between Tanzania and Canada were demonstrated again by the official visit to Ottawa of President Julius Nyerere shortly before the date on which he had decided to step down as head of state. He was succeeded by President Mwinyi.

During the course of the year, ministers in various portfolios (Energy, External Trade, Works and Communications, Relief and Rehabilitation, Foreign Affairs, Finance, Commerce and Industry) visited Canada from Angola, Botswana, Ethiopia, Lesotho and Swaziland. In July 1985, the Honourable Walter McLean, Secretary of State, led the Canadian Delegation at the UN Conference on the Status of Women in Nairobi and also made goodwill visits to Tunisia, Kenya, Zimbabwe, Zambia and Nigeria. The Secretary-General of the Southern African Development Co-ordination Conference (SADCC) paid a useful visit to Ottawa in December 1985 to prepare for the annual meeting of SADCC, held in Harare in January 1986. The Canadian delegation to the SADCC meeting was led by Senator Duff Roblin, who reiterated Canada's commitment to helping the Front Line States in their efforts to reduce their economic dependence on South Africa. Senator Roblin also made an official visit to Malawi on that occasion.

Trade

In spite of the economic and financial difficulties that continued to plague a number of African countries in 1985-1986 and the increased competition on this market, commodity exchanges between Canada and Africa again exceeded \$2.5 billion, 55 per cent of which was in Canadian exports. Canada also provided Africa with some \$300 million in consulting services. During 1985, Canada's main trading partners in Africa were Algeria, Morocco, South Africa, Libya, Tunisia and Nigeria.

The Department continued its efforts to increase the awareness of trade possibilities in Africa among Canadian businesses. It also endeavoured to increase African awareness

of the products and services available from Canada. With this end in view, the Department held intergovernmental trade consultations and organized some 20 trade fairs for those involved in the Canadian and African economies. Bilateral commission meetings were held with Cameroon, Tunisia and Gabon. Three Canadian ministers went on missions to Africa: the Honourable Marcel Masse, Minister of Communications, to Algeria; the Honourable Suzanne Blais-Grenier, Minister of the Environment, also to Algeria; and the Honourable Monique Vézina, Minister for External Relations, to Gabon, Senegal and Niger.

Three African ministerial delegations from Cameroon, Angola and Ethiopia also visited Canada to discuss trade. Fourteen businessmen's trade missions were organized in priority sectors such as communications, energy and agriculture. The Department participated in three trade fairs: Kadun, Libreville and Kinshasa. It was also involved in various seminars on exporting to Africa, including the Canada-Cameroon Economic Days, which brought together more than 400 representatives from various companies in Vancouver, Toronto and Montreal, and in a Canadian seminar on communications involving more than 300 Algerian experts.

South Africa

The world witnessed an intensification of the crisis in South Africa during 1985-86. Canada played a leading role in international efforts to promote a peaceful solution through dialogue.

In a major policy statement delivered on July 6 at Baie Comeau, Quebec, the Right Honourable Joe Clark, Secretary of State for External Affairs, announced 12 new measures to demonstrate clearly and unequivocally to the South African government Canada's opposition to *apartheid*.

At that time the Canadian government adopted the measures outlined below. Canada

1. Strengthened the voluntary "Code of Conduct" Concerning the Employment Practices of Canadian Companies Operating in South Africa by:
 - appointing an independent and impartial administrator;
 - introducing a standard reporting format; and
 - making the Code applicable to all Canadian companies, including those with minority interests.
2. Tightened the administration of the UN arms embargo to end exports of sensitive equipment such as computers to the Government of South Africa and its agencies.*
3. Applied the voluntary UN embargo on imports of South African arms.*
4. Abrogated the Canada-South Africa Double Taxation Agreements.**
5. Terminated the use of the Program for Export Market Development (PEMD) for the South African market.*
6. Terminated insurance to Canadian exporters to South Africa provided by the Export Development Corporation.*
7. Issued public guidelines severely limiting sporting contacts between Canada and South Africa.*
8. Announced the termination of toll processing of Namibian uranium.

* Agreed to as an interim measure at the Commonwealth Heads of Government Meeting (CHOGM) in Nassau, October 1985.

9. Introduced a voluntary ban on the sale of Krugerrand gold coins.*
10. Monitored official contacts, especially in sensitive sectors.*
11. Announced the appointment of an officer at the Canadian Embassy to facilitate co-operation in the labour area.
12. Allocated \$5 million for an expanded program of scholarships for the black community, to be administered through private channels.

As the situation in South Africa deteriorated through the summer, and after the South African government's announcement of a state of emergency, Mr. Clark announced additional measures to increase the pressure on South Africa to institute meaningful reforms on September 13, in the House of Commons.

On that date, the Canadian government took the additional measures outlined below. Canada

13. Introduced a voluntary ban on new loans to the Government of South Africa and its agencies.*
14. Introduced a voluntary ban on the sale of crude oil and refined products to South Africa.*
15. Applied an embargo on air transport (cargo and passenger flights) between Canada and South Africa.**
16. Set up a National Register of Anti-Apartheid Measures to record voluntary actions taken by individual Canadians, other levels of government, as well as private organizations and firms.
17. Allocated \$1 million in humanitarian aid to the families or political prisoners and detainees in South Africa.

These actions, as enunciated in Mr. Clark's speeches, strengthened Canada's credentials at the Commonwealth Heads of Government Meeting at Nassau in October. Prime Minister Mulroney played a key role in achieving a consensus on actions to be taken within the framework of the Commonwealth to promote peaceful change in South Africa.

The Commonwealth Accord on Southern Africa, to which all Commonwealth leaders agreed, sets out interim measures against South Africa which it commends to all member countries and identifies additional measures which are to be considered if there is not adequate progress towards abolishing *apartheid*. The Accord also lists some criteria for meaningful change by calling on the Government of South Africa to carry out the measures outlined below.

1. Declare that the system of *apartheid* will be dismantled and specific and meaningful action taken.
2. Terminate the existing state of emergency.
3. Release immediately and unconditionally Nelson Mandela and all others imprisoned and detained for their opposition to *apartheid*.
4. Establish political freedom and lift the existing ban on the African National Congress and other political parties.
5. Initiate, in the context of a suspension of violence on all sides, a process of dialogue across lines of colour, politics and religion, with a view to establishing a non-racial and representative government.

To advance these measures, the Commonwealth leaders agreed to establish a small group of eminent persons to

** Noted as a possible further measure at the CHOGM in Nassau, October 1985.

investigate the problems of South Africa, to promote genuine negotiations among all leaders of that country and after six months to report their findings to the Commonwealth leaders. Canada was among the seven countries selected to nominate a representative. Archbishop Edward W. Scott, Primate of the Anglican Church of Canada, agreed to serve as Canada's representative on the Commonwealth Eminent Persons Group.

In the area of assistance to South Africa's neighbours, Canada continued its financial support for the SADCC in the form of a \$125-million five-year contribution. As a member of the United Nations and the Contact Group on Namibia, Canada continued to press for the full implementation of UN Security Council Resolution 435 which provides a framework for Namibian independence.

The Middle East

A wide range of activities was undertaken during the year to enhance Canadian relations with Middle Eastern countries. Bilateral visits were an important factor in strengthening political and economic ties. Egypt's Minister of Supply, His Excellency Mohammed Nagi Chatla and Iraq's Minister of Trade, His Excellency Hassan Ali, made official visits to Canada, the latter to participate in the inaugural meeting of the Canada-Iraq Joint Economic Commission, pursuant to the agreement on economic co-operation signed in 1983. Canada's Minister of Communications, Mr. Marcel Masse, visited Saudi Arabia to meet with his counterparts and to pursue commercial interests. While there he officially inaugurated the new Canadian Embassy complex in Riyadh. Mme Monique Landry, Parliamentary Secretary to the Minister for International Trade, visited Egypt to discuss commercial issues and address the Egypt-Canada Business Council.

Markets for Canadian goods and services in the Middle East remained attractive, although the current state of the oil market has had a depressive effect on major project implementation in the Arabian peninsula and on economic growth in markets such as Egypt and Iraq. Nonetheless Canadian sales of more than \$2 billion were recorded, in part as a result of the Department's very active Trade Fairs and Missions Program.

The Middle East also represents considerable investment potential for Canada's new Investment Development Program. Foreign reserves, both private and public, are immense and Canadian holdings are generally recognized as under-represented in these portfolios. A noticeable trend towards increasing Canadian investments has commenced and would ultimately result in the placement in Canada of several billion dollars in both indirect and direct investment.

Conflicts and political tensions afflicting the region showed few signs of abating during the year. On the Arab-Israeli dispute, talks between King Hussein of Jordan and the Palestine Liberation Organization (PLO) to co-ordinate their political positions were suspended. Despite the setback, Canada continued to work to promote a just, lasting and comprehensive peace settlement, which would both guarantee Israel's security and well-being, and provide the opportunity for the Palestinians to realize their right to participate in negotiations to determine their future, and to have a homeland in the West Bank and Gaza Strip.

Lebanon was torn by mounting violence and sectarian strife, so much so that in June 1985 Canada was forced to withdraw

its Embassy personnel from Beirut. The Canadian government continued its active support for efforts to achieve a lasting national reconciliation. In July, Canada opened a new Embassy in Damascus, Syria.

The Iran-Iraq war also continued unabated. Canada made *démarches* to both belligerents to urge respect for international humanitarian law and to impress on them the necessity of seeking a peaceful, negotiated settlement to the conflict.

Libya became an increasing focus of international attention after the December 1985 terrorist attacks on the Rome and Vienna airports. In January Canada adopted a series of measures in its relations with Libya, notably a ban on the export of drilling equipment containing unique Western technology.

Latin America and the Caribbean

Relations between Canada and Latin America continued to encompass a wide range of interests, although the primary thrust of Canadian activities remained economic. Three trends dominated developments within the region: first, the spread of democracy, its resiliency and the efforts of most governments to strengthen democratic institutions; second, the debt crisis which threatened the economic and political stability of many countries throughout the region; and third, a growing interaction and cohesiveness among the democratically elected governments of the region.

The region also suffered two natural disasters of extraordinary magnitude. The earthquake which struck central Mexico on September 19, 1985 caused extensive loss of life and damage to property. The eruption of the Nevado del Ruiz volcano in Colombia on November 13 and 14 and the ensuing mudslides claimed some 23 000 lives and destroyed a complete town. Canada, through CIDA and the efforts of many non-governmental organizations, provided emergency relief and rehabilitation assistance to both Mexico and Colombia.

South America

The economic difficulties experienced by most South American countries continued to be the principal factor affecting commercial relations between Canada and the region. Reduced foreign exchange earnings, largely a result of depressed commodity prices on world markets, servicing of the foreign debt and capital flight forced a general reduction in import levels. Total Canadian exports to South America were \$1.35 billion in 1985, down 12 per cent from the 1984 level of \$1.52 billion. Canada's imports from the region also declined slightly in 1984, from \$2.41 to \$2.37 billion. Most regional economies, however, are showing signs of renewed growth after the general economic contraction experienced in the early 1980s, and prospects for the expansion of commercial ties with Canada are good.

Canada also continued to assist the region's economic and social development by means of programs administered by CIDA and the IDRC, through active involvement in regional organizations, as well as through international lending institutions such as the Inter-American Development Bank and the World Bank. Canada continued to express concern about growing terrorism and drug trafficking in bilateral and multilateral forums. There has been a marked improvement in the human rights situation in the region although Canada continues to have serious concerns about continued violations in specific countries.

Brazil

Events in Brazil focused on the transition from 20 years of military government to democratic institutions and on the challenges of economic and social development. This transition was complicated by the sudden death of the popular President-elect Tancredo Neves and the unexpected succession of Vice-President José Sarney. Despite this difficult start President Sarney has effectively established his hold on the government, most recently demonstrated by the implementation of the "Plan Tropical" which has significantly dampened Brazil's inflation.

Canada-Brazil relations continued to grow, particularly in the area of trade. Brazil has now moved into a surplus position, with Brazilian exports to Canada exceeding \$800 million in 1985, against Canadian exports to Brazil of \$664 million. Brazil remained a focal point for Canada's economic interests in South America, both as a market for Canadian goods and services and as the recipient of substantial Canadian investment. Trade relations were further enhanced by the signature of a double taxation agreement in December 1985. Negotiations on a new bilateral air agreement were also completed, with regular air service by Canadian and Brazilian carriers scheduled to begin in 1986.

The Andean Group

Although the Venezuelan economy suffered economic stagnation during the 1985-86 fiscal year, coupled with rapidly declining oil prices, the bilateral relationship was active and benefited from a number of senior official visits, including the second meeting, in Canada, of the Canada-Venezuela Joint Consultative Committee. By virtue of its active participation in international affairs, including membership in the Contadora and Cartagena Groups as well as the Organization of Petroleum Exporting Countries (OPEC), Venezuela continued to be an important interlocutor for Canada. While Venezuela remained Canada's largest offshore oil supplier, overall two-way trade in 1985 dropped slightly from the previous year to \$1.4 billion. Venezuela became an increasingly attractive destination for Canadian tourists during this period.

In Peru, the historic win of the American People's Revolutionary Alliance (APRA) party in general elections led to the inauguration of Alan Garcia as President on July 28, 1985. The transfer of power to the Garcia government marked the first transition in 40 years between democratically elected governments. President Garcia capitalized on his government's extraordinary popularity to institute social reform and a strict economic stabilization program. He also adopted an aggressive approach to foreign policy, including initiatives to lower tensions with neighbouring countries of the region and promote regional disarmament and a controversial position on Peru's foreign debt. In February 1986, Luis Alva Castro, Peru's Prime Minister and Foreign Minister visited Canada for discussions on economic and political issues. Trade between our two countries declined during this period, primarily due to Peru's severe economic crisis.

In Bolivia, three-time former President Victor Paz Estenssoro was chosen by Congress to succeed President Siles Zuazo after inconclusive general elections. Faced with chronic economic and social problems President Paz imposed a stiff austerity program to confront Bolivia's economic decline but despite some success in halting hyper-inflation the country's problems

remain formidable and were exacerbated by the collapse in tin prices.

In Ecuador, President Febres Cordero consolidated his government's influence in Congress after months of turbulent political and constitutional wrangling. Free-market policies and continued modest economic growth have contributed to a more positive economic outlook. However, oil price declines in early 1986 have severely dampened Ecuador's economic growth prospects in 1986.

In Colombia, President Betancur's administration continued to play an active role in hemispheric affairs, notably within the Contadora process and in efforts towards reforming the Organization of American States (OAS). Although the Colombia Revolutionary Armed Forces (FARC) guerrilla group continued to respect its truce agreement with the government, the core of Betancur's domestic policies, the peace process, was dealt a major blow by stepped-up activities of the M-19. The seizure in October 1985 of the Justice Palace and its bloody outcome shocked the country which was confronted shortly afterwards by the Nevado del Ruiz volcano tragedy which claimed some 23 000 lives. The Colombian economy performed well during the last half of 1985 and forecasts into 1986 are positive. Although our trade with Colombia fell during 1985, reflecting Colombia's economic restraint program, increased exports and high prices for Colombia's major export commodity, coffee, have resulted in a relaxation of import restrictions. Colombia and Peru remained countries of concentration for CIDA bilateral aid programs.

The Southern Cone

In the southern cone of South America, Argentine President Alfonsín continued to rebuild democratic institutions. The "Austral Plan," announced in June 1985, was seen as a bold attempt by the government to come to grips with the hyperinflation which threatened the economic and social fabric of the country. The government continued its prosecution of members of the former military junta for human rights violations. In the area of foreign policy, Argentina began to play an active role, once again, in regional affairs, although prospects for an early settlement of the Falklands-Malvinas dispute between Britain and Argentina remained dim.

Relations between Canada and Argentina continued to develop across a broad spectrum. During the first meeting of the Canada-Argentina Joint Economic Committee held at Buenos Aires in August 1985, a number of areas were identified for future collaboration and co-operation. In September, Argentine Foreign Minister Dante Caputo and Secretary of Energy Conrado Storani paid official visits to Ottawa; in November, the Honourable Charles Mayer, Minister of State Responsible for the Wheat Board, visited Argentina. Other senior Argentine officials who visited Canada in the course of 1985 were Secretary for Mines Juan Barrera and the late Minister of Public Works and Services, Roque Carranza. There were also a number of trade missions which reflected a growing interest in Argentine commercial opportunities among Canadian firms. In October Canada hosted the Transfer of Technology Fair, TECHNOCAN, which was accompanied by a cultural festival, in Buenos Aires.

In Uruguay, the civilian government led by President Julio Maria Sanguinetti continued the process of restoring democratic institutions after 11 years of military rule. Efforts were made by officials in both Canada and Uruguay to renew the relationship and to identify areas of collaboration and co-operation.

In Paraguay, President Alfredo Stroessner maintained firm control after 31 years in power, although signs of opposition to his regime are appearing.

The Chilean government met with some success in controlling the country's difficult economic situation in 1985. During the period under review negotiations were completed on a foreign investment insurance agreement and a bilateral air agreement. Trade relations between Chile and Canada continued to grow, with particular focus on the resource sector. International attention during 1984-85 continued to focus on political developments within the country. The prospects for an early return to democratic civil rule in Chile remained bleak in the absence of any constructive dialogue between the military junta and the opposition parties, and the political situation remained highly charged. The period was marked by increased violence by both the supporters and opponents of the regime and continuing widespread violations of human rights. The human rights situation continued to affect Canada's bilateral relationship with Chile.

Organization of American States

Canada continued to monitor development in the OAS through its Permanent Observer Mission and maintained active involvement in a number of inter-American agencies including the Pan-American Health Organization (PAHO), the Inter-American Institute for Co-operation on Agriculture (IICA) and the Pan-American Institute of Geography and History (PAIGH).

The Caribbean and Central America

Canada's relations with this region continued to reflect a wide range of disparate concerns and Canadian priorities.

In the Caribbean, Canada sought to strengthen its long-standing economic and cultural ties with the Commonwealth Caribbean. The Caribbean remained, of course, a favourite destination for Canadian tourists. Political developments in Haiti underlined the region's developmental assistance needs, which Canada has recognized and addressed.

Economic difficulties affected Central America as well, along with continued political and military uncertainty. Elections in several Central American countries showed hopeful evidence of growing support for the democratic process in the region. The human rights record in Central America, while remaining of grave concern, has shown signs of improvement.

The Caribbean

The Caribbean remained an area of priority for Canada's foreign policy in 1985-86, with particular concentration on the region's Commonwealth members. Prime Minister Brian Mulroney attended the Commonwealth Heads of Government Meeting in Nassau, October 16-22, 1985, and held separate bilateral discussions with Caribbean leaders. During the sessions, the Prime Minister unveiled details of the CARIBCAN initiative. CARIBCAN is a new economic and trade development program growing out of proposals put forward by the Prime Minister of Jamaica in Kingston, Jamaica,

in February 1985 on behalf of his Commonwealth Caribbean colleagues. The program grants preferential, one-way, duty-free access to Canadian markets for Commonwealth Caribbean products and offers a program to facilitate Caribbean exports to Canada. The meetings in Nassau provided renewed impetus to the close working relationship established between leaders at the earlier Kingston meeting.

In Haiti, faced with mounting popular pressure, the Duvalier regime fell after 29 years in power. The change took place with a minimum of violence. Canada welcomed the commitment of the interim government to greater respect for human rights and to economic and political reform. Recognizing that Haiti's economic frailty must be addressed at the same time as its political problems, Canada is committed to a substantial increase in official development assistance to Haiti in 1986-87. In addition, a delegation of Haitian businessmen visited Canada in November 1985, seeking to strengthen business ties between the two countries.

An extraordinary growth in tourist traffic in recent years has made the Dominican Republic the fourth-most-popular Caribbean destination for Canadian tourists. In 1985, Canadians paid more than 40 000 visits to the Dominican Republic.

In Guyana, the death of President Forbes Burnham on August 6, 1985 led to the succession of Vice-President Desmond Hoyte to the Presidency. Canada was represented at Mr. Burnham's state funeral by the Honourable Monique Vézina, Minister for External Relations. The elections of December 1985 consolidated President Hoyte's position as president and party leader of the ruling People's National Congress. Elections were also held in Dominica, where Prime Minister Eugenia Charles was re-elected.

Economic difficulties continued to trouble Caribbean countries in 1985-86. While relief was provided to most countries by the drop in oil prices on world markets, Trinidad and Tobago has been adversely affected by the change in the price of its principal export commodity.

Two-way trade between Canada and the Caribbean amounted to more than \$1.5 billion in 1985. The Caribbean remained the recipient of the highest per-capita levels of Canadian development assistance of any region in the world.

Mexico

Mexico suffered progressively worsening economic difficulties throughout 1985-86. In particular, the major earthquake disaster in September 1985, with consequent economic dislocation, and the precipitous decline in international oil prices, have had a major impact on Mexico's internal fiscal regime and its ability to service its \$97 billion (US) foreign debt.

Despite this difficult environment, Canada's bilateral relationship with Mexico reflected the active pursuit of a wide range of mutual interests. The Right Honourable Joe Clark, Secretary of State for External Affairs, visited Mexico in March 1986, for the sixth meeting of the Canada-Mexico Joint Ministerial Committee. Discussions covered a wide agenda of political and economic subjects in addition to identifying specific actions to be taken to increase trade between the two countries. The Canada-Mexico Interparliamentary Group met in Mexico in February 1986, providing an opportunity for an interchange of views on a wide variety of subjects. The Mexican Minister of Agriculture Eduardo Pesquiera visited

Canada to hold discussions with his Canadian counterpart, the Honourable John Wise. After the disastrous earthquake, the Honourable Monique Vézina, Minister for External Relations, approved \$1.25 million in emergency assistance and subsequently announced an additional \$3.75 million contribution toward the reconstruction of schools, housing and other infrastructure.

Mexico remained our eighth-ranked global trading partner with two-way trade in 1985 totalling \$1.7 billion. While both countries are important tourist destinations, the earthquake reduced the usual number of annual visitors to Mexico somewhat, estimated at 400 000 Canadians (40 000 Mexicans visited Canada). Momentum was maintained in a number of ongoing activities, including the Mexican Seasonal Workers and Technician Exchange programs.

Central America

In Central America, Canada continued its efforts to help find solutions to some of the critical problems in the region. Canada remained committed to a sustained flow of official development assistance to Central American countries, and to the view that socio-economic difficulties are the root cause of political tensions in the region. Support for the efforts of the members of the Contadora Group — Mexico, Venezuela, Colombia and Panama — and the five Central American countries to reach a comprehensive and workable regional peace agreement remained a cornerstone of Canada's foreign policy in Central America. While recognizing that the Contadora initiative has faced periodic difficulties, Canada maintained its strong support for the process and for the need to end third-party intervention in Central America. Canada has provided much more than rhetorical support for the Contadora, a process which helps to lower tensions and provides a framework for an eventual peace agreement. At the initiative of the Contadora Group, Canada continued to provide comments on the design of the security and control aspects of the process, on the basis of its expertise in peacekeeping operations.

The Secretary of State for External Affairs, the Right Honourable Joe Clark, discussed these matters with the Mexican Secretary of Foreign Relations Bernardo Sepulveda Amor, during the Mexico-Canada Ministerial Commission held in Mexico City on March 3 and 4, 1986. The Contadora process was also discussed with Prime Minister Luis Alva Castro and

Foreign Minister Allan Wagner Tizon of Peru — a member of the Lima support group for the Contadora initiative — during their visit to Ottawa in February 1986.

The Honourable Monique Vézina, Minister for External Relations, visited the region in June 1985. In El Salvador, discussions were held with President Duarte concerning human rights issues and the Contadora process. Meetings also took place with independent observers of the human rights scene. In Nicaragua, Mme. Vézina met with President Daniel Ortega and Foreign Minister Miguel D'Escoto, and in Costa Rica with President Luis Monge and Foreign Minister Carlos Gutierrez. In both countries human rights, Canadian development assistance, and the prospects of reducing regional tensions were the principal topics of discussion.

In El Salvador, a line of credit for development purposes was agreed upon, and in both Costa Rica and Nicaragua new aid agreements were signed.

Elections held in a number of Central American countries helped to encourage and strengthen democracy in the region. In Guatemala, the election of President Marco Vinicio Cerezo Arevalo and his inauguration in January of 1986 marked a return to civilian government. In Honduras, José Azcona Hoyo was elected President and inaugurated in January 1986. Official Canadian observers remarked very favourably on the free and open manner in which the vote took place in both countries. In Costa Rica, Oscar Arias Sanchez became President in an election which demonstrated Costa Rica's continued commitment to a sound and robust democratic process. Taken together, these elections marked a hopeful sign for prospects of increased democratization of political life in Central America.

Two-way trade with Central America — excluding Mexico — amounted to approximately \$260 million in 1985, down slightly from the year before.

Human rights issues in Central America remain an area of priority for Canada. Canada supported or co-sponsored resolutions in the UN General Assembly concerning human rights in Guatemala and El Salvador. Canada has been in the forefront of nations attempting to relieve some of the acute problems in Central America. The number of refugees from the region accepted for immigration to Canada continued to increase, reaching 3 200 in 1985-86.

Chapter 5

DEFENCE AND COLLECTIVE SECURITY

Defence and NATO

During 1985-86, the government, in pursuit of its objective of enhancing Canada's contribution to NATO, began implementing its decisions of March 1985 to strengthen the Canadian ground forces commitment, most notably by increasing force levels in Germany by 1 200 troops. In support of the same objective, it also continued to meet the NATO goal of three per cent real growth in defence spending. In late 1985, the government began an intensive review of Canadian defence policy.

The NATO foreign ministers met in Lisbon in May 1985. After reviewing East-West relations, in particular the state of negotiations in Vienna (Mutual and Balanced Force Reductions), Stockholm (Conference on Confidence and Security-Building Measures and Disarmament in Europe), and Geneva, where US-USSR negotiations on strategic nuclear weapons had recently opened, they called on the new Soviet leadership to join Western nations in seeking tangible improvements in East-West relations.

After the US-USSR Summit and the subsequent November meeting of NATO Heads of Government and State at NATO Headquarters in Brussels, the foreign ministers, at their December meeting, noted the encouraging developments that had taken place since Lisbon. They also expressed the hope that the recent high-level East-West contacts would lead to improved relations, more extensive contacts including regular high-level meetings, and broad co-operation on the full range of East-West relations.

During this period, foreign and defence ministers also devoted considerable attention to the questions of enhancing co-operation among NATO allies in developing and procuring military equipment. At their spring meetings, they authorized an intensive study by senior officials of possible areas of co-operation. As a result of that study they approved, at their autumn meetings, an Armaments Co-operation Improvement Strategy. Among other things, the Strategy is intended to enhance collaboration, harmonize requirements, and increase co-operation in research and technology.

Canada-US relations

The principal milestone in the Canada-US bilateral relationship was the renewal, without modification, of the North American Aerospace Defence Command (NORAD) Agreement for an additional five-year period. The renewed Agreement was signed at the Washington leaders' summit on March 19, 1986. It confirmed to NATO allies and to the world community that NORAD continues to meet the continental defence requirements of both countries and remains, along with NATO, a cornerstone of Canada's collective defence policy.

The year also witnessed steady progress in defence trade co-operation resulting in a steady increase in the export of defence-related products and services to the United States. This success resulted from concerted efforts on both sides

of the border to carry out the commitment made at the 1985 Quebec Summit to increase defence trade between our countries.

Peacekeeping

Canada's contribution to the maintenance of international security through peacekeeping increased when a Canadian helicopter unit assumed its duties with the Multinational Force and Observers (MFO) in the Sinai Peninsula on March 31, 1986. The MFO monitors security provisions of the 1979 Egypt-Israel Peace Treaty.

In addition, Canadian troops continued to participate in the UN Force on Cyprus, the UN Disengagement Observer Force on the Golan Heights and the UN Truce Supervision Organization in the Middle East.

Military Training Assistance Program

During the 1985-86 fiscal year, 56 training courses were provided under the Military Training Assistance Program to military personnel from 13 non-NATO countries, primarily from the Commonwealth Caribbean and Africa.

Arms control and disarmament

The period under review was an especially productive one for Canadian government endeavours in the field of arms control and disarmament. In a speech before a meeting of the Consultative Group on Disarmament and Arms Control Affairs held in October 1985, the Prime Minister outlined the six priority objectives of Canadian arms control and disarmament policy. These objectives are:

- negotiated radical reductions in nuclear forces and the enhancement of strategic stability;
- maintenance and strengthening of the nuclear non-proliferation regime;
- negotiation of a global chemical weapons ban;
- support for a comprehensive test ban treaty;
- prevention of an arms race in outer space; and
- the building of confidence sufficient to facilitate the reduction of military forces in Europe and elsewhere.

In a subsequent statement in the House of Commons in January 1986, the Right Honourable Joe Clark, Secretary of State for External Affairs, set out steps the government intended to take to implement these goals. Foremost among these was the intention to take full advantage of the multilateral and bilateral channels open to us to promote serious and constructive negotiations and to encourage compliance with existing arms control agreements. The government also believes that Canada can make a significant practical contribution to arms control and disarmament by developing verification mechanisms and by contributing to the building of confidence between East and West.

A key event in restoring the superpower dialogue on international security was the November 1985 Summit meeting

between President Ronald Reagan and General Secretary Mikhail Gorbachev, the first such meeting in six years. The joint statement issued after that encounter dealt largely with arms control issues. The United States consulted closely with Canada and its other allies both before and after that meeting and throughout the subsequent negotiating process at Geneva. Prime Minister Mulroney also corresponded several times with General Secretary Gorbachev on East-West and arms control matters. From the time the negotiations began in March 1985 it was apparent that they were but the beginning of a long and arduous process. Given the complexity of the issues, the Canadian government is pleased that serious and detailed proposals have been tabled and that significant, if modest, progress in expanding common ground was registered.

In its efforts to promote and gain greater international acceptance of the indispensability of adequate verification procedures, Canada achieved a major success at UNGA 40 by initiating a verification resolution which was adopted by consensus. The resolution, entitled "Verification in All its Aspects," represented a formal recognition by the world community of the legitimacy and importance of verification in facilitating the negotiation and implementation of arms control and disarmament agreements.

In presenting the resolution, the Ambassador for Disarmament, Mr. Douglas Roche, gave examples of the type of verification research work Canada has already carried out. They include:

- a manual of procedures for investigating allegations of chemical or biological weapon use (presented to the UN Secretary General in December 1985);
- a study of the feasibility of satellite-based systems for monitoring potential arms control agreements concerning outer space or conventional forces in Europe;
- research into seismic technology for detecting low-yield nuclear tests (the government allocated \$3.2 million to the upgrading of a seismic facility in Canada's North); and

- working papers examining the nature of the legal regime relevant to arms control and outer space.

On the diplomatic front, Canadian delegations remained active participants in the principal multilateral arms control negotiating forums: the Conference on Disarmament in Geneva, the Stockholm Conference on Confidence and Security Building Measures (CSBM) and the Mutual and Balanced Force Reductions Talks (MBFRT) in Vienna. In addition, the government's arms control objectives were effectively advanced through active participation in the May 1985 meeting of the United Nations Disarmament Commission in New York and the successful Third Non-Proliferation Treaty Review Conference in September of that year. The practice of conducting bilateral arms control and disarmament consultations with countries active in global arms control and disarmament affairs was continued through talks held with the United States, the Soviet Union, the United Kingdom, and France during the period under review.

A lively public dialogue on the substance of Canada's arms control and disarmament policy was conducted by means of the non-governmental Consultative Group on Disarmament and Arms Control Affairs, which met twice with departmental officials to discuss Canadian preparations for the third Non-Proliferation Treaty Review Conference and Canadian activities in the multilateral arms control and disarmament forums. This dialogue was also pursued through speaking engagements in every province by Mr. Douglas Roche, through wide dissemination of an expanded *Disarmament Bulletin*, and through continued support to NGO research and public information activities through the Disarmament Fund. Canada also co-sponsored a United Nations General Assembly resolution proclaiming 1986 as the International Year of Peace (IYP). In March 1986 the Secretary of State for External Affairs announced an IYP program that included a number of activities designed to promote the aims of the IYP in Canada.

Chapter 6

PROTECTION OF PRIVATE INTERESTS

Consular services

Canadians are travelling abroad in ever-increasing numbers and seem each year to venture off to farther and riskier regions of the world. Thus it is not surprising that an increasing number encounter difficulties and turn for help to the 119 Canadian missions located around the world.

The Department, through its Consular Program, provides protection and assistance to Canadians in distress. In 1985, Canadian missions abroad extended more than 570 000 services to Canadian citizens. These services included: issuing passports; performing certain citizenship services; assisting in the transfer of funds or the return to Canada of destitute or incapacitated Canadians; ensuring that detained or imprisoned Canadians are treated fairly under the laws of the host countries; facilitating detainees' communication with families and friends in Canada, and in some cases assisting in their transfer to Canadian prisons in accordance with treaties with the United States, Mexico, Peru, Bolivia, France, Spain, Sweden, and the United Kingdom; providing advice, information or taking a supporting role to assist Canadians in situations involving problems such as illness, death, child custody, and lost or stolen property.

Major crises of 1985 like the Air India disaster, the Mexican earthquake, and the eruption of the Nevada el Ruiz volcano in Colombia placed severe demands on consular services overseas and at headquarters. Such events, involving serious physical danger and emotional distress to large numbers of Canadians require rapid, efficient and flexible responses. The Department has developed effective crisis management procedures for assisting Canadians in such circumstances. In order to improve its ability to handle crises, the Department has thoroughly revised its contingency planning system; registration procedures for Canadians abroad have been streamlined and the information computerized.

In face of the increased demands on the consular services, consular training has continued to be given a high priority. Through presentations, case studies, discussion and simulations, departmental personnel were familiarized with consular policy and its application. In all, 176 employees in Canada and abroad took consular training courses in 1985.

Another service provided by the Department is a public awareness program, the purpose of which is to inform Canadians of the potential problems of travelling abroad and of the consular services available at Canadian missions. The information is disseminated in a booklet entitled *Bon Voyage, but...*, and through radio talk shows as well as through interviews with journalists. About 1 000 000 copies of the booklet are distributed each year to travelling Canadians at passport offices and travel agencies. It is revised annually to reflect altered circumstances. The Department also provides, on request, information about the advisability of travelling to

specific locations, and with increasing frequency, has been issuing travel warnings.

In some areas where Canada has no regular diplomatic or consular representation, honorary consuls provide front-line consular services to Canadians travelling or living abroad. They also frequently assist other departmental programs such as trade development, public affairs and general relations. During the past year an honorary consul was appointed to Rio de Janeiro (Brazil).

Passport services

The year just past represented a milestone for Canadian passports. Canada became the first country in the world to issue all travel documents domestically in the new machine-readable format according to standards published by the International Civil Aviation Organization (ICAO). Conversion to the new passport was accomplished, with more than one million travel documents provided to Canadians — an all-time high. A new passport issuing system, designed by the Passport Bureau and involving procurement of new, efficient and highly reliable equipment, was largely responsible for this achievement while maintaining a secure travel document and excellent service at reasonable cost. The new passports were issued to applicants beginning in April 1985. With the ever-increasing number of passports issued since 1981-82, one in every six Canadians is now in possession of a passport.

Canadian diplomatic and consular missions abroad issued approximately 59 300 passports in 1985-86. The new passport will be issued by these missions in 1986-87.

Immigration and refugees

The Department is responsible for the implementation of Canada's immigration program abroad. The number of immigrant visas issued by Canadian missions abroad in 1985 totalled 72 810, slightly under the 1984 total. More than two-thirds of the visas were issued to immigrants in the family, refugee and humanitarian categories. The number of visitor visas issued at Canadian missions during the same period totalled more than 271 000.

New immigration regulations effective January 1, 1986, set new selection criteria for independent immigrants wishing to settle in Canada. It is expected that the new regulations will allow more immigrants with the skills necessary to contribute to the Canadian economy to enter the country. The new regulations had the immediate effect of increasing considerably the number of immigration applications submitted to our missions at the beginning of 1986. At the same time, the missions continued to encourage the immigration of independent business people. In 1985 close to 1 700 business immigrants brought an estimated \$1 016 951 000 of capital into Canada, which represents a job creation potential of some 9 250 jobs.

Selected consular statistics

Canadians registered abroad (approximately)	46 757
Canadians residing abroad, including dual nationals	3 million
Passports (1985-86 fiscal year)	
Valid passports in circulation	4 129 946
Total issued	1 005 472
Issued by missions abroad	59 300
Increase in total issued by missions abroad over that of the previous year	0.33 per cent
Travel (calendar year 1985)	
Total visits abroad	39.7 million
United States (of which approximately 10.7 million stayed at least one night)	37.4 million
Countries other than the United States	2.3 million
Europe (preliminary estimate)	1 235 000
Bermuda and the Caribbean (preliminary estimate)	474 000
Consular activities (1985-86 fiscal year)	
Total number of cases or services rendered (approximate)	572 767
a) Cases:	
Repatriation	382
Hospitalization or medical treatment	1 558
Deaths	1 539
Detainees	1 074
b) Services:	
Passport	149 711
Citizenship	35 411
Legal and notarial	25 683
Requests for financial assistance or transfers	3 837
Well-being and whereabouts	14 733
Registration of Canadians	25 307
Advice and assistance	186 790
Child custody	867
General and miscellaneous enquiries (counter cases)	125 875
Consular resources (1985-86 fiscal year)	
Funds advanced against undertaking to repay	
1982-83	\$ 144 000
1983-84	\$ 147 000
1984-85	\$ 102 430
1985-86	\$ 104 261
Recovery rate	38 per cent
Person-years devoted to consular work at headquarters and abroad (expressed as equivalent number of positions)	198

In response to a recommendation from the Treasury Board and Employment and Immigration Canada, a system to recover service costs was established to reduce the deficit and to avoid unreasonable increases in the financial burden on Canadian taxpayers. The system is based on the principle that every person explicitly requesting a service must pay for it. As of February 3, 1986 service costs have been

charged for the examination of permanent resident applications and for temporary work permits. Refugees and members of designated categories, students and diplomats are exempt from these costs. It is estimated that some \$15 million, or one-third of the real cost of processing the applications will be recovered annually in this manner.

Our embassy in Beirut closed down in 1985 as a result of the unstable situation in Lebanon. A new embassy was opened in Damascus, Syria, and immigration operations for Syria, Lebanon and Jordan were centered there.

The Dominican Republic was taken off the list of countries whose citizens may visit Canada without a visa. Most of the applications are handled without difficulty by our embassy in Port-au-Prince, Haiti.

Canada continues to contribute actively to the resettlement of refugees and oppressed or displaced persons in numerous parts of the world. The Annual Refugee Plan to admit 11 000 refugees or members of categories under direct State sponsorship in 1985 was oversubscribed: government-assisted refugees totalled 11 408 during the past year. Of this number, 4 373 were from South Asia; 3 206 from Latin America; 2 494 from Eastern Europe; 802 from Africa; and 533 from the Middle East. Another 3 763 were admitted under private sponsorship.

Canada's efforts to remedy the refugee problem included numerous diplomatic efforts on the bilateral and multilateral levels, studies of the political and other underlying reasons for refugee movements and a search for lasting solutions, such as voluntary repatriation, local integration and third-country resettlement.

Canada is also involved in the Anti-Piracy Program in the Gulf of Thailand, and in the DISERO and RASRO programs of the United Nations High Commission for Refugees. These plans offer resettlement for Indo-Chinese rescued in the China Sea, and guarantee their resettlement in a third country. In 1985-86, 173 refugees were resettled in Canada under these two programs.

Private international law

The Department offers a variety of services to facilitate legal proceedings involving Canadian and foreign jurisdictions on the basis of conventions or by arranged procedures. Social security benefits, maintenance orders, judgments and other related matters have become subjects of international co-operation because of the greater mobility of individuals. As many of these subjects come under provincial jurisdiction, the Department maintains contact with the provinces to establish and administer the necessary reciprocal arrangements. It has published a booklet entitled *International Judicial Co-operation in Civil, Commercial, Administrative and Criminal Matters* to assist Canadian lawyers and law enforcement officials with international legal problems.

Canada has conventions on legal proceedings in civil and commercial matters with 19 countries. These conventions provide for the service of legal documents on a reciprocal basis and for the taking of evidence in civil cases either in Canada for use abroad or in a foreign country for use in Canada. The Department is able to arrange for the service of legal documents abroad to convention countries and thus be of assistance to Canadian lawyers. The Department has also been successful in serving legal documents abroad in non-convention countries on the basis of reciprocity. Solicitors who wish assistance in serving legal documents abroad should contact the Legal Advisory Division of the Department.

Canada has extradition treaties with some 41 countries and extradition arrangements with Commonwealth countries pursuant to the Commonwealth Fugitive Offenders Scheme. The Department, in conjunction with the Department of Justice, is responsible for updating these treaties and entering into new agreements. New treaties have been negotiated with Belgium, France and the Netherlands but these are not yet in force. Part II of the *Extradition Act* was proclaimed to be in force and effect with India on October 31, 1985. It does not have retroactive effect. The question of Canada entering into a bilateral extradition treaty with India is under active consideration by the Department.

The Department continued to be involved in the international aspects of a number of civil kidnappings or "childnapping" cases involving disputes between a mother and a father over custody of a child. The Department has attempted to obtain reports on the well-being of the children involved and, where possible, has helped arrange for their return to Canada. In part because of the acute personal distress caused by such disputes, there has been considerable public interest in the role of the federal and provincial governments. The Department, of course, cannot represent a parent whose child has been abducted before a foreign court or give advice on foreign law.

Canada is a party to the Hague Convention on the Civil Aspects of International Child Abduction. Its main purpose is to ensure judicial co-operation in achieving the prompt return of a child wrongfully removed from the custodial parent to the country from which he or she was abducted.

Access to information and privacy

The Co-ordinator for Access to Information and Privacy was responsible for processing all formal requests for access to government records controlled by the Department in accordance with the Access to Information and Privacy legislation.

Immigration and refugees		
Visas issued during the 1985 calendar year		
Post or area	Immigrant visas	Visitor visas
WESTERN HEMISPHERE		
United States	10 345	79 434
The Caribbean	3 855	20 082
South & Central America	6 567	14 677
Sub-total	20 767	114 193
AFRICA AND THE MIDDLE EAST		
Africa	2 404	14 395
Middle East	2 555	7 119
Sub-total	4 959	21 514
EUROPE		
Western Europe	12 219	31 278
Eastern Europe	4 201	31 787
Sub-total	16 420	63 065
ASIA AND THE PACIFIC		
Bangkok	7 679	2 864
Hong Kong	10 080	18 101
New Delhi	4 843	19 934
Other posts	8 062	31 350
Sub-total	30 664	72 249
TOTAL	72 810	271 021

Note: In 1985 24 894 visitor visas were issued at Canadian posts where there are no immigration facilities. (Data preliminary and subject to revision). Furthermore, British missions also issued 1 387 visitor visas on Canada's behalf during the year. These data are not available on a fiscal year basis.

During the past year, the number of requests processed under the *Access to Information Act* increased significantly over prior periods: 168 requests were received in 1985-86, as compared to 72 in 1984-85 and 39 in 1983-84. The distribution of the requests was as follows: media, 46 per cent; academic, 8 per cent; business, 5 per cent; organizations, 33 per cent; public, 8 per cent. In 1985-86, 46 requests were received under the *Privacy Act*, as compared to 31 in 1984-85 and 34 in 1983-84.

The Co-ordinator also prepared the Department's annual contribution to the *Access Register* and the *Personal Information Index*, which provide information to the public. It includes a description of the organization of the Department, details of its programs and functions, a description of all classes of records under its control and a list of all manuals used in carrying out its responsibilities. The Co-ordinator also supervised the screening of departmental files for transfer to the Public Archives of Canada.

Chapter 7

INTERNATIONAL LAW

Although most of the legal activities of the Department are discussed in this chapter, particular issues are dealt with elsewhere in the report. There is a legal dimension to almost every departmental policy and program activity. In some cases, the legal element is so closely linked to the policy and other aspects of the issue that they are best discussed together. For example, the legal aspects of export controls and extraterritoriality are included in Chapter 2; environmental law, the law of the sea and human rights law are found in Chapter 3; and private international law is discussed in Chapter 6. The reader is referred to these chapters in order to have as complete an idea as possible of the range of legal activities for which the Department is responsible.

Fisheries

The International North Pacific Fisheries Convention, a multilateral treaty between Canada, the United States and Japan, was under active review in 1985. Discussions were held with a view to amending the Convention to further restrict interceptions of North American salmon and Steelhead trout on the high seas. Agreement to this amendment is expected by mid-1986.

In March, 1985 a technical discussion took place between Canadian and French experts in Ottawa for the establishment of fishing quotas by Canada for French boats in Canadian waters on the Atlantic coast as of January 1, 1987. Trawlers registered in Saint Pierre and Miquelon will have quotas both within and beyond the Gulf of St. Lawrence, while vessels registered in metropolitan France will receive quotas beyond the Gulf only. During this first meeting, the French representatives made proposals that will be studied by their Canadian counterparts before the next set of technical discussions, to be held in Paris at a future date.

The Pacific Salmon Treaty

After the ratification of the Pacific Salmon Treaty at the Shamrock Summit in March, 1985, Canada and the United States have begun to implement the Treaty provisions. The Pacific Salmon Commission has been established with headquarters in New Westminster, British Columbia. The Commission held its inaugural meeting in September 1985 at Seattle, Washington. The 1986 fishing plan, the first agreed to under the provisions of the Treaty, was prepared at the Commission's March 1986 meeting in Vancouver. On the basis of Commission recommendations, the Governments of Canada and the United States have implemented the plan by an exchange of diplomatic notes.

The Pacific Salmon Treaty also calls for the two states to enter into negotiations to regulate the Yukon River Salmon Fishery pursuant to the provisions of the Treaty. Two rounds of bilateral discussions have been held in Fairbanks, Alaska (October 1985) and Whitehorse, Yukon Territory (January

1986). At these sessions, both countries have set out their views on the critical issues of equity (each state to receive the value of all the fish it produces), quotas, stock rebuilding and "deeming" (the concept that a certain percentage of Canadian-bred fish will be "deemed" to be American for catch purposes). At the January meeting, a proposal was tabled for consideration. Negotiations are continuing.

The "La Bretagne" case

Canada and France have referred to an international arbitral tribunal a dispute over fishing by French trawlers registered in Saint Pierre and Miquelon in the Gulf of St. Lawrence. This case began in January 1985, when Canada prohibited the factory-freezer trawler "La Bretagne" from filleting within the Gulf of St. Lawrence. This prohibition was based on the "equal footing" principle set forth in Article 4 (b) of the 1972 fisheries agreement between Canada and France.

As provided for in Article 10 of this agreement, an arbitral tribunal was established by the two parties. It is chaired by Professor Paul de Visscher of the Faculty of Law, Université de Louvain; its members are Professors Donat Pharand, Faculty of Law, University of Ottawa, and Jean-Pierre Quéneudec, University of Paris, Faculty of Law.

On October 23, 1985 Canada and France signed an arbitration agreement for a two-stage written procedure followed by an oral procedure that will take place in Geneva from June 3 to 13, 1986. The arbitration award will be final and binding and should be made between mid-July and early August of 1986.

Space law

At its 25th session in March, 1986 the Legal Subcommittee of the United Nations Committee on the Peaceful Uses of Outer Space had two main items on its agenda. The first was to discuss the legal consequences of remote sensing in space. Canada has been on the leading edge of this technology for a number of years. A working group in which the Canadian delegation participated completed the preparation of draft principles on remote sensing, and a consensus was reached. These principles state that the concepts of freedom of exploration and use of space under conditions of equality apply to remote sensing activities. However, such activities must not be carried out in a manner prejudicial to the rights and interests of the State being observed, which must have access to the data without discrimination or unreasonable price conditions.

Progress was also made in the development of rules for the use of nuclear power sources in outer space, a subject placed on the Subcommittee agenda by Canada, prompted by the disintegration over the Northwest Territories of a Soviet Cosmos 954 satellite in 1978. After several years of exploratory discussions, the Subcommittee was finally given the

authorization to draft principles; Canada has continued to play a key role in this connection, submitting a document to the working group. On the basis of this document a consensus has been reached on two draft principles relating to notification prior to the re-entry into the atmosphere of a spacecraft carrying nuclear power sources, and assistance to States when such a circumstance arises.

Canadian sovereignty

On September 10, 1985, the Right Honourable Joe Clark, Secretary of State for External Affairs, made a statement in the House of Commons reaffirming the government's policy on Canadian sovereignty and announcing a number of measures giving expression to that policy with respect to Canadian Arctic waters.

Since the statement was made, an order in council has taken effect establishing straight baselines around the islands of the Arctic Archipelago; the *Canadian Laws Offshore Application Act* has received first reading in the House of Commons; talks have been initiated with the United States on co-operation in Arctic waters; various design options for a Class 8 icebreaker have been under review; the 1970 reservation to Canada's acceptance of the compulsory jurisdiction of the International Court of Justice has been withdrawn; and surveillance overflights of Canadian Arctic waters by Canadian forces aircraft have increased.

Maritime boundary issues

During their meeting in Calgary in October 1985, US Secretary of State George Shultz suggested to Mr. Clark that Canada and the United States might undertake preliminary discussions and possible negotiations on outstanding maritime boundary issues.

In January 1986, Mr. Clark informed the House of Commons that in consultation with the Government of British Columbia, he was considering the US proposal that Canada enter into negotiations only if it were determined to be in Canada's interest to do so.

As of March 31, 1986, consultations with British Columbia were continuing and no reply had yet been made to the US proposal.

Discussions were held in Paris by representatives of Canada and France in October 1985 concerning the delimitation of the maritime boundary off Newfoundland and Saint Pierre and Miquelon. During Prime Minister Brian Mulroney's visit to France in February 1986, he and the Prime Minister of France agreed to ask their respective delegations to again seek a negotiated settlement on this question.

Legal aspects of development

In the fall of 1985, the Sixth Committee of the UN General Assembly further reviewed an analytical study concerning the "progressive development of the principles and norms relating to the new international economic order;" continued to attach importance to an examination of state practice, treaties and conventions in identifying legal norms in this area; and remained concerned about an over-reliance on UN resolutions, declarations and decisions not supported by a broad consensus of states at different levels of development and with different social systems. While endorsing the basic objectives

of a new international economic order, Canada abstained on resolution 40-67 on this item, as Canada does not accept unequivocally that all the instruments cited in the context of a new international economic order necessarily reflect established principles of international law.

Negotiations continued on issues having to do with transfer of technology and international investment through transnational corporations. Canada participated in the sixth session of the UN conference to negotiate an international code of conduct on the transfer of technology. The code is designed to create a set of rules to encourage the flow of technology from the developed to the developing countries. Negotiations also continued on a code of conduct for transnational corporations, the purpose of which is the clarification of the respective responsibilities of host states, home states and transnational corporations. In the period under review, the Working Group on the New International Economic Order of the United Nations Commission on International Trade Law (UNCITRAL) made further progress in its drafting of a legal guide on contracts for the supply and construction of large industrial works. Canada continued to play an active role in this exercise.

Intellectual property

The work on the revision of the Paris Convention for Industrial Property continued at a meeting of the consultative group of the Revision Conference in June, 1985. In November, 1985, the World Intellectual Property Organization (WIPO) convened the first meeting of a Committee of Experts on Intellectual Property in respect of Integrated Circuits, in which Canada participated. It is expected that this work will lead in due course to an international agreement on intellectual property protection for semi-conductor chips.

Treaty law

During the 1985 calendar year, Canada signed 39 bilateral agreements. In the course of the year, 24 bilateral agreements entered into force for Canada upon signature and 14 by ratification or the exchange of notifications. In 1985, Canada signed or took other action on five multilateral agreements, while three multilateral agreements entered into force for Canada. Bilateral and multilateral agreements on which treaty action was taken by Canada are listed in Appendices II and III, pages 70-73.

Canada took an active part in the UN Conference on the Law of Treaties between States and International Organizations or between International Organizations (Vienna, February 18-March 21, 1986). This was a major codification conference, at which 97 states, the UN Council for Namibia and 19 international organizations were represented. By extending the rules embodied in the 1969 Vienna Convention on the Law of Treaties, limited to treaty relations between states only, to treaties to which one or several international organizations are parties, it contributed yet another important step in the development, elaboration and maintenance of the international legal order.

In addition to its responsibility for the drafting and interpretation of treaties and the preparation of all formal treaty instruments, the Department maintains up-to-date records on the status of all treaties affecting Canada. International

agreements governed by international law to which Canada is a signatory or party are indexed in the Canada Treaty Register with all pertinent details. Non-binding arrangements entered into by Canada, such as memoranda of understanding, are indexed in a separate Register of Understandings and Arrangements.

Privileges and Immunities

Canada's international obligations pertaining to privileges and immunities are set forth in the Vienna Conventions on Diplomatic and Consular Relations and in several conventions concluded within international organizations. The Department is responsible for interpreting and applying, both in Canada and abroad, our international obligations in Canada in relation to diplomatic missions, consular posts and international organizations.

During the year, the Department continued its efforts to see that the privileges and immunities were used not to the advantage of individuals, but to ensure that diplomatic

missions, consular posts and international organizations were allowed to operate efficiently as representatives of foreign States and of the said organizations. Similarly, these conventions grant reciprocal privileges and immunities to the diplomatic missions and consular posts of Canada, and to its missions to international organizations. The Department expended considerable effort to ensure that foreign States fulfilled their international obligations toward Canada.

The *State Immunity Act*, which came into force on July 15, 1982 sanctioned in Canadian law the principle by which States can be brought before the courts of Canada for their commercial activities. This Act coincides with the general international practice favoring the principle of the restrictive immunity of states. The Department is monitoring certain actions brought under the Act closely, in order that the concept of commercial activities might be defined by the courts, taking into account Canada's international obligations toward the diplomatic missions and consular posts of foreign States on Canadian soil.

Chapter 8

INTERNATIONAL CULTURAL RELATIONS

Projecting our national character abroad through the expression of a broad range of human accomplishments, international cultural relations (ICR) programs embrace the arts (performing arts, visual arts, literature); academic relations (Canadian studies, scholarships and exchanges); and sport. They contribute to the achievement of Canada's foreign policy and trade goals by influencing decision makers and opinion leaders of major foreign partners through cultural and intellectual excellence. An innovative cultural presence abroad reinforces an image of Canada as a sophisticated, multi-faceted industrial society. In the arts, scholarship and sport, Canadians require international exposure to develop professionally, and by winning recognition abroad, to realize greater rewards.

Canadian posts abroad actively assist artists in organizing performances, exhibitions and sales of their work, using knowledge of the local market to help secure the widest possible exposure. Academic relations are the base on which an in-depth understanding and respect for Canada is constructed over time. Foreign scholars write about us; they educate future generations of leaders; and they advise government, business and the press.

Cultural policy

The Cultural Policy Division is developing a dynamic policy for the conduct of Canada's ICR. An instrument that can foster recognition of Canada as a nation that offers attractive opportunities in political, economic, tourism as well as cultural terms, thus serving the entire range of our interests abroad, it will focus on specific audiences in priority countries.

Cultural and educational industries are emerging as major economic sectors. The Department has increased efforts to support their international marketing activity. Arts promotion programs operate as the primary market development instrument abroad for cultural products, by cultivating audiences and providing support for the commercial promotion of books, records, films, video and art. To remain competitive, Canada must promote the sale of goods and services in the education field, such as training programs and packages, textbooks, education films, etc. The Department has taken the lead among interested departments in developing and gathering data on these industries. Market development strategies to guide trade, political and cultural personnel at posts in supporting marketing efforts were also begun in 1985-86.

UNESCO

Canada played a leading role in a major international effort to promote and maintain structural and program changes within UNESCO across a broad spectrum of its activities. The role and authority of the Executive Board, of which Canada's Ambassador and Permanent Delegate was an influential member, took on renewed vigour. The Board played a decisive role in tackling many of the serious and fundamental

problems confronting UNESCO. The momentum of the reform movement continued throughout 1985. The twenty-third General Conference held in Sofia, Bulgaria in October and November 1985 was conducted in the spirit of conciliation, with all member states stressing reasonable solutions rather than controversy. The successful conclusion, accompanied by welcome signals that the process of revitalization would be sustained, convinced Canada to retain its membership, although the United Kingdom regrettably withdrew at the end of 1985.

International sport

Activities continued throughout 1985-86 to facilitate travel, accommodation, public relations and news coverage for Canadian athletes participating in international competitions such as the World Cup of Hockey in Moscow, the World Cup of Soccer in Mexico City and the Commonwealth Games in Edinburgh. The Department is also involved in co-ordinating several aspects of the preparations leading up to the 1988 Winter Olympics in Calgary. The Minister of Sport of the People's Republic of China visited Ottawa, Toronto and Calgary. A Canada-PRC memorandum of understanding on sports exchanges was signed.

Rick Hansen began his round-the-world wheelchair tour in 1985 to raise funds for spinal cord research. Assisted by the Department and our posts he succeeded in greatly enhancing Canada's image to a vast cross-section of observers not reached by more usual means.

Arts promotion

The Arts Promotion Division provides support to professional Canadian artists and cultural organizations touring overseas. The program is available to all professional Canadian artists in: the performing arts, including music, dance and theatre; the visual arts, including video; and literature. Priority is given to countries where Canada has significant political, trade, economic or tourism interests. Individuals and groups from all regions of Canada contribute to the increasing international appreciation of Canada's achievements. Canadian artists thus acquire international reputations, expand their sources of income and express Canada's competitiveness and excellence on a world-wide scale.

Although Western Europe and the United States have been principal targets for the Canadian cultural community, the Department, recognizing growing trade interests, is encouraging tours to other regions of importance to Canada also, particularly to Pacific Rim countries.

In 1985-86, the Department provided over 140 grants which benefited more than 950 Canadian performers, artists, and writers. Among the more significant tours undertaken with departmental assistance were those by the Vancouver Symphony Orchestra and the National Arts Centre Orchestra to

Japan. The NAC Orchestra also played in Hong Kong. Other significant tours to the Asia-Pacific region included a highly successful tour of 110 performances by Vancouver's Green Thumb Theatre in Hong Kong, Singapore, Australia and New Zealand, and the participation of three Canadian companies in the 1986 Hong Kong Festival. The fortieth anniversary of the liberation of the Netherlands was the backdrop to the June 1985 Holland Festival whose central theme was Canada. It represented the largest cultural project ever undertaken by the Department. In all, the Festival hosted 26 Canadian groups, individual artists or demonstrations of various aspects of Canadian culture throughout Holland to wide media coverage. The National Ballet of Canada made a five-country European tour and the Stratford Festival gave 98 performances in a three-month tour of the United States.

The Department continues to provide market development assistance to allow Canadian companies and impresarios to travel overseas or to bring foreign buyers to Canada. In one case, a grant of \$3 000 for an advance tour led directly to a contract for a 16-week tour of the United States by a theatre company, with gross revenues of \$150 000.

Major visual art events included a collection of Alex Colville's works which travelled to Asia and to Europe. The Department co-ordinated Canadian participation in the 18th Sao Paulo Biennale. A retrospective of Canadian cinema toured Latin America. An exhibition of Manitoba artists circulated to Brussels, Madrid and Athens, while an exhibition of modern Quebec photography travelled to Bucharest, Madrid and Algiers.

Among literary figures who travelled overseas with the Department's assistance were Margaret Atwood, June Callwood and others who attended the 45th International PEN Congress in New York. Audrey Thomas and Robert Bringhurst went to Japan to negotiate with Japanese publishers and translators, and gave a series of readings and lectures. Farley Mowat and George Bowering participated in literary festivals in Australia. Anne Hébert and three members from the League of Canadian Poets participated in the Cambridge Festival in June 1985. Roch Carrier was invited as writer-in-residence to Australia.

In a program administered by the Canada Council on the Department's behalf, each of 60 visiting foreign artists spent, on average, a month working and giving master classes in Canadian arts institutions.

Canadian studies abroad

Canadian studies in foreign universities remained a high priority of the Department's Academic Relations Program. It is estimated that more than 800 universities abroad offer courses on Canada. Over 3 500 faculty abroad are teaching about Canada, not including others with research and publishing interests. Close to 20 000 students in the United States alone are enrolled in Canadian Studies courses each year. Forty of West Germany's 44 universities offer courses about Canada.

During 1985-86 the number of associations of Canadian studies outside Canada grew from nine to 12 with the addition of the Netherlands, China and Israel to those located in the United States, France, Italy, Japan, the German-speaking countries, Ireland, Australia, New Zealand, the Scandinavian countries and Britain. The largest association has 1 200

members, while the total membership for the 12 associations is estimated at well over 3 000, reflecting a continuing growth of interest abroad in university-level teaching, research and publication about Canada. These associations, together with the (Canadian) Association for Canadian Studies, comprise the International Council for Canadian Studies (ICCS) which held a successful Canadian Studies conference in conjunction with the meetings of the Canadian Learned Societies in Montreal in May 1985.

The establishment of academic relations activities in the Pacific Rim, reflecting current foreign policy priorities, is a particularly welcome trend. The second annual \$50 000 Canada-Japan Research Award was granted to Hokkaido University for a research project involving the study of Canadian policies and legal systems concerning Canada-Japan trade and business relations. Publications about Canada in the Japanese language will result from this research. Finally, an academic exchange program with the People's Republic of China provides for 12 Chinese students to study in Canada, and for an equal number of Canadians to live and study in China.

Government of Canada Awards

Government of Canada Awards were made available to foreign nationals of 20 countries at the graduate and post-graduate level during the year. Similar awards are offered to Canadians by other countries in this reciprocal program.

Mois Chercheurs Program

Under this program, designed to enhance bilateral relations with France, Canada offers French researchers a total of 140 research months in Canada, and France offers Canadian researchers reciprocal opportunities. The program covers all academic disciplines.

Historical affairs

The collection, organization and dissemination of primary source material on the development of the Department and Canada's external relations continued to be the primary responsibility of the Historical Division. Information was supplied in response to inquiries, and assistance was given to researchers wishing to consult material in the Department's files to which they could be granted access. When documents could not be released, the Division arranged for interviews with appropriate officials.

Another means of assisting researchers is through the publication of *Documents on Canadian External Relations*. The selection of documents, editing and preparation for publication of several volumes continued during the year.

Work continued on Volume I of the history of the Department covering the period from its origins in 1909 to 1946, under the guidance of an editorial board comprising present and former departmental officials, as well as representatives from universities, the press and Parliament.

The Division continued to accept invitations to speak to university and other audiences across the country, and to make the results of its research available through the presentation of research papers to academic audiences. At the end of the period under review, the Historical Division was amalgamated with the Academic Relations Division.

Chapter 9

INFORMATION PROGRAMS AND PRESS SERVICES

Press Office

The Press Office works with Canadian and foreign journalists in Canada to promote greater public awareness and knowledge of Canadian foreign policy issues and initiatives. It provides information to the media on all aspects of Canada's foreign policy and departmental operations. To assist the Secretary of State for External Affairs and the Ministers for International Trade and External Relations in promoting the government's foreign policy objectives, the Press Office arranges media briefings, organizes press conferences and generally encourages ongoing media interest in Canadian foreign policy.

The Press Office also participates in the Department's planning of media-oriented and related activities and participates in interdepartmental task force meetings, assisting senior management in developing communication strategies on high-visibility issues. For example, Canadian assistance during the Mexican earthquake and Colombian volcano disasters, the highjacking of the "Achille Lauro" cruise ship and the Egyptian plane, the evacuation after the Chernobyl nuclear accident, etc. The Press Office also provides the Ministers' offices with indications of current media interest and issues that could be of specific interest to the Ministers and the Department.

When the Prime Minister or any of the three External Affairs Ministers travel abroad on official visits, the Press Office arranges background briefings, providing journalists with relevant economic and political data to place each visit in its proper foreign policy context. Similar arrangements are made when foreign dignitaries make official visits to Canada. The Press Office reviews all departmental press releases and arranges interviews, photo opportunities, press conferences and the accreditation of foreign and Canadian journalists wishing to cover international conferences in Canada, or official visits to Canada by foreign dignitaries.

During the 1985-86 fiscal year, the Press Office distributed more than 300 news releases to media outlets and other key groups across Canada. The Press Office provides a daily telegraphic news summary to all of the Department's posts abroad to keep them informed of major events in Canada; it also monitors the electronic media, producing approximately 1 000 news transcripts annually for use within the Department and at posts abroad.

International expositions

The Department is responsible for managing Canadian participation at international expositions abroad. In 1985, Tsukuba, Japan hosted a specialized international exhibition on science and technology in relation to dwellings and their surroundings. Three million visitors saw the Canadian pavilion, which consisted of three cinema halls. Daily shows were given in front of the building and were viewed by hundreds of

thousands of other visitors. British Columbia and Alberta participated on an individual basis within the Canadian pavilion.

From May 2 to October 13, 1986, Canada will host Expo 86 in Vancouver, a specialized exposition whose theme is Transportation and Communications. The Department's responsibilities include international promotion, visits by federal ministers on national days, co-ordination of special events with our missions abroad, etc. Expo 86 is assured of the participation of 52 countries and two international organizations.

Two other international expositions are presently being prepared: Expo 88 in Brisbane, Australia, on the theme of Recreation in the Age of Technology, will mark the bicentenary of Australia; and Expo 92 in Seville and Chicago, commemorating the 500th anniversary of the discovery of America by Christopher Columbus.

The Department is also responsible for managing more than 36 information exhibits designed to improve awareness of Canadian society in foreign countries.

Information programs abroad

The principal objectives of the External Information Services Division, working in close co-operation with the Department's geographic and functional branches, were to strengthen Canada's image abroad as a modern, stable, bilingual, multi-lingual society, an economically and technologically advanced country, a reliable trading partner and a sound destination for investment. The main target audiences abroad were political, business and academic leaders, decision makers and opinion formers, including importers, investors, government officials, business organizations, the media, educational and cultural institutions and others, such as teachers and students.

To support the promotion of Canadian exports at 47 international trade fairs in which more than 600 Canadian companies participated, more than 280 publications and other materials, including booklets, pamphlets, folders, press releases and fact sheets, were produced in English, French and a variety of foreign languages. Publications were also produced for promotional use with foreign importers on Canadian capabilities in several specific sectors, including electronic products, defence products, integrated office equipment, mining equipment, swine, security products and cold-weather clothing and equipment.

Canada Weekly and *Hebdo Canada*, the Department's former weekly newsletters for distribution abroad, were replaced in September 1985 by *Canada Reports* and *Reportage Canada*, which appear every two weeks. Although they continued to provide information on Canadian foreign policy and Canadian developments and events in cultural and other fields, their content was reoriented to place added emphasis on developments in trade, industry and technology. A reader-

ship survey undertaken by the Division in co-operation with the Canadian missions abroad, resulted in some 6 000 changes to their mailing lists to ensure that they were reaching the priority recipients. In support of Expo 86 special issues in full colour were produced in English, French and Spanish. These two publications, with a combined readership of about 36 000, generated some 250 inquiries, mainly on product or business information.

Canada a Discovery, a publication containing basic information on Canada, which had been first issued the previous year in French and English, was produced in German, Spanish, Portuguese, Japanese and Arabic. These foreign-language editions received an Award of Excellence in their category from the Information Services Institute.

Publications on energy, medical technology and design in the *Canadian Experience* series were produced or were in production during the year for distribution to selected audiences abroad. These four-colour booklets, designed to enhance awareness of Canadian scientific and technological capabilities, were also used extensively at trade fairs. They are produced simultaneously in English, French, German, Spanish and Portuguese.

Several booklets in the *Canada Reference Series* were revised or reprinted during the year and some new ones added. These booklets are used by Canadian missions abroad in responding to the most often-repeated questions on Canadian topics.

Thirty speeches on Canadian foreign policy, mostly by Cabinet ministers, were produced in the two official languages for distribution in Canada and abroad. Photostories were provided by posts for placement in foreign media.

A range of information materials was produced to supplement publicity abroad about Canada's June 1986 participation in the World Cup Soccer Tournament in Mexico. The Division also co-ordinated the Department's advertising activities both in Canada and abroad. Virtually all advertising was devoted to the stimulation of Canadian trade.

A broad range of activities was carried out in film, television and photography in support of the Department's information objectives abroad. To promote Canada in the United States through Expo 86, six public service announcements encouraging attendance at the Vancouver world exposition were distributed successfully through US television outlets. Seen by an estimated 100 million viewers, they won first prize in their category from the Ottawa Chapter of the International Association of Business Communicators. Additional Expo 86-oriented video material was also distributed to missions in other countries.

Two 15-minute films dealing separately with Canadian advances in transportation and communications were commissioned for distribution abroad. As well, the Division participated with other federal government departments in the production of a 28-minute film for children dealing with the history of developments in Canadian transportation and communications.

New films in support of trade also included "Canada's Wild Pacific Salmon," a nine-minute production funded as a joint venture with the Europe and United States Branches, the Agriculture, Fish and Food Products Bureau and the British Columbia Fisheries Council. This film won first prize in its category from the the Ottawa Chapter of the International

Association of Business Communicators and from the Canadian Society of Cinematography. Other new trade-support films included ten short videos showing Canadian competence in various sectors, particularly high technology.

The Division co-ordinated distribution of National Film Board films as well as some made by Canadian private sector producers to missions abroad for showings to foreign audiences. Canadian films were seen abroad by millions of viewers. It also maintained close liaison with Radio Canada International (RCI), providing suggestions on the geographic coverage of RCI shortwave broadcasting and information on the Department's public affairs priorities.

To help communicate important Canadian political, economic and social policy developments to key decision makers and opinion formers abroad, diplomatic missions received a daily economic news bulletin by telex, press clippings of major news stories and selected verbatim extracts from the House of Commons Question Period. Missions also received ten issues of a bimonthly economic statistics digest, a press kit on Canadian experience in transportation and communications, developments in keeping with the theme of Expo 86 and communiqués, speeches, backgrounders and major policy announcements from other government departments. The Division co-ordinated the timely provision of detailed information on the government's budget to missions abroad for their use in briefing interested foreign government officials, companies, financial institutions, investors and individuals.

A large volume of queries from missions about a wide variety of complicated subjects, usually on Canadian government policies or activities, were answered during the year. These inquiries were normally made on behalf of foreign governments and other key mission contacts.

The Division sponsored or facilitated working visits to Canada, mainly in co-operation with geographic branches, of some 470 selected foreign opinion formers, including journalists and editorial writers. Many of these visits resulted in newspaper, periodical or broadcast media stories abroad on Canada and Canadian affairs.

Information programs in Canada

Dissemination of information to Canadians continued to be a high priority for the Department in 1985-86, involving the Domestic Information Services Division in a host of projects over these twelve months.

The Division's tasks include not only the preparation of communication strategies on various subjects of major significance, but also their implementation. It launched the Green Paper by the Right Honourable Joe Clark, *Competitiveness and Security*, a top-priority document to assist in the understanding, analysis and eventually the revision of Canadian foreign policy. Declarations condemning *apartheid* in South Africa, affirming Canadian territorial sovereignty in the Arctic and launching free trade negotiations with the United States followed. At the end of the fiscal year, when the *apartheid* issue again came to the fore and the conference of NATO foreign ministers in Halifax approached, yet another major effort was required of Division staff. In particular, they contributed their expertise in planning and finding the information tools and methods to best inform the Canadian as well as the foreign media. They worked closely with the

Department's External Information Services Division, the specialist group established to organize the event, and NATO information services.

Rather than launch into a detailed list of the various activities carried out by the Division at these events, suffice it to say that on each occasion the Division undertook not only to prepare the communication plans, design and produce various information documents including books, brochures, newspaper articles, press releases, speeches, letters, information kits and videocassettes: it also prepared the appropriate distribution lists, containing up to 20 000 names in the case of the Green Paper and the *apartheid* declarations; assembled and distributed the documents in question; and provided follow-up, as necessary.

In addition, since 1985 marked the 40th anniversary of the United Nations and 1986 was declared the International Year of Peace, the Division also became involved in special activities to highlight these important events. To commemorate the activities of the 40th anniversary of the United Nations in its own way, the Division, in co-operation with the External Information Services Division, the United Nations Division, the United Nations Association in Canada and the Secretary of State, produced information kits that were distributed to Canadian school children and students to inform them about the UN and Canada's role in it. In the context of the International Year of Peace, the Division took part in preliminary meetings to examine the possibilities for departmental involvement. One result of these meetings was to be the book published in the fall of 1986 by the Office of the Ambassador for Disarmament and the Arms Control and Disarmament Division.

In 1985-86 the Division published some 300 English and French documents on general information, foreign policy and trade in various formats and for various audiences. Some of these included the collection of guides for Canadian exporters and the market studies series, with special emphasis on the United States, brochures for the PEMD and the PPP, the *Business Directory of Canadian Trade Representation Abroad* and the *Statements and Speeches* series. In addition to the books and brochures for which it is responsible, the Division provided publication services for other divisions, services and organizations. Some of these publications included a number on arms control and disarmament, in particular the *Disarmament Bulletin*, which is being republished after some years in a new format, *The Annual Report of the International Boundary Commission*, *The Canadian Trade Negotiations* and *The Joint Report of the Special Envoys on Acid Rain*. Finally, the Division published the above-mentioned Green Paper *Competitiveness and Security: Directions for Canada's International Relations*, which was so popular that it had to be reprinted twice (making a total of 60 000 copies in print), and republished in a new format the

Canadian Foreign Policy Collection, a series of texts designed to explain this subject clearly and simply under various headings such as competitiveness and security, NATO, etc.

CanadExport, the bimonthly publication that provides advice and information for Canadian exporters, continued to be equally popular, with a mailing list of more than 25 000.

The Domestic Information Services Division received 45 500 calls, produced 2 600 letters and dispatches and distributed 25 000 informative documents. This service was especially hard pressed when major announcements were made by the Canadian government, as for example when the Green Paper on Foreign Policy was tabled in the House; when Mr. Clark issued statements on *apartheid* and Canadian sovereignty; when Prime Minister Mulroney spoke on free trade; and when international catastrophes such as the Mexican earthquake, the volcanic eruption in Colombia, the explosion of the Air India jet and the bombing of Libya occurred.

In addition to providing 178 guided tours of the L.B. Pearson building, the Division organized four visits for 30 Canadian journalists and academics to familiarize them with multilateral institutions such as the UN, NATO, UNESCO, OECD, GATT, etc. With a view to enlightening the Canadian public, and in particular certain opinion formers, the Division sent 32 lecturers across Canada to explain foreign policy in seminars, lectures, radio broadcasts, etc. More than 760 students received financial assistance to view model assemblies in North America, chief among them the United Nations, which celebrated its 40th anniversary in 1985.

The Division took part in eight Canadian industrial fairs. Participation generally consisted of activities carried out jointly by the Domestic Information Services Division, other departmental divisions and DRIE. It is estimated that 66 000 visitors attended these fairs during the year.

The Division published advertisements or short items on a weekly basis in Canada's major magazines and newspapers, giving advice to Canadian businessmen and encouraging exports. It also began an advertising campaign in the media centred on the challenge of trade and trading houses. As it did last year, in October the Division planned and produced an eight-page leaflet on trade and exporting that had a press run of 650 000. Among others, this supplement and others were placed in Canada's major newspapers and magazines: *La Presse*, *Les Affaires*, *The Globe and Mail* and *The Financial Post*.

Finally, the Division also produced a number of documents for the media and for departmental presentations over the course of the year, including 12 broadcasts for radio, one for television (Canadian aid for the famine in Ethiopia), three series of slides for briefings and 115 newspaper articles.

Chapter 10

POLICY CO-ORDINATION, MANAGEMENT AND ADMINISTRATION

Policy Development Bureau

During the 1985-86 fiscal year, the Policy Development Bureau continued, through its two components — the Political and Strategic Analysis Division and the Economic and Trade Analysis Division — to monitor key economic and political-strategic developments. The Bureau has been active in designing and co-ordinating appropriate policies in response to the changes brought by those developments. In-depth studies of a number of major foreign policy issues such as sovereignty, East-West relations and the Asia-Pacific region were also undertaken. The Bureau also assumed the drafting of several keynote speeches and statements for the use of the Prime Minister, the Secretary of State for External Affairs and other ministers. The major priority for the Bureau was the Foreign Policy Review launched in the spring of 1985 with the publication of the Green Paper. The Bureau closely followed the activities of the Special Joint Committee appointed to conduct public consultations on foreign policy issues.

Departmental management

The Corporate Management Bureau continued to co-ordinate top-down direction, dialogue and feedback on a number of management issues and exercises and bring resource allocation into line with governmental priorities and the prevailing fiscal climate.

The Corporate Planning Division was responsible for co-ordinating the departmental response to the recommendations of 14 sub-committees of the Ministerial Task Force on Program Review. As the focal point for interface with other government departments, the Division was closely involved in discussions on the elimination of duplication and overlap and agreements on the deployment of other department personnel at missions abroad. The Division also co-ordinated several organizational changes aimed at allowing the Department to fulfill its mandate better in the face of resource reductions.

The Evaluation Division undertook several resource reviews to assess resource use and identify the potential for resource reallocation within the Department. In addition, a trade tracking system was put in place to collect and provide the Department with quarterly resource-use data. Evaluations of a number of programs were also undertaken. The Department's Special Trade Relations activities were reviewed, including the Import Quota Allocation System and Export Controls, to identify options for improvement. In addition, an evaluation of health services for employees at hardship posts abroad was completed. Reviews of the foreign language training program, the International Exchange Program and investment promotion activities of the Department were also undertaken.

The Resource Management Division's major activities during the 1985-86 fiscal year included planning, assessing and allocating the scarce resources available to this Department. Its role in restraint reductions was also important.

The co-ordination of planning for both headquarters and missions represented one of the most time-consuming tasks of the Division. It was also involved in assessing and reporting to management, through the Corporate Management Reports, on variances and recommendations affecting budgets throughout the Department. Part of the 1985-86 fiscal year was also devoted to the review, analysis and recommendations to senior management of budgetary and personnel allocations to assistant deputy ministers for the 1986-87 fiscal year.

In response to the government-wide resource reduction exercise, this Division played an active role in identifying the person-year and financial targets set by the Treasury Board for both the 1985-86 and 1986-87 fiscal years. In order to provide for a more comprehensive approach to the government's reduction plan, it began to develop a long-range resource management plan which should provide a more systematic approach to the Department's long-term resource objectives for the 1987-1991 period.

The Cabinet Liaison and Co-ordination Division remained the focal point in the Department for the co-ordination and management of foreign policy and trade initiatives through the Cabinet system. In addition to its Cabinet Liaison responsibilities, the Division provided the Secretary for the Management Committee and co-ordinated the briefing books for the new Under-Secretary and Deputy Minister on their appointment in September 1985.

Internal audit

The Internal Audit Division was responsible for the audit of all programs and operations of the Department at headquarters and abroad. It provided senior management with assessments of the management of the Department's programs and operations, particularly those at missions. In the past year internal audits of the administration and immigration programs were carried out at 29 missions in Africa, Europe, Central and South America and the United States. Internal audits were also conducted on two major headquarters programs. All audits focused on the efficiency, economy and effectiveness of internal management policies, practices and controls.

Management Improvement Program

The External Affairs Management Improvement Program (EAMIP) was conceived in 1983 as the Department's response to critical observations on its management structures,

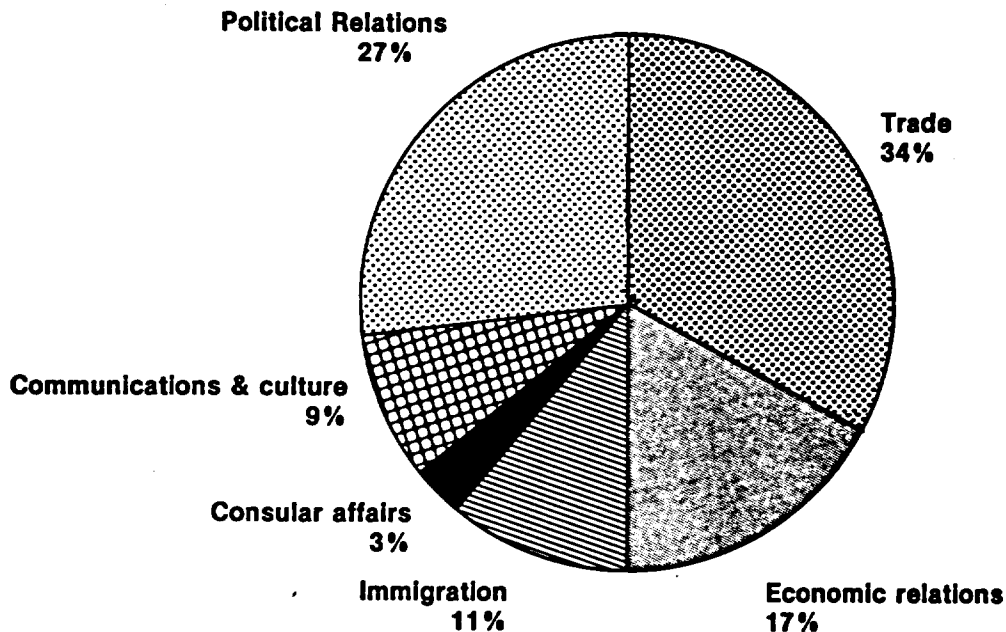
processes and systems by the Public Accounts Committee of the House of Commons, the Auditor General, and the Office of the Comptroller General. It consists of a number of projects designed to provide the Department with management practices suitable to both its needs and those of the central agencies.

To improve the focus of the program, and to take advantage of the insight gained in its first 18 months, all of its active projects were redefined and restructured during the 1985-86 fiscal year to clarify goals, forecast resource

requirements, and ensure that the concerns of central agencies would continue to be satisfied. The new program plan was published in December 1985. Regular monitoring of work in progress was carried out.

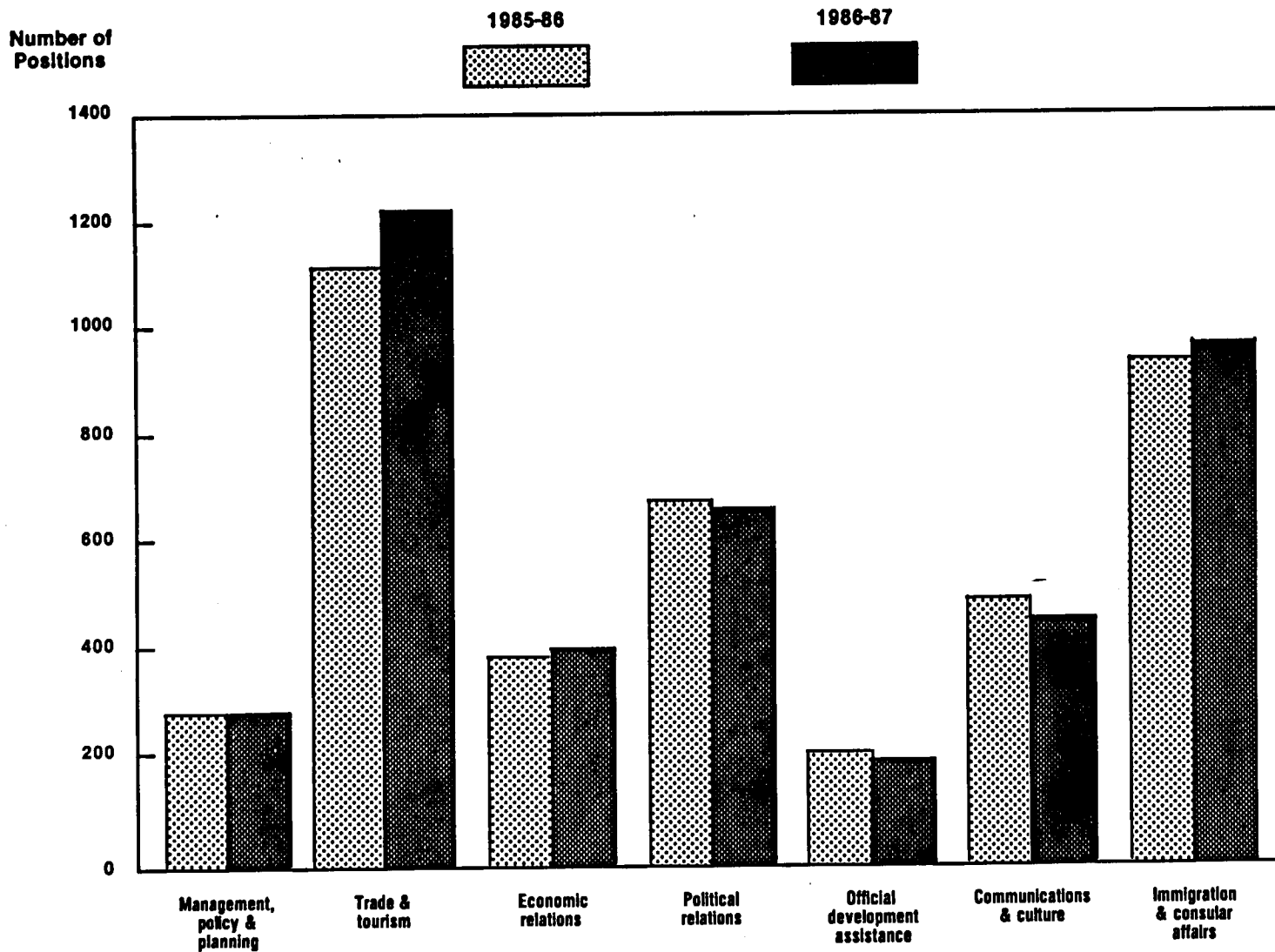
In addition to the formal monitoring of the EAMIP, the secretariat worked with senior managers to define the Department's needs for further management improvement, and prepared plans for approval and action. As the EAMIP is drawing to a close, this type of work is expected to assume greater importance.

Use of financial resources by program*



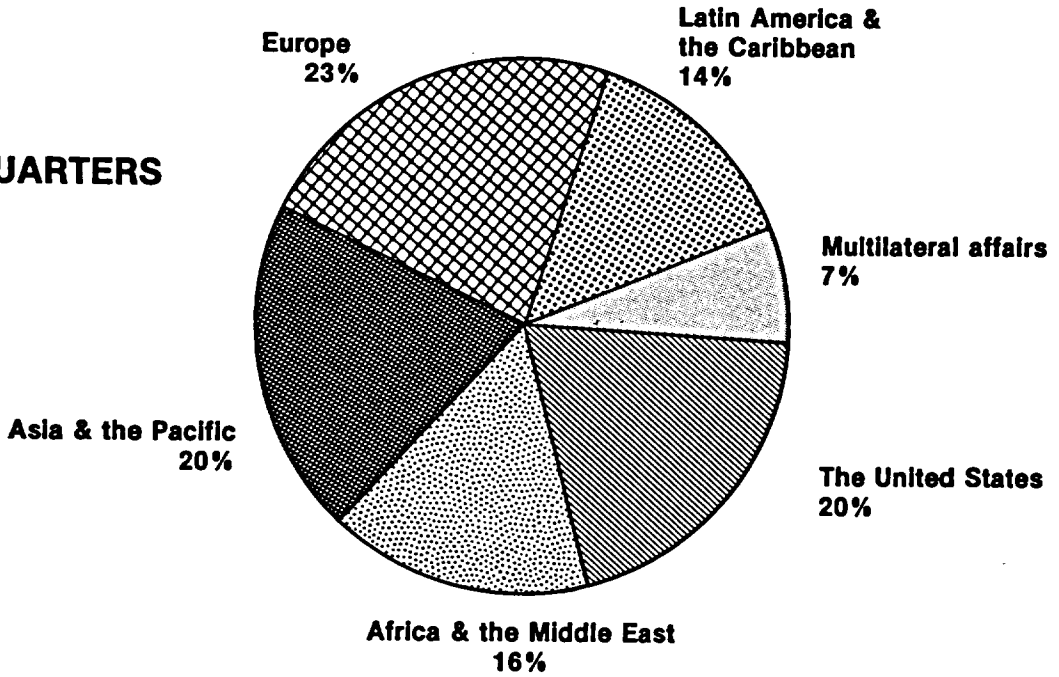
* Based on 1985-86 personnel utilization figures and financial figures from the 1986-87 estimates. Total equals 101% due to rounding.

Total personnel resources by program Canada-based & locally-engaged

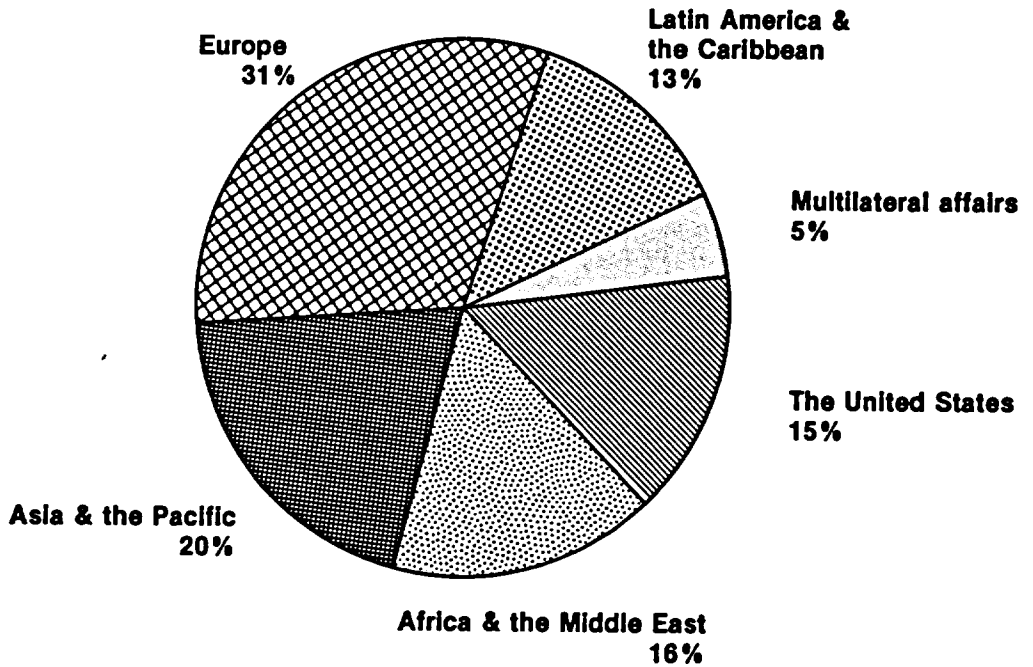


Canada-based personnel utilization, all programs, by region, 1986-87

HEADQUARTERS



ABROAD



Office of the Inspector General

The inspection, audit and evaluation functions of the Department were re-structured in 1985 to permit a high level of control, but at lower overall cost. As part of this restructuring, a position of Inspector General was re-created in October 1985.

The Inspector General's responsibility is to provide senior management with an objective and independent assessment of management practices, of posts' relations with headquarters, and their effectiveness in meeting governmental and departmental objectives in the conduct of foreign policy. The Inspector General acts on behalf of senior management and is free to request the full assistance and co-operation of assistant deputy ministers and bureau heads.

Most of the Inspector General's attention in the period under review was concentrated on investigating a number of specific issues in the personnel, security and administration areas. In addition, the Inspector General headed an in-depth review of personnel resources at the three Canadian Missions in Brussels (the Embassy to Belgium, the Delegation to NATO, and the Mission to the EEC).

Overall, the new Office of the Inspector General is working well, and has demonstrated that a senior officer dedicated to the task can get to the bottom of internal issues quickly and effectively. The Inspector General's review of Brussels, for example, resulted in substantial person-year and cost savings for the Department.

Federal-provincial co-ordination

The Department assists in harmonizing federal and provincial policies and activities at the international level. In 1985-86, provincial governments continued to devote a considerable amount of human and financial resources to the promotion of their interests abroad, benefiting from the Department's support in this area. Federal-provincial consultations with ministers and senior officials were held during the year to ensure that provincial interests were considered in the formulation of international relations policies and that provincial authorities were kept fully informed of the federal government's position on a number of issues of mutual interest. In addition, the Department's telecommunications network was available to the provinces, giving them rapid access to the many services offered by Canada's diplomatic and consular missions abroad. The Department continued to transmit reports, comments and research material, particularly of an economic and commercial nature, to the ten Canadian provinces from the various missions abroad; the missions also maintained close contacts with provincial offices located in their areas of responsibility.

The Department facilitated provincial participation in meetings of multilateral organizations such as the World Health Organization (WHO), the International Labour Organization (ILO), UNESCO, the United Nations Commission on Human Rights (CHR), the Commonwealth, francophone institutions and the Organization for Economic Co-operation and Development (OECD). It also helped to arrange visits abroad for provincial premiers and delegations as well as visits of foreign delegations to the provinces.

Protocol services and diplomatic, consular and other representatives in Canada

During the past year Canada had diplomatic relations with 148 countries. They were represented in Ottawa by 79

resident and 29 non-resident ambassadors, and 27 resident and 13 non-resident high commissioners. Other representational offices in Canada are the International Civil Aviation Organization (ICAO) with representatives from 50 countries, the Delegation of the Commission for the European Communities (CEC), the Inter-American Institute for Co-operation on Agriculture (IICA), the International Atomic Energy Agency (IAEA), the International Labour Organization (ILO), the Northwest Atlantic Fisheries Organization (NAFO), the Organization of Eastern Caribbean States (OECES), the International North Pacific Fisheries Commission (INPFC), the United Nations Centre for Human Settlements (HABITAT), and the United Nations High Commission for Refugees (HCR).

During 1985-86, the Department's Protocol Branch maintained liaison with all of these missions and provided services and advice in accordance with Canada's obligations under the Vienna Conventions and other international agreements, and Canadian laws and regulations. The Branch was responsible for the physical protection of diplomatic and consular representatives and premises, the accreditation arrangements of foreign and Canadian heads of posts and the ceremonial aspects of state visits to Canada. It also oversaw the privileges and immunities of some 6 500 members of diplomatic missions and consular posts in Canada, including their domestic servants and dependents.

The Branch was responsible for welcoming foreign visitors and providing the logistic and administrative support for their official visits. In 1985-86 these official visitors included His Excellency Nicolae Ceausescu, President of the Socialist Republic of Romania; His Excellency Li Xiannian, President of the People's Republic of China; His Excellency Julius Nyerere, President of the United Republic of Tanzania; His Excellency Dr. Garret Fitzgerald, Prime Minister of Ireland; His Excellency Yasuhiro Nakasone, Prime Minister of Japan; His Excellency Luis Alva Castro, Prime Minister of Peru; the Right Honourable Sir Geoffrey Howe, British Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs; the Honourable George P. Shultz, Secretary of State of the United States of America; Sir Shridath Ramphal, Commonwealth Secretary General; His Excellency Dante Caputo, Minister of Foreign Affairs of the Argentine Republic; His Excellency Jozsef Marjai, Deputy Prime Minister of the People's Republic of Hungary; His Excellency William Eteki Mboumoua, Minister of Foreign Affairs of the Republic of Cameroon; and His Excellency Vitaly I. Vorotnikov, Member of the Politburo of the Central Committee of the Communist Party of the Soviet Union and Chairman of the Council of Ministers of the Russian Soviet Federated Socialist Republic.

In addition, the Office of Protocol was responsible for arrangements connected with visits by the Right Honourable Joe Clark, Secretary of State for External Affairs, to the Soviet Union, France (OECD), the Bonn Economic Summit, the United States, Portugal (NATO meeting), Malaysia, Indonesia, Thailand (ASEAN), Finland (the Conference on Security and Co-operation in Europe), India, Pakistan and the Middle East. Similarly, trips made by the Honourable Monique Vézina, Minister for External Relations, to Latin America, France, Africa and the United States received the support of the Office, as did visits to a wide range of destinations abroad by other ministers or parliamentary secretaries representing ministers.

The Office also administered the official Government Guest House in Ottawa and managed an official hospitality facility at headquarters. During the 1985-86 fiscal year 12 815 guests were entertained in these facilities.

Communications, information retrieval and library

The Communications and General Services Bureau was responsible for most of the Department's information management services: global telecommunications, records information systems, diplomatic courier and mail, library, and word processing. As well, the Bureau provided office accommodation and furnishings for headquarters.

The period under review was characterized by the introduction of significant measures to improve efficiency and reduce costs. Major parts of the mail and messenger operations were contracted out to private companies, and a phased reduction in courier service was begun. Procedures were developed to limit expenditures on office supplies and building alterations.

The automation of various Bureau operations continued apace. The telecommunications network was improved through the introduction of new arrangements of circuits and the use of new terminal and processing equipment at selected embassies. An automated system was developed to facilitate the management of the Department's 50 000 files and 500 000 file volumes. The library continued testing a development of catalogue software and the preparation of catalogue materials and serials for input into the computer. As well, its on-line research and retrieval capabilities were enhanced with the inclusion of UN data and statistics, and a new graphics package. The Headquarters Facilities Management Division is pursuing the implementation of a computerized inventory system to replace the present manual operation.

The Bureau responded to a number of special and emergency requirements. Secure telecommunications services were provided during the Air India and Mexican earthquake disasters, and for conferences and ministerial visits abroad, often under difficult circumstances. Special data bases were established to assist the Deschênes Commission and the "La Bretagne" Adjudication Task Force.

Security and intelligence

During the year, the Intelligence Analysis and Security Bureau and the Economic Intelligence Bureau were restructured into the Foreign Intelligence Bureau and the Security Services Bureau.

The Foreign Intelligence Bureau is responsible for collecting, analyzing and distributing political and economic intelligence for policy makers both within the Department and for other departments with foreign policy interests.

The Security Services Bureau retains the responsibility for ensuring the protection of Canada's interests, including facilities, personnel and information, within the Department's mandate. The Bureau's Emergency Co-ordination Division has been strengthened. As a result, the Department can better meet its responsibilities for internationally protected persons in Canada as well as for its own personnel and missions abroad stemming from the drastically increased threat caused by the rise in international terrorism. It can also better co-ordinate the government's response to disasters in other countries, such as the volcanic eruption in Colombia and the Mexican earthquake.

This Division is responsible for: development of Canadian government policy on international co-operation against terrorism; maintenance of the Department's preparedness to respond to any crisis on a 24-hour basis; co-ordination of the policy aspects of protection of Canadian missions and personnel abroad as well as the protection of foreign diplomats in Canada.

Personnel

The Personnel Branch was responsible for the recruitment, assignment, remuneration and working conditions of the Department's 4 031 Canadian employees, 2 640 of whom were in the rotational foreign service, and 1 391 in the non-rotational service (i.e. those who work only in Canada). In addition, the Department had 3 825 locally engaged employees working at posts abroad. The Branch also provided services to the Passport Office, which had 371 employees in the National Capital Region and in 16 regional offices across Canada. The Department had 110 of its employees on secondment to other government departments and agencies, while 232 public servants from other departments and agencies were seconded to the Department.

A total number of 1 137 transfers of foreign service personnel and their families to and from Canada, or from one post to another, were effected during the year.

The Personnel Branch dealt with the consequences of the first round of the government-wide downsizing of the public service on its own employees. The vast majority of the employees encumbering deleted positions were redeployed to other departmental positions and only a few (approximately 30) had to take advantage of the provisions of the government policy for work force adjustment.

The departmental Affirmative Action Plan establishing numerical and operational objectives for 1985-88 was approved by Treasury Board Ministers in September 1985.

Distribution of personnel at Canadian posts abroad by geographical region

(Canada-based and locally engaged employees)

	Program personnel		Support personnel	
	Canada-based	Locally engaged	Canada-based	Locally engaged
International organizations	49	0	63	40
United States	166	116	83	358
Africa and Middle East	168	38	127	644
Latin America and Caribbean	152	62	80	451
Asia and Pacific	241	97	124	867
Europe	274	130	269	943
Total	1 050	443	746	3 303
GRAND TOTAL	5 542			

Deployment of personnel abroad by program

(Canada-based and locally engaged employees)

	Program personnel		Support personnel	
	Canada-based	Locally engaged	Canada-based	Locally engaged
Policy planning and co-ordination	62.4	0.5	30.9	15.8
Trade and industrial development	213.6	216.8	34.0	290.6
Tourism	29.3	42.2	0.3	44.7
Political relations	121.9	3.5	72.6	20.7
Economic relations	104.4	6.0	46.4	17.8
International development assistance	96.2	19.4	20.1	56.2
Culture, public affairs and information	55.4	51.4	16.2	173.4
Immigration and social affairs	197.1	89.9	13.9	435.2
Consular affairs	39.1	6.1	22.7	112.7
Administration	125.7	6.2	463.8	2 059.5
Other government departments	4.9	1.0	25.1	76.4
Total	1 050.0	443.0	746.0	3 303.0
GRAND TOTAL	5 542			

Finance and management services

The Bureau of Finance and Management Services is responsible for all aspects of financial management and financial administration: financial planning and analysis; accounting, auditing and other financial services; management consulting services; computer system design, development and implementation; office automation; provision of an administrative publications service; control and supervision of the departmental printing and photocopy operations; and most recently, provision of a comprehensive advisory, control and reporting function for service contracts.

A prime function of the Bureau is to report on the budgetary operations of the Department. These are set out below.

Budget

Departmental expenditures for the 1985-86 fiscal year totalled approximately \$785.0 million. This sum included operating and capital expenditures, grants and contributions and other transfer payments in connection with the Canadian Interests Abroad Program, the Grains and Oilseeds Program and the World Exhibitions Program.

Operating and maintenance expenditures of approximately \$554.4 million were incurred for the management and co-ordination of operations at headquarters and missions. They included salaries, wages and other personnel costs, rental of properties abroad, travel, communications and costs for the conduct of foreign operations.

Capital expenditures of approximately \$57.8 million included \$32.6 million for the purchase and replacement of vehicles, furnishings and equipment and \$25.2 million for the Long Range Capital Program (LRCP). The objective of this program is to stabilize rental costs through increased Crown ownership of office and living accommodation abroad.

Expenditures of approximately \$159.3 million for grants, contributions and transfer payments were largely non-discretionary and arose from Canada's membership in such international organizations as the United Nations, NATO, the OECD and the Commonwealth.

Major budget expenditures by activity

(in millions of dollars)

Canadian Interests Abroad Program	
Foreign policy, priorities and co-ordination	19.0
International trade development	69.9
International economic, trade and aid policy	29.7
Political, legal and international security affairs	124.9
Social affairs and programs	32.8
Bilateral relations and operations	396.8
Passport (net revenue)	(0.7)
Operational support, human resource planning, and administration	98.5
Sub-total	770.9
Grains and Oilseeds Program	8.8
World Exhibitions Program	5.3
TOTAL	785.0

Physical resources

The Physical Resources Bureau continues to have responsibility for providing all Crown-owned accommodation (through purchase or design and construction), all Crown-leased official residences and chanceries and certain leased staff quarters, as well as supporting matériel assets, interior design and maintenance services for the Department's overseas operations. The Bureau administers the Department's collection of Canadian works of art which are displayed at headquarters and at missions abroad. It is also responsible for the Department's Long Range Capital Program (LRCP) which is directed primarily at stabilizing rental costs through increased Crown ownership of office and living accommodation abroad.

The estimated value of the Department's real property inventory in 1985-86 was some \$1.25 billion. The Bureau's budget in 1985-86 totalled \$53.19 million, of which \$31.75 million was for construction and acquisition of real property under the LRCP. The value of matériel purchased for all departmental programs (at headquarters and missions) was \$42 million.

Progress continued on several major capital projects. The Embassy complex in Riyadh was completed and occupied; the major renovation program for Macdonald House in London, including a new official residence, was also completed, as was the Department's first Canadian Component (pre-engineered) chancery building in Bridgetown, Barbados. As the year closed, construction began on the showpiece embassy in Washington and designs were completed for major embassy projects in Beijing, Lagos, Cairo and Kinshasa. In addition, progress was made on the joint venture redevelopment of the embassy compound in Tokyo.

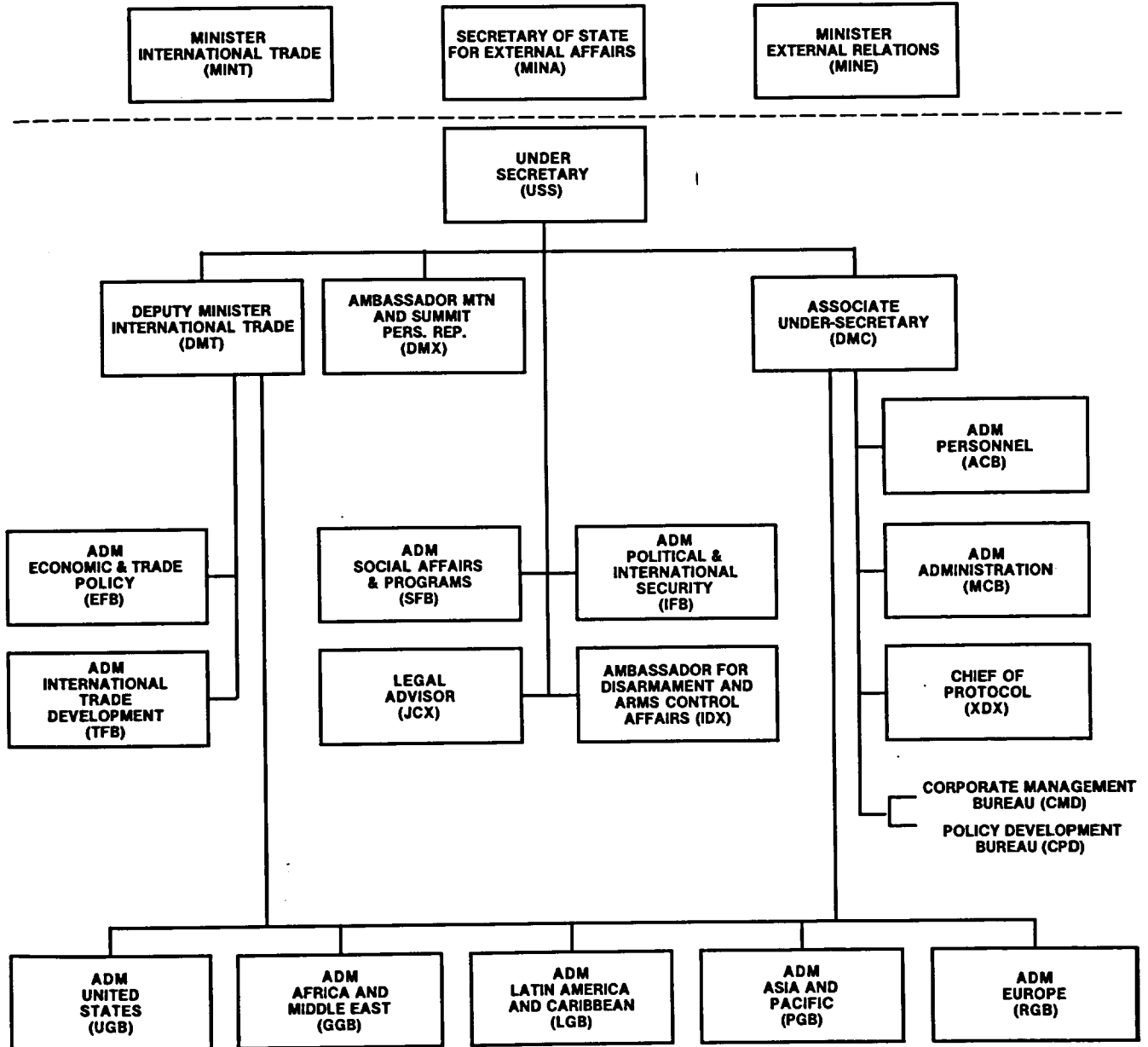
Property acquisitions included new official residences in Manila and Sao Paolo and staff quarters in Singapore. New chanceries were leased in Boston, Guatemala City, Hong Kong, and Kuala Lumpur, as well as an official residence in Washington for the Organization of American States (OAS) Mission. The Bureau also assisted in the acquisition and fit-up of a new trade annex in Beijing, China and a chancery for the new Consulate in Osaka, Japan.

Chancery renovation projects carried out in 1985-86 included both the United Nations and Consulate General chanceries in New York, as well as the chanceries in Dhaka, Manila, and Vatican City. A total of 17 surplus Crown-owned properties at various locations were sold during the year. Significant maintenance was completed on chanceries in Brasilia, Rome, Baghdad and Bucharest.

Bureau project planning through site visits and feasibility studies was undertaken for leasing or purchase-construction projects in Cleveland, San José (Costa Rica), Buenos Aires, Algiers, Hong Kong, Moscow, Vienna, Brussels and Bonn.

Administrative achievements during 1985-86 included the approval by the Treasury Board of chancery space standards, as well as the design and implementation of automated information and inventory systems for financial administration, real property and fine art.

DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS



Appendix II

Bilateral international agreements (calendar year)

Bangladesh

Convention between Canada and the People's Republic of Bangladesh for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with respect to Taxes on Income

Dacca, February 15, 1982
In force January 18, 1985

Barbados

Agreement on Social Security between the Government of Canada and the Government of Barbados

Bridgetown, February 11, 1985
In force January 1, 1985

Agreement between the Government of Canada and the Government of Barbados on Air Services

Nassau, October 18, 1985
In force October 18, 1985

Agreement between the Government of Canada and the Government of Barbados for the Training in Canada of Personnel of the Armed Forces of Barbados

Bridgetown, November 12, 1985
In force November 12, 1985

Belize

Agreement between the Government of Canada and the Government of Belize for the Training in Canada of Personnel of the Armed Forces of Belize

Belmopan, June 3, 1985
In force June 3, 1985
with effect from September 17, 1984

Bolivia

Treaty between the Government of Canada and the Government of Bolivia on the Transfer of Inmates and the Supervision of Persons under Sentence

La Paz, March 6, 1980
In force May 22, 1985

Brazil

Convention between the Government of Canada and the Government of the Federative Republic of Brazil for the Avoidance of Double Taxation with respect to Taxes on Income (and Protocol)

Brasilia, June 14, 1984
In force December 23, 1985

Long-term Wheat Agreement between the Government of Canada and the Government of the Federative Republic of Brazil

Brasilia, October 10, 1985
In force October 10, 1985
with effect from January 1, 1986

China, People's Republic of

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the People's Republic of China Renewing the Trade Agreement of October 13, 1973

Ottawa, July 16, 1985
In force July 16, 1985

Cyprus

Convention between Canada and the Republic of Cyprus for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with respect to Taxes on Income and on Capital

Nicosia, May 2, 1984
In force September 3, 1985

Denmark

Agreement on Social Security between the Government of Canada and the Government of the Kingdom of Denmark

Copenhagen, April 12, 1985

European Atomic Energy Community (Euratom)

Agreement in the form of an Exchange of Letters giving effect to the requirement, as set out in paragraph 5 of the Exchange of Letters initialled on November 20, 1984 between Canada and the European Atomic Energy Community

Ottawa, June 20, 1985
In force June 20, 1985

Agreement in the form of an Exchange of Letters between the European Atomic Energy Community (Euratom) and the Government of Canada, amending the Agreement for Co-operation in the Peaceful Uses of Atomic Energy signed on October 6, 1959 (with Agreed Minute)

Brussels, June 21, 1985
In force June 21, 1985

European Space Agency

Agreement between the Government of Canada and the European Space Agency concerning the Participation of Canada in the Development and Exploitation Phases of the ERS-1 Program

Ottawa, January 8, 1985
In force January 8, 1985

Finland

Treaty between Canada and Finland concerning Extradition

Helsinki, June 21, 1978
In force February 16, 1985

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of Finland amending the Extradition Treaty signed June 21, 1978

Helsinki, November 1, 1983
In force February 16, 1985

France

Agreement between the Government of Canada and the Government of the French Republic concerning the Promotion of Film and Video Co-Production Projects in the Field of Animation

Paris, January 10, 1985
In force January 10, 1985

Arbitration Agreement between the Government of Canada and the Government of the French Republic concerning the application of their Agreement on Mutual Fishing Relations

Paris, October 23, 1985
In force October 23, 1985

Germany, Federal Republic of

Agreement on Social Security between the Government of Canada and the Government of the Federal Republic of Germany (with Final Protocol)

Bonn, November 14, 1985

Guyana

Convention between Canada and the Co-operative Republic of Guyana for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with respect to Taxes on Income and for the Encouragement of International Trade and Investment

Georgetown, October 15, 1985

Haiti

General Agreement between the Government of Canada and the Government of the Republic of Haiti on Development Co-operation

Port-Au-Prince, May 21, 1985
In force May 21, 1985

India

Agreement between the Government of Canada and the Government of India for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with respect to Taxes on Income (with Protocol)

New Delhi, October 30, 1985

Israel

Agreement between the Government of Canada and the Government of Israel concerning Film and Videotape Production Relations

Toronto, March 18, 1985

Italy

Treaty between the Government of Canada and the Government of Italy concerning Extradition

Rome, May 6, 1981
In force June 27, 1985

Agreement on Cultural Co-operation between the Government of Canada and the Government of Italy

Ottawa, May 17, 1984
In force August 26, 1985

Ivory Coast

General Agreement between the Government of Canada and the Government of the Republic of Ivory Coast on Development Co-operation

Abidjan, January 11, 1985

Convention between the Government of Canada and the Government of the Republic of the Ivory Coast for the Avoidance of Double Taxation with respect to Taxes on Income and the Prevention of Fiscal Evasion

Montreal, June 16, 1983
In force December 19, 1985

Jamaica

Agreement between the Government of Canada and the Government of Jamaica for the Training in Canada of Personnel of the Armed Forces

Kingston, July 18, 1985
In force July 18, 1985

Agreement between the Government of Canada and the Government of Jamaica on Air Transport

Nassau, October 18, 1985
In force October 18, 1985

Japan

Parcel Post Agreement between Canada and Japan

Tokyo, April 11, 1978
In force October 1, 1978
Terminated by Canada, effective
December 31, 1985

Mexico

Agreement on Tourism Co-operation between the Government of Canada and the Government of the United States of Mexico

Ottawa, May 8, 1984
In force provisionally May 8, 1984
In force definitively January 17, 1985

Multinational Force and Observers

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Multinational Force and Observers constituting an Agreement on the Participation of Canada in the Sinai Multinational Force and Observers

Ottawa, June 28, 1985
In force June 28, 1985

New Zealand

Agreement between the Government of Canada and the Government of New Zealand on Air Transport

Ottawa, September 4, 1985
In force September 4, 1985

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of New Zealand concerning Route Schedule

Ottawa, September 4, 1985
In force September 4, 1985

Norway

Agreement on Social Security between the Government of Canada and the Government of the Kingdom of Norway

Oslo, November 12, 1985

St. Christopher and Nevis

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Federation of St. Christopher and Nevis on Air Services

Nassau, October 18, 1985
In force October 18, 1985

Agreement in the Form of an Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the Federation of St. Christopher and Nevis relative to the Tariffs to be Applied by the Designated Airlines for Carriage of Traffic between Canada and St. Christopher and Nevis

Nassau, October 18, 1985
In force October 18, 1985

Agreement in the Form of an Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the Federation of St. Christopher and Nevis concerning the Designation of Trinidad and Tobago (British West Indies Airlines International) Airways Corporation

Nassau, October 18, 1985
In force October 18, 1985

South Africa

Agreement between Canada and the Union of South Africa for the Prevention of Fiscal Evasion and the Avoidance of Double Taxation with respect to Income Tax

Ottawa, September 28, 1956
In force January 1, 1958
Terminated by Canada, effective
December 31, 1985

Agreement between Canada and the Union of South Africa for the Prevention of Fiscal Evasion and the Avoidance of Double Taxation with respect to Succession Duties

Ottawa, September 28, 1956
In force January 1, 1958
Terminated by Canada, effective
November 22, 1985

Spain

Agreement between the Government of Canada and the Government of Spain concerning Cinematographic Relations

Madrid, January 14, 1985

Sweden

Agreement on Social Security between the Government of Canada and the Government of Sweden

Stockholm, April 10, 1985

Thailand

Convention between Canada and the Kingdom of Thailand for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with respect to Taxes on Income

Ottawa, April 11, 1984
In force provisionally January 1, 1985
In force definitively July 16, 1985

Turkey

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Republic of Turkey for Co-operation in the Peaceful Uses of Nuclear Energy

Ankara, June 18, 1985

Union of Soviet Socialist Republics

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics for the Avoidance of Double Taxation on Income

Moscow, June 13, 1985

United Kingdom

Exchange of Letters between the Government of Canada and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland Amending the Films Co-production Agreement Signed on September 12, 1975

London, July 9, 1985

Protocol between the Government of Canada and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland Further Amending the Convention for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with respect to Taxes on Income and Capital Gains of September 8, 1978, as Amended by the Protocol of April 15, 1980

London, October 16, 1985
In force December 23, 1985

United States of America

Agreement between the Government of Canada and the Government of the United States of America regarding Mutual Assistance and Co-operation between Their Customs Administrations

Quebec, June 20, 1984
In force January 8, 1985

Treaty between the Government of Canada and the Government of the United States of America concerning Pacific Salmon

Ottawa, January 28, 1985
In force March 18, 1985

Treaty between the Government of Canada and the Government of the United States of America on Mutual Legal Assistance in Criminal Matters (with an Exchange of Notes)

Quebec, March 18, 1985

Exchange of Notes Constituting an Agreement between the Government of Canada and the Government of the United States of America on the Modernization of the North American Air Defence System (with Memorandum of Understanding)

Quebec, March 18, 1985
In force March 18, 1985

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the United States of America together with a Memorandum of Agreement amending the Agreement concerning the Application of Tolls for the St. Lawrence Seaway (1959) as amended

Washington, May 3, 1985
In force May 3, 1985

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the United States of America Amending the Agreement of June 6, 1978 concerning the Commercial Development of an Area of the United States Naval Facility, Argentina, Newfoundland

Newfoundland, May 22, 1985
In force May 22, 1985

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the United States of America on Unemployment Insurance Benefits amending the Agreement of March 12, 1942 as amended

Ottawa, October 29, 1984 and June 21, 1985
In force June 21, 1985

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the United States of America Constituting an Agreement concerning the Construction of New Chanceries in Ottawa and Washington, Respectively

Washington, May 13 and October 2, 1985
In force October 2, 1985

Yugoslavia

Air Transport Agreement between the Government of Canada and the Government of the Federal Executive Council of the Assembly of the Socialist Federal Republic of Yugoslavia (with Memorandum of Understanding)

Belgrade, November 16, 1984
In force provisionally November 16, 1984
In force definitively March 21, 1985

Appendix III

Multilateral International agreements (calendar year)

Convention on the Transfer of Sentenced Persons

Done at Strasbourg, March 21, 1983
Signed by Canada, March 21, 1983
Canada's Instrument of Ratification
deposited on May 13, 1985
Entered into force for Canada July 1, 1985

International Sugar Agreement, 1984

Done at Geneva, July 5, 1984
Canada's Instrument of Accession
deposited on February 20, 1985
Entered into force provisionally January 1, 1985
Entered into force definitively April 4, 1985

Amendment to Article VI.A.1 of the Statute of the International Atomic Energy Agency

Approved, September 27, 1984
Canada's Instrument of Acceptance
deposited, July 15, 1985

International Convention on Maritime Search and Rescue, 1979

Done at Hamburg, April 27, 1979
Canada's Instrument of Accession
deposited on June 18, 1982
Entered into force for Canada June 22, 1985

Convention against Torture and other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment

Done at New York, December 10, 1984
Signed by Canada, August 23, 1985

Vienna Convention for the Protection of the Ozone Layer

Done at Vienna, March 22, 1985
Signed by Canada, March 22, 1985

Protocol to the 1979 Convention on Long-Range Transboundary Air Pollution on the Reduction of Sulphur Emissions or Their Transboundary Fluxes by at Least 30 per cent

Done at Helsinki, July 8, 1985
Signed by Canada, July 9, 1985
Ratified by Canada, December 4, 1985

1984 Protocol amending the Interim Convention on Conservation of North Pacific Fur Seals of February 9, 1957, as amended

Done at Washington, October 12, 1984
Signed by Canada, October 12, 1984
Canada's Instrument of Ratification
deposited on May 16, 1985

Protocol relating to an Amendment to the Convention on International Civil Aviation (Article 83 bis)

Done at Montreal, October 6, 1980
Ratified by Canada, October 23, 1985

Protocol on the 1979 Convention on Long-Range Transboundary Air Pollution on Long-term Financing of the Co-operative Program for Monitoring and Evaluation of the Long-Range Transmission of Air Pollutants in Europe (EMEP)

Done at Geneva, September 28, 1984
Signed by Canada, October 3, 1984
Ratified by Canada on December 4, 1985

North American Regional Broadcasting Agreement

Done at Washington, November 15, 1950
Denounced by Canada, effective February 17, 1985